Jeanine Vanesse

Bac Informatique

Notions de E-Business

Notions de droit appliqué aux TIC

Table des matières.

I. Le code de droit économique

Livrer XI : La propriété intellectuelle

Livre XII : Droit de l'économie électronique

II. Les prérequis

Les sources du droit

La force obligatoire de la loi, de l'AR

Les dispositions d'ordre public, impératives et supplétives de la loi

Les directives et règlements européens

Les Cours et Tribunaux

Définition d'un contrat – De l'Offre

Conditions de fond, de forme pour la validité d'un contrat

Les différents moments de l'existence de tout contrat

La fin du contrat – Condition suspensive- condition résolutoire

La responsabilité contractuelle – les trois éléments – la faute, le dommage et le lien de causalité

La théorie des risques

L'obligation de moyen et de résultat

La clause pénale

Attitude à adopter dans les pourpariers préliminaires

La particularité des contrats conclus par internet...la vente à distance

III. La propriété intellectuelle

Chapitre I : Les droits d'auteur

Section 1 : Les droits d'auteur en général

Section 2 : Les dispositions particulières aux œuvres littéraires

Section 3 : Les dispositions particulières aux œuvres d'art graphique ou plastiques

Section 4 : Les dispositions particulières aux œuvres audiovisuelles

Section 5 : Les Dispositions particulières aux bases de données

Section 6 : Exceptions aux droits patrimoniaux de l'auteur

Section 7 : Dispositions communes aux œuvres sonores et audiovisuelles

Section 8 : Le contrat d'édition

Chapitre II : Les droits voisins

Chapitre III : De la copie privée d'œuvres et de prestations

Chapitre IV : De la reproduction sur papier ou sur un support similaire d'œuvres dans un but privé ou à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique

Chapitre V : Le délit de contrefaçon

Chapitre VI : Les programmes d'ordinateur

Chapitre VII : Les bases de données

IV : Le droit de l'économie électronique

Chapitre I : Législation

Chapitre II : Les noms de domaine

Chapitre III : La création d'un site web et le commerce électronique

Créer un site internet

- Pourquoi créer un site web ?
- Quelles possibilités s'offrent à moi pour créer un site web ?
- Comment choisir un concepteur pour créer mon site ?
- A quoi dois-je veiller durant les négociations ?
- Comment se présente un contrat de création de site web ?
- Comment définir les missions et les obligations du concepteur ?
- Quelles sont mes obligations ?
- Comment régler la question des droits de propriété intellectuelle ?
- Qu'est-ce qu'une clause de confidentialité ?
- Comment se déroule la procédure de réception ?
- Quel est le contenu des clauses de "garanties et responsabilité" ?
- Comment régler l'évolution et la mise à jour du site ?

- Faut-il prévoir une maintenance ?
- Qu'est-ce qu'un nom de domaine ?
- Comment gérer l'hébergement de mon site ?
- Comment faire connaître mon site via les moteurs de recherche et les annuaires ?
- Quelles sont les limites au contenu de mon site ?

Les informations qui doivent figurer sur les sites de commerce électronique

- Quelles informations dois-je fournir au client avant la commande ?
- Les conditions générales
- Qu'est-ce qu'une politique de respect de la vie privée (privacy policy) ?
- Qu'est-ce qu'un disclaimer ?

Le prix

- Que dit la loi belge sur l'indication des prix ?
- Comment les remises sont-elles réglementées ?

Le Spamming

La signature électronique

La commande en ligne

- Comment éviter que le client commette des erreurs dans sa commande ?
- Comment organiser le processus de commande sur mon site ?
- Quelles informations dois-je fournir au client après la commande ?
- A partir de quand suis-je engagé contractuellement ?

Le paiement

- Quels sont les risques liés à l'utilisation d'une carte de crédit sur internet ?
- Suis-je responsable si quelqu'un passe commande sur mon site en utilisant frauduleusement la carte d'un tiers ?
- Comment permettre le paiement par virement électronique sur mon site ?
- Peut-on proposer le paiement par virement bancaire classique ?
- Puis-je exiger du client un paiement anticipé ?
- Comment garantir la sécurité de mon site ?

La livraison

- Dans quel délai dois-je exécuter la commande ? Quelles sont les conséquences du non-respect de ce délai ?
- Suis-je responsable si le bien s'égare ou est abîmé lors de la livraison ?
- Quelles informations dois-je fournir lors de la livraison ?
- Dans quels cas le client peut-il demander le remboursement ?
- Dans quels délais dois-je le rembourser ?
- Quels services mettre en place pour assister le client en cas de problème ?
- Les frais de livraison
- L'adresse de facturation et de livraison
- Qu'est-ce qu'un dépôt régional

Le droit de rétractation

- Dans quels cas le client dispose-t-il d'un droit de rétractation ?
- Dois-je informer le consommateur de l'existence ou de l'absence de droit de

rétractation ? Quelles sont les conséquences d'un défaut d'information à ce sujet ?

- Dans quels délais le consommateur a-t-il le droit de renoncer au contrat ?
- Le consommateur peut-il renoncer au contrat s'il a déjà payé le prix ?
- Puis-je exiger du consommateur une indemnité ou une explication lorsqu'il renonce au contrat ?
- Quelles sont les obligations du consommateur en cas d'exercice de son droit de rétractation ?
- Quelles sont mes obligations lorsque le consommateur renonce au contrat ?

Comment apporter la preuve des transactions ?

- Comment puis-je faire la preuve à l'égard d'un autre commerçant ?
- Comment puis-je faire la preuve à l'égard d'un consommateur ?
- Lorsque je contracte avec un consommateur, quels sont les éléments dont la preuve m'incombe ?
- Un simple e-mail est-il reconnu comme une preuve ?
- Peut-on prouver efficacement au moyen d'un document signé électroniquement ?

La garantie et le service après-vente

- Que prévoit la loi ?
- Quels biens ou contrats sont concernés ?
- Quand le vendeur est-il tenu par la garantie ?
- Que peut exiger le consommateur, du vendeur ?
- Qu'est-ce qu'une garantie commerciale ?
- Quid après ces deux ans ?
- Le délai de garantie de deux ans vaut-il également pour les accessoires ?

Comment résoudre les litiges ?

- Quelle est la juridiction compétente en matière contractuelle ?
- Puis-je prévoir la compétence d'une juridiction déterminée lors de la conclusion d'un contrat ?
- Quelle est la juridiction compétente en matière délictuelle ?
- Quel est le principe établi par la loi sur le commerce électronique ?
- Quelle est la loi applicable aux contrats conclus avec des consommateurs ?
- Puis-je négocier la loi applicable au contrat ?
- Quelle est la loi applicable en cas de délit ?
- Qu'est-ce qu'un mécanisme alternatif de résolution des litiges (ADR) ?
- Quand et comment recourir à ce type de mécanisme ?
- Quels sont les avantages de l'ADR ?
- Puis-je prévoir lors d'un contrat le recours à ce type de mécanisme ?
- Quelle est la valeur d'une décision d'ADR ?

La protection de la vie privée, Le traitement des données à caractère personnel

- Dois-je mettre en place une privacy policy ?
- Qu'est-ce qu'un traitement de données à caractère personnel ?
- Dans quels cas suis-je soumis à l'obligation de déclaration à la Commission de la protection de la vie privée ?
- Comment faire une déclaration à la Commission de la protection de la vie privée ?
- A quelles conditions puis-je traiter des données à caractère personnel ?

- A quelles conditions puis-je collecter des données à caractère personnel ?
- Quelles autres informations puis-je faire figurer sur mon site ?
- A quel moment faut-il informer la personne concernée ?
- Puis-je me fournir en données auprès de tiers ?
- Quelles données puis-je collecter ?
- Quelles techniques puis-je utiliser pour collecter des données à caractère personnel en ligne ?
- Quels sont les droits dont disposent les personnes concernées ?
- Que dois-je faire avec les données recueillies ?
- Puis-je transférer des données à caractère personnel vers un autre pays ?

Les publicités, promotions et concours

- Qu'est-ce qu'une publicité aux yeux de la loi ?
- Comment diffuser mes publicités sur les réseaux ?
- Quelles informations doivent figurer obligatoirement dans mes publicités ?
- Qu'est-ce qu'une publicité trompeuse ?
- A quelles conditions puis-je faire de la publicité comparative sur le internet
- Les titulaires de professions libérales peuvent-ils faire de la publicité sur l'internet ?
- Quelles sont les règles à respecter en matière d'offres promotionnelles, de concours et de jeux promotionnels sur les réseaux ?
- Qu'est-ce qu'une newsletter ?
- La publicité par e-mail
- Quelles informations doivent figurer dans mes publicités par e-mail ?
- Le destinataire peut-il s'opposer à recevoir des publicités par e-mail après avoir donné son consentement ? Comment ?
- Ces principes valent-ils aussi en matière de publicité par SMS ?

Les codes de conduite et les labels

- Qu'est-ce qu'un code de conduite ?
- Qu'est-ce que la labellisation ?

Comment garantir la sécurité de mon site ?

- Quels sont les dangers qui menacent un site web ?
- Quelles sont les techniques d'agression utilisées ?
- Quels sont les différents virus ?
- Qu'est-ce que la criminalité informatique ?
- En quoi consistent les infractions contre la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et systèmes ?
- En quoi consiste le faux en informatique ?
- En quoi consiste la fraude informatique ?
- Quels sont les moyens légaux pour lutter contre la criminalité informatique ?
- Quelles démarches entreprendre si je suis victime de criminalité informatique ?
- Comment identifier l'auteur d'un délit en matière de criminalité informatique ?
- A quels moyens techniques puis-je recourir pour me protéger ?
- Qu'est-ce qu'un firewall ?
- A quoi peuvent servir les fichiers historiques ?
- Comment réaliser les copies de sauvegarde ?
- Comment utiliser les logiciels anti-virus ?
- Dois-je prévoir des moyens de sécurité particuliers si je mets en place un système de paiement en ligne ?
- Comment organiser la sécurité et quel en est le coût ?

Chapitre IV : L'hébergement

- Définition et enjeux
- Objet des prestations liées au contrat – Durée du contrat
- Les différentes obligations des parties
- Quelques clauses particulières
- Contrat type d'hébergement

Chapitre V : Le Cloud Computing

I. Le code de droit économique

Livrer XI : La propriété intellectuelle

Livre XII : Droit de l'économie électronique

Plus d´informations X Continuer

Justel)

Code de droit économique

Livre Ier : Définitions générales

Livre II : Principes généraux

Livre III : Liberté d'établissement, de prestation de service et obligations générales des entreprises

Livre IV : Protection de la concurrence

Livre V : La concurrence et les évolutions des prix

Livre VI : Pratiques du marché et protection du consommateur

Livre VII : Services de paiement et de crédit

Livre VIII : Qualité des produits et des services

Livre IX : Sécurité des produits et des services

Livre X : Contrats d'agence commerciale, contrats de coopération commerciale et concessions de vente

Livre XI : Propriété intellectuelle

Livre XII : Droit de l'économie électronique

Livre XIII : Concertation

Livre XIV : Pratiques du marché et protection du consommateur relatives aux professions libérales

Livre XV : Application de la loi

Livre XVI : Règlement extrajudiciaire des litiges de consommation

Livre XVII : Procédures juridictionnelles particulières

Livre XVIII : Instruments de gestion de crise

Type de réglementation:Code de droit economique , Loi

Lien

Code de droit économique

précédent

Copyright © 2013 Belgian Federal Government

- Disclaimer
- Plan du site
- Plan du site
- Contacts

8

Réglementation

Télécommunications

- Loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, M.B., 24 janvier 2003.
- Loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement de litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, M.B., 24 janvier 2003.
- Loi du 26 juin 2003 relative à l'enregistrement abusif des noms de domaine, M.B., 9 septembre 2003.
- Loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.
- Loi du 15 mai 2007 relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne les services de radiotransmission et de radiodistribution, M.B., 5 juillet 2007.
- Loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de communications électroniques et services de communications électroniques et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, M.B., 22 février 1996.
- Arrêté ministériel du 12 novembre 2009 fixant le niveau de détail de la facture de base en matière de communications lectroniques, M.B., 23 novembre 2009.
- Arrêté royal du 2 juillet 2013 relatif à la portabilité des numéros d'abonnés aux services de communications électroniques, M.B., 12 juillet 2013.
- Arrêté royal du 9 juillet 2013 relatif aux messages d'alertes visant à maîtriser les coûts des services de communications électroniques, M.B., 23 juillet 2013.
- Accord de coopération du 17 novembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations et lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régulation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision, M.B., 28 décembre 2006.

Droits d'auteur et droit des marques

- Loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins , M.B., 27 juillet 1994.
- Loi du 30 juin 1994 transposant la directive européenne du 14 mai 1991 sur la protection juridique des programmes d'ordinateur, M.B., 27 juillet 1994.
- Loi du 31 août 1998 transposant la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données, M.B., 14 novembre 1998. http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=nl&la=N&cn=1994063036 &table_name=wet
- Loi du 22 mars 2006 portant assentiment à la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye le 25 février 2005, M.B., 26 avril 2006.
- Loi du 26 juin 2003 relative à l'enregistrement abusif des noms de domaine, M.B., 9 septembre 2003.

Commerce électronique

- Loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information , M.B., 17 mars 2003.
- Loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information visés à l'article 77 de la Constitution , M.B., 17 mars 2003.

- Loi du 20 octobre 2000 introduisant l'utilisation de moyens de télécommunication et de la signature électronique dans la procédure judiciaire et extrajudiciaire, M.B., 22 décembre 20.
- Loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification, M.B., 29 septembre 2001.
- Loi du 17 juillet 2002 relative aux opérations effectuées au moyen d'instruments de transfert électronique de fonds, M.B., 17 août 2002.
- Arrêté royal du 4 avril 2003 visant à réglementer l'envoi de publicités par courrier électronique, M.B., 28 mai 2003.
- Loi du 15 mai 2007 fixant un cadre juridique pour certains prestataires de services de confiance, M.B., 17 juillet 2007.

Protection du consommateur

- Livre VI "Pratiques du marché et protection du consommateur" du Code de droit économique. M.B., 30 décembre 2013.
- Loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information. M.B., 17 mars 2003.
- Loi du 10 décembre 2009 relative aux services de paiement, M.B., 15 janvier 2010.

Criminalité informatique

- Loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie enfantine, M.B., 25 avril 1995.
- Loi du 28 novembre 2000 sur la criminalité informatique, M.B., 3 février 2001.

Protection de la vie privée

- Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, M.B., 18 mars 1993.
- Arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, M.B., 13 mars 2001.
- Convention collective de travail n° 81 du 26 avril 2002 relative à laprotection de la vie privée des travailleurs à l'égard du contrôle des données de communication électroniques en réseau, M.B., 29 juin 2002.
- Convention collective de travail n° 85 du 9 novembre 2005 concernant le télétravail, M.B., 5 septembre 2006.

Droit international privé

- Règlement (CE) n° 44/2001 du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire,- la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, J.O.C.E., n° L 12/1, 16 janvier 2001.
- Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises du 11 avril 1980, approuvée par la
- Loi belge du 4 septembre 1996 , M.B., 1er juillet 1997.
- Convention de Rome du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles, J.O.C.E., n° L 266/1, 9 octobre 1980.
- Règlement (CE) n° 864/2007 du Parlement et du Conseil du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II).
- Loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé, M.B., 27 juillet 2004.

II. Les prérequis

Les sources du droit

La force obligatoire de la loi, de l'AR

Les dispositions d'ordre public, impératives et supplétives de la loi

Les directives et règlements européens

Les Cours et Tribunaux

Définition d'un contrat – De l'Offre

Conditions de fond, de forme pour la validité d'un contrat

Les différents moments de l'existence de tout contrat

La fin du contrat – Condition suspensive- condition résolutoire

La responsabilité contractuelle – les trois éléments – la faute, le dommage et le lien de causalité

La théorie des risques

L'obligation de moyen et de résultat

La clause pénale

Attitude à adopter dans les pourparlers préliminaires

La particularité des contrats conclus par internet...la vente à distance

Les sources du droit

-- Les sources écrites obligatoires du droit

I. Les sources internationales

Les directives et les règlements pris au niveau européen

Les traités

Les décisions prises au niveau des organismes internationaux : OCDE, ONU…

II. Les sources nationales

A) La constitution

B) La loi (prise au niveau du parlement)

Six questions sont à se poser

- **à partir de quel moment une loi, est-elle applicable ?**
- **jusqu'à quel moment, une loi est-elle applicable ?**
- **la loi peut-elle avoir un effet rétroactif ?**
- **la loi est-elle applicable à tous ?**
- **le champ d'application de la loi ?**
- **toutes les dispositions légales sont-elles obligatoires ?**

A mettre en rapport avec l'autonomie de la volonté des parties, lors de la signature et de l'exécution d'un contrat.

c) L'AR

Un AR peut-il créer une disposition légale ? Non, mais…

III) Les sources régionales, communautaires, provinciales, communales

-- *Les sources obligatoires non écrites du droit*

A) La coutume

B) Les principes généraux du droit

-- *Les sources non obligatoires du droit*

A) La jurisprudence

B) La doctrine

Les contrats, les actes unilatéraux

1. Définition

Le contrat est un accord de volonté entre au moins deux parties en vue de produire des effets juridiques.

L'acte unilatéral est l'expression de la volonté d'une seule partie qui n'engage que cette partie...du moins jusqu'au moment où le destinataire de l'offre l'accepte.

2. Les conditions de fond nécessaires à la formation d'un contrat

- **consentement**
- **capacité**
- **objet**
- **cause**

3. Les conditions de formes...le formalisme nécessaire à la validité d'un contrat

4. Les différents moments de la vie d'un contrat

Naissance

Exécution

FIN.

Fin

5. La responsabilité contractuelle et extra-contractuelle

- la faute contractuelle est la non-exécution du contrat ou l'exécution non conforme à ce qui avait été prévu entre els parties.

- la faute extracontractuelle peut être due à un fait ou une abstention, au fait de soi-même ou de celui des personnes dont l'on répond.

5.1. Les trois éléments nécessaires à la responsabilité

Faute

Dommage

Lien de causalité

5.2. La clause résolutoire expresse…une façon de mettre fin au contrat en cas de non exécution des obligations d'un débiteur

5.3. La clause pénale, une façon contractuellement le dédommagement en cas de responsabilité contractuelle.

5.4. La force majeure supprime la faute.

5.5. Qui doit prouver les fautes? Le débiteur ou le créancier ?

- ***obligation de résultat*** *: c'est le débiteur qui devra prouver qu'il n'est pas en faute bien que le résultat ne soit pas obtenu*

- ***obligation de moyen,*** c'est le créancier qui doit prouver la faute du débiteur

III. La propriété intellectuelle

Chapitre I : Les droits d'auteur

Section 1 : Les droits d'auteur en général

Section 2 : Les dispositions particulières aux œuvres littéraires

Section 3 : Les dispositions particulières aux œuvres d'art graphique ou plastiques

Section 4 : Les dispositions particulières aux œuvres audiovisuelles

Section 5 : Les Dispositions particulières aux bases de données

Section 6 : Exceptions aux droits patrimoniaux de l'auteur

Section 7 : Dispositions communes aux œuvres sonores et audiovisuelles

Section 8 : Le contrat d'édition

Chapitre II : Les droits voisins

Chapitre III : De la copie privée d'œuvres et de prestations

Chapitre IV : De la reproduction sur papier ou sur un support similaire d'œuvres dans un but privé ou à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique

Chapitre V : Le délit de contrefaçon

CHAPITRE 2. - [1 Droit d'auteur]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 1re. - [1 Droit d'auteur en général]1

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.165. [1 § 1er. L'auteur d'une oeuvre littéraire ou artistique a seul le droit de la reproduire ou d'en autoriser la reproduction, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit, qu'elle soit directe ou indirecte, provisoire ou permanente, en tout ou en partie.

Ce droit comporte notamment le droit exclusif d'en autoriser l'adaptation ou la traduction.

Ce droit comprend également le droit exclusif d'en autoriser la location ou le prêt.

L'auteur d'une oeuvre littéraire ou artistique a seul le droit de la communiquer au public par un procédé quelconque, y compris par la mise à disposition du public de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

L'auteur d'une oeuvre littéraire ou artistique a seul le droit d'autoriser la distribution au public, par la vente ou autrement, de l'original de son oeuvre ou de copies de celle-ci.

La première vente ou premier autre transfert de propriété de l'original ou d'une copie d'une oeuvre littéraire ou artistique dans l'Union européenne par l'auteur ou avec son consentement, épuise le droit de distribution de cet original ou cette copie dans l'Union européenne.

§ 2. L'auteur d'une oeuvre littéraire ou artistique jouit sur celle-ci d'un droit moral inaliénable.

La renonciation globale à l'exercice futur de ce droit est nulle.

Celui-ci comporte le droit de divulguer l'oeuvre.

Les oeuvres non divulguées sont insaisissables.

L'auteur a le droit de revendiquer ou de refuser la paternité de l'oeuvre.

Il dispose du droit au respect de son oeuvre lui permettant de s'opposer à toute modification de celle-ci.

Nonobstant toute renonciation, il conserve le droit de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de cette oeuvre ou à toute autre atteinte à la même oeuvre, préjudiciables à son honneur ou à sa réputation.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.166. [1 § 1er. Le droit d'auteur se prolonge pendant septante ans après le décès de l'auteur au profit de la personne qu'il a désignée à cet effet ou, à défaut, de ses héritiers conformément à l'article XI.171.

§ 2. Sans préjudice du deuxième et du troisième alinéa du présent paragraphe, lorsque l'oeuvre est le produit d'une collaboration, le droit d'auteur existe au profit de tous les ayants droit jusque septante ans après la mort du dernier co-auteur survivant.

La durée de protection d'une oeuvre audiovisuelle expire septante ans après le décès du dernier survivant parmi les personnes suivantes : le réalisateur principal, l'auteur du scénario, l'auteur des textes et l'auteur des compositions musicales avec ou sans paroles spécialement réalisées pour l'oeuvre.

La durée de protection d'une composition musicale comportant des paroles prend fin

septante ans après la mort du dernier survivant parmi les personnes suivantes, que ces personnes soient ou non désignées comme coauteurs : l'auteur des paroles et le compositeur de la composition musicale, à condition que les deux contributions aient été spécialement créées pour ladite composition musicale comportant des paroles.

§ 3. Pour les oeuvres anonymes ou pseudonymes, la durée du droit d'auteur est de septante ans à compter du moment où l'oeuvre est licitement rendue accessible au public.

Toutefois, lorsque le pseudonyme adopté par l'auteur ne laisse aucun doute sur son identité ou si l'auteur se fait connaître durant la période visée à l'alinéa précédent, la durée de protection de l'oeuvre est celle indiquée au paragraphe 1er .

Dans le cas d'oeuvres anonymes ou pseudonymes qui n'ont pas été licitement rendues accessibles au public durant les septante ans qui ont suivi leur création, la protection prend fin à l'expiration de ce délai.

§ 4. Lorsqu'une oeuvre est publiée par volumes, parties, fascicules, numéros ou épisodes et que le délai de septante ans commence à courir à partir du moment où l'oeuvre est rendue accessible au public, la durée de protection court pour chaque élément pris séparément.

§ 5. La durée de protection des photographies qui sont originales, en ce sens qu'elles sont une création intellectuelle propre à leur auteur, est déterminée conformément aux paragraphes précédents.

§ 6. Toute personne qui après l'expiration de la protection par le droit d'auteur publie licitement ou communique licitement au public pour la première fois une oeuvre non publiée auparavant, bénéficie d'une protection équivalente à celle des droits patrimoniaux de l'auteur. La durée de protection de ces droits est de vingt-cinq ans à compter du moment où, pour la première fois, l'oeuvre a été publiée licitement ou communiquée licitement au public.

§ 7. Les durées indiquées dans le présent article sont calculées à partir du 1er janvier de l'année qui suit le fait générateur.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.167. [[1] § 1er. Les droits patrimoniaux sont mobiliers, cessibles et transmissibles, en tout ou en partie, conformément aux règles du Code civil. Ils peuvent notamment faire l'objet d'une aliénation ou d'une licence simple ou exclusive.

A l'égard de l'auteur, tous les contrats se prouvent par écrit.

Les dispositions contractuelles relatives au droit d'auteur et à ses modes d'exploitation sont de stricte interprétation. La cession de l'objet qui incorpore une oeuvre n'emporte pas le droit d'exploiter celle-ci; l'auteur aura accès à son oeuvre dans une mesure raisonnable pour l'exercice de ses droits patrimoniaux.

Pour chaque mode d'exploitation, la rémunération de l'auteur, l'étendue et la durée de la cession doivent être déterminées expressément.

Le cessionnaire est tenu d'assurer l'exploitation de l'oeuvre conformément aux usages honnêtes de la profession.

Nonobstant toute disposition contraire, la cession des droits concernant des formes d'exploitation encore inconnues est nulle.

§ 2. La cession des droits patrimoniaux relatifs à des oeuvres futures n'est valable que pour un temps limité et pour autant que les genres des oeuvres sur lesquelles porte la cession soient déterminés.

§ 3. Lorsque des oeuvres sont créées par un auteur en exécution d'un contrat de travail ou d'un statut, les droits patrimoniaux peuvent être cédés à l'employeur pour autant que

la cession des droits soit expressément prévue et que la création de l'oeuvre entre dans le champ du contrat ou du statut.

Lorsque des oeuvres sont créées par un auteur en exécution d'un contrat de commande, les droits patrimoniaux peuvent être cédés à celui qui a passé la commande pour autant que l'activité de ce dernier relève de l'industrie non culturelle ou de la publicité, que l'oeuvre soit destinée à cette activité et que la cession des droits soit expressément prévue.

Dans ces cas, le paragraphe 1er, alinéas 4 à 6, et le § 2 ne s'appliquent pas.

La clause qui confère au cessionnaire d'un droit d'auteur le droit d'exploiter l'oeuvre sous une forme inconnue à la date du contrat ou de l'engagement sous statut doit être expresse et stipuler une participation au profit généré par cette exploitation.

Des accords collectifs peuvent déterminer l'étendue et les modalités du transfert.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.168.[[1] Lorsque le droit d'auteur est indivis, [[2] et sans préjudice de l'article XI.245/1, § 2,][2] l'exercice de ce droit est réglé par les conventions. A défaut de conventions, aucun des auteurs ne peut l'exercer isolément, sauf aux tribunaux à se prononcer en cas de désaccord.

Toutefois, chacun des auteurs reste libre de poursuivre, en son nom et sans l'intervention des autres, l'atteinte qui serait portée au droit d'auteur et de réclamer des dommages et intérêts pour sa part.

Les tribunaux pourront toujours subordonner l'autorisation de publier l'oeuvre aux mesures qu'ils jugeront utiles de prescrire; ils pourront décider à la demande de l'auteur opposant, que celui-ci ne participera ni aux frais, ni aux bénéfices de l'exploitation ou que son nom ne figurera pas sur l'oeuvre.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>
(2)<L 2015-07-20/15, art. 5, 027; En vigueur : 03-09-2015>

Art. XI.169. [[1] Lorsqu'il s'agit d'une oeuvre de collaboration où la contribution des auteurs peut être individualisée, ces auteurs ne peuvent, sauf convention contraire, traiter de leurs oeuvres avec des collaborateurs nouveaux.

Néanmoins, ils auront le droit d'exploiter isolément leur contribution, pour autant que cette exploitation ne porte pas préjudice à l'oeuvre commune.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.170. [[1] Le titulaire originaire du droit d'auteur est la personne physique qui a créé l'oeuvre.

Est présumé auteur, sauf preuve contraire, quiconque apparaît comme tel sur l'oeuvre, sur une reproduction de l'oeuvre, ou en relation avec une communication au public de celle-ci, du fait de la mention de son nom ou d'un sigle permettant de l'identifier.

L'éditeur d'un ouvrage anonyme ou pseudonyme est réputé, à l'égard des tiers, en être l'auteur.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.171. [[1] Après le décès de l'auteur, les droits déterminés à l'article XI.165, § 1er, sont exercés, pendant la durée de protection du droit d'auteur, par ses héritiers ou

légataires, à moins que l'auteur ne les ait attribués à une personne déterminée, compte tenu de la réserve légale qui revient aux héritiers.

Après le décès de l'auteur, les droits déterminés à l'article XI.165, § 2, sont exercés par ses héritiers ou légataires, à moins qu'il n'ait désigné une personne à cet effet.

En cas de désaccord, il est procédé comme prévu à l'article XI.168.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 2. - [[1] Dispositions particulières aux oeuvres littéraires][1]

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.172. [[1] § 1er. Par oeuvres littéraires, on entend les écrits de tout genre, ainsi que les leçons, conférences, discours, sermons ou toute autre manifestation orale de la pensée.

Les discours prononcés dans les assemblées délibérantes, dans les audiences publiques des juridictions ou dans les réunions politiques, peuvent être librement reproduits et communiqués au public, mais à l'auteur seul appartient le droit de les tirer à part.

§ 2. Les actes officiels de l'autorité ne donnent pas lieu au droit d'auteur.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 3. - [[1] Dispositions particulières aux oeuvres d'art graphique ou plastique][1]

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.173. [[1] Sauf convention contraire, la cession d'une oeuvre d'art plastique ou graphique emporte au profit de l'acquéreur la cession du droit de l'exposer telle quelle, dans des conditions non préjudiciables à l'honneur ou à la réputation de l'auteur, mais non la cession des autres droits de l'auteur.

Sauf convention ou usages contraires, la cession d'une oeuvre d'art plastique ou graphique emporte l'interdiction d'en réaliser d'autres exemplaires identiques.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.174. [[1] Ni l'auteur, ni le propriétaire d'un portrait, ni tout autre possesseur ou détenteur d'un portrait n'a le droit de le reproduire ou de le communiquer au public sans l'assentiment de la personne représentée ou celui de ses ayants droit pendant vingt ans à partir de son décès.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.175. [[1] § 1er. Pour tout acte de revente d'une oeuvre d'art originale dans lequel interviennent en tant que vendeurs, acheteurs ou intermédiaires, des professionnels du marché de l'art, après la première cession par l'auteur, il est dû à l'auteur par le vendeur un droit de suite inaliénable, auquel il ne peut être renoncé, même de façon anticipée, calculé sur le prix de revente.

Aux fins de la présente section, on entend par "oeuvre d'art originale", les oeuvres d'art graphique ou plastique telles que les tableaux, les collages, les peintures, les dessins, les gravures, les estampes, les lithographies, les sculptures, les tapisseries, les

céramiques, les verreries et les photographies, pour autant qu'il s'agisse de créations exécutées par l'artiste lui-même ou d'exemplaires considérés comme oeuvres d'art originales.

Les exemplaires d'oeuvres d'art visées par la présente section, qui ont été exécutés en quantité limitée par l'artiste lui-même ou sous sa responsabilité, sont considérés comme des oeuvres d'art originales aux fins de la présente section. De tels exemplaires sont en principe numérotés ou signés, ou dûment autorisés d'une autre manière par l'artiste.

§ 2. Le droit de suite ne s'applique toutefois pas à un acte de revente lorsque le vendeur a acquis l'oeuvre directement de l'artiste moins de trois ans avant cette revente et que le prix de revente ne dépasse pas 10.000 euros. La charge de la preuve du respect de ces conditions incombe au vendeur.

§ 3. Le droit de suite appartient aux héritiers et autres ayants droit des auteurs conformément aux articles XI.166 et XI.171.

§ 4. Sans préjudice des dispositions des conventions internationales, la réciprocité s'applique au droit de suite.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.176. [[1] Le droit de suite est calculé sur le prix de vente hors taxe, pour autant que celui-ci atteigne au minimum 2.000 euros. Afin de supprimer les disparités qui ont des effets négatifs sur le fonctionnement du marché intérieur, le Roi peut modifier le montant de 2.000 euros sans toutefois pouvoir fixer un montant supérieur à 3.000 euros.

Le montant du droit de suite est fixé comme suit :

- 4 % pour la tranche du prix de vente jusqu'à 50.000 euros;
- 3 % pour la tranche du prix de vente comprise entre 50.000,01 euros et 200.000 euros;
- 1 % pour la tranche du prix de vente comprise entre 200.000,01 euros et 350.000 euros;
- 0,5 % pour la tranche du prix de vente comprise entre 350.000,01 euros et 500.000 euros;
- 0,25 % pour la tranche du prix de vente dépassant 500.000 euros.

Toutefois, le montant total du droit ne peut dépasser 12.500 euros.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.177. [[1] § 1er. A l'égard des tiers le droit de suite peut exclusivement être exercé par la plateforme unique visée au § 2.

Lorsque l'auteur n'a pas confié la gestion de ses droits à une société de gestion des droits, la plateforme unique est réputée être chargée de gérer ses droits. L'auteur peut faire valoir ses droits dans un délai de cinq ans à compter de la date de revente de son oeuvre.

§ 2. Aux fins de gestion du droit de suite, une plateforme unique est créé par les sociétés de gestion qui gèrent le droit de suite. La déclaration des reventes visées à l'article XI.175, § 1er, et le paiement du droit de suite sont effectués via la plateforme unique. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions auxquelles la plateforme unique doit répondre.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.178. [[1] § 1er. Pour les reventes effectuées dans le cadre d'une vente aux enchères publiques, les professionnels du marché de l'art intervenant dans la revente à

titre de vendeurs, d'acheteurs ou d'intermédiaires, l'officier public et le vendeur sont solidairement tenus de notifier la vente dans le mois de celle-ci à la plateforme unique. Ils sont également solidairement tenus de payer via la plateforme unique les droits dus dans un délai de deux mois suivant la notification.

Pour les reventes qui ne sont pas effectuées dans le cadre d'une vente aux enchères publiques, y compris les ventes ayant donné lieu à l'application de l'article XI.175, § 2, les professionnels du marché de l'art intervenant dans la revente à titre de vendeurs, d'acheteurs ou d'intermédiaires et le vendeur sont solidairement tenus de notifier la vente dans le délai et de la manière fixée par le Roi à la plateforme unique. Ils sont également solidairement tenus de payer via la plateforme unique les droits dus dans un délai de deux mois suivant la notification.

Les déclarations des reventes visées aux alinéas 1er et 2 doivent, à partir du 1er janvier 2015, être effectuées de manière électronique auprès de la plateforme unique au moyen d'un système répondant aux conditions fixées par le Roi. Le Roi peut modifier la date prévue à la phrase précédente.

§ 2. L'action de l'auteur se prescrit par cinq ans à compter de la revente.

§ 3. A l'expiration du délai de prescription fixé au paragraphe 2, les sociétés de gestion désignées par le Roi répartiront les droits qui n'ont pas pu être payés aux ayants droit, selon les modalités fixées par le Roi.

§ 4. Durant une période de trois ans après la revente, la plateforme unique peut exiger des professionnels du marché de l'art toutes informations nécessaires à la perception et à la répartition du droit de suite, conformément aux règles fixées par le Roi.

Les auteurs peuvent également, conformément aux règles fixées par le Roi, exiger de la plateforme unique visée à l'article XI.177, § 2 toutes informations nécessaires à la perception et à la répartition du droit de suite.

§ 5. Les sociétés de gestion visées à l'article XI.177, § 1er, publient selon les modalités et dans le délai fixés par le Roi sur le site de la plateforme unique les reventes qui leur ont été déclarées.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 4. - [[1] Dispositions particulières aux oeuvres audiovisuelles][1]

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.179. [[1] Outre le réalisateur principal, ont la qualité d'auteurs d'une oeuvre audiovisuelle les personnes physiques qui y ont collaboré.

Sont présumés, sauf preuve contraire, auteurs d'une oeuvre audiovisuelle réalisée en collaboration :

a) l'auteur du scénario;

b) l'auteur de l'adaptation;

c) l'auteur des textes;

d) l'auteur graphique pour les oeuvres d'animation ou les séquences d'animation d'oeuvres audiovisuelles qui représentent une part importante de cette oeuvre;

e) l'auteur des compositions musicales avec ou sans paroles spécialement réalisées pour l'oeuvre

Les auteurs de l'oeuvre originaire sont assimilés aux auteurs de l'oeuvre nouvelle si leur contribution y est utilisée.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.180. [1 L'auteur qui refuse d'achever sa contribution à l'oeuvre audiovisuelle ou se trouve dans l'impossibilité de le faire, ne pourra s'opposer à l'utilisation de celle-ci en vue de l'achèvement de l'oeuvre.

Il aura, pour cette contribution, la qualité d'auteur et jouira des droits qui en découlent.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.181. [1 L'oeuvre audiovisuelle est réputée achevée lorsque la version définitive a été établie de commun accord entre le réalisateur principal et le producteur.

Le droit moral des auteurs ne peut être exercé par eux que sur l'oeuvre audiovisuelle achevée.

Il est interdit de détruire la matrice de cette version.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.182. [1 Sauf stipulation contraire, les auteurs d'une oeuvre audiovisuelle ainsi que les auteurs d'un élément créatif licitement intégré ou utilisé dans une oeuvre audiovisuelle, à l'exception des auteurs de compositions musicales, cèdent aux producteurs le droit exclusif de l'exploitation audiovisuelle de l'oeuvre, y compris les droits nécessaires à cette exploitation tels que le droit d'ajouter des sous-titres ou de doubler l'oeuvre, sans préjudice des dispositions des articles XI.181 et XI.183 du présent titre.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.183. [1 § 1er. Sauf pour les oeuvres audiovisuelles relevant de l'industrie non culturelle ou de la publicité, les auteurs de l'oeuvre audiovisuelle, ont droit à une rémunération distincte pour chaque mode d'exploitation.

§ 2. Le montant de la rémunération est, sauf stipulation contraire, proportionnel aux recettes résultant de l'exploitation de l'oeuvre audiovisuelle. Dans ce cas, le producteur fait parvenir à l'auteur au moins une fois l'an, un relevé des recettes qu'il a perçues selon chaque mode d'exploitation.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.184. [1 L'octroi du droit d'adaptation audiovisuelle d'une oeuvre préexistante doit faire l'objet d'un contrat distinct du contrat d'édition de l'oeuvre.

Le bénéficiaire du droit s'engage à exploiter l'oeuvre conformément aux usages honnêtes de la profession et à verser à l'auteur, sauf stipulation contraire, une rémunération proportionnelle aux recettes qu'il a perçues.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.185. [1 La faillite du producteur, la mise en réorganisation judiciaire ou la mise en liquidation de son entreprise n'entraînent pas la résiliation des contrats avec les auteurs de l'oeuvre audiovisuelle.

Lorsque la réalisation ou l'exploitation de l'oeuvre est continuée, le curateur ou le liquidateur, selon le cas, est tenu au respect de toutes les obligations du producteur à

l'égard des auteurs.

En cas de cession de tout ou partie de l'entreprise ou de sa liquidation, le liquidateur ou le curateur, selon le cas, est tenu d'établir un lot distinct pour chaque oeuvre audiovisuelle dont les droits d'exploitation peuvent faire l'objet d'une cession ou d'une vente aux enchères.

Il a l'obligation d'aviser, à peine de nullité, chacun des autres producteurs de l'oeuvre, le réalisateur et les autres auteurs, par envoi recommandé avec accusé de réception à un mois au moins avant la cession ou avant toute autre procédure de vente ou de vente aux enchères.

L'acquéreur est tenu des obligations du cédant.

Le réalisateur et, à son défaut, les autres auteurs possèdent un droit de préférence sur l'oeuvre, sauf si l'un des coproducteurs s'en déclare acquéreur. A défaut d'accord, le prix d'achat est fixé par décision de justice.

Si l'un des coproducteurs ne s'est pas déclaré acquéreur dans un délai d'un mois à partir de la notification qui lui a été faite, le réalisateur pourra exercer son droit de préférence pendant un délai d'un mois. Passé ce délai, les coauteurs disposent d'un mois pour exercer leur droit de préférence.

L'exercice de ce droit se fait par exploit d'huissier ou par envoi recommandé avec accusé de réception adressé au curateur ou au liquidateur, selon le cas.

Les bénéficiaires d'un droit de préférence peuvent y renoncer par exploit d'huissier ou par envoi recommandé avec accusé de réception adressé au curateur.

Lorsque l'activité du producteur a cessé depuis plus de douze mois ou lorsque la liquidation est publiée sans qu'il ait été procédé à la vente de l'oeuvre audiovisuelle plus de douze mois après sa publication, chaque auteur de l'oeuvre audiovisuelle peut demander la résiliation de son contrat.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 5. - [[1] Dispositions particulières aux bases de données][1]

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.186. [[1] Les bases de données qui, par le choix ou la disposition des matières, constituent une création intellectuelle propre à leur auteur sont protégées comme telle par le droit d'auteur.

La protection des bases de données par le droit d'auteur ne s'étend pas aux oeuvres, aux données ou éléments eux-mêmes et est sans préjudice de tout droit existant sur les oeuvres, les données ou autres éléments contenus dans la base de données.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.187. [[1] Sauf disposition contractuelle ou statutaire contraire, seul l'employeur est présumé cessionnaire des droits patrimoniaux relatifs aux bases de données créées, dans l'industrie non culturelle, par un ou plusieurs employés ou agents dans l'exercice de leurs fonctions ou d'après les instructions de leur employeur.

Des accords collectifs peuvent déterminer l'étendue et les modalités de la présomption de cession.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.188. [1 L'utilisateur légitime d'une base de données ou de copies de celle-ci peut effectuer les actes visés à l'article XI.165, § 1er, qui sont nécessaires à l'accès au contenu de la base de données et à son utilisation normale par lui-même sans l'autorisation de l'auteur de la base de données.

Dans la mesure où l'utilisateur légitime est autorisé à utiliser une partie seulement de la base de données, l'alinéa 1er s'applique seulement à cette partie.

Les dispositions des alinéas 1er et 2 sont impératives.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 6. - [1 Exceptions aux droits patrimoniaux de l'auteur]1

---

(1)<Inséreé par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.189. [1 § 1er. Les citations, tirées d'une oeuvre licitement publiée, effectuées dans un but de critique, de polémique, de revue, d'enseignement, ou dans des travaux scientifiques, conformément aux usages honnêtes de la profession et dans la mesure justifiée par le but poursuivi, ne portent pas atteinte au droit d'auteur.

Les citations visées à l'alinéa précédent devront faire mention de la source et du nom de l'auteur, à moins que cela ne s'avère impossible.

§ 2. La confection d'une anthologie destinée à l'enseignement qui ne recherche aucun avantage commercial ou économique direct ou indirect requiert l'accord des auteurs dont des extraits d'oeuvres sont ainsi regroupés. Toutefois, après le décès de l'auteur, le consentement de l'ayant droit n'est pas requis à condition que le choix de l'extrait, sa présentation et sa place respectent les droits moraux de l'auteur et qu'une rémunération équitable soit payée, à convenir entre parties ou, à défaut, à fixer par le juge conformément aux usages honnêtes.

§ 3. L'auteur ne peut pas interdire les actes de reproduction provisoires qui sont transitoires ou accessoires et constituent une partie intégrante et essentielle d'un procédé technique et dont l'unique finalité est de permettre :

- une transmission dans un réseau entre tiers par un intermédiaire; ou
- une utilisation licite,

d'une oeuvre protégée, et qui n'ont pas de signification économique indépendante.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.190.[1 Lorsque l'oeuvre a été licitement publiée, l'auteur ne peut interdire :

1° la reproduction et la communication au public, dans un but d'information, de courts fragments d'oeuvres ou d'oeuvres d'art plastique ou graphique dans leur intégralité à l'occasion de comptes rendus d'événements de l'actualité;

La reproduction et la communication au public de l'oeuvre à l'occasion de comptes rendus d'événements de l'actualité conformément à l'alinéa précédent, doivent être justifiées par le but d'information poursuivi, et la source, y compris le nom de l'auteur, doit être mentionnée, à moins que cela ne s'avère impossible.

2° la reproduction et la communication au public de l'oeuvre exposée dans un lieu accessible au public, lorsque le but de la reproduction ou de la communication au public n'est pas l'oeuvre elle-même;

[2 2/1° la reproduction et la communication au public d'oeuvres d'art plastique, graphique ou architectural destinées à être placées de façon permanente dans des lieux publics, pour autant qu'il s'agisse de la reproduction ou de la communication de l'oeuvre

telle qu'elle s'y trouve et que cette reproduction ou communication ne porte pas atteinte à l'exploitation normale de l'oeuvre ni ne cause un préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur;]²

3° l'exécution gratuite et privée effectuée dans le cercle de famille;

4° l'exécution gratuite effectuée dans le cadre d'activités scolaires, qui peut avoir lieu aussi bien dans l'établissement d'enseignement qu'en dehors de celui-ci;

5° la reproduction fragmentaire ou intégrale d'articles, d'oeuvres d'art plastique ou graphique ou celle de courts fragments d'autres oeuvres, à l'exception des partitions, lorsque cette reproduction est effectuée sur papier ou sur un support similaire, au moyen de toute technique photographique ou de toute autre méthode produisant un résultat similaire, dans un but strictement privé et ne porte pas préjudice à l'exploitation normale de l'oeuvre;

6° la reproduction fragmentaire ou intégrale d'articles, d'oeuvres d'art plastique ou graphique ou celle de courts fragments d'autres oeuvres lorsque cette reproduction est effectuée sur papier ou sur un support similaire, au moyen de toute technique photographique ou de toute autre méthode produisant un résultat similaire, à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique, dans la mesure justifiée par le but non lucratif poursuivi et qui ne porte pas préjudice à l'exploitation normale de l'oeuvre, pour autant, à moins que cela ne s'avère impossible, que la source, y compris le nom de l'auteur, soit indiquée;

7° la reproduction fragmentaire ou intégrale d'articles, d'oeuvres d'art plastique ou graphique ou celle de courts fragments d'autres oeuvres, lorsque cette reproduction est effectuée sur tout support autre que sur papier ou support similaire, à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique dans la mesure justifiée par le but non lucratif poursuivi et ne porte pas préjudice à l'exploitation normale de l'oeuvre, pour autant, à moins que cela ne s'avère impossible, que la source, y compris le nom de l'auteur, soit indiquée;

8° la communication d'oeuvres lorsque cette communication est effectuée à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique par des établissements reconnus ou organisés officiellement à cette fin par les pouvoirs publics et pour autant que cette communication soit justifiée par le but non lucratif poursuivi, se situe dans le cadre des activités normales de l'établissement, soit effectuée uniquement au moyen de réseaux de transmission fermés de l'établissement et ne porte pas préjudice à l'exploitation normale de l'oeuvre, et à moins que cela ne s'avère impossible, la source, y compris le nom de l'auteur, soit indiquée;

9° la reproduction sur tout support autre que sur papier ou support similaire, d'oeuvres, effectuée dans le cercle de famille et réservée à celui-ci;

10° la caricature, la parodie ou la pastiche, compte tenu des usages honnêtes;

11° l'exécution gratuite d'une oeuvre au cours d'un examen public, lorsque le but de l'exécution n'est pas l'oeuvre elle-même, mais l'évaluation de l'exécutant ou des exécutants de l'oeuvre en vue de leur décerner un certificat de qualification, un diplôme ou un titre dans le cadre d'un type d'enseignement reconnu;

12° la reproduction limitée à un nombre de copies déterminé en fonction de et justifié par le but de préservation du patrimoine culturel et scientifique, effectuée par des bibliothèques accessibles au public, des musées ou par des archives, qui ne recherchent aucun avantage commercial ou économique direct ou indirect, pour autant que cela ne porte pas atteinte à l'exploitation normale de l'oeuvre ni ne cause un préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur.

Les matériaux ainsi produits demeurent la propriété de ces institutions qui s'interdisent tout usage commercial ou lucratif.

L'auteur pourra y avoir accès, dans le strict respect de la préservation de l'oeuvre et moyennant une juste rémunération du travail accompli par ces institutions;

13° la communication y compris par la mise à disposition à des particuliers, à des fins de recherches ou d'études privées, d'oeuvres qui ne sont pas offertes à la vente ni soumises à des conditions en matière de licence, et qui font partie de collections des bibliothèques accessibles au public, des établissements d'enseignement et scientifiques, des musées ou des archives qui ne recherchent aucun avantage commercial ou économique direct ou indirect, au moyen de terminaux spéciaux accessibles dans les locaux de ces établissements;

14° les enregistrements éphémères d'oeuvres effectués par des organismes de radiodiffusion pour leurs propres émissions et par leurs propres moyens, en ce compris par les moyens de personnes qui agissent en leur nom et sous leur responsabilité;

15° la reproduction et la communication au public d'oeuvres au bénéfice de personnes affectées d'un handicap qui sont directement liées au handicap en question et sont de nature non commerciale, dans la mesure requise par ledit handicap, pour autant que cela ne porte pas atteinte à l'exploitation normale de l'oeuvre ni ne cause un préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur;

16° la reproduction et la communication au public visant à annoncer des expositions publiques ou des ventes d'oeuvres artistiques, dans la mesure nécessaire pour promouvoir l'événement en question, à l'exclusion de toute autre utilisation commerciale;

17° la reproduction d'émissions, par les établissements hospitaliers, pénitentiaires, d'aide à la jeunesse ou d'aide aux personnes handicapées reconnus, pour autant que ces établissements ne poursuivent pas de but lucratif et que cette reproduction soit réservée à l'usage exclusif des personnes physiques qui y résident.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

(2)<L 2016-06-27/08, art. 2, 035; En vigueur : 15-07-2016>

Art. XI.191. [[1] § 1er. Par dérogation à l'article XI.190, lorsque la base de données a été licitement publiée, l'auteur ne peut interdire :

1° la reproduction fragmentaire ou intégrale sur papier ou sur un support similaire, à l'aide de toute technique photographique ou de toute autre méthode produisant un résultat similaire de bases de données fixées sur papier ou sur un support similaire lorsque cette reproduction est effectuée dans un but strictement privé et ne porte pas préjudice à l'exploitation normale de l'oeuvre;

2° la reproduction fragmentaire ou intégrale sur papier ou sur un support similaire, à l'aide de toute technique photographique ou de toute autre méthode produisant un résultat similaire, lorsque cette reproduction est effectuée à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique dans la mesure justifiée par le but non lucratif poursuivi et ne porte pas préjudice à l'exploitation normale de l'oeuvre;

3° la reproduction fragmentaire ou intégrale sur tout support autre que sur papier ou sur un support similaire, lorsque cette reproduction est effectuée à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique dans la mesure justifiée par le but non lucratif poursuivi et ne porte pas préjudice à l'exploitation normale de l'oeuvre;

4° la communication de bases de données lorsque cette communication est effectuée à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique par des établissements reconnus ou organisés officiellement à cette fin par les pouvoirs publics et pour autant que cette communication soit justifiée par le but non lucratif poursuivi, se situe dans le cadre des activités normales de l'établissement, soit effectuée uniquement

au moyen de réseaux de transmission fermés de l'établissement et ne porte pas préjudice à l'exploitation normale de l'oeuvre;

5° la reproduction et la communication au public d'une base de données lorsque ces actes sont effectués à des fins de sécurité publique ou aux fins d'une procédure administrative ou juridictionnelle et ne portent pas préjudice à l'exploitation normale de la base de données.

L'article XI.190, 1° à 4°, 10° et 11° s'applique par analogie aux bases de données.

§ 2. Lorsque la base de données est reproduite ou communiquée à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique, le nom de l'auteur et le titre de la base de données doivent être mentionnés, à moins que cela ne s'avère impossible.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.192. [[1] § 1er. L'auteur ne peut interdire le prêt d'oeuvres littéraires, de bases de données, d'oeuvres photographiques, de partitions d'oeuvres musicales, d'oeuvres sonores et d'oeuvres audiovisuelles lorsque ce prêt est organisé dans un but éducatif et culturel par des institutions reconnues ou organisées officiellement à cette fin par les pouvoirs publics.

§ 2. Le prêt d'oeuvres sonores ou audiovisuelles ne peut avoir lieu que deux mois après la première distribution au public de l'oeuvre.

Après consultation des institutions et des sociétés de gestion des droits, le Roi peut, pour tous les phonogrammes et les premières fixations de films ou pour certains d'entre eux, allonger ou écourter le délai prévu à l'alinéa précédent.

§ 3. Les institutions visées au paragraphe 1er que le Roi désigne, peuvent importer des exemplaires d'oeuvres littéraires, de base de données, d'oeuvres photographiques et d'oeuvres sonores ou audiovisuelles ainsi que des partitions d'oeuvres musicales qui ont fait l'objet d'une première vente licite en dehors de l'Union européenne et qui ne sont pas distribués au public sur le territoire de celle-ci, lorsque cette importation est effectuée à des fins de prêt public organisé dans un but éducatif ou culturel et pour autant qu'elle ne porte pas sur plus de cinq exemplaires ou partitions de l'oeuvre.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.192/1. [[1] Les bibliothèques, les établissements d'enseignement et les musées accessibles au public, ainsi que les archives, les institutions dépositaires du patrimoine cinématographique ou sonore et les organismes de radiodiffusion de service public, établis dans les Etats membres de l'Union européenne et de l'Espace économique européen, en vue d'atteindre les objectifs liés à leurs missions d'intérêt public, sont autorisés à utiliser les oeuvres orphelines figurant dans leurs collections de l'une des façons suivantes et aux conditions prévues à l'article XI.245/5 :

a) la mise à disposition du public de l'oeuvre orpheline au sens de l'article XI.165, § 1er, alinéa 4;

b) la reproduction au sens de l'article XI.165, § 1er, alinéa 1er, à des fins de numérisation, de mise à disposition, d'indexation, de catalogage, de préservation ou de restauration.][1]

---

(1)<Inséré par L 2015-07-20/15, art. 6, 027; En vigueur : 03-09-2015>

Art. XI.193.[[1] Les dispositions des articles XI.189, XI.190, XI.191, XI.192, § § 1er et 3 et XI.192/1 sont impératives.][1]

---

(1)<L 2015-07-20/15, art. 7, 027; En vigueur : 03-09-2015>

Section 7. - [1 Disposition commune aux oeuvres sonores et audiovisuelles]1

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.194. [1 L'auteur qui transfère ou cède son droit de location sur une oeuvre sonore ou audiovisuelle conserve le droit à une rémunération équitable au titre de la location.

Ce droit ne peut faire l'objet d'une renonciation de la part de l'auteur.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 8. - [1 Du contrat d'édition]1

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.195. [1 Le contrat d'édition doit indiquer le nombre minimum d'exemplaires constituant le premier tirage.

Toutefois, cette obligation ne s'applique pas au contrat prévoyant un minimum garanti de droits d'auteur à charge de l'éditeur.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.196. [1 § 1er. L'éditeur doit produire ou faire produire les exemplaires de l'oeuvre dans le délai convenu.

A défaut d'avoir été fixé par contrat, ce délai sera déterminé conformément aux usages honnêtes de la profession.

Si l'éditeur ne satisfait pas à son obligation dans les délais définis ci-avant sans pouvoir justifier d'une excuse légitime, l'auteur pourra reprendre ses droits cédés, après une mise en demeure, adressée par envoi recommandé avec accusé de réception, et restée sans effet pendant six mois.

§ 2. L'éditeur s'engage à verser, sauf convention contraire, à l'auteur une rémunération proportionnelle aux recettes .

Si l'auteur a cédé à l'éditeur les droits d'édition à de telles conditions que, compte tenu du succès de l'oeuvre, la rémunération forfaitaire convenue se trouve manifestement disproportionnée par rapport au profit tiré de l'exploitation de celle-ci, l'éditeur est tenu, à la demande de l'auteur, de consentir une modification de la rémunération pour accorder à l'auteur une participation équitable au profit. L'auteur ne peut renoncer anticipativement au bénéfice de ce droit.

§ 3. L'éditeur ne peut céder son contrat sans l'assentiment du titulaire du droit d'auteur, sauf en cas de cession concomitante de tout ou partie de son entreprise.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.197. [1 Dans les trois ans qui suivent l'expiration du contrat, l'éditeur pourra procéder à l'écoulement, au prix normal, des exemplaires restant en stock, à moins que l'auteur ne préfère racheter ces exemplaires moyennant un prix qui, à défaut d'accord, sera fixé par le tribunal.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.198. [1 Nonobstant toute convention contraire, l'éditeur fera parvenir à l'auteur, au moins une fois l'an, un relevé des ventes, des recettes et des cessions réalisées selon chaque mode d'exploitation.

Sauf en cas de réédition, l'éditeur est dispensé de cette obligation si l'oeuvre n'est pas [exploitée], de quelque manière que ce soit, pendant cinq années consécutives.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.199. [1 Indépendamment de toutes autres causes justifiant la résolution du contrat d'édition, l'auteur pourra réclamer celle-ci lorsque l'éditeur aura procédé à la destruction totale des exemplaires.

En cas de résolution du contrat, l'auteur aura le droit d'acheter les exemplaires encore en stock moyennant un prix qui, en cas de désaccord entre l'éditeur et l'auteur, sera déterminé par le tribunal.

Le fait pour l'auteur de réclamer la résolution du contrat ne pourra porter atteinte aux contrats d'exploitation valablement conclus par l'éditeur avec des tiers, l'auteur ayant contre ceux-ci une action directe en paiement de la rémunération éventuellement convenue, lui revenant de ce chef.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.200. [1 En cas de faillite, la mise en réorganisation judiciaire ou de mise en liquidation de l'entreprise de l'éditeur, l'auteur peut dénoncer immédiatement le contrat original, par envoi recommandé avec accusé de réception.

Tous les exemplaires, copies ou reproductions qui font l'objet du droit d'auteur doivent, de préférence, être offerts à l'achat à l'auteur, moyennant un prix qui, en cas de désaccord entre le curateur et l'auteur, sera déterminé par le juge saisi, à la requête de la partie la plus diligente, le curateur ou l'auteur dûment appelés, et, le cas échéant, sur avis d'un ou plusieurs experts.

L'auteur perd son droit de préférence s'il ne fait pas connaître au curateur sa volonté d'en faire usage dans les trente jours de la réception de l'offre. L'offre et l'acceptation doivent être faites, sous peine de nullité, par exploit d'huissier ou par envoi recommandé avec accusé de réception. L'auteur de l'oeuvre pourra renoncer à son droit de préférence, par exploit d'huissier ou par envoi recommandé adressé au curateur.

Lorsqu'il a été recouru à la procédure prévue à l'alinéa 2, l'auteur pourra renoncer, selon les mêmes voies, à l'offre qui lui est faite, dans un délai de quinze jours, à dater de la notification qui lui sera faite, par envoi recommandé, par le ou les experts de la copie certifiée conforme du rapport.

Les frais d'expertise seront partagés entre la masse et l'auteur.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 9. - [1 Du contrat de représentation]1

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.201. [1 Le contrat de représentation doit être conclu pour une durée limitée ou

pour un nombre déterminé de communications au public.

L'aliénation ou la licence exclusive accordée par un auteur en vue de spectacles vivants ne peut valablement excéder trois années; l'interruption des représentations au cours de deux années consécutives y met fin de plein droit.

Le bénéficiaire d'un contrat de représentation ne peut céder celui-ci à un tiers sans l'assentiment de l'auteur, sauf en cas de cession concomitante de tout ou partie de son entreprise.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.202. [[1] Le bénéficiaire du contrat de représentation est tenu de communiquer à l'auteur ou à ses ayants droit le programme exact des représentations ou exécutions publiques et de leur fournir un état justifié de ses recettes.

Si l'auteur a autorisé la représentation publique d'un spectacle vivant à des conditions telles que, compte tenu du succès de l'oeuvre, la rémunération forfaitaire convenue se trouve manifestement disproportionnée par rapport au profit tiré de l'exploitation de celle-ci, le bénéficiaire du contrat de représentation est tenu, à la demande de l'auteur, de consentir une modification de la rémunération pour accorder à l'auteur une participation équitable au profit. L'auteur ne peut renoncer anticipativement au bénéfice de ce droit.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

CHAPITRE 3. - [[1] Des droits voisins][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 1re. - [[1] Disposition générale][1]

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.203. [[1] Les dispositions du présent chapitre ne portent pas atteinte aux droits de l'auteur. Aucune d'entre elles ne peut être interprétée comme une limite à l'exercice du droit d'auteur.

Les droits voisins reconnus au présent chapitre sont mobiliers, cessibles et transmissibles, en tout ou en partie, conformément aux règles du Code civil. Ils peuvent notamment faire l'objet d'une aliénation ou d'une licence simple ou exclusive.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 2. - [[1] Dispositions relatives aux artistes-interprètes ou exécutants][1]

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.204. [[1] L'artiste-interprète ou exécutant jouit d'un droit moral inaliénable sur sa prestation.

La renonciation globale à l'exercice futur de ce droit est nulle.

L'artiste-interprète ou exécutant a le droit à la mention de son nom conformément aux usages honnêtes de la profession ainsi que le droit d'interdire une attribution inexacte.

Nonobstant toute renonciation, l'artiste-interprète ou exécutant conserve le droit de

s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de sa prestation ou à toute autre atteinte à celle-ci, préjudiciables à son honneur ou à sa réputation.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.205. [[1] § 1er. L'artiste-interprète ou exécutant a seul le droit de reproduire sa prestation ou d'en autoriser la reproduction, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit, qu'elle soit directe ou indirecte, provisoire ou permanente, en tout ou en partie.

Ce droit comprend notamment le droit exclusif d'en autoriser la location ou le prêt.

Il a seul le droit de communiquer sa prestation au public par un procédé quelconque, y compris par la mise à disposition du public de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Les droits de l'artiste-interprète ou exécutant comprennent notamment le droit exclusif de distribution, lequel n'est épuisé qu'en cas de première vente ou premier autre transfert de propriété, dans l'Union européenne, de la reproduction de sa prestation par l'artiste-interprète ou exécutant ou avec son consentement.

Sont également considérés comme artistes-interprètes ou exécutants les artistes de variété et les artistes de cirque. Ne le sont pas les artistes de complément, reconnus comme tels par les usages de la profession.

§ 2. Est présumé artiste-interprète ou exécutant, sauf preuve contraire, quiconque apparaît comme tel sur la prestation, sur une reproduction de la prestation, ou en relation avec une communication au public de celle-ci, du fait de la mention de son nom ou d'un sigle permettant de l'identifier.

§ 3. A l'égard de l'artiste-interprète ou exécutant, tous les contrats se prouvent par écrit.

Les dispositions contractuelles relatives aux droits de l'artiste-interprète ou exécutant et à leurs modes d'exploitation sont de stricte interprétation. La cession de l'objet qui incorpore une fixation de la prestation n'emporte pas le droit d'exploiter celle-ci.

Le cessionnaire est tenu d'assurer l'exploitation de la prestation conformément aux usages honnêtes de la profession.

Nonobstant toute disposition contraire, la cession des droits concernant des formes d'exploitation encore inconnues est nulle.

La cession des droits patrimoniaux, relatifs à des prestations futures n'est valable que pour un temps limité et pour autant que les genres de prestations sur lesquelles porte la cession soient déterminés.

§ 4. Lorsque des prestations sont effectuées par un artiste-interprète ou exécutant en exécution d'un contrat de travail ou d'un statut, les droits patrimoniaux peuvent être cédés à l'employeur pour autant que la cession des droits soit expressément prévue et que la prestation entre dans le champ du contrat ou du statut.

Lorsque des prestations sont réalisées par un artiste-interprète ou exécutant en exécution d'un contrat de commande, les droits patrimoniaux peuvent être cédés à celui qui a passé la commande pour autant que l'activité de ce dernier relève de l'industrie non culturelle ou de la publicité, que la prestation soit destinée à cette activité et que la cession des droits soit expressément prévue.

Dans ces cas, le paragraphe 3, alinéas 3 à 5 ne s'applique pas.

Des accords collectifs peuvent déterminer l'étendue et les modalités du transfert.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.206. [1 § 1er. Sauf convention contraire, l'artiste-interprète ou exécutant cède au producteur de l'oeuvre audiovisuelle le droit exclusif de l'exploitation audiovisuelle de sa prestation, y compris les droits nécessaires à cette exploitation tels que le droit d'ajouter des sous-titres ou de doubler la prestation, sans préjudice des dispositions prévues aux paragraphes 2 à 4.

§ 2. L'artiste-interprète ou exécutant qui refuse d'achever sa participation à la réalisation de l'oeuvre audiovisuelle ou se trouve dans l'impossibilité de le faire, ne pourra s'opposer à l'utilisation de sa participation en vue de l'achèvement de l'oeuvre. Il aura, pour cette participation, la qualité d'artiste-interprète ou exécutant et jouira des droits qui en découlent.

Le droit moral des artistes-interprètes ou exécutants ne peut être exercé par eux que sur l'oeuvre audiovisuelle achevée.

Il est interdit de détruire la matrice de cette version.

§ 3. Sauf pour les prestations effectuées pour des réalisations audiovisuelles relevant de l'industrie non culturelle ou de la publicité, les artistes-interprètes ou exécutants ont droit à une rémunération distincte pour chaque mode d'exploitation.

§ 4. Le montant de la rémunération est, sauf stipulation contraire, proportionnel aux recettes de l'exploitation de l'oeuvre audiovisuelle. Dans ce cas, le producteur fera parvenir à l'artiste-interprète ou exécutant, au moins une fois l'an, un relevé des recettes qu'il aura perçues selon chaque mode d'exploitation.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.207. [1 En cas d'interprétation vivante par un ensemble, l'autorisation est donnée par les solistes, chefs d'orchestre, metteurs en scène, ainsi que, pour les autres artistes-interprètes ou exécutants, par le directeur de leur troupe.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.208. [1 Les droits de l'artiste-interprète ou exécutant expirent cinquante ans après la date de la prestation. Toutefois, si une fixation de la prestation fait l'objet d'une publication ou d'une communication au public licites, les droits expirent cinquante ans après la date du premier de ces faits.

Toutefois,

- si une fixation de l'exécution par un moyen autre qu'un phonogramme fait l'objet d'une publication licite ou d'une communication licite au public dans ce délai, les droits expirent cinquante ans à compter de la date du premier de ces faits;
- si une fixation de l'exécution dans un phonogramme fait l'objet d'une publication licite ou d'une communication licite au public dans ce délai, les droits expirent septante ans à compter de la date du premier de ces faits.

Les durées visées aux alinéas 1er et 2 sont calculées à partir du 1er janvier de l'année qui suit le fait générateur.

Après le décès de l'artiste-interprète ou exécutant, les droits sont exercés, par ses héritiers ou légataires, à moins que l'artiste-interprète ou exécutant ne les ait attribués à une personne déterminée, compte tenu de la réserve légale qui revient aux héritiers.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 3. - [1 Dispositions communes aux producteurs de phonogrammes et des premières fixations de films]1

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.209. [[1] § 1er. Sous réserve de l'article XI.212 et sans préjudice du droit de l'auteur et de l'artiste-interprète ou exécutant, le producteur de phonogrammes ou de premières fixations de films a seul le droit de reproduire sa prestation ou d'en autoriser la reproduction de quelque manière et sous quelque forme que ce soit, qu'elle soit directe ou indirecte, provisoire ou permanente, en tout ou en partie.

Ce droit comprend également le droit d'autoriser la location ou le prêt.

Il comprend aussi le droit exclusif de distribution, lequel n'est épuisé qu'en cas de première vente ou premier autre transfert de propriété, dans l'Union européenne, de la reproduction de sa prestation par le producteur ou avec son consentement.

Le producteur a seul le droit de communiquer au public par un procédé quelconque le phonogramme ou la première fixation du film, y compris par la mise à disposition du public de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Les droits des producteurs de premières fixations de films expirent cinquante ans après la fixation. Toutefois, si la première fixation du film fait l'objet d'une publication ou d'une communication au public licites pendant cette période, les droits expirent cinquante ans après la date du premier de ces faits.

Les droits des producteurs de phonogrammes expirent cinquante ans après la fixation. Toutefois, si le phonogramme a fait l'objet d'une publication licite pendant cette période, les droits expirent septante ans après la date de la première publication licite. En l'absence de publication licite au cours de la période visée à la première phrase, et si le phonogramme a fait l'objet d'une communication licite au public pendant cette période, les droits expirent septante ans après la date de la première communication licite au public.

Cette durée est calculée à partir du 1er janvier de l'année qui suit le fait générateur.

§ 2. Est présumé producteur de phonogrammes ou de premières fixations de films, sauf preuve contraire, quiconque apparaît comme tel sur la prestation, sur une reproduction de la prestation, ou en relation avec une communication au public de celle-ci, du fait de la mention de son nom ou d'un sigle permettant de l'identifier.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.210. [[1] § 1er. Si, cinquante ans après que le phonogramme a fait l'objet d'une publication licite, ou, faute de cette publication, cinquante ans après qu'il a fait l'objet d'une communication licite au public, le producteur de phonogrammes n'offre pas à la vente des exemplaires du phonogramme en quantité suffisante ou ne le met pas à la disposition du public, par fil ou sans fil, de manière que les membres du public puissent y avoir accès de l'endroit et au moment qu'ils choisissent individuellement, l'artiste-interprète ou exécutant peut résilier le contrat par lequel l'artiste-interprète ou exécutant a cédé ses droits sur la fixation de son exécution à un producteur de phonogrammes.

Le droit de résilier le contrat de cession peut être exercé si le producteur, dans un délai d'un an à compter de la notification par l'artiste-interprète ou exécutant par envoi recommandé de son intention de résilier le contrat de cession conformément à l'alinéa 1er, n'accomplit pas les deux actes d'exploitation visés à l'alinéa 1er.

L'artiste-interprète ou exécutant ne peut renoncer à ce droit de résiliation.

Si un phonogramme contient la fixation des exécutions de plusieurs artistes-interprètes

ou exécutants, ceux-ci peuvent, à défaut d'accord entre eux résilier leurs contrats de cession, chacun pour leur contribution.

Si tous les contrats de cession de tous les artistes-interprètes sont résiliés en application du présent paragraphe, les droits du producteur de phonogrammes sur le phonogramme expirent.

§ 2. Lorsqu'un contrat de cession donne à l'artiste-interprète ou exécutant le droit de revendiquer une rémunération non récurrente, l'artiste-interprète ou exécutant a le droit d'obtenir une rémunération annuelle supplémentaire de la part du producteur de phonogrammes pour chaque année complète suivant directement la cinquantième année après que le phonogramme a fait l'objet d'une publication licite, ou, faute de cette publication, la cinquantième année après qu'il a fait l'objet d'une communication licite au public.

Les artistes-interprètes ou exécutants ne peuvent renoncer à ce droit d'obtenir une rémunération annuelle supplémentaire.

§ 3. Le montant global qu'un producteur de phonogrammes doit réserver au paiement de la rémunération annuelle supplémentaire visée au paragraphe 2 correspond à 20 % des recettes que le producteur de phonogrammes a perçues, au cours de l'année précédant celle du paiement de ladite rémunération, au titre de la reproduction, de la distribution et de la mise à disposition du phonogramme concerné, au-delà de la cinquantième année après que le phonogramme a fait l'objet d'une publication licite, ou, faute de cette publication, la cinquantième année après qu'il a fait l'objet d'une communication licite au public.

Les producteurs de phonogrammes sont tenus de fournir, sur demande, à la société de gestion désignée en vertu du paragraphe 4, dans l'intérêt des artistes interprètes ou exécutants qui ont droit à la rémunération annuelle supplémentaire visée au paragraphe 2 toute information pouvant s'avérer nécessaire afin de garantir le paiement de ladite rémunération.

A défaut pour les producteurs de phonogrammes de fournir les informations visées à l'alinéa 2, la société de gestion désignée en vertu du paragraphe 4 peut intenter l'action en cessation visée à l'article XI.336 en XVII.14 afin d'obtenir du juge qu'il ordonne la fourniture des informations visées à l'alinéa 2.

L'obligation de secret professionnel visée à l'article XI.281 s'applique aux membres du personnel de la société de gestion désignée en vertu du paragraphe 4, pour toutes les informations dont ils ont connaissance en vertu du présent paragraphe.

§ 4. Selon les conditions et les modalités qu'Il fixe, le Roi charge une société de gestion représentative des artistes-interprètes ou exécutants d'assurer la perception et la répartition de la rémunération visée au paragraphe 2.

§ 5. Lorsqu'un artiste-interprète ou exécutant a droit à des paiements récurrents, aucune avance ni déduction définie contractuellement ne peut être retranchée des paiements dont il bénéficie au-delà de la cinquantième année après que le phonogramme a fait l'objet d'une publication licite ou, faute de cette publication, la cinquantième année après qu'il a fait l'objet d'une communication licite au public.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 4. - [[1] Disposition relative à la location de phonogrammes et des premières fixations de films][1]

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.211. [[1] L'artiste-interprète ou exécutant qui transfère ou cède son droit de location sur un phonogramme ou sur une première fixation d'un film conserve le droit à une rémunération équitable au titre de la location.

Ce droit ne peut faire l'objet d'une renonciation et est incessible.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 5. - [[1] Dispositions communes relatives aux artistes-interprètes ou exécutants et aux producteurs][1]

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.212. [[1] Sans préjudice du droit de l'auteur lorsque la prestation d'un artiste-interprète ou exécutant est licitement reproduite ou radiodiffusée, l'artiste-interprète ou exécutant et le producteur ne peuvent s'opposer :

1° à son exécution publique, à condition que cette prestation ne soit pas utilisée dans un spectacle et qu'un droit d'accès à ce lieu ou une contrepartie pour bénéficier de cette communication n'est pas perçue à charge du public;

2° à sa radiodiffusion.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.213. [[1] L'utilisation de prestations, conformément à l'article XI.212, donne droit, quel que soit le lieu de fixation, à une rémunération équitable au profit des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs.

Le Roi détermine le montant de la rémunération équitable qui peut être différencié en fonction des secteurs concernés. Il peut déterminer les modalités selon lesquelles l'exécution de prestations doit être effectuée afin de revêtir un caractère public au sens de l'article XI.212, 1°.

Le Roi fixe les modalités de perception, de répartition et de contrôle de la rémunération ainsi que le moment où celle-ci est due.

La rémunération est versée par les personnes procédant aux actes prévus à l'article XI.212 aux sociétés de gestion des droits, visées au chapitre 9 du présent titre.

Les débiteurs de la rémunération sont tenus dans une mesure raisonnable de fournir les renseignements utiles à la perception et à la répartition des droits.

Le Roi détermine les modalités selon lesquelles ces renseignements et documents seront fournis.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.214. [[1] Sous réserve des conventions internationales, la rémunération visée à l'article XI.213 est répartie par les sociétés de gestion des droits par moitié entre les artistes-interprètes ou exécutants et les producteurs. Cette clé de répartition est impérative.

La part de la rémunération, visée à l'article XI.213, à laquelle les artistes-interprètes ou exécutants ont droit, est incessible.

Les droits à rémunération prévus à l'article XI.213 ont des durées respectivement identiques à celles prévues aux articles XI.208, alinéas 1er, 2 et 3 et XI.209, § 1er, alinéas 5, 6 et 7 .][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 6. [1 Dispositions relatives aux organismes de radiodiffusion]1

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.215. [1 § 1er. L'organisme de radiodiffusion a seul le droit d'autoriser :

a) la réémission simultanée ou différée de ses émissions y compris la retransmission par câble et la communication au public par satellite;

b) la reproduction de ses émissions par quelque procédé que ce soit, qu'elle soit directe ou indirecte, provisoire ou permanente, en tout ou en partie, en ce compris la distribution de fixations de ses émissions;

c) la communication de ses émissions faite dans un endroit accessible au public moyennant un droit d'entrée;

d) la mise à disposition du public de la fixation de ses émissions de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Le droit de distribution visé au point b) de l'alinéa premier n'est épuisé qu'en cas de première vente ou premier autre transfert de propriété, dans l'Union européenne, de la fixation de son émission par l'organisme de radiodiffusion ou avec son consentement.

§ 2. Est présumé organisme de radiodiffusion, sauf preuve contraire, quiconque apparaît comme tel sur la prestation, sur une reproduction de la prestation, ou en relation avec une communication au public de celle-ci, du fait de la mention de son nom ou d'un sigle permettant de l'identifier.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.216. [1 La protection visée à l'article XI.215 subsiste pendant cinquante ans, après la première diffusion de l'émission.

Cette durée est calculée à partir du 1er janvier de l'année qui suit le fait générateur.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Section 7. - [1 Dispositions communes aux sections 1re à 6]1

---

(1)<Insérée par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.217. [1 Les articles XI.205, XI.209, XI.213 et XI.215 ne sont pas applicables lorsque les actes visés par ces dispositions sont accomplis dans les buts suivants :

1° les citations tirées d'une prestation, effectuées dans un but de critique, de polémique, de revue, d'enseignement, ou dans des travaux scientifiques, conformément aux usages honnêtes de la profession et dans la mesure justifiée par le but poursuivi;

2° la fixation, la reproduction et la communication au public, dans un but d'information, de courts fragments des prestations des titulaires de droits voisins visés dans les sections 2 à 6, à l'occasion de comptes rendus des événements de l'actualité;

3° l'exécution gratuite et privée effectuée dans le cercle de famille;

4° l'exécution gratuite effectuée dans le cadre d'activités scolaires, qui peut avoir lieu aussi bien dans l'établissement d'enseignement qu'en dehors de celui-ci;

5° la reproduction de courts fragments d'une prestation lorsque cette reproduction est effectuée sur quelque support que ce soit, à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique dans la mesure justifiée par le but non-lucratif poursuivi et ne

porte pas préjudice à l'exploitation normale de la prestation;

6° la communication de prestations lorsque cette communication est effectuée à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique par des établissements reconnus ou organisés officiellement à cette fin par les pouvoirs publics et pour autant que cette communication soit justifiée par le but non lucratif poursuivi, se situe dans le cadre des activités normales de l'établissement, soit effectuée uniquement au moyen de réseaux de transmission fermés de l'établissement et ne porte pas préjudice à l'exploitation normale de la prestation;

7° la reproduction sur tout support autre que sur papier ou support similaire, de prestations, effectuée dans le cercle de famille et réservée à celui-ci;

8° les actes de reproduction provisoires qui sont transitoires ou accessoires et constituent une partie intégrante et essentielle d'un procédé technique et dont l'unique finalité est de permettre :

- une transmission dans un réseau entre tiers par un intermédiaire;

ou

- une utilisation licite d'une prestation,

et qui n'ont pas de signification économique indépendante;

9° la caricature, la parodie ou le pastiche, compte tenu des usages honnêtes;

10° l'exécution gratuite d'une oeuvre lors d'un examen public, lorsque l'objet de l'exécution n'est pas l'oeuvre en elle-même mais l'appréciation de l'interprète ou des interprètes de l'oeuvre en vue de la délivrance d'un titre d'aptitude, diplôme ou titre au sein d'un établissement d'enseignement reconnu;

11° la reproduction limitée à un nombre de copies déterminé en fonction de et justifié par le but de préservation du patrimoine culturel et scientifique, effectuée par des bibliothèques accessibles au public, des musées ou par des archives, qui ne recherchent aucun avantage commercial ou économique direct ou indirect, pour autant que cela ne porte pas atteinte à l'exploitation normale de la prestation ni ne cause un préjudice injustifié aux intérêts légitimes des titulaires des droits voisins.

Les matériaux ainsi produits demeurent la propriété de ces institutions qui s'interdisent tout usage commercial ou lucratif.

Les titulaires de droits voisins pourront y avoir accès, dans le strict respect de la préservation de l'oeuvre et moyennant une juste rémunération du travail accompli par ces institutions;

12° la communication et la mise à disposition à des particuliers, à des fins de recherches ou d'études privées, de prestations qui ne sont pas offertes à la vente ni soumises à des conditions en matière de licence, et qui font partie de collections des bibliothèques accessibles au public, des établissements d'enseignement et scientifiques, des musées ou des archives qui ne recherchent aucun avantage commercial ou économique direct ou indirect, au moyen de terminaux spéciaux accessibles dans les locaux de ces établissements;

13° les enregistrements éphémères de prestations effectués par des organismes de radiodiffusion pour leurs propres émissions et par leurs propres moyens, en ce compris par les moyens de personnes qui agissent en leur nom et sous leur responsabilité;

14° la reproduction et la communication au public de prestations au bénéfice de personnes affectées d'un handicap qui sont directement liées au handicap en question et sont de nature non commerciale, dans la mesure requise par ledit handicap, pour autant que cela ne porte pas atteinte à l'exploitation normale de la prestation ni ne cause un préjudice injustifié aux intérêts légitimes des titulaires des droits voisins;

15° la reproduction et la communication au public visant à annoncer des expositions publiques ou des ventes de prestations, dans la mesure nécessaire pour promouvoir

l'événement en question, à l'exclusion de toute autre utilisation commerciale;

16° la reproduction d'émissions, par les établissements hospitaliers, pénitentiaires, d'aide à la jeunesse ou d'aide aux personnes handicapées reconnus, pour autant que ces établissements ne poursuivent pas de but lucratif et que cette reproduction soit réservée à l'usage exclusif des personnes physiques qui y résident.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.218. [[1] § 1er. L'artiste-interprète ou exécutant et le producteur ne peuvent interdire le prêt de phonogrammes ou de premières fixations de films lorsque ce prêt est organisé dans un but éducatif et culturel par des institutions reconnues ou organisées officiellement à cette fin par les pouvoirs publics.

§ 2. Le prêt de phonogrammes et de premières fixations de films ne peut avoir lieu que deux mois après la première distribution au public de l'oeuvre.

Après consultation des institutions et des sociétés de gestion des droits, le Roi, peut pour tous les phonogrammes et les premières fixations de films ou pour certains d'entre eux, allonger ou écourter le délai prévu à l'alinéa précédent.

§ 3. Les institutions visées au paragraphe 1er que le Roi désigne, peuvent importer des phonogrammes ou des premières fixations de films qui ont fait l'objet d'une première vente licite en dehors de l'Union européenne et qui ne sont pas distribués au public sur le territoire de celle-ci, lorsque cette importation est effectuée à des fins de prêt public organisé dans un but éducatif ou culturel et pour autant qu'elle ne porte pas sur plus de cinq exemplaires du phonogramme ou de la première fixation de film.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.218/1. [[1] Les bibliothèques, les établissements d'enseignement et les musées accessibles au public, ainsi que les archives, les institutions dépositaires du patrimoine cinématographique ou sonore et les organismes de radiodiffusion de service public, établis dans les Etats membres de l'Union européenne et de l'Espace économique européen, en vue d'atteindre les objectifs liés à leurs missions d'intérêt public sont autorisés à utiliser les oeuvres orphelines figurant dans leurs collections de l'une des façons suivantes et aux conditions prévues à l'article XI.245/5 :

a) la mise à disposition du public de l'oeuvre orpheline au sens des articles XI.205, § 1er, alinéa 3, XI.209, § 1er, alinéa 4 et XI.215, § 1er, alinéa 1er, d);

b) la reproduction, au sens des articles XI.205, § 1er, alinéa 1er, XI.209, § 1er, alinéa 1er et XI.215, § 1er, alinéa 1er, b), à des fins de numérisation, de mise à disposition, d'indexation, de catalogage, de préservation ou de restauration.][1]

---

(1)<Inséré par L 2015-07-20/15, art. 8, 027; En vigueur : 03-09-2015>

Art. XI.219.[[1] Les dispositions des articles XI.217, XI.218 et XI.218/1, sont impératives.][1]

---

(1)<L 2015-07-20/15, art. 9, 027; En vigueur : 03-09-2015>

CHAPITRE 4. - [[1] De la communication au public par satellite et de la retransmission par câble][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

<Abrogé par L 2016-06-29/01, art. 25, 036; En vigueur : 16-07-2016>

Art. XI.227.
<Abrogé par L 2016-06-29/01, art. 25, 036; En vigueur : 16-07-2016>

Art. XI.228.[1 § 1er. [2 Lorsque la conclusion d'un accord autorisant la retransmission par câble est impossible, les parties peuvent faire appel de commun accord à trois médiateurs.]2

§ 2. Les trois médiateurs sont désignés selon les règles de la sixième partie du Code judiciaire applicables à la désignation des arbitres. Ils doivent présenter des garanties d'indépendance et d'impartialité. Ils doivent prêter assistance à la conduite des négociations et peuvent formuler des propositions après avoir entendu les parties concernées. Les propositions sont notifiées par envoi recommandé avec accusé de réception.

§ 3. Les parties sont censées accepter les propositions qui leurs sont adressées par les trois médiateurs si, dans les trois mois de la notification, aucune d'entre elles ne s'y oppose au moyen d'une notification aux autres parties dans les mêmes formes.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>
(2)<L 2016-06-29/01, art. 26, 036; En vigueur : 16-07-2016>

CHAPITRE 5. - [1 De la copie privée d'oeuvres et de prestations]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.229. [1 Les auteurs, les artistes-interprètes ou exécutants, les éditeurs d'oeuvres littéraires et d'oeuvres d'art graphique ou plastique et les producteurs de phonogrammes et d'oeuvres audiovisuelles ont droit à une rémunération pour la reproduction privée de leurs oeuvres et prestations, y compris dans les cas visés aux articles XI.190, 9° et 17° et XI.217, 7° et 16°.

La rémunération est versée par le fabricant, l'importateur ou l'acquéreur intracommunautaire de supports manifestement utilisés pour la reproduction privée d'oeuvres et de prestations sur tout support autre que sur papier ou support similaire, ou d'appareils manifestement utilisés pour cette reproduction lors de la mise en circulation de ces supports et de ces appareils sur le territoire national.

Selon les modalités prévues à l'article XI.232, le Roi détermine quels appareils et supports sont manifestement utilisés pour la reproduction privée d'oeuvres et de prestations sur tout support autre que sur papier ou support similaire.

Sans préjudice des conventions internationales, la rémunération est répartie conformément à l'article XI.234, par les sociétés de gestion des droits, entre les auteurs, les artistes-interprètes ou exécutants, les éditeurs d'oeuvres littéraires et d'oeuvres d'art graphique ou plastique et les producteurs.

Selon les conditions et les modalités qu'Il fixe, le Roi charge une société représentative de l'ensemble des sociétés de gestion des droits d'assurer la perception et la répartition de la rémunération.

Lorsqu'un auteur ou un artiste-interprète ou exécutant a cédé son droit à rémunération pour copie privée, il conserve le droit d'obtenir une rémunération équitable au titre de la copie privée.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

aux oeuvres d'art plastique ou graphique, est répartie à parts égales entre auteurs et éditeurs.

Les alinéas 2 et 3 sont impératifs.

La partie de la rémunération visée à l'article XI.229, afférente aux oeuvres sonores et aux oeuvres audiovisuelles, à laquelle les auteurs et artistes-interprètes ou exécutants ont droit, est incessible.

La partie de la rémunération visée à l'article XI.229, afférente aux oeuvres littéraires et aux oeuvres d'art plastique ou graphique à laquelle les auteurs ont droit, est incessible.

§ 2. Les Communautés et l'Etat fédéral peuvent décider d'affecter trente pour cent du produit de la rémunération dont question au paragraphe précédent à la promotion de la création d'oeuvres, par accord de coopération en application de l'article 92bis, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

CHAPITRE 6. - [[1] De la reproduction sur papier ou sur un support similaire d'oeuvres dans un but privé ou à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.235. [[1] Les auteurs et les éditeurs ont droit à une rémunération pour la reproduction sur papier ou sur un support similaire de leurs oeuvres, y compris dans les conditions prévues aux articles XI.190, 5° et 6°, et XI.191, § 1er, 1° et 2°.

La rémunération est versée par le fabricant, l'importateur ou l'acquéreur intracommunautaire d'appareils manifestement utilisés à des fins de reproduction sur papier ou sur un support similaire d'oeuvres, lors de la mise en circulation de ces appareils sur le territoire national.

Selon les modalités prévues à l'article XI.239, le Roi détermine quels appareils sont manifestement utilisés pour la reproduction sur papier ou sur un support similaire d'oeuvres.

Le Roi peut établir une liste des appareils qui ne sont pas manifestement utilisés pour la reproduction sur papier ou sur un support similaire d'oeuvres et qui ne sont pas soumis à la rémunération pour reprographie.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.236. [[1] En outre, une rémunération proportionnelle, déterminée en fonction du nombre de reproductions réalisées, est due par les personnes physiques ou morales qui réalisent des reproductions d'oeuvres, ou le cas échéant, à la décharge des premières, par celles qui tiennent à titre onéreux ou gratuit un appareil de reproduction à la disposition d'autrui.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.237. [[1] La société de gestion des droits désignée par le Roi dans le cadre du présent chapitre pourra obtenir les renseignements nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans le respect de l'article XI.281 et XV.113 auprès :

- de l'Administration des douanes et accises par application de l'article 320 de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977, remplacé par la loi du 27 décembre

à la copie ou apparaît en relation avec la communication au public d'une oeuvre ou d'une prestation.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

CHAPITRE 13. - [[1] Contrefaçon][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.293. [[1] Toute atteinte méchante ou frauduleuse portée au droit d'auteur et aux droits voisins constitue le délit de contrefaçon.

Il en est de même de l'application méchante ou frauduleuse du nom d'un auteur ou d'un titulaire d'un droit voisin, ou de tout signe distinctif adopté par lui pour désigner son oeuvre ou sa prestation; de tels objets seront regardés comme contrefaits.

Ceux qui sciemment, vendent, louent, mettent en vente ou en location, tiennent en dépôt pour être loués ou vendus, ou introduisent sur le territoire belge dans un but commercial les objets contrefaits, sont coupables du même délit.

Les dispositions du chapitre XI de la loi du 3 juillet 1969 créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée sont applicables aux infractions aux dispositions des chapitres 5 à 8 et à celles de leurs arrêtés d'application, le terme "taxe" étant remplacé par celui de "rémunération".

Lorsque les faits soumis au tribunal font l'objet d'une action en cessation en application de l'article XVII.14, § 3, il ne peut être statué sur l'action pénale qu'après qu'une décision passée en force de chose jugée a été rendue relativement à l'action en cessation.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Titre 6. - [[1] Programmes d'ordinateur][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.294. [[1] Conformément à la directive 91/250/CEE du Conseil du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur, les programmes d'ordinateur, en ce compris le matériel de conception préparatoire, sont protégés par le droit d'auteur et assimilés aux oeuvres littéraires au sens de la Convention de Berne.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.295. [[1] Un programme d'ordinateur est protégé s'il est original, en ce sens qu'il est une création intellectuelle propre à son auteur. Aucun autre critère ne s'applique pour déterminer s'il peut bénéficier d'une protection par le droit d'auteur.

La protection accordée par le présent titre s'applique à toute forme d'expression d'un programme d'ordinateur. Les idées et principes à la base de tout élément d'un programme d'ordinateur, y compris ceux qui sont à la base de ses interfaces, ne sont pas protégés par le droit d'auteur.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.296. [[1] Sauf disposition contractuelle ou statutaire contraire, seul l'employeur

employeur

est présumé cessionnaire des droits patrimoniaux relatifs aux programmes d'ordinateur créés par un ou plusieurs employés ou agents dans l'exercice de leurs fonctions ou d'après les instructions de leur employeur.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.297. [[1] Le droit moral se règle conformément à l'article 6bis, 1, de la Convention de Berne.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.298. [[1] Sous réserve des articles XI.299 et XI.300, les droits patrimoniaux comprennent :

a) la reproduction permanente ou provisoire d'un programme d'ordinateur, en tout ou en partie, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit. Lorsque le chargement, l'affichage, le passage, la transmission ou le stockage d'un programme d'ordinateur nécessitent une telle reproduction du programme, ces actes seront soumis à l'autorisation du titulaire du droit;

b) la traduction, l'adaptation, l'arrangement et toute autre transformation d'un programme d'ordinateur et la reproduction du programme en résultant sans préjudice des droits de la personne qui transforme le programme;

c) toute forme de distribution au public, y compris la location et le prêt, de l'original ou de copies d'un programme d'ordinateur. La première vente d'une copie d'un programme d'ordinateur par le titulaire du droit ou avec son consentement épuise le droit de distribution de cette copie dans l'Union européenne, à l'exception du droit de contrôler des locations et des prêts ultérieurs du programme d'ordinateur ou d'une copie de celui-ci.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.299. [[1] § 1er. En l'absence de dispositions contractuelles particulières, ne sont pas soumis à l'autorisation du titulaire les actes visés à l'article XI.298, a) et b), lorsque ces actes sont nécessaires pour permettre à la personne ayant le droit d'utiliser le programme d'ordinateur, de l'utiliser d'une manière conforme à sa destination, en ce compris la correction d'erreurs.

§ 2. La personne ayant le droit d'utiliser le programme d'ordinateur ne peut s'en voir interdire la reproduction sous la forme d'une copie de sauvegarde pour autant que cette copie soit nécessaire à l'utilisation du programme.

§ 3. La personne ayant le droit d'utiliser le programme d'ordinateur peut, sans l'autorisation du titulaire du droit, observer, étudier ou tester le fonctionnement de ce programme afin de déterminer les idées et les principes qui sont à la base d'un élément du programme, lorsqu'elle effectue une opération de chargement, d'affichage, de passage, de transmission ou de stockage du programme d'ordinateur qu'elle est en droit d'effectuer.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.300. [[1] § 1er. L'autorisation du titulaire du droit n'est pas requise lorsque la reproduction du code ou la traduction de la forme de ce code au sens de l'article XI.298, a) et b), est indispensable pour obtenir les informations nécessaires à l'interopérabilité

d'un programme d'ordinateur créé de façon indépendante avec d'autres programmes et sous réserve que les conditions suivantes soient réunies :

a) les actes de reproduction et de traduction sont accomplis par une personne jouissant du droit d'utiliser une copie du programme, ou, pour son compte, par une personne habilitée à cette fin;

b) les informations nécessaires à l'interopérabilité ne lui sont pas déjà facilement et rapidement accessibles;

c) les actes de reproduction et de traduction sont limitées aux parties du programme d'origine nécessaires à cette interopérabilité.

§ 2. Les dispositions du paragraphe précédent ne peuvent justifier que les informations obtenues en vertu de leur application :

a) soient utilisées à d'autres fins que la réalisation de l'interopérabilité du programme créé de façon indépendante;

b) soient communiquées à des tiers, sauf si ces communications s'avèrent nécessaires à l'interopérabilité du programme d'ordinateur créé de façon indépendante;

c) ou soient utilisées pour la mise au point, la production ou la commercialisation d'un programme d'ordinateur dont l'expression est fondamentalement similaire, ou pour tout autre acte portant atteinte au droit d'auteur.

§ 3. Le présent article ne peut recevoir une application qui cause un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du droit, ou porte atteinte à l'exploitation normale du programme d'ordinateur.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.301. [[1] Les dispositions des articles XI.299, §§ 2 et 3, et XI.300 sont impératives.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.302. [[1] La durée de protection par le droit d'auteur des programmes d'ordinateur est déterminée conformément à l'article XI.166.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.303. [[1] Les atteintes au droit d'auteur sur un programme d'ordinateur sont sanctionnées conformément à la loi.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.304. [[1] Toute personne qui met en circulation ou qui, à des fins commerciales, détient une copie d'un programme d'ordinateur en sachant qu'elle est illicite ou en ayant des raisons de le croire, ainsi que toute personne qui met en circulation ou détient à des fins commerciales tout moyen ayant pour seul but de faciliter la suppression non autorisée ou la neutralisation des dispositifs techniques qui protègent le programme d'ordinateur, est coupable du délit de contrefaçon.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Titre 7. - [[1] Bases de données][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

CHAPITRE 1. [1 er. - Notions et champ d'application]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.305. [1 Le présent titre transpose la directive 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.306. [1 Le droit des producteurs de bases de données s'applique aux bases de données quelle que soit leur forme dont l'obtention, la vérification ou la présentation du contenu atteste un investissement qualitativement ou quantitativement substantiel.

Le droit des producteurs de bases de données s'applique indépendamment de toute protection de la base de données ou de son contenu au titre du droit d'auteur ou d'autres droits et est sans préjudice de tout droit existant sur les oeuvres, les données ou les autres éléments contenus dans la base de données.

Le droit des producteurs de bases de données ne s'applique pas aux programmes d'ordinateur en tant que tels y compris ceux qui sont utilisés dans la fabrication ou le fonctionnement d'une base de données.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

CHAPITRE 2. - [1 Droits du producteur d'une base de données]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.307. [1 Le producteur d'une base de données a le droit d'interdire l'extraction et/ou la réutilisation de la totalité ou d'une partie, qualitativement ou quantitativement substantielle, du contenu de cette base de données.

Les extractions et/ou réutilisations répétées et systématiques de parties non substantielles du contenu de la base de données ne sont pas autorisées lorsqu'elles sont contraires à une exploitation normale de la base de données ou causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du producteur de celle-ci.

La première vente d'une copie d'une base de données dans l'Union européenne par le titulaire du droit ou avec son consentement, épuise le droit de contrôler la revente de cette copie dans l'Union européenne.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.308. [1 Le droit des producteurs de bases de données est mobilier, cessible et transmissible, en tout ou en partie, conformément aux règles du Code civil. Il peut notamment faire l'objet d'une aliénation ou d'une licence simple ou exclusive.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.309. [1 Le droit des producteurs de bases de données prend naissance dès l'achèvement de la fabrication de la base de données et expire quinze ans après le 1er janvier de l'année qui suit la date d'achèvement de la fabrication.

Dans le cas d'une base de données qui est mise à la disposition du public de quelque manière que ce soit avant l'expiration de la période prévue à l'alinéa 1er, la durée de la protection expire quinze ans après le 1er janvier de l'année qui suit la date à laquelle la base de données a été mise à la disposition du public pour la première fois.

Toute modification, qualitativement ou quantitativement substantielle, du contenu de la base de données, notamment toute modification substantielle résultant de l'accumulation d'ajouts, de suppressions ou de changements successifs, qui atteste un nouvel investissement, qualitativement ou quantitativement substantiel, permet d'attribuer à la base de données qui en résulte, une durée de protection propre.

Le producteur d'une base de données a la charge de prouver la date d'achèvement de la fabrication de la base de données et la modification substantielle du contenu de la base de données qui conformément à l'alinéa 3 permet d'attribuer à la base de données qui en résulte, une durée de protection propre.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

CHAPITRE 3. - [[1] Exceptions au droit des producteurs de bases de données][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.310. [[1] L'utilisateur légitime d'une base de données qui est licitement mise à la disposition du public de quelque manière que ce soit, peut, sans l'autorisation du producteur :

1° extraire une partie substantielle du contenu d'une base de données non électronique lorsque cette extraction est effectuée dans un but strictement privé;

2° extraire une partie substantielle du contenu de la base de données lorsque cette extraction est effectuée à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique pour autant que cette extraction soit justifiée par le but non lucratif poursuivi;

3° extraire et/ou réutiliser une partie substantielle du contenu de la base de données à des fins de sécurité publique ou aux fins d'une procédure administrative ou juridictionnelle.

Le nom du producteur et le titre de la base de données dont le contenu est extrait à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique, doivent être mentionnés.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

CHAPITRE 4. - [[1] Droits et obligations des utilisateurs légitimes][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.311. [[1] Le producteur d'une base de données qui est mise à la disposition du public de quelque manière que ce soit ne peut empêcher l'utilisateur légitime de cette base d'extraire et/ou de réutiliser des parties, qualitativement ou quantitativement non substantielles, de son contenu à quelque fin que ce soit.

Dans la mesure où l'utilisateur légitime est autorisé à extraire et/ou à réutiliser une partie seulement de la base de données, l'alinéa 1er s'applique à cette partie.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.312. [1 L'utilisateur légitime d'une base de données qui est mise à la disposition du public de quelque manière que ce soit ne peut effectuer des actes qui sont en conflit avec l'exploitation normale de cette base de données ou qui lèsent de manière injustifiée les intérêts légitimes du producteur de la base de données.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.313. [1 L'utilisateur légitime d'une base de données qui est mise à la disposition du public de quelque manière que ce soit ne peut porter préjudice au titulaire d'un droit d'auteur ou d'un droit voisin portant sur des oeuvres ou des prestations contenues dans cette base de données.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.314. [1 Les dispositions des articles XI.310 à XI.313 sont impératives.

Il peut toutefois être contractuellement dérogé aux dispositions de l'article XI.310 lorsqu'il s'agit de bases de données qui sont mises à la disposition du public à la demande selon les dispositions contractuelles de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

CHAPITRE 5. - [1 Bénéficiaires de la protection]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.315. [1 Le droit des producteurs de bases de données s'applique aux bases de données dont le producteur est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou a sa résidence habituelle sur le territoire de l'Union européenne.

L'alinéa 1er s'applique également aux sociétés et aux entreprises constituées en conformité avec la législation d'un Etat membre de l'Union européenne et ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur établissement principal à l'intérieur de l'Union. Néanmoins si une telle société ou entreprise n'a que son siège statutaire sur le territoire de l'Union européenne, ses opérations doivent avoir un lien réel et continu avec l'économie d'un Etat membre.

Les bases de données fabriquées dans des pays tiers et non couvertes par les alinéas 1er et 2, qui sont visées par des accords conclus, sur proposition de la Commission de l'Union européenne, par le Conseil, sont protégées par le droit des producteurs de bases de données. La durée de la protection accordée à ces bases de données ne peut dépasser celle prévue à l'article XI.309.]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

CHAPITRE 6. - [1 Protection juridique des mesures techniques et de l'information sur le régime des droits]1

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.316. [1 § 1er. Toute personne qui contourne toute mesure technique efficace, en

le sachant ou en ayant des raisons valables de le penser, est coupable d'un délit.

Toute personne qui fabrique, importe, distribue, vend, loue, fait de la publicité en vue de la vente ou de la location, ou possède à des fins commerciales des dispositifs, produits ou composants, ou preste des services qui :

1° font l'objet d'une promotion, d'une publicité ou d'une commercialisation, dans le but de contourner la protection de toute mesure technique efficace, ou

2° n'ont qu'un but commercial limité ou une utilisation limitée autre que de contourner la protection de toute mesure technique efficace, ou

3° sont principalement conçus, produits, adaptés ou réalisés dans le but de permettre ou de faciliter le contournement de la protection de toute mesure technique efficace, est coupable d'un délit.

Les mesures techniques sont réputées efficaces au sens des alinéas 1er et 2 lorsque l'utilisation d'une base de données est contrôlée par les titulaires du droit grâce à l'application d'un code d'accès ou d'un procédé de protection tel que le cryptage, le brouillage ou toute autre transformation de l'oeuvre ou de la prestation ou d'un mécanisme de contrôle de copie qui atteint cet objectif de protection.

§ 2. Les producteurs de bases de données prennent dans un délai raisonnable des mesures volontaires adéquates, y compris des accords avec les autres parties concernées, afin de fournir à l'utilisateur d'une base de données, les moyens nécessaires pour pouvoir bénéficier des exceptions prévues à l'article XI.310, alinéa 1er, 2° et 3°, lorsque celui-ci a un accès licite à la base de données protégée par les mesures techniques.

§ 3. Les mesures techniques appliquées volontairement par les producteurs de bases de données, y compris celles mises en oeuvre en application d'accords volontaires, ainsi que les mesures techniques mises en oeuvre en vertu d'une ordonnance rendue en application de l'article 2bis de la loi du 10 août 1998 transposant en droit judiciaire belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données, jouissent de la protection juridique prévue au paragraphe 1er.

§ 4. Le paragraphe 2 ne s'applique pas aux bases de données qui sont mises à la disposition du public à la demande selon des dispositions contractuelles entre parties, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

§ 5. Les mesures techniques de protection visées au paragraphe 1er ne peuvent empêcher les acquéreurs légitimes de bases de données d'utiliser ces bases de données conformément à leur destination normale.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.317. [[1] § 1er. Toute personne qui accomplit sciemment et sans autorisation, l'un des actes suivants :

1° la suppression ou la modification de toute information sur le régime des droits se présentant sous forme électronique, et

2° la distribution, l'importation aux fins de distribution, la radiodiffusion, la communication au public ou la mise à disposition du public des bases de données, et dont les informations sur le régime des droits se présentant sous forme électronique ont été supprimées ou modifiées sans autorisation, en sachant ou en ayant des raisons valables de penser que, ce faisant, elle entraîne, permet, facilite ou dissimule une atteinte au droit des producteurs des bases de données, est coupable d'un délit.

§ 2. Au sens du présent article, on entend par "information sur le régime des droits", toute information fournie par les producteurs de bases de données qui permet d'identifier la base de données, ou le producteur de la base de données. Cette expression

§ 2. Toutefois, le titulaire du droit exclusif peut exiger que la personne visée au paragraphe premier lui verse un montant équivalent à celui qui aurait normalement dû lui revenir au titre de l'exploitation commerciale de la topographie pour les actes commis après qu'elle sait ou est fondée à croire que la topographie du produit semi-conducteur est protégée par un droit exclusif.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.330. [[1] Le droit exclusif visé à l'article XI.319 ne s'étend pas à l'exploitation commerciale d'une topographie ou d'un produit semi-conducteur après que celui-ci a été mis sur le marché dans un Etat membre de l'Union européenne par le titulaire du droit exclusif ou avec son consentement exprès.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.331. [[1] L'action pour cause d'atteinte au droit exclusif sur une topographie d'un produit semi-conducteur se prescrit par cinq ans à compter du jour où l'infraction a été commise.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.332. [[1] § 1er. Les dispositions du présent titre ne portent pas atteinte aux autres dispositions législatives en matière de propriété intellectuelle.

§ 2. Les dispositions du présent titre ne portent pas atteinte à l'application du droit d'auteur aux oeuvres qui seraient fixées dans le produit semi-conducteur.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Titre 9. - [[1] Aspects civils de la protection des droits de propriété intellectuelle][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

CHAPITRE 1er. - [[1] Généralités][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.333. [[1] Le présent titre transpose la directive 2004/48/CE du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

CHAPITRE 2. - [[1] Cessation de l'atteinte et autres mesures][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.334. [[1] § 1er. Lorsque le juge constate une atteinte à un brevet d'invention, à un certificat complémentaire de protection, à un droit d'obtenteur, à un droit d'auteur, à un droit voisin, au droit d'un producteur de bases de données ou au droit sur une topographie d'un produit semi-conducteur, il ordonne la cessation de celle-ci à tout auteur de l'atteinte.

Le juge peut également rendre une injonction de cessation à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte à un droit visé à l'alinéa 1er .

§ 2. Sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus à la partie lésée en raison de l'atteinte et sans dédommagement d'aucune sorte, le juge peut ordonner à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon le rappel des circuits commerciaux, la mise à l'écart définitive des circuits commerciaux ou la destruction des biens contrefaisants ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens.

Ces mesures sont mises en oeuvre aux frais du contrevenant, à moins que des raisons particulières ne s'y opposent.

Lors de l'appréciation d'une demande visée à l'alinéa 1er, il sera tenu compte de la proportionnalité entre la gravité de l'atteinte et les mesures correctives ordonnées, ainsi que des intérêts des tiers.

§ 3. Lorsque dans le cadre d'une procédure, le juge constate une atteinte, il peut ordonner, à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon, à l'auteur de l'atteinte de fournir à la partie qui introduit cette action toutes les informations dont il dispose concernant l'origine et les réseaux de distribution des biens ou services contrefaisants et de lui communiquer toutes les données s'y rapportant, pour autant qu'il s'agisse d'une mesure justifiée et proportionnée.

Une même injonction peut être faite à la personne qui a été trouvée en possession des biens contrefaisants à l'échelle commerciale, qui a été trouvée en train d'utiliser des services contrefaisants à l'échelle commerciale ou qui a été trouvée en train de fournir, à l'échelle commerciale, des services utilisés dans des activités contrefaisantes.

§ 4. Le juge peut prescrire l'affichage de sa décision ou du résumé qu'il en rédige, pendant le délai qu'il détermine, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des établissements du contrevenant et ordonner la publication de son jugement ou du résumé par la voie de journaux ou de toute autre manière, le tout aux frais du contrevenant.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

CHAPITRE 3. - [[1] Réparation du préjudice subi du fait de la contrefaçon][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.335. [[1] § 1er. Sans préjudice du paragraphe 3, la partie lésée a droit à la réparation de tout préjudice qu'elle subit du fait de l'atteinte à un droit visé à l'article XI.334, § 1er, alinéa 1er.

§ 2. Lorsque l'étendue du préjudice ne peut être déterminée d'aucune autre manière, le juge peut de manière raisonnable et équitable fixer un montant forfaitaire, à titre de dommages et intérêts.

Le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la délivrance à la partie demanderesse des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si la valeur de ces biens, matériaux et instruments dépasse l'étendue du dommage réel, le juge fixe la soulte à payer par le demandeur.

En cas de mauvaise foi, le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la cession de tout ou partie du bénéfice réalisé à la suite de l'atteinte, ainsi qu'en reddition

de compte à cet égard. Seuls les frais directement liés aux activités de contrefaçon concernées sont portés en déduction pour déterminer le bénéfice à céder.

§ 3. En cas de mauvaise foi, le juge peut prononcer au profit du demandeur la confiscation des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si les biens, matériaux et instruments ne sont plus en possession du défendeur, le juge peut allouer une somme égale au prix reçu pour les biens, matériaux et instruments cédés. La confiscation ainsi prononcée absorbe, à concurrence de la valeur de la confiscation, les dommages et intérêts.][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

CHAPITRE 4. [[1] Action relative à l'application des mesures techniques de protection dans le cadre du droit d'auteur, des droits voisins et du droit des producteurs de bases de données][1]

---

(1)<Inséré par L 2014-04-19/60, art. 3, 024; En vigueur : 01-01-2015>

Art. XI.336.[[1] § 1er. Nonobstant la protection juridique prévue à l'article XI.291 et à l'article XI.316, le président du tribunal de première instance et le président du tribunal de commerce, dans les matières qui sont respectivement de la compétence de ces tribunaux, sont compétents pour constater toute violation de l'article XI.291, §§ 2 et 4, et de l'article XI.316, §§ 2 et 5, et selon le cas :

1° En matière de droit d'auteur et de droits voisins :

a) soit enjoindre aux ayants droit de prendre les mesures nécessaires permettant aux bénéficiaires des exceptions prévues à l'article XI.189, § 2, à l'article XI.190, 5°, 6°, 7°, 8°, 12°, 14°, 15° et 17°, à l'article XI.191, § 1er, alinéa 1er, 1° à 5°, et à l'article XI.217, 5°, 6°, 11°, 13°, 14° et 16°, ou aux dispositions déterminées par le Roi en vertu de l'article XI.291, § 2, alinéa 2, de bénéficier desdites exceptions lorsque le bénéficiaire a un accès licite à l'oeuvre ou à la prestation protégée;

b) soit enjoindre aux ayants droit de rendre les mesures techniques de protection conformes à l'article XI.291, § 4;

2° en matière de droit des producteurs de bases de données :

a) soit enjoindre aux producteurs de bases de données de prendre les mesures nécessaires permettant aux bénéficiaires des exceptions prévues à l'article XI.310, alinéa 1er, 2° et 3°, de bénéficier desdites exceptions lorsque le bénéficiaire a un accès licite à la base de données;

b) soit enjoindre aux producteurs de bases de données de rendre les mesures techniques de protection conformes à l'article XI.316, § 5.

§ 2. L'action fondée sur le paragraphe 1er est formée à la demande :

1° des intéressés;

2° du ministre ayant le droit d'auteur dans ses attributions;

3° d'un groupement professionnel ou interprofessionnel ayant la personnalité civile;

4° d'une association ayant pour objet la défense des intérêts des consommateurs et jouissant de la personnalité civile pour autant qu'elle soit représentée au Conseil de la Consommation ou qu'elle soit agréée par le ministre ayant le droit d'auteur dans ses attributions suivant des critères déterminés par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Par dérogation aux dispositions des articles 17 et 18 du Code judiciaire, les associations et groupements visés aux points 3° et 4° peuvent agir en justice pour la

L'Office belge de la Propriété intellectuelle : s'informer

Cette rubrique vous indique en quelques définitions le champ de protection couvert par la propriété intellectuelle. La recherche du monopole de fabrication et de vente d'un nouveau produit nécessite l'enregistrement par l'autorité officielle de ses éléments descriptifs.
Sa technique, sa forme, son nom, ... Tous ces éléments font l'objet de titres officiels qui vous donneront le droit d'interdire à un tiers de copier sans votre accord ce qui vous appartient. Mais, tout n'est pas protégeable et tout ce qui est protégeable ne fait pas forcément l'objet d'un enregistrement.

Nous vous proposons un parcours initiatique à l'aide d'un outil pédagogique pour comprendre quand, comment et pourquoi il faut se protéger. Comment gérer ses titres de protection. Bref, une stratégie qui devrait vous aider à faire des profits.

Enfin, nous vous renvoyons à notre brochure d'information intitulée : "Brevets, Marques, Dessins et Modèles, Droit d'auteur et Certificat d'obtention végétale" qui donne, de manière concise, les conditions sous lesquelles les propriétés intellectuelles peuvent être protégées, comment l'on peut savoir quelles inventions, marques, modèles, produit végétaux et autres créations sont déjà enregistrées et comment les droits de propriété intellectuelle concernés peuvent être acquis.

- Définition de la Propriété intellectuelle
- Définition des droits de la propriété industrielle
- Définition du droit d'auteur et des droits voisins
- Brochure d'information - Brevets, Marques, Dessins et Modèles, Droit d'auteur, Obtentions végétales

Définition de la Propriété intellectuelle :

Le terme de propriété intellectuelle recouvre les produits de l'esprit humain. Ces prestations immatérielles, intellectuelles sont subdivisées en deux catégories: les créations et les caractéristiques distinctives. Les inventions et les variétés végétales dans le domaine de l'agriculture et de l'horticulture sont des créations techniques. A côté de cela existent également les créations esthétiques, artistiques: les travaux littéraires et intellectuels, les œuvres plastiques, la musique, la filmographie et la photographie mais aussi la forme extérieure (design) d'un objet utilitaire. Les marques et les logos sont considérés comme des caractéristiques distinctives.

Les inventions, les variétés végétales, les marques et les formes extérieures des objets utilitaires forment ce que l'on appelle la propriété industrielle.

Les droits de propriété intellectuelle tels que les brevets, les droits d'obtention végétale, les droits d'auteurs, les dessins, les modèles et les marques confèrent à leurs titulaires un droit exclusif et temporaire d'exploitation de leur propriété intellectuelle sur un territoire limité. Un tel monopole stimule les innovations indispensables pour la croissance économique mais cela va à l'encontre du droit de compétitivité qui est indispensable pour l'économie du marché libre.

C'est pourquoi les droits de propriété intellectuelle ne sont délivrés que sous des conditions bien précises et, de plus, pour une durée déterminée.

Définition des droits de la propriété industrielle :

- **Le brevet**

Un brevet est un titre de propriété industrielle qui confère à son titulaire un droit exclusif et temporaire d'exploitation d'une invention sur un territoire limité. En général, on peut dire qu'une invention est une solution technique à un problème déterminé, cela peut être un produit ou un procédé. Une invention est brevetable si elle est nouvelle, implique une activité inventive et est susceptible d'application industrielle.

- **Le dessin ou modèle**

Est considéré comme dessin ou modèle, l'aspect d'un produit ou d'une partie de produit. L'aspect d'un produit lui est conféré, en particulier, par les caractéristiques des lignes, des contours, des couleurs, de la forme, de la texture ou des matériaux du produit lui-même ou de son ornementation. Un dessin ou modèle est un titre de propriété industrielle qui confère à son titulaire un droit exclusif et temporaire d'exploitation sur un territoire déterminé. Les dessins comprennent toutes les formes en deux dimensions tels que dessins et patrons sur tissus et papier. Sous le terme modèles sont repris les formes en trois dimensions et les objets utilitaires.

- **La marque**

Sont considérés comme marques, les dénominations, dessins, empreintes, cachets, lettres, chiffres, formes de produits ou de conditionnement et tous autres signes servant à distinguer les produits ou services d'une entreprise déterminée. Une marque confère à son titulaire un droit exclusif et temporaire d'exploitation sur un territoire. La fonction essentielle de la marque est de permettre de distinguer les produits ou services d'une entreprise de ceux qui ont une autre provenance et de garantir ainsi à l'utilisateur l'identité du produit ou service désigné par la marque.

- **Le certificat d'obtention végétale**

Un certificat d'obtention est un titre de propriété industrielle qui confère à son titulaire un droit exclusif et temporaire d'exploitation du matériel de reproduction d'une obtention sur un territoire limité. Il n'est délivré que pour une variété nouvelle, distincte, suffisamment homogène et stable, et qui porte une dénomination conforme.

Une obtention végétale est une variété végétale.

La variété végétale est définie dans la loi belge comme étant tout clone, lignée, souche, hybride susceptible d'être cultivés, ainsi que tout cultivar.

Dans la Convention UPOV de 1991, la variété végétale est définie comme étant un ensemble végétal d'un taxon botanique du rang le plus bas connu qui, qu'il réponde ou non pleinement aux conditions pour l'octroi d'un droit d'obtenteur, peut-être

- défini par l'expression des caractères résultant d'un certain génotype ou d'une certaine combinaison de génotypes,
- distingué de tout autre ensemble végétal par l'expression d'au moins un desdits caractères et
- considéré comme une entité eu égard à son aptitude à être reproduit conforme.

Définition du droit d'auteur et des droits voisins :

La protection du droit d'auteur et des droits voisins constitue une des branches de la propriété intellectuelle. Elle a pour objet de déterminer les droits qui sont reconnus aux auteurs d'œuvres littéraires et artistiques ainsi qu'aux artistes-interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes ou de premières fixations de films, aux organismes de radiodiffusion et aux producteurs de bases de données.

Brochure d'information - Brevets, Marques, Dessins et Modèles, Droit d'auteur, Obtentions végétales :

En ce qui concerne les titres de protection, vous trouverez dans cette brochure d'information un guide pratique, contenant des informations sur :

- les demandes de brevet d'invention belges, européennes ou internationales (PCT);
- le dépôt d'une marque Benelux et d'un dessin ou modèle Benelux;
- la demande d'un certificat d'obtention végétale;
- la protection via le droit d'auteur.

Les détails des différentes demandes pour les titres de protection souhaités sont abordés. Aussi, vous trouverez, dans ce guide, réponses à des questions telles que : qui peut déposer une demande de brevet? Où et comment la déposer? Quel doit être le contenu du dossier? Quelles sont les taxes? Quelle est la langue de la demande?

A télécharger (au format pdf) :

6 54

Droit d'auteur et droits voisins

1. Introduction
2. Objet du droit d'auteur et des droits voisins
3. Titularité du droit d'auteur et des droits voisins
4. Prérogatives du droit d'auteur et des droits voisins
5. Exceptions au droit d'auteur et aux droits voisins
6. Principaux droits à rémunération
7. Statut et contrôle des sociétés de gestion des droits
8. Principales réglementations relatives au droit d'auteur et aux droits voisins
9. Foire aux Questions (FAQs)
10. Liens

1. Introduction :

Le droit d'auteur et les droits voisins constituent l'une des branches de la propriété intellectuelle. Le droit d'auteur protège les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques. Les droits voisins protègent les prestations des titulaires de droits voisins. Il s'agit des interprétations des artistes, des phonogrammes, des films, des émissions de radiodiffusion et des bases de données.

La principale législation applicable en la matière est la loi du 30 juin 1994 (LDA) relative au droit d'auteur et aux droits voisins. Cette réglementation est susceptible de nous concerner tous et cela même dans notre vie quotidienne, par exemple lorsque nous écoutons la radio, nous regardons la télévision, nous surfons sur Internet, nous lisons un journal, nous allons au cinéma, nous photocopions l'article d'une revue ou nous enregistrons notre CD préféré.

En déterminant les droits des auteurs et des titulaires de droits voisins (artistes, producteurs, radiodiffuseurs), le législateur règle d'importantes questions relevant de l'intérêt général telles que la promotion de la création d'œuvres littéraires et artistiques, le développement technologique, la protection des investissements et l'accès à l'information.

Ces questions mettent souvent en présence plusieurs groupes d'intérêts qui doivent coexister d'une manière optimale, à savoir les auteurs, les artistes, les éditeurs, les producteurs ainsi que les organes de presse, les établissements d'enseignement, les salles de cinéma, les théâtres, les centres culturels, les maisons de jeunes, les musées, les bibliothèques, les pouvoirs publics, les radiodiffuseurs, les câblodistributeurs, les fabricants d'appareils et de supports permettant la copie d'œuvres protégées, les cafetiers, les dancings, les fournisseurs d'accès Internet, etc.

Il convient en outre de souligner deux tendances qui interagissent et contraignent les pouvoirs publics à suivre de près l'évolution de la réglementation de cette matière.

D'une part, les technologies relatives à la création et à l'exploitation des œuvres connaissent une évolution rapide. Le développement de l'Internet et des nouveaux supports tels que les CD audionumériques et les DVD ne sont que quelques exemples parmi d'autres.

D'autre part, l'Union européenne a entrepris au début des années nonante un travail progressif d'harmonisation des législations des Etats membres afin de créer un marché unique des œuvres et des prestations protégées.

L'objectif du SPF Economie est de décrire de manière générale les principales caractéristiques de la protection du droit d'auteur et des droits voisins.

2. Objet du droit d'auteur et droits voisins :

1° Objet du droit d'auteur

Notion d'œuvres littéraires et artistiques

F 55

Le droit d'auteur protège les œuvres littéraires et artistiques. La législation ne définit pas la notion d'œuvres littéraires et artistiques. Elle donne toutefois une liste exemplative des créations que comprennent les termes "œuvres littéraires et artistiques".

Il s'agit de toutes les productions du domaine littéraire, scientifique et artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression, telles que : les livres, brochures et autres écrits; les programmes d'ordinateurs; les conférences, allocutions, sermons et autres œuvres de même nature; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales; les œuvres chorégraphiques et les pantomimes; les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres cinématographique, auxquelles sont assimilées les œuvres exprimées par un procédé analogue à la cinématographie; les œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure, de lithographie; les œuvres photographiques, auxquelles sont assimilées les œuvres exprimées par un procédé analogue à la photographie; les œuvres des arts appliqués; les illustrations, les cartes géographiques; les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences; les recueils d'œuvres littéraires ou artistiques tels que les encyclopédies, anthologies et bases de données.

Conditions de protection

voir article p 90

La jurisprudence et la doctrine exigent qu'une création remplisse deux conditions afin d'être considérée comme une œuvre et donc être protégée par le droit d'auteur.

La création doit être matérialisée de manière à pouvoir être communiquée à autrui. Une idée, un concept, une méthode de travail ou une théorie scientifique ne peut donc en tant que telle être protégée par le droit d'auteur.

D'autre part, il doit s'agir d'une création originale, c'est-à-dire une création intellectuelle propre à son auteur.

Le droit d'auteur naît automatiquement par la création même d'une œuvre originale. A la différence des droits de propriété industrielle, il n'est donc pas nécessaire d'accomplir des formalités administratives pour l'obtention d'un droit d'auteur.

Toutefois, il est utile de prendre des mesures probatoires telles qu'un enregistrement ou un dépôt afin de prouver que l'œuvre existait à une date déterminée. L'accomplissement de ces mesures probatoires ne garantit pas que l'œuvre est protégée par le droit d'auteur. Elles permettent seulement de prouver vis-à-vis des tiers (par exemple des contrevenants), et le cas échéant devant les Cours et tribunaux, que l'œuvre existait à une date déterminée.

Dans le cas où un tiers utilise une œuvre sans l'autorisation de l'auteur, celui-ci sera en mesure de démontrer l'antériorité de l'œuvre au moyen d'un enregistrement ou d'un dépôt. Toutefois, il est possible qu'une personne enregistre une œuvre qui a déjà été créée par quelqu'un d'autre. Dans ce cas, le véritable auteur de l'œuvre devra démontrer qu'il en est le véritable auteur et donc qu'il a créé l'œuvre avant l'enregistrement de celle-ci par un tiers. Par conséquent, l'accomplissement de mesures probatoires permet d'établir que l'œuvre existait au moment où ces mesures ont été prises. Ces mesures n'établissent toutefois pas de manière absolue que celui-ci qui les a accomplies est l'auteur de l'œuvre.

En vertu du droit commun, il existe deux moyens d'obtenir une date certaine. Ainsi, vous pouvez vous adresser à n'importe quel bureau d'enregistrement du Service public fédéral Finances. Il n'est possible d'enregistrer auprès d'un tel bureau que des documents "papier" (donc pas de disquettes, pas de cd-roms, etc.). L'enregistrement d'un acte "non tarifié" (donc des documents autres que, par exemple, les contrats de location ou de vente de biens immobiliers qui sont définis dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe) coûte actuellement (2005) 25,00 EUR par document. Dans ce cas, un sceau mentionnant la date est apposé sur le document.

Une seconde possibilité est l'établissement par un notaire d'un acte authentique relatant l'existence de l'œuvre. Le notaire peut conserver les documents apportés et leur attribuer une date. Vous pouvez aussi, par exemple, déposer vos disquettes et cd-roms auprès d'un notaire qui conservera ces exemplaires chez lui.

Un autre moyen pour prouver la date de création d'une oeuvre est l'enveloppe i- DEPOT du Bureau Benelux des Dessins ou Modèles (BBDM ci-dessous). L'enveloppe i-DEPOT comprend deux compartiments. Vous introduisez dans chacun des deux compartiments un document identique décrivant ou représentant le plus clairement possible votre création. Vous pouvez mettre ce document sur le support de données de votre choix: papier, microfilm, disquette, cd-rom etc. Vous refermez l'enveloppe et vous la renvoyez au BBDM. Dès réception, votre enveloppe i-DEPOT est scellée par le BBDM.

Une vignette mentionnant clairement la date et l'heure de réception est fixée sur les deux compartiments de l'enveloppe. Le compartiment 1 vous est retourné. Vous conservez cette partie en lieu sûr: son contenu restera ainsi secret. Le compartiment 2 est conservé, sans être ouvert, pendant une période de 5 ans dans les archives du BBDM. A tout moment, vous pouvez réclamer – une fois – le second compartiment pour le produire comme moyen de preuve dans une action judiciaire. Le délai de conservation de 5 ans peut être prolongé indéfiniment par période additionnelles de cinq ans.

p 56

L'enveloppe i-DEPOT coûte actuellement (2005) 45 EUR pour une période de 5 ans et 65 EUR pour une période de 10 ans. Vous pouvez commander l'enveloppe i-DEPOT aussi via l'Office de la Propriété Intellectuelle. Vous trouverez de plus amples informations sur http://www.bbtm-bbdm.org/fr/pdf/brochure_idepot.pdf.

Certaines organisations privées offrent également un service pour déposer des documents (dans certains cas sous forme électronique) et de les pourvoir d'une date.

Il ne s'agit toutefois pas dans ces deux derniers cas (i-DEPOT et organisations privées) d'une «date certaine» au sens de la loi, mais d'un moyen pour prouver la date d'existence du document, dont le juge appréciera la force probante.

2° Objet des droits voisins

Les droits voisins du droit d'auteur protègent des catégories de personnes définies par la loi qui, soit exécutent ou interprètent des œuvres littéraires ou artistiques (les artistes-interprètes ou exécutants), soit produisent la première fixation de sons (producteurs de phonogrammes) ou de séquences animées d'images (producteurs de premières fixations de films), soit radiodiffusent des émissions (organismes de radiodiffusion), soit encore produisent des bases de données (producteurs de bases de données).

Les droits voisins ont donc respectivement pour objet :

- les interprétations ou exécutions d'œuvres littéraires ou artistiques ainsi que les numéros de cirque et de variété;
- les phonogrammes, c'est-à-dire la fixation des sons provenant d'une interprétation ou exécution ou d'autres sons ou d'une représentation de sons autre que sous la forme d'une fixation incorporée dans une œuvre cinématographique ou une autre œuvre audiovisuelle;
- les premières fixations de films, c'est-à-dire la première fixation d'une œuvre cinématographique ou audiovisuelle ou d'une séquence animée d'images accompagnée ou non de sons;
- les émissions de radiodiffusion;
- les bases de données, c'est-à-dire tout recueil d'œuvres, de données ou d'autres éléments indépendants, disposés de manière systématique ou méthodique et individuellement accessibles par des moyens électroniques ou d'une autre manière.

3. Titularité du droit d'auteur et des droits voisins :

La question de la titularité des droits comporte plusieurs aspects. Il s'agit d'abord de déterminer qui est le titulaire initial du droit d'auteur ou d'un droit voisin. Par ailleurs, il convient de savoir si et dans quelles conditions les droits sont transmissibles.

1° Titulaire originaire des droits

Droit d'auteur

Le titulaire originaire du droit d'auteur est la personne physique qui a créé l'œuvre. Est présumé auteur sauf preuve contraire, quiconque apparaît comme tel sur l'œuvre du fait de la mention de son nom ou d'un sigle permettant de l'identifier (art. 6 LDA).

Droit des artistes-interprètes ou exécutants

Les titulaires originaires du droit voisin des artistes-interprètes ou exécutants sont les artistes-interprètes ou exécutants, c'est à dire les acteurs, chanteurs, musiciens, danseurs et autres personnes qui représentent, chantent, récitent, déclament, jouent ou exécutent de toute autre manière des œuvres littéraires ou artistiques (art. 3, a), de la Convention de Rome). Sont également considérés comme artistes-interprètes ou exécutants les artistes de variété et les artistes de cirque. Ne le sont pas les artistes de complément reconnus comme tels par les usages de la profession, par exemple les figurants dans un film (art. 35, § 1er LDA).

Autres droits voisins

Les titulaires originaires du droit voisin des producteurs de phonogrammes et de premières fixations de films sont les producteurs de phonogrammes et de premières fixations de films.

S 57

Les organismes de radiodiffusion sont les titulaires originaires du droit voisin des organismes de radiodiffusion.

Les producteurs de bases de données sont les titulaires originaires du droit voisin reconnu par la loi du 31 août 1998 transposant en droit belge la directive du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données (LBD). Le producteur d'une base de données est la personne physique ou morale qui prend l'initiative et assume le risque des investissements qui sont à l'origine de la base de données (art. 1er, 5° LBD).

2° Transmissibilité des droits

La question de la transmissibilité des droits est de savoir si et dans quelles conditions les titulaires de droits peuvent au regard de la LDA transmettre ceux-ci à des tiers que ce soit sous forme de cession ou de licence simple ou exclusive. Il convient de faire au préalable une distinction entre les droits moraux et les droits patrimoniaux.

Inaliénabilité des droits moraux

Tant les droits moraux des auteurs que ceux des artistes-interprètes ou exécutants sont inaliénables. La renonciation globale à l'exercice futur de ces droits est nulle (art. 1er, § 2 et 34 LDA).

Transmissibilité des droits patrimoniaux des auteurs

Principe:

Les droits patrimoniaux des auteurs sont mobiliers, cessibles et transmissibles en tout ou en partie, conformément aux règles du Code civil. Ils peuvent notamment faire l'objet d'une aliénation ou d'une licence, simple ou exclusive (art. 3, § 1er, LDA).

Restrictions à la liberté contractuelle (art. 3 LDA)

Le législateur a prévu certaines dispositions impératives applicables aux contrats relatifs au droit d'auteur conclus entre l'auteur originaire d'une œuvre et ses cocontractants. Ces dispositions visent essentiellement à protéger l'auteur originaire qui en tant que personne physique est le plus souvent la partie économiquement faible au contrat. Si les contrats conclus avec l'auteur originaire de l'œuvre ne respectent pas ces règles ils pourront être sanctionnés par une nullité totale ou partielle (article 3 LDA).

Les termes «cession de droits» utilisés ci-dessous doivent être compris au sens large. Ils désignent notamment les actes suivants :

- l'acte par lequel les droits sont transférés à titre gratuit ou onéreux à une autre personne;
- l'acte par lequel une licence d'exploitation simple ou exclusive est octroyée à une autre personne ou;
- l'acte par lequel l'auteur renonce à faire valoir ces droits.

Sans entrer dans le détail des dispositions protectrices des auteurs originaires, celles-ci ont notamment pour objet de régler :

1. la preuve du contrat à l'égard de l'auteur : A l'égard de l'auteur tous les contrats se prouvent par écrit;
2. l'interprétation du contrat : les dispositions relatives au droit d'auteur et à ses modes d'exploitation sont de stricte interprétation;
3. les mentions obligatoires que doit contenir le contrat : Pour chaque mode d'exploitation, la rémunération de l'auteur, l'étendue et la durée de la cession doivent être déterminées expressément;
4. l'exploitation de l'œuvre : le cessionnaire est tenu d'assurer l'exploitation de l'œuvre conformément aux usages honnêtes de la profession;
5. la cession des droits concernant des formes d'exploitation encore inconnues : La cession de droits portant sur de telles formes d'exploitation est interdite et si elle est prévue, elle sera sanctionnée par une nullité;
6. la cession des droits relatifs à des œuvres futures : la cession des droits relatifs à de telles œuvres n'est valable que si elle est prévue pour un temps limité et si les genres des œuvres couvertes par cette cession sont déterminés.

Plusieurs de ces règles protectrices de l'auteur originaire de l'œuvre ne sont toutefois pas applicables dans certaines conditions. Il s'agit des règles visées aux points 3 à 6.

D'une part, lorsque l'oeuvre est créée par un auteur en exécution d'un contrat de travail ou d'un statut, l'employeur pourra conclure un contrat de cession des droits patrimoniaux de l'auteur sans devoir respecter les règles précitées. Il est bien entendu que dans ce cas la création de l'œuvre doit entrer dans

AO 58

le champ du contrat ou du statut et la cession des droits doit être expressément prévue.

D'autre part, lorsque l'oeuvre est créée par un auteur en exécution d'un contrat de commande, le commanditaire (celui qui a passé la commande) pourra conclure un contrat de cession des droits patrimoniaux de l'auteur sans devoir respecter les règles précitées. Ceci pour autant que l'activité du commanditaire relève de l'industrie non culturelle ou de la publicité, l'oeuvre soit destinée à cette activité et que la cession des droits soit expressément prévue.

Les règles impératives inapplicables si les conditions mentionnées ci-dessus sont réunies, sont notamment l'obligation de déterminer expressément la rémunération de l'auteur, l'étendue et la durée de la cession par mode d'exploitation, l'interdiction de prévoir une cession des droits concernant des formes d'exploitation encore inconnues et la limitation dans le temps de la cession des droits patrimoniaux relatifs à des œuvres futures.

Si les conditions mentionnées ci-dessus ne sont pas remplies, l'employeur ou le commanditaire pourra conclure un contrat de cession des droits patrimoniaux avec l'auteur mais il devra dans ce cas respecter l'ensemble des règles protectrices de l'auteur. Ce sera notamment le cas si l'œuvre commanditée relève de l'industrie culturelle autre que la publicité.

En outre, le législateur a prévu une réglementation spécifique de certains contrats conclus par des auteurs. Il s'agit du contrat d'édition (art. 25 à 30 LDA) et du contrat de représentation (art. 31 et 32 LDA).

Enfin le législateur a prévu que certains droits patrimoniaux des auteurs sont incessibles. Il s'agit notamment du droit de suite (art. 11 LDA), du droit à une rémunération équitable au titre de la location (art. 24 LDA) et de la copie privée (art. 55 LDA).

Présomption simple (réfutable) de cession de droits patrimoniaux

Pour certaines catégories d'œuvres, le législateur a prévu dans certaines conditions une présomption simple de cession des droits patrimoniaux des auteurs au profit de certains cocontractants de l'auteur.

Il s'agit essentiellement des œuvres audiovisuelles (art. 18 LDA), des bases de données créées dans l'industrie non culturelle (art. 20ter LDA) et des programmes d'ordinateur (art. 3 LPO). L'abréviation «LPO» désigne la loi du 30 juin 1994 transposant en droit belge la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur.

Transmissibilité des droits voisins

Principe:

Sous réserve des droits moraux des artistes-interprètes ou exécutants qui sont inaliénables (cfr. supra), les droits voisins reconnus par la LDA et la LBD sont mobiliers, cessibles et transmissibles, en tout ou en partie, conformément aux règles du code civil. Ils peuvent notamment faire l'objet d'une aliénation ou d'une licence simple ou exclusive (art. 33 LDA et art. 5 LBD).

Droits patrimoniaux des artistes-interprètes ou exécutants

Le législateur a prévu certaines dispositions impératives applicables aux contrats conclus par des artistes-interprètes ou exécutants et prévoyant une cession de leurs droits. Ces dispositions visent essentiellement à protéger l'artiste-interprète ou exécutant qui en tant que personne physique est le plus souvent la partie économiquement faible au contrat. Si le contrat conclu avec l'artiste-interprète ou exécutant ne respecte pas ces règles il pourra être sanctionné par une nullité totale ou partielle (article 35, §§ 2 et 3 LDA).

Les termes «cession de droits» utilisés ci-dessous doivent être compris au sens large. Ils désignent notamment les actes suivants :

- l'acte par lequel les droits sont transférés à titre gratuit ou onéreux à une autre personne;
- l'acte par lequel une licence d'exploitation simple ou exclusive est octroyée à une autre personne ou;
- l'acte par lequel l'artiste renonce à faire valoir ces droits.

Sans entrer dans le détail des dispositions protectrices des artistes, celles-ci ont notamment pour objet de régler :

1. la preuve du contrat à l'égard de l'artiste-interprète ou exécutant : à l'égard de celui-ci tous les contrats se prouvent par écrit;
2. l'interprétation du contrat : les dispositions relatives aux droits des artistes-interprètes ou exécutants et à leurs modes d'exploitation sont de stricte interprétation;
3. l'exploitation de l'interprétation ou exécution de l'artiste : le cessionnaire est tenu d'assurer

l'exploitation de l'interprétation ou exécution conformément aux usages honnêtes de la profession;

4. la cession des droits concernant des formes d'exploitation encore inconnues : la cession de droits portant sur de telles formes d'exploitation est interdite et si elle est prévue, elle sera sanctionnée par une nullité;
5. la cession des droits relatifs à des prestations futures : la cession des droits relatifs à de telles prestations n'est valable que si elle est prévue pour un temps limité et si les genres des prestations couvertes par cette cession sont déterminés.

Plusieurs de ces règles protectrices de l'artiste ne sont toutefois pas applicables dans certaines conditions. Il s'agit des règles visées aux points 3 à 5.

D'une part, lorsque la prestation est effectuée par un artiste en exécution d'un contrat de travail ou d'un statut, l'employeur pourra conclure un contrat de cession des droits patrimoniaux de l'artiste sans devoir respecter les règles précitées. Il est bien entendu que dans ce cas, la prestation doit entrer dans le champ du contrat ou du statut et la cession des droits doit être expressément prévue.

D'autre part, lorsque la prestation est effectuée par un artiste en exécution d'un contrat de commande, le commanditaire (celui qui a passé la commande) pourra conclure un contrat de cession des droits patrimoniaux de l'artiste sans devoir respecter les règles précitées. Ceci pour autant que l'activité du commanditaire relève de l'industrie non culturelle ou de la publicité, la prestation soit destinée à cette activité et que la cession des droits soit expressément prévue.

Les règles impératives inapplicables si les conditions mentionnées ci-dessus sont réunies, sont notamment l'interdiction de prévoir une cession des droits concernant des formes d'exploitation encore inconnues et la limitation dans le temps de la cession des droits patrimoniaux relatifs à des prestations futures.

Si les conditions mentionnées ci-dessus ne sont pas remplies, l'employeur ou le commanditaire pourra conclure un contrat de cession des droits patrimoniaux avec l'artiste mais il devra dans ce cas respecter l'ensemble des règles protectrices de l'artiste. Ce sera notamment le cas si la prestation commanditée relève de l'industrie culturelle autre que la publicité.

En outre le législateur a prévu que certains droits patrimoniaux des artistes-interprètes ou exécutants sont incessibles. Il s'agit notamment du droit à une rémunération équitable au titre de la location (art. 40 LDA) et de la copie privée (art. 55 LDA).

Enfin le législateur a prévu des règles spécifiques à la réalisation d'œuvres audiovisuelles (art. 36 LDA). Ces règles contiennent notamment une présomption simple de cession du droit exclusif d'exploitation audiovisuelle au profit du producteur de l'œuvre audiovisuelle.

4. Prérogatives du droit d'auteur et des droits voisins :

Le droit d'auteur et les droits voisins confèrent à leurs titulaires un certain nombre de prérogatives juridiques.

1° Droits moraux des auteurs et des artistes-interprètes ou exécutants

Les auteurs et les artistes-interprètes ou exécutants se voient reconnaître des droits moraux. Ces droits visent à protéger la personnalité de l'auteur ou de l'artiste au travers de son œuvre et de son interprétation ou exécution. Les auteurs et les artistes jouissent d'un droit à la paternité et à l'intégrité respectivement de leurs œuvres et de leurs interprétations ou exécutions.

Les auteurs se voient en outre reconnaître le droit de divulguer leurs œuvres.

Etant donné que la raison d'être des droits reconnus aux producteurs et aux radiodiffuseurs est exclusivement économique, ces titulaires de droits ne disposent pas de droits moraux.

2° Droits patrimoniaux

Tant les auteurs que les titulaires de droits voisins se voient reconnaître des droits patrimoniaux. Le contenu, le champ d'application et la durée des droits patrimoniaux varient en fonction des catégories d'ayants droits.

Contenu des droits patrimoniaux

AZ 60

Les droits patrimoniaux des auteurs et des titulaires de droits voisins prennent en principe la forme d'un droit exclusif. Ce droit leur confère le pouvoir d'autoriser ou d'interdire l'exploitation de leurs œuvres et de leurs prestations. Les personnes qui envisagent d'exploiter des œuvres ou des prestations protégées ont l'obligation d'obtenir l'autorisation préalable des ayants droit. Si à défaut d'une telle autorisation, ils exploitent des œuvres ou des prestations protégées, ils engagent leur responsabilité civile et s'ils agissent avec une intention méchante ou frauduleuse, ils commettent un délit de contrefaçon.

Pour certaines formes d'exploitation, la loi remplace le droit exclusif des auteurs et des titulaires de droits voisins par un simple droit à rémunération en contrepartie de l'exploitation de leurs œuvres et de leurs prestations. L'exploitant d'œuvres ou de prestations protégées ne doit donc pas obtenir une autorisation préalable des ayants droit. Il s'acquitte de ses obligations en payant une rémunération.

Les principales formes d'exploitation pour lesquelles le paiement d'une rémunération suffit sont :

- la vente d'œuvres d'art plastique, à la suite d'une mise aux enchères publiques. Il s'agit du droit de suite (article 11 LDA);
- la radiodiffusion et la communication dans un lieu public de prestations d'artistes-interprètes ou exécutants et de producteurs de phonogrammes ou de premières fixations de films. Il s'agit de la rémunération équitable (art. 41 à 43 LDA);
- la copie privée d'œuvres sonores ou audiovisuelles. Il s'agit de la rémunération pour copie privée (art. 55 à 58 LDA);
- la reproduction dans un but privé ou à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique d'œuvres fixées sur un support graphique ou analogue. Il s'agit de la rémunération pour reprographie (art. 59 à 61 LDA);
- la reproduction et la communication d'œuvres et de prestations à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique (art. 61 bis à 61 quater LDA). Les mesures d'exécution de ce droit à rémunération doivent encore être prises;
- le prêt public d'œuvres et de prestations (art. 62 à 64 LDA). Les mesures d'exécution du droit à rémunération pour prêt public doivent encore être prises.

Champ d'application des droits patrimoniaux

Champ d'application des droits patrimoniaux des auteurs

Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques ont essentiellement le droit d'autoriser ou d'interdire les actes suivants (art. 1er, § 1er LDA) :

- la reproduction de leurs œuvres de quelque manière et sous quelque forme que ce soit. Le droit de reproduction a une portée large et comprend notamment le droit d'autoriser ou d'interdire la distribution, la location, le prêt, l'adaptation et le la traduction d'oeuvres littéraires ou artistiques;
- la communication au public par un procédé quelconque. Le droit de communication au public a une portée large et comprend notamment le droit d'autoriser ou d'interdire la communication vivante ou au moyen d'un dispositif technique dans un lieu public, la radiodiffusion tant audiovisuelle que sonore y compris par satellite, la retransmission par câble et la mise à disposition du public de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit de manière individualisée.

Comme indiqué ci-dessus (contenu des droits patrimoniaux) le législateur a prévu que dans certaines conditions les auteurs ont des droits à rémunération. Il s'agit essentiellement du droit de suite et des rémunérations pour copie privée, reprographie, illustration de l'enseignement, recherche scientifique et prêt public.

Champ d'application des droits patrimoniaux des titulaires de droits voisins

Droits patrimoniaux des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes ou de premières fixations de films

Les droits patrimoniaux des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes ou de premières fixations de films ont en principe le même champ d'application que les droits patrimoniaux des auteurs (art. 35, § 1er, 39, 48 à 58, 61 bis à 64 LDA).

Il y a toutefois une différence importante en ce qui concerne la radiodiffusion et la communication dans un lieu public pour autant qu'il ne s'agisse pas d'un spectacle et qu'un droit d'accès ou une contrepartie ne soit pas perçue à charge du public. Pour ces modes d'exploitation, les auteurs disposent d'un droit exclusif alors que les artistes et les producteurs de phonogrammes ou de premières fixations de films disposent seulement d'un droit à rémunération (voir art. 41 à 43 LDA).

Droits des organismes de radiodiffusion

Les droits patrimoniaux des organismes de radiodiffusion sont définis de manière stricte par la LDA (voir art. 44).

~~43~~ 61

Ces droits visent en effet les actes suivants :

- la réémission simultanée ou différée des émissions du radiodiffuseur en ce compris la retransmission par câble et la communication au public par satellite;
- la reproduction de ses émissions par quelque procédé que ce soit, en ce compris la distribution de fixations de ses émissions;
- la communication de ses émissions faite dans un endroit accessible au public moyennant un droit d'entrée.

Droit des éditeurs d'œuvres fixées sur un suppor graphique ou analogue

La LDA n'attribue pas directement de droits aux éditeurs d'œuvres. Ces derniers acquièrent les droits nécessaires à l'exercice de leurs activités en concluant des contrats avec les auteurs.

Toutefois la LDA leur reconnaît ab initio un droit à 50% de la rémunération pour reprographie (art. 59 à 61 LDA).

Droit des producteurs de bases de données

La LBD reconnaît un droit voisin aux producteurs de bases de données.

En vertu de cette loi le producteur d'une base de données a le droit d'interdire l'extraction et/ou la réutilisation de la totalité ou d'une partie, qualitativement ou quantitativement substantielle, du contenu d'une base de données.

Durée des droits patrimoniaux

Les droits patrimoniaux des auteurs et des titulaires de droits voisins ont une durée limitée dans le temps. Cette durée varie en fonction de la catégorie des ayants-droit concernés. Au terme de cette durée les œuvres et les prestations tombent dans le domaine public et peuvent être exploitées sans autorisation préalable des ayants droit.

Durée des droits patrimoniaux des auteurs (art. 2 LDA)

En principe le droit d'auteur se prolonge pendant septante ans après le décès de l'auteur. L'article 2 LDA prévoit en outre les modalités d'application de ce principe en cas d'œuvres anonymes ou pseudonymes ou d'œuvres publiées par volumes, parties, fascicules, numéros ou épisodes.

Durée des droits des artistes-interprètes ou exécutants (art. 38 LDA)

Les droits des artistes-interprètes ou exécutants expirent cinquante ans après la date de la prestation. Toutefois, si une fixation de la prestation fait l'objet d'une publication ou d'une communication au public licites, les droits expirent cinquante ans après la date du premier de ces faits.

Durée des droits des producteurs de phonogrammes ou de premières fixations de films (art. 39 LDA)

Les droits des producteurs de phonogrammes ou de premières fixations de films expirent cinquante ans après la fixation. Toutefois si le phonogramme ou la première fixation du film fait l'objet d'une publication ou d'une communication au public licites pendant cette période, les droits expirent cinquante ans après la date du premier de ces faits.

Durée des droits des organismes de radiodiffusion

Le droit des organismes de radiodiffusion est protégé durant cinquante ans après la première diffusion de l'émission.

Durée du droit des producteurs de bases de données (art. 6 LBD)

Le droit des producteurs de bases de données prend naissance dès l'achèvement de la fabrication de la base de données et expire quinze ans après le 1er janvier de l'année qui suit la date d'achèvement de la fabrication.

Dans le cas d'une base de données qui est mise à la disposition du public pendant cette période, la durée de la protection expire quinze ans après le 1er janvier de l'année qui suit la date de première mise à disposition du public.

5. Exceptions aux droits :

74 62

3.

CHAPITRE II. RESPECTER LES DROITS INTELLECTUELS DES TIERS

L'objectif de cette partie est d'exposer de manière pratique les aspects principaux du droit d'auteur liés à la création et à la mise en ligne sur Internet d'un site web.

En effet, lorsque vous créez un site web, qu'il soit informationnel, commercial ou autre, vous êtes tenus de respecter les droits d'autrui (droit d'auteur, droit à l'image, droit des marques) sur les œuvres (texte, image, photo, graphique, séquence musicale ou vidéo, etc.) que vous allez intégrer lors de la construction du site.

A l'inverse, votre site web, une fois créé, peut être lui-même une œuvre protégée par le droit d'auteur, mais aussi couvert par le droit *sui generis* relatif aux bases de données.

En raison de la complexité de la matière, nous n'aborderons ici que les grands principes du droit d'auteur. Pour les problématiques plus pointues, il vous est recommandé de consulter un juriste spécialisé dans ce domaine.

Avant d'aborder les questions concrètes que vous pourriez vous poser, il paraît important de rappeler rapidement les *principes essentiels du droit d'auteur*.

Les législations concernées sont essentiellement les suivantes : principalement, la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ; la loi du 30 juin 1994 relative à la protection des programmes d'ordinateur ; ainsi que la loi du 31 août 1998 concernant la protection juridique des bases de données. Il ne faut pas non plus oublier la Convention d'Union de Berne du 9 septembre 1886 et les textes qui sont en préparation ou adoptés au niveau de l'Union européenne (telle la directive 2001/29/CE sur le droit d'auteur et les droits voisins dans la société de l'information du 22 mai 2001).

Sur Internet, le droit d'auteur n'est pas toujours respecté ! En effet, les possibilités offertes par les nouvelles technologies (la redoutable fonction *copier/coller*, le fait qu'il suffit d'appuyer sur un bouton pour imprimer un document de plusieurs centaines de pages, la possibilité de scanner rapidement des œuvres, l'utilisation des moteurs de recherche qui permettent de trouver très rapidement l'image ou la photo que l'on cherche, etc.) sont telles qu'il est encore plus facile d'exploiter l'œuvre d'autrui que cela ne l'est dans l'environnement traditionnel. Ainsi, la quantité d'actes (reproduction, modification, etc.) contraires aux droits d'auteur et la rareté de réaction des auteurs victimes de ces actes sont telles qu'on pourrait croire que ces droits n'existent pas (ou plus) et que tout est permis sans risque aucun !

Et pourtant, c'est faux. Tout n'est pas permis, même sur Internet. Plusieurs décisions de jurisprudence, qui ne sont que les premières d'une longue série, montrent que le droit d'auteur est toujours d'application et que son non respect peut être lourdement sanctionné.

Section 1. Principes essentiels du droit d'auteur

Le droit d'auteur confère aux auteurs des droits exclusifs relatifs à l'utilisation de leur œuvre. Il en résulte qu'il faut généralement, pour utiliser une telle œuvre (pour une reproduction telle qu'une photocopie, une impression, un *copier/coller*, pour une modification ou pour une communication au public, ce qui est le cas lorsqu'on met un site web en ligne), obtenir l'autorisation préalable du titulaire des droits sur l'œuvre.

Sur Internet, ces utilisations sont fréquentes. Par exemple, le tenancier du cyber-café de Besançon qui a diffusé l'ouvrage "Le grand secret" du Docteur Gubler sur Internet avait préalablement scanné le livre (première reproduction), le fichier avait ensuite été mis sur sa page web et donc sur un serveur (seconde reproduction et "communication au public" de

AF 63

l'œuvre), les personnes qui visitaient le site pouvaient alors télécharger le texte (autre reproduction) et éventuellement le réimprimer sur papier (dernière reproduction). D'autre part, on peut également considérer qu'il y a eu communication au public, ce qui relève du droit exclusif de l'auteur, par le seul fait de rendre l'ouvrage accessible, via le site web, à un large public.

Par respect des principes du droit d'auteur, il est clair que ce tenancier aurait dû obtenir préalablement l'autorisation du titulaire des droits. Il en est de même pour les étudiants français qui avaient numérisé et mis en ligne les paroles de chansons de Brel et de Sardou et qui ont été condamnés pour cette raison. On peut en conclure qu'avant de diffuser une œuvre sur Internet, il faut avoir obtenu l'autorisation du titulaire des droits (qui est souvent mais pas toujours le créateur de l'œuvre car il peut avoir cédé ses droits, en particulier à une société de gestion collective des droits d'auteur).

Par ailleurs, dans le cadre de la commande d'un site web, se pose la question de la répartition des droits d'auteur entre le fournisseur et le client. En effet, le site web sera généralement développé par le fournisseur tout en y intégrant des éléments fournis par le client, voire des tiers. Dans ce cadre, il conviendra de prévoir contractuellement les garanties et cessions de droits d'auteur adéquates en fonction des souhaits et besoins des parties.

54. Quels sont les éléments protégés par le droit d'auteur ?

Est protégée par le droit d'auteur toute *œuvre* qui est *originale* et qui est coulée dans une certaine *forme*. Que signifient ces concepts d'œuvre, d'originalité et de forme ?

La notion d'*œuvre* est interprétée d'une manière très large. Cela vise notamment :

- les textes de toute nature (romans, nouvelles, poèmes, textes scientifiques ou techniques, manuels d'utilisation, etc.) et cela indépendamment de leur contenu, de leur longueur, de leur destination (divertissement, éducation, information, publicité, propagande, etc.), de leur forme (manuscrite, dactylographiée, imprimée ou sous forme électronique) ;
- les photographies, indépendamment de leur support (papier ou numérique) et de leur objet (personne, paysage, événements d'actualité, tableau dans le domaine public, etc.) ;
- les images, qu'elles soient virtuelles ou non, et peu importe le type (dessins, sigles, icônes, logos, graphiques, cartes géographiques, etc.) ;
- les séquences musicales, vidéos ou audiovisuelles en général, quel que soit le format ou le support d'enregistrement ;
- les programmes d'ordinateur (logiciels de jeu) ;
- les bases de données.

Pour qu'elle soit protégée, l'œuvre doit être *originale*. Il s'agit d'un critère abstrait, difficile à définir en pratique, qui signifie que l'œuvre doit porter l'empreinte de la personnalité de son auteur ou encore que l'œuvre constitue "une création intellectuelle propre à son auteur". On ne rentrera pas dans les détails de ce concept mais il faut savoir que le caractère original d'une œuvre est une question de fait souverainement appréciée par le juge. Il n'est donc pas aisé de déterminer si une œuvre est considérée comme originale ou non tant que le juge ne s'est pas prononcé sur ce caractère. Néanmoins, il convient de noter que la jurisprudence apprécie cette notion d'originalité d'une manière très souple. Il en résulte

qu'une œuvre sera considérée dans la plupart des cas comme originale. Attention : original ne veut en aucun cas dire beau ! L'originalité est une notion qui ignore l'esthétique. Ce n'est donc pas parce que vous trouvez une œuvre laide, voire ridicule, que celle-ci ne pourra pas être jugée originale. La qualité et le mérite de l'œuvre ne doivent en effet pas être confondus avec son originalité. Seule cette dernière permet de déterminer si une œuvre peut être protégée par le droit d'auteur.

Par conséquent, ne seront pas protégées par le droit d'auteur, faute d'être originales :

- les simples reproductions serviles de ce qui existe ;
- les informations brutes (l'adresse d'un musée, le nombre de visiteurs d'une exposition, le nombre de photographies disponibles dans une base de données) ;
- les formes réalisées exclusivement par une machine ou émanant spontanément de la nature (on peut librement photographier un paysage naturel, la mer ou un arbre).

Pour qu'une œuvre bénéficie de la protection, il faut en outre qu'elle soit matérialisée dans une *forme* particulière susceptible d'être appréhendée par les sens. Cette condition ne pose pas de problèmes pour le cas des œuvres accessibles en ligne puisqu'elles ont nécessairement dû faire l'objet d'une mise en forme préalable pour être rendues visibles. Cette condition signifie qu'*a contrario*, le droit d'auteur ne protège ni les idées (même si elles sont *géniales* ou *originales*), ni les méthodes ou les styles, même originaux (on peut donc, lors de la création d'un site web, s'inspirer des styles utilisés par d'autres, à la condition que l'on ne copie aucun élément formel original).

55. Existe-t-il d'autres conditions pour bénéficier de la protection par le droit d'auteur ?

NON, il n'existe pas d'autres conditions pour bénéficier de la protection par le droit d'auteur. Il faut et il suffit que l'œuvre soit originale et mise en forme.

Il n'est donc pas nécessaire d'accomplir des formalités comme le dépôt d'un exemplaire de l'œuvre auprès d'une administration ou l'apposition de la mention de copyright © (il est toutefois conseillé d'effectuer ces formalités pour des raisons probatoires). La protection naît par le seul fait de la création de l'œuvre. A l'inverse, la seule présence d'une mention "*copyright*" ne suffit pas à offrir la protection par le droit d'auteur si l'œuvre n'est, par exemple, pas originale (voy. aussi *infra*, n° 71).

Par contre, si vous souhaitez bénéficier de la protection d'un signe distinctif par le droit des marques (qui doit être distingué du droit d'auteur), il est dans ce cas nécessaire de procéder à un dépôt de la marque en bonne et due forme. Pour en savoir plus sur le régime et les conditions de protection d'un signe distinctif par le droit des marques, rendez-vous notamment sur le site suivant : http://www.ipr-helpdesk.org.

56. A quoi l'auteur d'une œuvre peut-il s'opposer ?

Autrement dit, quels droits devez-vous obtenir si vous désirez utiliser l'œuvre d'autrui dans le cadre du développement de votre site web ?

L'auteur dispose en réalité de deux types de droits :

- des *droits patrimoniaux* (droits qui permettent à l'auteur de retirer un bénéfice économique de l'exploitation de son œuvre), qui sont cessibles et peuvent faire l'objet de contrats de licence ;

- des *droits moraux* (ils visent à protéger l'intégrité de l'œuvre, la relation de celle-ci avec son auteur et la réputation de ce dernier), qui sont incessibles (tout au plus peut-on y renoncer partiellement).

Les droits patrimoniaux

En résumé, les droits patrimoniaux sont les suivants :

1. Le *droit de reproduction au sens large* : il s'agit d'une prérogative qui permet à l'auteur d'interdire ou d'autoriser que son œuvre soit reproduite et de définir les modalités de cette reproduction. Plus précisément, le droit de reproduction comprend :

- le *droit de reproduction au sens strict* : ce droit permet à l'auteur de déterminer le mode technique de reproduction (photographie, numérisation par scanner), le type de support (papier ou numérique), le lieu de la reproduction (sur un site web, sur un CD-Rom) et les conditions de la première mise dans le commerce des exemplaires. Ce droit recouvre la reproduction partielle ou non, temporaire ou définitive, directe ou indirecte ;

- le *droit d'autoriser l'adaptation et la traduction de l'œuvre* : ce droit vise la transposition de l'œuvre dans un genre différent (un texte adapté en texte interactif), les modifications de toute nature (le fait de résumer un texte, de *zoomer* ou changer les couleurs d'une photographie) et les traductions en toutes langues ;

- le *droit de location ou de prêt* : droit pour l'auteur de mettre l'original de son œuvre ou une reproduction de celle-ci à la disposition d'un tiers pour une durée déterminée (le titulaire de ce droit pourrait, par exemple, interdire pendant plusieurs mois après leur sortie la location de CD-Rom afin de se donner le temps d'organiser la commercialisation de l'œuvre) ;

- le *droit de destination* : droit de contrôler les utilisations faites des reproductions de l'œuvre ;

- le *droit de distribution* : droit de diffuser les exemplaires de l'œuvre dans le public, en les vendant ou en les important, par exemple.

2. Le *droit de communication au public* : ce droit est défini comme celui de communiquer son œuvre au public, y compris la mise à la disposition de son œuvre de manière telle que chaque membre du public puisse y avoir accès individuellement au moment et au lieu qu'il choisit. Ce droit permet donc à l'auteur d'interdire la communication *directe* (c'est-à-dire sans support matériel) de son œuvre au *public*. Peu importe que cette communication soit faite "sur scène" en présence du public (et cela même si l'accès au local est gratuit et/ou soumis à la signature d'un registre des invités) ou qu'elle soit faite par le biais d'un mode technique de transmission (par exemple la communication par satellite, par câble, la communication de la retransmission dans un lieu public par un haut-parleur ou un autre dispositif ainsi que la diffusion électronique ou en ligne). Ce droit couvre donc la transmission d'une œuvre *on-line* (sur Internet).

Par conséquent lorsqu'une œuvre est communiquée au sein d'une entreprise ou d'une administration via un réseau intranet, cela constitue un acte de communication au public

soumis à l'autorisation préalable de l'auteur. Il en va ainsi des revues de presse électroniques reproduisant des articles de presse qui via un intranet sont mis à la disposition des membres d'une entreprise, d'une administration ou d'un établissement d'enseignement.

Les droits moraux

A côté de ces droits patrimoniaux, l'auteur dispose également de droits moraux qui constituent l'expression du lien existant entre l'auteur et sa création. Il ne faut toutefois pas opposer les droits moraux aux droits patrimoniaux de manière tranchée. En pratique, les prérogatives extra-patrimoniales (tel le droit de paternité) sont parfois exercées à des fins patrimoniales, et inversement.

Les droits moraux sont les suivants :

- le *droit de divulgation* : ce droit permet à l'auteur de décider quand son œuvre est achevée et quand et comment elle peut être présentée au public. Par conséquent, accéder à une œuvre inachevée (un morceau musical en cours de conception par exemple) et la mettre en ligne est une violation de ce droit, car l'auteur n'a pas encore donné son autorisation à la divulgation. Par ailleurs, l'auteur a également le droit de ne pas divulguer son œuvre ou de retarder la divulgation de celle-ci même si elle est terminée. Une œuvre non divulguée n'est pas saisissable !

- le *droit de paternité* : ce droit signifie que l'auteur peut revendiquer la paternité de l'œuvre, c'est-à-dire décider que son nom (ou un pseudonyme) soit mentionné à l'occasion de l'exploitation de l'œuvre ou que celle-ci soit publiée de manière anonyme. S'approprier l'œuvre d'autrui est donc une violation de ce droit, tout comme le fait de la diffuser sous le nom de l'auteur si celui-ci ne le souhaite pas.

- le *droit à l'intégrité* : ce droit permet à l'auteur de s'opposer à toute modification de son œuvre, c'est-à-dire à son insertion dans un nouveau contexte (texte découpé ou résumé, photographie recadrée, modifiée par un filtre ou par des effets spéciaux).

57. Pendant combien de temps l'œuvre est-elle protégée ?

La protection par le droit d'auteur est limitée dans le temps. La règle générale est que l'œuvre est protégée jusqu'à la fin d'une période de 70 ans après la mort de l'auteur. Il en résulte, par exemple, que les partitions de concertos composés par Mozart ne sont plus protégées par le droit d'auteur. Elles peuvent donc être reproduites (par exemple photocopiées) sans devoir obtenir l'autorisation des héritiers de Mozart (mais il faudra probablement l'autorisation des musiciens interprètes, des maisons d'édition et des maisons de disques pour reproduire les concerts où sont jouées les partitions).

58. Qu'est-ce qui n'est pas protégé par le droit d'auteur ?

N'est pas protégée par le droit d'auteur, et peut donc être reproduite, par exemple, sans l'accord de l'auteur :

- une œuvre qui n'est pas originale (*supra*, n° 54) ! Cette notion est fort relative et doit être appréciée par le juge. Il est donc déconseillé de prendre la liberté de décider si l'œuvre d'autrui est originale ou pas ;

- une œuvre qui n'est plus protégée, c'est-à-dire une œuvre dont l'auteur est décédé depuis plus de 70 ans (il faudra toutefois parfois obtenir l'accord d'autres titulaires de droits) ;

- une œuvre visée par l'article 8 de la loi sur le droit d'auteur. Cet article prévoit que certaines œuvres, même originales, ne sont pas protégées par le droit d'auteur : ce sont les discours prononcés dans les assemblées délibérantes, dans les audiences publiques des tribunaux et dans les réunions politiques ainsi que les actes officiels de l'autorité (loi, décret, ordonnance, etc.).

La conséquence de cette non protection par le droit d'auteur est que ces œuvres peuvent notamment être librement reproduites et communiquées au public, par le biais d'un site web par exemple.

Rappelons qu'une idée, même si elle est originale, n'est pas protégée par le droit d'auteur tant qu'elle n'est pas mise en forme et donc concrétisée matériellement.

59. Ne puis-je jamais reproduire une œuvre protégée par le droit d'auteur ?

Il existe des hypothèses dans lesquelles il est possible de reproduire tout ou partie d'une œuvre protégée par le droit d'auteur, et ce, sans devoir obtenir l'autorisation de l'auteur. En effet, la loi sur le droit d'auteur contient quelques exceptions. On notera qu'elles sont limitées, soumises à des conditions strictes et qu'il n'est pas toujours aisé de s'en prévaloir dans le cadre de la conception et de la mise en ligne d'un site web. Les exceptions pertinentes dans le cadre de la conception d'un site web, sont notamment les suivantes :

Le droit de citation

Le droit de citation permet de reproduire un extrait d'une œuvre sans le consentement de l'auteur de celle-ci. Plusieurs conditions doivent toutefois être cumulativement remplies :

- la citation doit être extraite d'une œuvre "licitement publiée" (on ne peut donc pas citer une œuvre tant que son auteur n'a pas décidé de la divulguer au public) ;

- la citation doit être courte (il s'agit d'une question de fait à apprécier par le juge) ;

- la citation doit avoir lieu "dans un but de critique, de polémique, d'enseignement ou dans des travaux scientifiques" (cela exclut donc les citations dans le cadre d'un site web de divertissement ou purement commercial) ;

- la citation doit être faite de "bonne foi" (cela vise notamment à éviter la concurrence déloyale à l'égard de l'éditeur) ;

- la citation doit mentionner la source et le nom de l'auteur.

La citation à des fins d'information et l'œuvre exposée dans un lieu public

Selon la loi, l'auteur ne peut s'opposer à la reproduction et/ou à la communication au public, soit de courts fragments d'œuvres, soit d'œuvres plastiques dans leur intégralité, si celles-ci sont faites "dans un but d'information" et "à l'occasion de comptes rendus d'évènements de l'actualité".

Afin de couvrir les reportages ou utilisations autres que des comptes rendus d'actualité, une autre exception est prévue : la reproduction et/ou la communication au public d'une œuvre "exposée dans un lieu accessible au public" sont également autorisées sans

l'accord de l'auteur lorsque le but de cet usage "n'est pas l'œuvre elle-même" (cela vise par exemple l'hypothèse de l'apparition fortuite d'une œuvre telle qu'une sculpture, une peinture ou un extrait musical dans le cadre d'une émission TV ou radio).

La reproduction à usage privé

Dans certains cas, il est permis d'effectuer des reproductions à usage privé d'articles, d'œuvres graphiques ou de fragments d'œuvres fixées sur support graphique ou analogue (un livre), sans l'autorisation de l'auteur. Le bénéfice de cette exception est soumis à diverses conditions :

- la reproduction doit porter sur un "extrait" (un court fragment) d'une œuvre ou sur tout ou partie d'un article ou d'une œuvre plastique (on peut donc reproduire l'entièreté d'un article d'une revue – à usage privé – mais jamais tout un livre) ;

- l'œuvre reproduite doit être fixée au départ sur un support graphique ou analogue (papier, microfiches, transparents). Il semble donc que l'on ne puisse pas bénéficier de l'exception si l'œuvre se trouve sur un support numérique (disquette, CD-Rom, DVD, disque dur) ! Notez aussi que cette exception ne vise pas les œuvres sonores et audiovisuelles ;

- la reproduction doit être faite dans un but strictement privé : cela vise non seulement la reproduction destinée à l'usage personnel ou familial mais aussi à l'utilisation dans l'entreprise et pour l'entreprise. L'exception pour reproduction à usage privé d'œuvres fixées sur support graphique ou analogue n'exonère pas l'utilisateur de respecter le droit exclusif de communication au public de l'auteur. En effet, il convient de prendre en compte que l'exception pour communication gratuite et privée dans le cercle de famille est plus restreinte que celle prévue en matière de reproduction à usage privé. Ainsi, la reproduction d'œuvres sur un site web destiné à l'usage interne d'une entreprise, d'une administration ou d'un établissement d'enseignement reste toutefois soumise à l'autorisation des titulaires au motif que la mise à disposition de ces œuvres via un intranet constitue un acte de communication au public dès qu'elle dépasse le cercle de famille.

- la reproduction ne peut pas porter préjudice à l'exploitation normale de l'œuvre (une copie du chapitre principal d'un livre réalisée pour des étudiants pourrait avoir pour conséquence que l'œuvre originale ne se vende plus, si justement le livre est destiné en majorité à un public d'étudiants).

L'accomplissement d'actes de reproduction dans les conditions décrites ci-dessus engendre dans le chef de la personne responsable de l'utilisation de l'appareil de reproduction une obligation de payer une rémunération à une société de gestion. Cette rémunération est communément appelée la rémunération pour reprographie et doit être payée à la scrl Reprobel.

La reproduction des œuvres sonores ou audiovisuelles dans le cercle familial

Pour autant que l'œuvre ait été licitement publiée, elle pourra être reproduite. L'opération doit toutefois être effectuée dans le cercle de la famille et être réservée à celle-ci.

Le support sur lequel était préalablement fixée l'œuvre importe peu, de même que celui sur lequel elle est reproduite et les moyens utilisés pour le faire.

La reproduction à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique

Cette exception ressemble à l'exception de reproduction à usage privé. Néanmoins, les conditions sont quelque peu différentes. Pour pouvoir s'en prévaloir, il faudra réunir les conditions suivantes :

- la reproduction doit porter sur un fragment ou sur l'entièreté d'un article ou d'une œuvre plastique (une peinture, une sculpture, un logo) ou sur un court fragment d'une autre œuvre fixée sur un support, qu'il soit électronique ou non (une partie d'un livre sur support papier, un logo ou label sur support numérique) ;

- la reproduction doit être effectuée à des fins d'illustration de l'enseignement ou à des fins de recherche scientifique (un enseignant ou un chercheur qui fait des copies de pages web ou de labels afin de les intégrer sur des *transparents* en vue de présenter les nouvelles initiatives de labellisation) ;

- elle doit être faite dans la mesure du but poursuivi et ne pas porter atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre reproduite (ce n'est donc pas parce que vous êtes enseignant que vous pouvez prendre la liberté de mettre des photographies protégées à la disposition de vos étudiants sur Internet – sous le couvert d'illustration de l'enseignement – d'autant que dans ce cas, le droit de communication au public est également concerné et qu'il n'existe pas d'exception comparable pour celui-ci).

60. A qui dois-je m'adresser si je veux obtenir des autorisations ?

Il résulte des considérations qui précèdent que, pour exploiter une œuvre, il faut disposer du consentement de l'auteur, et donc contracter avec lui. Pour ce faire, vous devez-vous poser trois questions :

- Qui est (quels sont) le(s) titulaire(s) des droits d'auteur sur l'œuvre ?

- L'auteur est-il toujours titulaire des droits ? Ne les a-t-il pas cédés ?

- L'auteur n'a-t-il pas confié la gestion de ses droits à une société de gestion des droits d'auteur ?

Principe

En principe, le titulaire des droits d'auteur est la personne physique qui a créé l'œuvre. Cette personne est le "titulaire originaire" des droits d'auteur. En vue de faciliter la charge de la preuve, la personne dont le nom (ou un signe quelconque) est mentionné sur l'œuvre est présumée titulaire des droits d'auteur.

Si l'œuvre a été créée par plusieurs personnes, il y aura en principe "œuvre de collaboration" et le droit d'auteur appartiendra à l'ensemble des créateurs de l'œuvre. Une personne ne pourra se prétendre coauteur de l'œuvre que si elle a effectivement apporté une prestation créative à la mise en forme de l'œuvre en cause (ce qui ne sera pas le cas de la personne qui ne fait que donner des idées ou qui ne fait qu'encoder des données techniques). Il y aura dès lors lieu de demander l'autorisation à chacun des coauteurs.

Il faut également être attentif au fait que, pour un site web ou une base de données, on peut envisager deux types d'auteur :

- l'auteur ou les coauteurs du site web : en effet, le site web sera souvent, en lui-même et indépendamment de son contenu, une œuvre protégée par le droit d'auteur en tant qu'agencement original des différents éléments ;

- l'auteur ou les auteurs, non plus du site web, mais des éléments incorporés dans ce dernier (un texte, une photographie, un logo, une séquence musicale).

La cession du droit d'auteur

Il se peut que l'auteur d'une œuvre ne soit plus titulaire des droits (patrimoniaux) parce qu'il les a cédés ou ne soit plus en mesure de concéder les droits car il a consenti une licence exclusive à un tiers. Ce dernier devient alors *titulaire dérivé* des droits d'auteur. Il faudra donc demander à l'auteur s'il est toujours titulaire des droits et, dans la négative, qui est le cessionnaire des droits.

Précisons également qu'en matière de programmes informatiques, la loi prévoit depuis 1994 une présomption de cession des droits patrimoniaux de l'employé à l'employeur lorsque le programme a été créé en exécution d'un contrat de travail ou sur instruction de l'employeur.

Indépendamment de la cession éventuelle des droits patrimoniaux, il convient de ne pas négliger l'auteur originaire et d'obtenir, le cas échéant, une renonciation à ses droits moraux pour éviter toute éventuelle contestation par la suite. Les droits moraux ne sont en effet pas cessibles.

Les sociétés de gestion des droits d'auteur

L'auteur qui ne souhaite pas assumer seul la charge de la gestion de ses droits peut toutefois confier celle-ci à une société de gestion des droits d'auteur (SABAM, SOFAM, SACD, SIMIM, URADEX, SCAM). Cette solution présente notamment l'avantage pour l'utilisateur de n'avoir en face de lui qu'un seul interlocuteur pour la négociation des droits, ce qui n'est pas négligeable s'il veut exploiter de nombreuses œuvres. Dès lors, à défaut de mention indiquant le titulaire des droits ou le nom de l'auteur, une recherche peut être effectuée auprès de ces sociétés de gestion collective de droits, afin de vérifier si l'œuvre fait partie de leur catalogue. Les sociétés de gestion sont d'ailleurs légalement tenues de permettre la consultation sur place des répertoires dont elles assurent la gestion.

61. En pratique, quelles démarches dois-je accomplir lors de la création d'un site web ?

Pour élaborer un site web contenant des œuvres protégées (texte, image, photo, séquence musicale ou vidéo), il est important de procéder aux démarches suivantes et de vous faire conseiller par une personne compétente en la matière :

- *Première démarche* : faire l'inventaire des éléments qui seront reproduits ou utilisés sur le site web et qui sont protégés par le droit d'auteur ;

- *Deuxième démarche* : déterminer qui sont les titulaires des droits d'auteur pour lesquels il est nécessaire d'obtenir une autorisation ;

- *Troisième démarche* : définir les opérations dont ces œuvres protégées seront l'objet, c'est-à-dire définir les droits exclusifs de l'auteur en cause, et donc les autorisations nécessaires à obtenir au regard du droit d'auteur ;

– *Quatrième démarche* : élaborer un projet de contrat et négocier les droits avec le(s) auteur(s) ou la société de gestion collective des droits.

62. En quoi consistent les droits voisins du droit d'auteur ?

Il est important de rappeler d'une manière générale qu'à côté du droit d'auteur sensu stricto, le législateur a reconnu d'autres droits communément appelés "droits voisins du droit d'auteur". Ces droits sont attribués à des catégories de personnes qui permettent par leur travail et/ou leurs investissements que les œuvres soient interprétées, exécutées, produites, radiodiffusées et plus généralement, soient rendues disponibles pour le public.

Ces catégories de personnes sont respectivement les artistes-interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes, de films ou de bases de données et les organismes de radiodiffusion. Les objets soumis à la protection des droits voisins sont communément appelés des "prestations protégées".

Si vous souhaitez reprendre des prestations protégées sur votre site web, il faudra respecter les droits voisins qui protègent ces prestations nonobstant l'obligation de respecter par ailleurs le droit d'auteur.

Un même bien peut en effet contenir à la fois des œuvres protégées par le droit d'auteur et des prestations protégées par un droit voisin. Ainsi un disque compact audio est un bien qui est susceptible d'incorporer plusieurs objets protégés. D'une part, il contient des œuvres musicales protégées par le droit d'auteur et des exécutions d'œuvres musicales protégées par le droit des artistes-interprètes ou exécutants. D'autre part, il constitue une reproduction d'un phonogramme et est à ce titre protégé par le droit voisin des producteurs de phonogrammes.

Portée des droits voisins

A l'instar des auteurs, les artistes-interprètes ou exécutants se voient reconnaître des droits moraux. Ces droits visent à protéger la personnalité de l'artiste au travers de son interprétation ou exécution. Les artistes jouissent d'un droit à la paternité et à l'intégrité de leurs interprétations ou exécutions.

Une renonciation partielle à l'exercice du droit moral peut être contractuellement convenue avec l'artiste-interprète.

Par conséquent, si vous souhaitez placer sur votre site web des adaptations de prestations d'artistes-interprètes, il faut obtenir préalablement l'autorisation de reproduire et d'adapter ces prestations (droits patrimoniaux) ainsi que la renonciation partielle à leur droit à l'intégrité de leurs prestations (droit moral).

Etant donné que la raison d'être des droits voisins reconnus aux producteurs et aux radiodiffuseurs est exclusivement économique, ces titulaires de droits ne disposent pas de droits moraux.

En ce qui concerne la constitution, la mise en ligne et l'exploitation d'un site web, les droits patrimoniaux des artistes-interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes ou de films et des organismes de radiodiffusion ont en principe le même champ d'application que les droits patrimoniaux des auteurs. Il s'agit des droits exclusifs de reproduction, d'adaptation et de communication au public (voir § relatif au champ d'application des droits patrimoniaux des auteurs).

Durée de 50 ans des droits voisins

Les droits voisins ont une durée limitée dans le temps. Il s'agit d'une durée de 50 ans qui selon le cas commence en principe à courir le 1er janvier de l'année qui suit la prestation, la fixation ou la première diffusion). Au terme de cette durée les prestations tombent dans le domaine public et peuvent être exploitées sans autorisation préalable des ayants droit.

Exceptions aux droits voisins

Comme pour le droit d'auteur, le législateur a prévu des exceptions aux droits voisins. Les exceptions aux droits voisins sont en principe définies de manière semblable aux exceptions au droit d'auteur (voir point décrivant les exceptions au droit d'auteur). Il existe toutefois certaines conditions d'application différentes auxquelles il convient d'être attentif. Ces différences de champ d'application des exceptions au droit d'auteur et aux droits voisins peuvent avoir pour conséquence qu'un acte d'exploitation est légalement autorisé au regard du droit d'auteur mais ne l'est pas en ce qui concerne les droits voisins ou inversement.

Section 2. Les questions concrètes que vous vous posez !

63. Est-ce que je dispose des droits pour utiliser le logiciel d'édition de page web ?

Pour créer votre page web, vous allez probablement utiliser un logiciel d'édition approprié. Pour télécharger votre site web sur le serveur du fournisseur d'accès, vous allez également utiliser un logiciel *ad hoc*. Pour consulter votre site, vous allez utiliser un logiciel de navigation. Avez-vous le droit d'utiliser ces différents logiciels ? En d'autres mots, ceux-ci ne sont-ils pas, par exemple, des copies pirates ?

Cela peut paraître évident mais rappelons que les logiciels sont également protégés par le droit d'auteur. En pratique, il en résulte que l'utilisation d'un programme d'ordinateur implique l'autorisation du titulaire du droit d'auteur sur ce programme. Cette autorisation se concrétise par la conclusion d'une licence, qui est généralement concédée lorsqu'on achète le CD-Rom ou la disquette contenant le programme.

64. Puis-je scanner une photo afin de l'inclure sur ma page web ?

En vue de rendre votre site web plus attractif, vous serez probablement tenté d'y insérer une ou plusieurs photos préalablement scannées (numérisées). Pouvez-vous scanner une photo analogique et pouvez-vous l'insérer librement sur votre site ? La solution n'est pas tranchée. Deux hypothèses doivent être distinguées.

1. Soit la photo a été prise par vous-même (photo de vacances, de votre famille, de votre collection de voitures, etc.) et vous êtes donc titulaire des droits d'auteur sur cette photo. Vous pouvez en principe la reproduire librement et la communiquer au public par le biais de votre site, *pour autant* que l'objet photographié ne soit pas lui-même protégé par le droit d'auteur (photographie d'une autre photographie protégée, d'une peinture, d'une sculpture ou d'un album de Tintin). Si c'est le cas, vous devez obtenir l'autorisation de l'auteur de l'objet photographié.

Mais attention, les difficultés ne s'arrêtent pas là ! Si vous photographiez une personne, vous devez également respecter le droit à l'image de cette personne. Ce droit, qui n'est pas directement lié au droit d'auteur, permet à toute personne photographiée de s'opposer à toute reproduction (notamment sur Internet) et à toute communication au public

(notamment via Internet) de son image. Vous devrez donc dans ce cas obtenir l'autorisation de la personne représentée.

2. Soit vous scannez (numérisez) une photo que vous trouvez dans un livre ou un magazine dans le but de l'insérer sur votre site web. Dans ce cas, il y a de fortes chances que la photographie soit protégée par le droit d'auteur puisqu'il suffit qu'elle soit originale, ce qui est généralement reconnu par le juge. Or, il est unanimement admis que le fait de scanner (ou numériser d'une autre manière) une œuvre constitue un acte de reproduction, soumis au droit exclusif de l'auteur. Il en résulte que vous ne pourrez généralement ni scanner cette photo ni l'introduire sur votre site sans l'accord du photographe (ou d'une autre personne à qui il aurait cédé ses droits). En plus de cette autorisation du photographe, vous devrez éventuellement obtenir l'autorisation de l'auteur de l'objet photographié ou de la personne photographiée.

Attention ! Ce n'est pas parce que vous avez acheté une photo ou les négatifs que vous êtes titulaire des droits d'auteur. Vous devez donc continuer à respecter ceux-ci.

65. Puis-je scanner une image (dessin) afin de l'inclure sur ma page web ?

De la même manière que pour les photos, vous serez peut-être tenté d'ajouter quelques images (telles que des images humoristiques ou de bandes dessinées) sur votre site en vue de le rendre plus attractif. Comme évoqué pour les photos, vous ne pourrez scanner une image et l'introduire sur votre site sans devoir demander l'autorisation de quiconque que si vous êtes le dessinateur de cette image, et pour autant qu'elle ne soit pas le portrait reconnaissable d'une personne.

Dans les autres cas, l'image sera protégée par le droit d'auteur si elle est originale, ce qui sera souvent le cas, et par conséquent vous devrez préalablement obtenir l'autorisation de l'auteur. Vous devrez également obtenir l'autorisation de la personne dessinée en vertu du droit à l'image. Indépendamment du droit d'auteur, il se peut aussi que l'image soit protégée par le droit des marques.

Une nouvelle fois, on voit que les hypothèses dans lesquelles vous pouvez exploiter – sans autorisation – une image sur votre site web sont rares, sauf à faire preuve de votre pouvoir créatif.

66. Puis-je scanner un texte afin de l'inclure sur ma page web ?

En plus des photos et des images, vous comptez mettre du texte sur votre site web. Ce texte, vous pouvez par exemple le rédiger vous-même ou vous allez peut-être scanner un texte existant et l'afficher sous forme d'image ou sous forme de texte, après avoir utilisé un logiciel de reconnaissance de caractères. Pouvez-vous introduire tout type de texte sur votre site ? Une nouvelle fois, la réponse est non.

En vertu des principes exposés ci-dessus, vous savez qu'un texte peut être protégé par le droit d'auteur s'il est original. Peu importe donc la longueur du texte (un slogan, quelques lignes ou plusieurs pages) ou le support sur lequel il est fixé au départ (papier, disquettes, CD-Rom, site en ligne, etc.).

Cela ne posera pas de problèmes si vous êtes l'auteur du texte, ce qui suppose que vous ayez inventé et mis en forme le contenu même du texte. Le fait de recopier un texte existant n'implique évidemment pas que vous en deveniez l'auteur.

Par contre, si le texte est protégé par le droit d'auteur, il ne pourra pas être reproduit sur le site sans le consentement de l'auteur. En application de ce principe, la jurisprudence française a considéré comme une contrefaçon le fait d'avoir numérisé, sans l'autorisation des titulaires des droits, l'œuvre de Jacques Brel et de Michel Sardou. En Belgique, la jurisprudence a considéré que la reproduction d'articles de presse sur une base de données sur Internet constitue un acte nécessitant l'accord des auteurs.

Les principes exposés ci-avant doivent bien entendu être tempérés par les exceptions aux droits d'auteur commentées à la question 59 .

67. Puis-je copier ou télécharger une œuvre (image, logo, icône, photo, texte, séquence vidéo, fichiers musicaux) d'un autre site afin de la placer sur mon site ?

L'hypothèse ici ne consiste plus à numériser une œuvre à partir d'un support analogique (un document papier) mais vise le cas où un site contient une œuvre (une image), et que celle-ci est téléchargée par un internaute, qui la place sur son propre site et donc la (re)diffuse sur Internet.

La célèbre fonction *Copier/Coller* (*Copy/Paste*) offerte par la grande majorité des logiciels permet d'aller grappiller en quelques minutes une quantité impressionnante de données (sous forme de texte, d'image, de photo, etc.) qui se trouvent sur d'autres sites web. Encore une fois, cette fonction technique qui permet une reproduction aisée doit être utilisée avec modération et, en tout cas, dans le respect des droits d'auteur.

En effet, le fait de copier ou de télécharger une œuvre constitue un acte de reproduction et le fait de (re)diffuser cette œuvre sur Internet constitue une communication au public. Or ces actes sont couverts par le droit d'auteur. Il en résulte que si l'œuvre est protégée par le droit d'auteur, ce qui sera généralement le cas, vous devez en principe obtenir l'autorisation de l'auteur.

68. Puis-je scanner une image ou une photo sur support analogique ou copier une image ou une photo sur support numérique afin de l'installer sur mon site, même si je la modifie préalablement (à l'aide d'un logiciel de traitement d'image par exemple) ?

Il existe sur le marché des logiciels de traitement d'images ou de dessin qui permettent de modifier une photo ou une image (changer la taille, les couleurs, les formes, le contraste, l'orientation, recadrer, etc.) d'une manière telle que l'image transformée peut ne plus avoir aucune ressemblance avec celle d'origine. Dans ce cas, êtes-vous dispensé de demander l'autorisation de l'auteur de l'œuvre d'origine (pour autant qu'elle soit protégée par le droit d'auteur, donc qu'elle soit originale) ?

NON, ce n'est pas parce que cette nouvelle image ne ressemble plus à l'image d'origine que vous pouvez faire n'importe quoi. En effet, pour pouvoir transformer cette image avec le logiciel *ad hoc*, vous avez préalablement accompli un acte de reproduction (soit par le fait de scanner l'œuvre, soit par le fait de faire un *copier/coller*) qui nécessite une autorisation de l'auteur. De plus, le fait de retravailler, de modifier l'image avec le logiciel de dessin relève non seulement du "droit d'adaptation" mais également du "droit à l'intégrité de l'œuvre" qui sont des droits exclusifs de l'auteur. Par conséquent, ces modifications nécessitent également l'autorisation de l'auteur.

Si l'image transformée ne ressemble plus du tout à l'image d'origine, comment l'auteur pourrait-il déceler l'infraction à ses droits et se prévaloir ainsi de ceux-ci ? Il est vrai qu'il sera souvent difficile pour un auteur de rechercher les atteintes à ses droits. Néanmoins, il faut savoir qu'il existe actuellement des systèmes de protection technique ("tatouage" ou "marquage" par exemple) qui permettent d'identifier une œuvre numérique, même si elle a été profondément modifiée et de la retrouver facilement sur Internet.

69. Puis-je mettre des fichiers musicaux (MP3 par exemple) à disposition des internautes sur mon site ?

Afin de traiter d'une question d'actualité et de simplifier le problème, nous nous limiterons aux fichiers musicaux au format MP3.

Qu'est-ce que le format MP3 ?

La norme MP3 est un standard de compression de données audio. Le format MP3 permet ainsi de compresser de 10 à 13 fois les fichiers sonores habituels, avec une perte de qualité qui est très minime. Il est donc possible de stocker le contenu de 10 à 13 CD "traditionnels" sur un seul CD au format MP3. On voit donc d'emblée les utilisations possibles sur Internet : alors qu'il fallait hier des heures pour télécharger une chanson de quelques minutes d'un chanteur quelconque, il ne faut plus aujourd'hui que quelques minutes si le fichier est au format MP3. Internet regorge de fichiers sonores au format MP3 (qui sont pirates dans la plupart des cas), soit parce qu'ils circulent d'un internaute à l'autre, soit parce que certains internautes enregistrent le contenu de leurs CD "traditionnels" sur leur ordinateur et compriment les fichiers à l'aide d'un logiciel *ad hoc* pour ensuite les diffuser sur le réseau.

Ce type d'acte est-il permis ?

Généralement, non ! Une composition musicale, comme toute autre création artistique ou littéraire, est protégée par le droit d'auteur si elle est originale, ce qui est souvent le cas. Ce n'est pas parce qu'on est sur Internet que ces principes ne sont plus d'application, même si l'ampleur de la fraude sur ce réseau semble donner l'illusion que le droit d'auteur ne s'applique pas.

Dès lors, si l'œuvre est protégée par le droit d'auteur, il est notamment interdit de numériser le contenu d'un vinyle ou d'un CD audio et de le copier sur son disque dur ou tout autre support. A fortiori, il est également interdit de le comprimer à l'aide d'un logiciel de compression MP3 et de rendre ces fichiers disponibles aux internautes par le biais de son site web sans l'autorisation du titulaire des droits sur les œuvres ainsi compressées. En effet, ces actes constituent des reproductions et une communication au public, qui relèvent des droits exclusifs de l'auteur. En application de ces principes, des tribunaux belges ou étrangers ont déjà condamné des personnes à de lourdes peines. Ces dernières ont été reconnues coupables de contrefaçon, pour avoir construit un site permettant aux visiteurs de télécharger gratuitement des œuvres musicales pirates (au format MP3). De nombreuses sociétés (telles que Napster et autres) ont également eu des problèmes avec la justice pour avoir mis en place un logiciel et une plate-forme permettant aux internautes de s'échanger librement des fichiers MP3... généralement piratés.

Ne puis-je donc jamais introduire des fichiers MP3 sur mon site ?

Bien sûr que si. L'utilisation de la norme MP3 n'est comme telle pas interdite. Ce sont les conséquences de son utilisation sur les droits d'auteur qui posent problèmes. Il existe donc

par exemple des cas dans lesquels le fait d'introduire un fichier MP3 sur son site web n'est pas répréhensible :

- soit parce que l'œuvre n'est pas originale et n'est donc par conséquent pas protégée par le droit d'auteur, mais autant dire que l'hypothèse sera rare ;
- soit parce qu'on a soi-même composé, interprété et enregistré l'œuvre. Dans ce cas, vous êtes en principe l'auteur et donc libre de la diffuser et de la reproduire comme bon vous semble ;
- soit parce que l'œuvre n'est plus protégée par le droit d'auteur car son auteur est décédé depuis plus de 70 ans. Mais attention, s'il ne faut pas demander d'autorisation au compositeur du morceau de musique ou de la chanson, des autorisations peuvent être nécessaires de la part des musiciens (artistes interprètes) et des producteurs de phonogrammes ("Les maisons de disques"). De plus, il faut être prudent car il existe de nombreux arrangements d'œuvres qui ne sont plus protégées par le droit d'auteur, mais dont l'arrangement l'est encore ;
- soit parce que la diffusion des fichiers MP3 est autorisée par le titulaire les droits d'auteur.

70. Puis-je renvoyer, par hyperlien, vers des sites qui contiennent des fichiers MP3 ?

La réponse est incertaine. Il n'existe pas de règle susceptible d'apporter une solution claire à cette question. Certaines juridictions ont décidé qu'il n'y avait rien d'illégal à établir un lien vers un matériel illicite (les fichiers MP3 pirates) tant qu'il ne se trouve pas sur son propre site. A l'inverse, d'autres ont adopté une solution moins souple. Vu l'incertitude, il est conseillé d'adopter une attitude prudente et de ne pas introduire sur son propre site des hyperliens vers des sites qui contiennent des fichiers MP3 (probablement pirates).

71. Si une œuvre n'est pas accompagnée de la mention "*Copyright*", puis-je la copier librement ?

Non, pas nécessairement. Le fait qu'une œuvre soit accompagnée ou non de la mention "*Copyright*" n'implique pas l'existence ou l'absence de la protection par le droit d'auteur. En effet, on a vu que la protection par le droit d'auteur existe par le seul fait de la création de l'œuvre et qu'il faut, et il suffit, que l'œuvre soit originale et mise en forme. Dès lors, ce n'est pas parce que l'œuvre n'est pas accompagnée de la mention "*Copyright*" que vous pouvez vous permettre de la copier librement. Vous devrez obtenir l'autorisation de l'auteur si l'œuvre est protégée (voy. aussi *supra*, n° 55).

Néanmoins, il est conseillé pour des questions de preuve d'indiquer la mention "*Copyright Dupont* – 2003" si vous intégrez sur votre site une de vos œuvres (texte, photo, etc.) qui bénéficie probablement de la protection par le droit d'auteur. En effet, selon l'article 6 de la loi sur les droits d'auteur, la personne qui apparaît comme telle sur l'œuvre du fait de la mention de son nom ou d'un signe quelconque est présumée titulaire des droits d'auteur.

72. Quid des œuvres accompagnées de la mention "sans droit d'auteur" (Copyright free) ou prétendues "freewares" ou "sharewares" ?

On trouve fréquemment sur Internet des banques de données qui proposent des œuvres (photos, images ou logiciels) dont il est dit qu'elles sont "sans droit d'auteur" et qu'elles peuvent être reproduites librement. Pour les logiciels, on parlera aussi de "freewares" (ce

sont des logiciels entièrement gratuits) ou "sharewares" (ce sont des logiciels distribués librement aux fins d'évaluation par l'utilisateur. Après une période d'essai, ce dernier doit contracter une licence ou arrêter d'utiliser le logiciel). La problématique est la même pour les logiciels dits "libres".

Ces mentions impliquent-elles nécessairement que ces photos, images ou logiciels ne sont pas protégés par le droit d'auteur ? La réponse est en principe négative. En effet, si l'œuvre est originale et que la durée des droits n'est pas expirée, elle est protégée par le droit d'auteur, et la déclaration des prétendus titulaires des droits selon laquelle elle est "libre de droit" (*Copyright free*) ne change rien à cette situation. Toutefois, on pourra considérer que ces titulaires donnent une licence gratuite d'utilisation.

Dans cette hypothèse, il faut être attentif à deux choses :

- D'une part, la licence d'utilisation ne signifie pas qu'on puisse faire n'importe quoi : les banques de données définissent généralement les types d'utilisations effectivement autorisées (on exclut par exemple les utilisations à des fins commerciales).

- D'autre part, le prétendu titulaire des droits peut ne pas être effectivement titulaire de ces droits. Dans ce cas, l'auteur en cause pourra se faire connaître et s'opposer à l'utilisation de son œuvre. La bonne foi de l'utilisateur ne pourra pas être opposée au titulaire des droits d'auteur (la bonne foi n'exclut pas la contrefaçon !).

Ajoutons enfin que le fait pour le fournisseur de mettre les codes sources à votre disposition n'implique pas que vous puissiez faire n'importe quoi avec ces sources. Celles-ci devront être utilisées dans le respect des droits qui vous ont été concédés.

73. Lorsque je renvoie, par hyperlien, vers un autre site web, dois-je obtenir l'autorisation du titulaire de ce site ?

Lorsque vous créez votre site web, vous allez probablement établir un ou plusieurs liens vers d'autres sites (ou vers une page particulière d'autres sites). Dans ce cas, devez-vous demander l'autorisation du titulaire du site vers lequel vous établissez un lien hypertexte ?

Il semble que non. En général, ce type d'acte ne pose pas de problèmes au regard du droit d'auteur. Même si la question fait encore l'objet de discussions entre juristes, la tendance est de dire que tout responsable de site web est réputé avoir autorisé tacitement les autres opérateurs du réseau à établir un lien hypertexte pour autant qu'il soit simple et qu'il renvoie vers sa page d'accueil (et non une sous-page du site web). Veillez néanmoins à vous abstenir d'introduire des hyperliens qui renvoient vers des sites ayant un contenu illicite ou préjudiciable (sites révisionnistes ou pornographiques par exemple).

Par contre, si vous utilisez d'autres techniques d'hyperliens qui ne sont pas considérées comme "simples", vous devez veiller aux implications juridiques éventuelles qui peuvent en résulter. A titre d'exemple, on cite l'hyperlien reprenant les titres (protégés par le droit d'auteur !) d'articles de presse et renvoyant systématiquement vers le site publiant ces articles. Cette pratique peut être jugée comme constituant de la concurrence déloyale (*parasitisme*) et/ou une violation du droit d'auteur. L'utilisation de "lien profond" peut aussi poser problème. Ce type d'hyperlien consiste à renvoyer vers une sous-page du site et donc à "court-circuiter" la page d'accueil. Certains responsables de site ont invoqué qu'il s'agissait d'une pratique préjudiciable notamment lorsque la page d'accueil est la seule à contenir des bannières publicitaires qui, par l'effet du lien profond, ne pouvaient pas être vues par de nombreux internautes. L'utilisation de la technique du *framing* (utilisation de cadres, de fenêtres) combinée aux hyperliens doit également faire l'objet d'une certaine

30 78

vigilance. Vous devez éviter de la sorte d'induire le public en erreur sur l'éditeur du site. En effet, on peut imaginer que vous introduisiez un hyperlien dans une fenêtre *(frame)* qui renvoie vers un splendide poème sur un autre site. Lorsque l'on clique sur ce lien, il peut arriver que la page contenant ce poème apparaisse de manière telle que l'internaute ne se rende pas compte qu'il est sur un autre site et croie à tort que le poème est de vous. Abstenez-vous de ce genre de pratique ou veillez à obtenir l'autorisation du responsable du site référencé, qui posera généralement ses conditions.

74. Puis-je m'opposer à ce que l'on établisse un lien hypertexte vers mon site ?

Comme expliqué dans la réponse à la question précédente, on considère généralement que le responsable d'un site web est réputé avoir autorisé tacitement les autres opérateurs du réseau à établir un lien hypertexte vers son site.

Toutefois, un sérieux bémol doit être apporté à ce principe. Vous pourrez toujours vous opposer à un hyperlien qui renvoie vers votre site si celui-ci est fait dans un contexte qui vous est préjudiciable. Il en serait, par exemple, ainsi pour un hyperlien renvoyant à votre site qui se trouverait pour une raison ou une autre sur un site web à caractère pornographique ou révisionniste ou qui serait intégré dans une phrase ayant un contenu dénigrant ou insultant. L'hyperlien pourrait aussi, suivant le contexte, être jugé comme de la publicité trompeuse (qui est interdite) ou comparative (mais qui ne respecterait pas l'ensemble des conditions de la loi). Serait également jugé préjudiciable un hyperlien qui profiterait par trop de votre travail (vous avez créé un site publiant vos photos inédites dans le domaine de l'alpinisme, et un autre utilisateur créerait un site, vide de contenu, mais renvoyant systématiquement par hyperlien vers les photos localisées sur votre site, le tout dans une certaine confusion).

Vu les conséquences préjudiciables qui peuvent résulter de l'utilisation d'hyperliens, certains sites indiquent dans leurs conditions générales la clause suivante afin de prévenir le problème : "*Tout utilisateur s'engage à demander l'autorisation du responsable de ce site web avant d'établir un hyperlien, de quelque nature qu'il soit, vers celui-ci*" ou encore "*L'insertion sans autorisation de liens directs ou indirects sur cette page, sur des fichiers ou des applications de ce site est interdite*". Dans ce cas, il ne sera pas possible d'invoquer une autorisation implicite de votre part.

75. Quelles sont les sanctions en cas de non respect du droit d'auteur ?

Le non respect des principes évoqués ci-dessus peut être passible de sanctions pénales (peines de prison ou d'amende) et/ou de sanctions civiles (paiement de dommages et intérêts par exemple).

Il faut souligner que la contrefaçon n'implique pas de volonté de nuire, ni même la connaissance du droit d'autrui sur l'œuvre. Il n'est donc pas possible de se retrancher derrière son ignorance de bonne foi pour éviter une condamnation.

En outre, le juge peut ordonner qu'une publication du jugement soit faite à charge du contrevenant, dans la presse ou un autre média (par exemple sur la *homepage* d'un site web). Les objets qui ont été contrefaits peuvent être confisqués.

Ces sanctions peuvent apparaître théoriques dans la mesure où la fraude sur Internet a pris une ampleur colossale et que le risque de se faire prendre est minime. Détrompez-vous ! Des mécanismes techniques sont de plus en plus utilisés en vue d'identifier les œuvres protégées et de traquer, à l'aide de moteurs de recherche automatisés, les fraudes sur Internet. De plus, des organisations professionnelles ou des sociétés de gestion

collective de droits d'auteur n'hésitent plus à mettre tout en œuvre en vue de faire respecter les droits de leurs membres. Enfin, de nombreuses juridictions, notamment belges et françaises, ont déjà condamné pour contrefaçon des personnes ayant affiché sur leur site des œuvres protégées par le droit d'auteur. A bon entendeur...

Section 3. La protection juridique du site web

76. Le site web que je crée est-il protégé par le droit d'auteur ou un autre droit ?

On a vu précédemment que lorsque vous créez un site web, vous devez le faire dans le respect du droit des tiers et notamment des droits d'auteur. A l'inverse, vous pouvez être intéressé à ce que votre propre site web ainsi que son contenu soient protégés. En effet, si vous êtes photographe amateur et que vous désirez permettre aux internautes de consulter vos clichés, vous n'avez pas nécessairement envie qu'un tiers vienne copier l'ensemble de vos photos en vue de créer un site analogue. Ce qui est vrai pour des photos l'est également pour des poèmes, des compositions musicales et des publications scientifiques ou autres. En outre, la structure de votre site et les développements liés à la conception de celui-ci peuvent être eux-mêmes originaux et vous aimeriez en garder la paternité.

Vu la complexité de la matière, nous n'entrerons pas dans les détails. Vous devez néanmoins savoir que le contenu de votre site (textes, images, photos, etc.) peut être protégé par le droit d'auteur si les conditions vues précédemment sont remplies. Le cas échéant, vous pourrez vous prévaloir de ces droits pour autant que vous soyez l'auteur de ce contenu. De plus, le site lui-même (c'est-à-dire sa présentation, mise en page, typographie, dessins, structure des éléments) peut également être protégé par le droit d'auteur, comme ce sera expliqué ci-après. La seule condition est que le site et son contenu soient originaux (*supra*, n° 54), ce qui sera généralement le cas. A ce titre, vous pourrez donc vous opposer à toute reproduction par un tiers de ces éléments.

De plus, une directive européenne du 11 mars 1996, transposée par la loi belge du 31 août 1998 institue une double protection pour les bases de données, d'une part par le droit d'auteur et d'autre part par un droit spécifique nommé le droit *sui generis*.

Le droit d'auteur protège la base de données (un site web peut être considéré comme une base de données ou à tout le moins contenir une base de données) originale, c'est-à-dire celle qui, par le choix ou la disposition des matières, constitue une création intellectuelle propre à son auteur. La protection s'applique non au contenu de la base de données (qui reste protégé le cas échéant par un droit d'auteur spécifique ou un autre droit tel par exemple le droit des marques), mais bien à la structure de celle-ci. Le titulaire du droit est le créateur de la base de données (qui peut être une personne physique ou morale). La durée du droit est identique à la durée du droit d'auteur traditionnel, soit 70 ans après la mort de l'auteur. Pour rappel, la loi prévoit une présomption simple de cession au profit de l'employeur des droits patrimoniaux protégeant une base de données lorsqu'elle est créée dans l'industrie non culturelle, par un ou plusieurs employés ou agents dans l'exercice de leurs fonctions ou d'après les instructions de leur employeur.

Les bases de données peuvent également jouir d'une protection instituée par le droit *sui generis* qui s'applique aux bases de données dont l'obtention, la vérification ou la présentation du contenu atteste un investissement substantiel du point de vue quantitatif ou qualitatif (cette protection est particulièrement intéressante si le contenu de la base de données n'est pas original, et donc non protégé par le droit d'auteur). Le titulaire du droit est le producteur de la base de données qui est défini comme la personne physique ou morale qui a pris l'initiative et le risque de l'investissement. Le droit qui lui est reconnu est celui

d'empêcher l'extraction et/ou la réutilisation de la totalité ou d'une partie substantielle de la base de données (ou de l'autoriser moyennant rémunération). La durée du droit est de 15 ans à compter de la fabrication de la base de données ou de chaque modification substantielle de celle-ci. On constate que ce droit *sui generis* a essentiellement pour vocation de donner au producteur les moyens juridiques de lutter contre le "pillage" d'informations.

77. Quelles sont les questions juridiques à traiter avec mes éventuels sous-traitants ?

En tant que fournisseur informatique, il est probable que vous souhaitiez ou deviez confier une partie des développements à un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il est indispensable d'obtenir de leur part tout ou partie des droits d'auteur que vous devrez à votre tour concéder, voire céder à votre propre client. L'étendue de cette cession ou simple concession peut varier d'un projet à l'autre mais doit, en tout cas, faire l'objet de clauses contractuelles appropriées. Le cas échéant, il peut également être utile d'exiger de vos sous-traitants qu'ils renoncent à leurs droits moraux.

En outre, vous devez veiller à vous couvrir le plus complètement possible contre les éventuelles fautes commises par vos sous-traitants lors des développements (par exemple, si ceux-ci réutilisent des composants logiciels développés par des tiers sans obtenir préalablement les droits nécessaires). Afin d'obtenir une garantie qui soit suffisamment étendue, il est conseillé de préciser cette garantie, dite *garantie d'éviction*, dans une clause contractuelle *ad hoc*. Il s'agit d'une garantie par laquelle votre sous-traitant s'engage au moins à assurer la défense en justice et à vous tenir indemne de tout frais et de toute réparation qui résulterait d'un recours introduit par un tiers dont les droits d'auteur auraient été violés. Pour vous assurer la complétude d'une telle clause et éviter les pièges liés à sa rédaction, nous vous conseillons de vous adjoindre les conseils d'un juriste (sur ce point, voy. aussi *supra*, n° 8).

78. Qu'en est-il de la répartition des droits avec mon client ?

Il se peut que lors de la conception d'un site web, les développements ne soient pas totalement réalisés par le fournisseur. Il arrive en effet que le client ait déjà réalisé certains développements en interne, voire par un autre fournisseur. Par ailleurs, la grande majorité du contenu du site (texte, image, logo, graphique, etc.) sera très généralement fournie par le client lui même, le fournisseur se limitant à un travail de "mise en page".

Dans ce cadre, il est conseillé, d'une part, de procéder à un inventaire des éléments apportés par chacune des parties afin d'éviter toute contestation par la suite, d'autre part, de négocier la répartition ou le partage des droits sur ces différents éléments protégés par le droit d'auteur. Il est évident que si le client souhaite s'assurer une certaine autonomie par rapport au fournisseur, une fois le site web réceptionné, nous lui conseillons de ne céder aucun droit sur les éléments apportés par lui et d'obtenir la cession de tous les droits patrimoniaux sur les développements réalisés par le fournisseur ainsi que les codes sources relatifs à ces développements.

Section 4. Le problème particulier des métatags

79. Qu'est-ce qu'un *métatag* ?

Toute information à propos d'une ressource du web lisible par la machine peut être considérée comme relevant de la *méta-information*. Sa composante la plus connue est le

35 81.

métatag[2] qui s'incorpore dans la composition d'une page web pour en donner les mots-clés ou la description pertinente (la page d'accueil de la Faculté de Droit de Namur intègre dans son code source – code HTML – la description du contenu de la page, soit "Présentation de la Faculté de Droit et de ses centres de recherches", ainsi que les mots-clés suivants : droit, candidature, informatique, vie privée, contrat, responsabilité, audiovisuel, droit d'auteur, systèmes experts, bases de données juridiques, sécurité d'existence, enseignement, gestion, technologie, information, troisième cycle...).

80. Quels sont les risques que vous encourez du fait de la mauvaise utilisation des *métatags* ?

Les mots-clés ne constituent pas à proprement parler des références ou des localisations sur Internet, mais sont principalement utilisés par des moteurs de recherche pour référencer les pages web (voy. *infra*, n°s 98 et s.). Ainsi, le moteur de recherche explore le code source des sites web qu'il visite en y recherchant le titre, les métatags ainsi que les mots du texte. Dès lors, de nombreux concepteurs de page web veillent à ce que certains mots apparaissent dans les métatags ou dans les premières lignes du texte de la page afin de se faire remarquer et indexer par les moteurs de recherche.

Il arrive néanmoins que l'outil de référence soit utilisé à mauvais escient, lorsqu'un concepteur utilise des métatags sans rapport avec le contenu de son site, afin de biaiser l'indexation. Ceci n'est pas sans poser quelques questions juridiques. En effet, certains sites utilisent des métatags, soit pour attirer l'utilisateur qui cherche un site plus connu ou renommé, soit pour déjouer les technologies filtrantes.

> Certains sites pédophiles incorporent dans leurs métatags des mots-clés beaucoup plus innocents, tels que "bambi" par exemple. Ceci complique, pour les services de police, la tâche d'identification des sites illicites et peut également permettre à ces sites de passer entre les mailles du filet tressé par les systèmes filtrants qui bloquent l'accès à certains sites au moyen d'une présélection des utilisateurs. C'est également une astuce qui est connue des amateurs de ce type de sites qui peuvent alors retrouver facilement leur destination.
>
> Un autre genre de pratique a suscité quelques litiges récents, lorsqu'un site incorpore dans sa page web des métatags reprenant la marque de son concurrent afin d'attirer les clients potentiels de ce dernier sur son propre site. Un juge américain a tranché un litige de la sorte : il a considéré qu'un tel usage équivalait à reprendre la marque dans une enseigne commerciale et constituait un détournement de clientèle.
>
> Dans une autre affaire, *Playboy contre Calvin Designer Label*, un fournisseur de service sur Internet avait truffé son site et le code source de celui-ci de références à *Playboy*, qui constitue un mot de recherche fréquemment utilisé. Le tribunal a interdit d'utiliser la marque *Playboy* de quelque manière que ce soit, ceci incluant les métatags.

En droit belge, la création d'une confusion entre les produits ou services de deux entreprises, ou entre la renommée de celles-ci constitue un acte contraire aux usages honnêtes en matière commerciale, sur la base des articles 93 et 94 de la loi sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur. Plus

---

[2] Cette partie est largement inspirée de l'article de S. DUSOLLIER, "Les outils de références : les cartes au trésor de l'Internet", *in Droit des technologies de l'information - Regards prospectifs*, Cahiers du C.R.I.D., n° 16, Bruxelles, Bruylant, 1999, pp. 33 à 53.

spécifiquement, le fait de tirer indûment profit de la renommée, des efforts créatifs et financiers déployés par un concurrent ou du courant d'achat établi en faveur d'articles commercialisés par ce dernier pourrait être sanctionné sur cette base. Exploiter la réputation d'autrui, par exemple en créant une association entre son produit et celui d'un concurrent ou en faisant croire à l'existence de relations contractuelles privilégiées, serait pareillement condamnable.

Si l'association se réalise par l'emploi d'une marque déposée, l'article 13 de la loi Uniforme Benelux sur les marques permet au titulaire d'une marque de s'opposer à "*tout usage qui, dans la vie des affaires et sans juste motif, serait fait de la marque ou d'un signe ressemblant autrement que pour désigner des produits, lorsque l'usage de ce signe tirerait indûment profit du caractère distinctif ou de la renommée de la marque ou leur porterait préjudice*". Ainsi, une entreprise pourrait se prévaloir de cette disposition pour s'opposer à ce qu'un concurrent dissimule la marque de celle-ci dans le code source de sa page web pour attirer les visiteurs, car il s'agirait d'un usage illicite de la marque.

CHAPITRE III. RESPECTER LES AUTRES DROITS FONDAMENTAUX DES TIERS

Outre le droit à la vie privée et les droits intellectuels, vous êtes également tenu de respecter un certain nombre de droits fondamentaux dont jouissent les tiers. Concrètement, les données présentées sur votre site devront rester dans la légalité et tout contenu illicite ou préjudiciable pourra être sanctionné (calomnie, diffamation, racisme, pédophilie, etc.).

81. Quelles sont les limites à la liberté d'expression ?

Vous avez droit à la liberté d'expression, ce qui signifie que vous êtes libre d'exprimer vos opinions et de recevoir et de communiquer des informations ou des idées sans la moindre ingérence des autorités publiques[3]. La Cour européenne des droits de l'homme a eu l'occasion de préciser que cette liberté vaut "non seulement pour les informations ou idées accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes mais aussi pour celles qui heurtent, choquent ou inquiètent. Ainsi le veulent le pluralisme, la tolérance et l'esprit d'ouverture sans lesquels il n'est pas de société démocratique".

Mais cette liberté n'est pas absolue et ne vous autorise pas à dire n'importe quoi sur tout un chacun, en violation de son droit à l'honneur et à la bonne réputation ou en proférant des propos racistes ou xénophobes. Les autorités publiques peuvent donc imposer des formalités, restrictions, conditions ou sanctions pour autant qu'elles soient prévues par la loi et qu'elles soient nécessaires dans une société démocratique pour poursuivre l'un des buts légitimes énoncés à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme (par exemple, la protection de la santé ou de la morale, la protection de la réputation ou des droits d'autrui ou encore pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire).

82. Quels sont les contenus à ne pas diffuser sur mon site ?

Il est vivement recommandé de ne pas faire figurer sur votre site les données suivantes (la liste n'est pas exhaustive), dont certaines seront détaillées par la suite :

- des contenus incitant à la haine ou à la discrimination raciale (voy. *infra*, n° 84) ;
- des contenus portant atteinte à l'honneur ou à la réputation de tiers (voy. *infra*, n° 83) ;
- des contenus à caractère violent ou obscène ;
- des contenus pornographiques impliquant des mineurs (voy. *infra*, n° 85) ;
- des contenus dangereux (techniques de suicide, modes de confection d'engins explosifs, recettes de substances prohibées – drogues, stupéfiants, etc.) ;
- l'image d'un tiers en l'absence de son consentement ;
- des œuvres littéraires ou artistiques (musique, livres, etc.) en violation des droits de propriété intellectuelle (*supra*, n°s 54 et s.) ;

[3] Article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

- des informations préparatoires au *hacking* ou des renseignements obtenus par ce biais (sur ce point, voy. *supra*, n°s 23 et s.) ;

- ou des liens hypertextes vers l'une ou l'autre de ces informations.

Le terme "contenu" utilisé ci-avant recouvre les textes, les images, les photos ou tout autre moyen multimédia.

Détaillons à présent l'un ou l'autre de ces contenus.

83. *Quid* si je diffuse des informations calomnieuses ou diffamatoires sur mon site web ?

Le Code pénal incrimine l'imputation méchante à une personne d'un fait précis de nature à porter atteinte à son honneur ou à l'exposer au mépris public et ce, sans preuve (calomnie ou diffamation). Concrètement, ce sera le cas si vous diffusez des informations sur l'un de vos concurrents, l'accusant par exemple de se livrer à des pratiques commerciales douteuses (corruption, fraude fiscale, etc.).

La personne victime de ces propos pourra aussi réclamer une indemnisation pour le dommage subi. Vous pourrez ainsi être condamné à lui verser des dommages et intérêts.

84. *Quid* si mon site contient des propos racistes ou xénophobes ?

Si votre site contient des informations à contenu raciste ou xénophobe, vous êtes passible de sanctions pénales. Ainsi, vous pouvez être poursuivi en justice si l'on constate que vous incitez à la haine, à la discrimination ou à la violence à l'égard d'une personne, d'un groupe ou d'une communauté ou d'un de leurs membres en raison de la race, de la couleur, de l'ascendance ou de l'origine nationale ou ethnique de ceux-ci ou de l'un d'entre eux.

Des décisions judiciaires ont déjà été rendues pour des contenus haineux présents sur des sites web ou dans des forums de discussion. Si le contenu mis en ligne est illicite et dommageable, votre responsabilité civile peut également être engagée.

85. *Quid* si de la pornographie enfantine est diffusée sur mon site ?

La détention (en connaissance de cause) mais également la diffusion de photos ou autres supports visuels représentant des positions ou des actes sexuels à caractère pornographique impliquant ou présentant des mineurs est rigoureusement interdite et sera lourdement sanctionnée.

Si vous avez commis cette infraction, vous pouvez être poursuivi devant les tribunaux répressifs belges, que votre site soit hébergé sur un serveur situé en Belgique ou à l'étranger (cette dernière hypothèse ne s'applique toutefois que si vous êtes trouvé en Belgique). Sachez également que de nombreux pays ont adopté des législations comparables. Le criminel qui se rend coupable de ce type de comportements aura dès lors peu de chances d'échapper à la prison.

C'est d'autant plus vrai que les autorités ont mis en place de nombreuses procédures pour dénoncer ces infractions (sur ce point, voy. *infra*, n° 86).

37 85

86. Comment les contenus illicites sur Internet peuvent-ils être communiqués aux autorités ?

Si vous constatez un contenu illicite sur Internet, différentes possibilités s'offrent à vous pour le dénoncer aux autorités. Il est également entendu que si vous êtes coupable de ce type d'infractions, les procédures décrites ci-après pourront être mises en œuvre contre vous. Il est donc vivement déconseillé de diffuser de tels contenus.

Quiconque constate une infraction peut en effet la communiquer au commissariat de police le plus proche.

Il est aussi loisible de dénoncer le contenu illicite au point de contact judiciaire central (courriel : contact@gpj.be) ou au fournisseur d'accès (qui transmet la plainte au point de contact). L'association des Fournisseurs d'accès à Internet (ISPA) et les ministres de la Justice et des Télécommunications ont en effet conclu un accord dans ce cadre. Si le point de contact estime que le contenu est manifestement illicite, il le communique au parquet qui prendra les dispositions qui s'imposent. L'ISPA en est informée et les fournisseurs d'accès s'engagent à se conformer aux indications des services judiciaires.

Enfin, tout qui observe des contenus illicites en matière de pornographie enfantine peut aussi s'adresser à *Child Focus,* par téléphone (en formant le 110) ou via le site Internet (www.childfocus-net-alert.be). A noter que dans cette hypothèse, les fournisseurs d'accès se sont également engagés à bloquer l'accès au contenu en question, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir.

87. Les autorités judiciaires peuvent-elles saisir mon matériel informatique ?

Oui. Votre matériel informatique pourra faire l'objet de mesures de saisie de la part des autorités judiciaires si les données y contenues peuvent servir à la manifestation de la vérité ou constituent l'objet, le produit ou l'instrument de la réalisation d'un crime ou d'un délit (par exemple, des contenus pédopornographiques, racistes, etc.).

Bien souvent, la saisie du matériel informatique ne sera pas souhaitable dès lors qu'elle pourrait mettre en péril toute l'activité de l'entreprise (conséquence parfois hors de proportion). Dans ce cas, et dans la mesure de leurs possibilités techniques, les autorités se limiteront à copier les données et à les bloquer (en recourant par exemple à une technique de cryptage). L'objectif est bien entendu de se ménager une preuve et d'éviter que ces données ne soient modifiées.

Si le volume des données illicites est trop important ou s'il est techniquement impossible d'en prendre copie (et pour autant que la saisie du matériel lui-même ne soit pas souhaitable), les autorités judiciaires se contenteront d'en imposer le blocage. Il pourra aussi être dérogé à l'exigence du blocage si l'exercice des poursuites n'en est pas entravé.

Enfin, les données contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs (comme par exemple des images pornographiques impliquant des mineurs) ou qui constituent un danger pour l'intégrité des systèmes ou des données informatiques pourront être éliminées (après copie).

Il faut aussi noter que si une telle saisie est pratiquée, le procureur du Roi a l'obligation d'informer *a posteriori* le responsable de votre système informatique de la recherche effectuée et de lui communiquer un résumé des données qui furent copiées, rendues inaccessibles ou retirées.

Si vous contestez cette saisie, la loi vous autorise à en demander la mainlevée au procureur du Roi (dans le cadre d'un référé pénal).

88. Les autorités judiciaires peuvent-elles procéder à des recherches sur mon système informatique ?

Oui. Des dispositions légales récentes autorisent le juge d'instruction à ordonner une recherche sur votre système informatique (concrètement, il décernera un mandat à un officier de police judiciaire qui s'en chargera). On pourrait comparer cette procédure à une perquisition. A noter que le juge d'instruction peut également étendre cette recherche à un autre système informatique ou une partie de celui-ci qui se situerait dans un autre lieu.

89. De qui les autorités judiciaires peuvent-elles requérir la collaboration ?

Les autorités judiciaires peuvent requérir la collaboration de tiers. Certaines parties de votre site pourraient en effet être protégées par des codes d'accès pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données qui y sont conservées. Mais ces mesures de sécurité, du reste absolument légitimes, pourraient entraver l'action des autorités judiciaires dans leur recherche de la vérité.

Dès lors, il peut être demandé aux personnes qui ont une connaissance de votre système informatique – et de votre site – qu'elles fournissent des informations sur le fonctionnement du système et sur la manière d'y accéder ou d'accéder aux données qui y sont stockées. Par exemple, la demande pourrait porter sur l'obtention de clés de cryptage permettant de décoder les données. Ces personnes appelées à donner des informations seront tantôt des importateurs ou des distributeurs de logiciels, tantôt des spécialistes de la sécurité, tantôt un prestataire de services de certification, etc.

Cette obligation de collaboration pourrait aussi consister à mettre en fonctionnement le système informatique ou, le cas échéant, rechercher, rendre accessibles, copier, rendre inaccessibles ou retirer les données pertinentes qui sont stockées, traitées ou transmises par le système. Dans ce cas, les autorités pourront requérir l'intervention de toute personne appropriée.

Une telle obligation d'intervention ne peut toutefois pas être exigée de l'inculpé (il s'agit d'une simple application du principe de présomption d'innocence). En pratique, le juge d'instruction s'abstiendra même de requérir la collaboration de toute personne non encore inculpée mais pour laquelle il existe des doutes quant à son implication dans l'affaire. Les proches de l'inculpé bénéficient de la même règle et pas plus que lui, ils ne sont tenus de prêter assistance aux autorités judiciaires.

Une peine de prison de six mois à un an et/ou une amende frapperont tout qui refuse de collaborer avec les autorités ou qui fait obstacle à la recherche dans un système informatique.

08.07.08 DE000CB55UV7
08.07.08 DE000CB55VB7 OPENZ

Les pirates d'internet t

DROIT La piraterie informatique touche à la propriété intellectuelle, à la libe

En France, le projet de loi « Olivennes » destiné à lutter contre la piraterie informatique a été examiné tout récemment par le conseil des ministres. Le principe de riposte graduée, contenu dans ce projet de loi, prévoit que les personnes coupables de téléchargements illégaux puissent, en dernier recours, se voir privés d'accès à internet.

La mesure, qui a provoqué plusieurs levées de bouclier chez nos voisins, est aussi au centre d'un débat qui dépasse à présent les frontières de l'hexagone. Le 10 avril passé, le Parlement européen a en effet décidé de soutenir l'amendement déposé par les eurodéputés Fjellner et Rocard dans le rapport de la Commission européenne sur l'industrie culturelle (dit « rapport Bono »).

L'ajout de cet amendement engage les états membres à *« éviter l'adoption de mesures allant à l'encontre des droits de l'homme, des droits civiques et des principes de proportionnalité, d'efficacité et d'effet dissuasif, telles que l'interruption de l'accès à internet »*. Ce faisant, le parlement a donc clairement rejeté le principe dit de la riposte graduée.

Benoit Van Asbroeck

Avocat associé Bird & Bird

LES DIRECTIVES

Ces questions au confluent de la propriété intellectuelle, de la liberté du commerce électronique, du respect des données à caractère personnel et du secret des communications ont déjà été abordées par plusieurs textes européens.

D'une part, la directive 2001/29/CE qui harmonise certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information.

Elle confère notamment au bénéfice des auteurs ou de leurs ayants droit un droit exclusif de communication au public de l'original ou de copies d'œuvres. Elle permet également aux juridictions de faire des injonctions à l'encontre des fournisseurs d'accès internet (FAI) dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte à un droit d'auteur ou à un droit voisin.

D'autre part, la directive 2000/31/CE, dite directive sur le commerce électronique, qui répond à une volonté de promotion du commerce en ligne. Avec pour objectif de favoriser les activités et la liberté d'expression sur la toile et de fluidifier les marchés concernés, elle instaure un mécanisme d'exonération de responsabilité des FAI quant au contenu des informations qu'ils stockent ou transmettent.

Enfin, plusieurs autres textes touchent aux questions de protection de vie privée et des données à caractère personnel.

En particulier la directive 2002/58/CE, dite directive « Vie privée et communications électroniques » qui limite le traitement des données à caractère personnel et consacre le principe du secret des télécommunications.

PARI IMPOSSIBLE ?

Dans ce contexte, trouver des solutions juridiques qui permettent de concilier les intérêts des différent acteurs concernés est une véritabl gageure ! Par exemple, le systèm de la riposte graduée induit un identification de l'adresse IP (1) de internautes qui se heurte aux prin cipes énoncés par cette dernière di rective. Comment par ailleurs im poser à des FAI la mise en œuvre d mesures de filtrage (2), alors qu l'on pourrait légitimement cons dérer que de telles mesures leur f raient précisément perdre régime d'exonération de respons bilité mis en place par le législate européen (3) ?

Au niveau judiciaire, une jurid tion belge et une juridiction irla daise sont actuellement invest de la délicate tâche, si faire se pe de résoudre ces conflits de norm en recherchant l'équilibre vou par le législateur communauta Le tribunal de première instance Bruxelles (4), la première auto appelée à faire ce délicat arbitra a fait prévaloir, en première i tance, la protection des auteurs celles de la vie privée et de la libe du commerce électronique. Ce cédent, embarrassant pour les et critiqué par différents obse teurs a bien entendu fait l'o

›uchent à tout

é du commerce, au respect de la vie privée, etc.

d'un appel qui devrait être plaidé à la fin de l'année 2009. Vu l'importance des enjeux et la réalité du conflit de normes évoqué ci-dessus, la procédure fera difficilement l'économie de questions préjudicielles à la Cour de Justice des Communautés Européennes.

En Irlande, le FAI Eircom a par ailleurs été récemment assigné par les principales maisons de disques au motif qu'il refusait de déployer un logiciel de filtrage dont il est question dans la décision belge. Le développement de ces procédures est suivi avec attention par tout le secteur au-delà même des frontières de l'Union Européenne.

Certains préconisent un nouveau cadre réglementaire et fiscal européen plus favorable aux éditeurs et diffuseurs.

NOUVEL ÉQUILIBRE

Il est un fait qu'avec l'arrivée de nouveaux modes de reproduction et de circulation de contenus, la rente liée à la diffusion de la culture s'est émiettée. Les acteurs traditionnels, éditeurs et diffuseurs notamment, ont vu leur poids relatif évoluer et de nombreuses tensions ont vu le jour.

Face à ce problème, certains préconisent la mise sur pied d'un nouveau cadre réglementaire et fiscal européen plus favorable à ces industries. Ces mesures générales ne mettront probablement pas totalement les acteurs à l'abri de risques et de conflits inhérents aux progrès technologiques.

Dans ses conclusions, le rapport Bono invite à repenser la question de la propriété intellectuelle du point de vue culturel et économique et à réunir tous les acteurs du secteur (éditeurs, opérateurs télécoms et FAI en premier) autour d'une même table. Il s'agira d'établir des critères permettant de définir un business model qui, même s'il évoluera au gré des changements technologiques, permettra au moins pour un temps de déterminer plus précisément les niveaux d'implication des acteurs et part du gâteau produit par l'industrie qui leur revient.

Dans le contexte actuel, un échange de vues sur ces questions ainsi que sur les expositions respectives aux risques légaux et financiers ne peut en effet qu'être utile.◇

▷ 1. L'adresse IP d'un internaute étant considérée comme une donnée à caractère personnel, son traitement doit être limité aux stricts cas prévus par la loi.

2. Comme ce fut le cas en Belgique par une décision du Président du tribunal de première instance de Bruxelles du 29 juin 2007 dans la fameuse affaire « Tiscali » (Sabam vs. Scarlet).

3. La directive européenne 2000/31 soumet en effet cette exonération à l'absence de sélection et de modification des informations transmises.

4. Affaire « Tiscali » (Sabam vs. Scarlet), président du tribunal de première instance de Bruxelles, 26 novembre 2004 et 29 juin 2007.

Imiter, ce n'est pas touj

LÉGISLATION Une méthode, une idée, un concept ou un mode de travail ne sont

Didier Chaval

Cairn Legal

Le plagiat est-il permis ? La question peut paraître saugrenue au profane qui aurait tendance à répondre par la négative. La loi accorde, en effet, des droits à l'auteur d'une œuvre (littéraire, picturale, musicale...). Ces droits s'éteignent 70 ans après le décès de l'auteur.

L'auteur dispose ainsi sur son œuvre de droits pécuniaires (droit de communication publique, droit de reproduction,...) et de droits moraux (droit de respect de l'œuvre).

Le premier sentiment est donc qu'il est interdit de plagier l'œuvre d'autrui. Et pourtant, plagier est permis, du moins dans certaines conditions. En effet, une méthode, une idée, un concept ou un mode de travail ne sont pas protégés par le droit d'auteur. Il en résulte qu'un auteur ne peut prétendre que ses droits sont violés lorsqu'on imite ses procédés, son genre, son style, ses techniques de travail...

La cour d'appel de Mons (1) a eu l'occasion de rappeler récemment ces principes dans une affaire où les similitudes entre les tableaux peints par deux personnes différentes étaient telles que l'expert judiciaire désigné pour procéder à la saisie concluait dans des termes très explicites : *« Les tableaux exposés par Monsieur V.M. sont des copies serviles et d'une très grande fidélité des œuvres créées depuis dix ans par Monsieur B.G. [...] Il ne subsiste aucun doute au sujet du fait que Monsieur V.M. copie servilement le travail de Monsieur B.G. et qu'il ne peut, en aucun cas, s'agir d'une similitude due au hasard ».*

MONOPOLE LIMITÉ

La cour d'appel rappelle les principes énoncés ci-dessus d'une manière très claire en précisant : *« Aucun artiste ne peut revendiquer un monopole sur une technique, même s'il a été le premier à l'utiliser, même s'il l'utilise avec un certain génie et si toute l'œuvre est marquée par l'utilisation de ce procédé ; la loi ne protège que les créations d'objets déterminés, individualisés, et parfaitement identifiables, et non pas un genre ou une famille de for-*

la loi sur le droit d'aut des créations individua identifiables, réalisées

Épinglé dans la fiscalité

Impôt sur les intérêts des fonds communs de placement

BART VAN DEN BUSSCHE, TAX CONSULTANT, PRICEWATERHOUSECOOPERS

Depuis la loi-programme du 27 décembre 2005, l'article 19 du Code des Impôts sur les Revenus (CIR92) stipule que certains investisseurs privés sont soumis à l'impôt belge sur les fonds de placements dont plus de 40 % des avoirs sont investis directement ou indirectement en créances. Cela vise deux types de fonds de placement émis après le 1er mars 2001 : ceux qui ont un passeport européen et ceux qui sont domiciliés hors de l'Union européenne. Pour être concernés par ce nouvel impôt, les fonds doivent répondre à deux conditions : être des fonds de capitalisation — ou de distribution mais ne distribuant pas chaque année la totalité des revenus d'intérêts qu'ils ont perçus — et avoir investi plus de 40 % de leur patrimoine en créances.

Dans une première phase (couvrant 2006 et 2007), on n'a appliqué l'impôt que lors de la vente du fonds par l'investisseur. Celui-ci n'a donc été taxé que sur la composante intérêts du fonds concerné, quel que soit le résultat de son placement (qu'il ait réalisé une plus-value ou subi une moins-value). Lorsque l'investisseur ne pouvait prouver sa date d'achat, le calcul des intérêts taxables ne remontait pas plus loin que le 1er juillet 2005. Idem s'il détenait le fonds déjà avant cette date.

En pratique, un précompte mobilier de 15 % a été retenu par l'intermédiaire financier belge auprès duquel vous avez vendu votre fonds, comme pour des obligations. Ce précompte est libératoire et il ne faut donc plus rien déclarer. Si vous avez vendu vos titres par un intermédiaire établi à l'étranger et qu'aucun précompte n'a été retenu, ce revenu doit être mentionné aux codes 1155/2155 de votre déclaration fiscale. S'ajoutent alors les centimes additionnels communaux.◇

MONITEUR

Le Moniteur belge du lundi 8 septembre 2008 publie notamment:

10 JUILLET 2008. - Arrêté ministériel portant ratification des programmes de l'examen d'aptitude professionnelle et du concours d'admission au stage judiciaire,

21 AOUT 2008. - Arrêté royal portant attribution d'une allocation fédérale complémentaire pour l'indexation du financement de la police locale pour l'année 2006,

30 AOUT 2008. - Arrêté royal fixant le modèle de la formule de déclaration en matière d'impôt des non-résidents (personnes physiques) pour l'exercice d'imposition 2008 et les conditions qui permettent de fournir les données demandées dans ladite formule de déclaration au moyen d'imprimés informatiques,

1er SEPTEMBRE 2008. - Arrêté ministériel relatif au régime fiscal des tabacs manufacturés,

21 AOUT 2008. - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E,

2 JUIN 2008. - Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 2 juillet 2007, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, relative à la fixation de la cotisation patronale au «Fonds social pour l'implantation et l'entretien de parcs et jardins»,

5 JUIN 2008. - AR rendant obligatoire la convention collective de travail du 2 juillet 2007, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, fixant les conditions de salaire et de travail des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de l'horticulture en serres, légumes en plein air et culture de chicons,

29 JUIN 2008. - Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 2 juillet 2007, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, fixant les conditions de salaire et de travail des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de floriculture,

1er JUILLET 2008. - Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 2 juillet 2007,

64 90

ours plagier

pas protégés par le droit d'auteur.

mes qui ne présentent entre elles des caractères communs que parce qu'elles procèdent toutes à un style ou à un procédé découlant d'une idée ».

eur ne protège que lisées et parfaitement concrètement.

Se penchant sur les œuvres du peintre qui se prétendait plagié, la cour constate tout d'abord que les supports et matériaux n'ont, en soi, rien d'original. Elle poursuit en soulignant que la technique du « raclage » utilisée ne peut faire l'objet d'une quelconque protection, quand bien même elle aurait été inventée par le peintre en question, ce qui n'était pas le cas en l'espèce. La cour indique également que l'effet visuel propre à l'utilisation de ces supports, couleurs et techniques semblables n'est pas protégeable en soi, tout comme ne l'est pas l'effet visuel propre à la technique des impressionnistes, des pointillistes, etc.

CONFUSION COMPRÉHENSIBLE

Quant au fait que certaines personnes aient pu confondre les œuvres émanant des deux artistes, la cour répond à cet argument que l'utilisation de la même technique aboutit forcément à certaines similitudes, sans que l'on puisse toutefois considérer que la production de l'un ne recevoive une protection au préjudice de l'autre.

En conclusion, on retiendra que la loi sur le droit d'auteur ne protège que des créations individualisées et parfaitement identifiables, réalisées concrètement. Un style, un genre ou une technique ne sont pas des « œuvres protégées », même si leur utilisation peut conduire à des similitudes telles qu'un profane y verra un plagiat... ◇

▷ 1. J.T. 2007, p. 958.

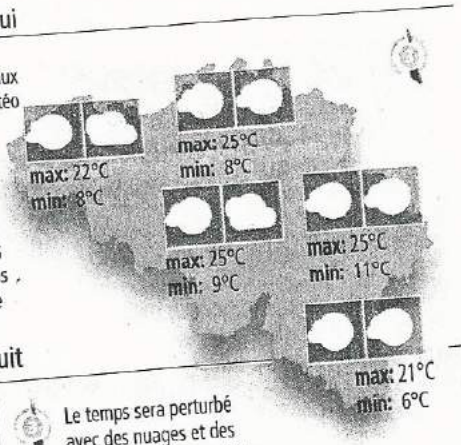
▷ dc@cairnlegal.be
www.cairnlegal.be

conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, fixant les conditions de salaire et de travail des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises d'implantation et d'entretien de parcs et jardins,
1er JUILLET 2008. - AR rendant obligatoire la convention collective de travail du 2 juillet 2007, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, fixant les conditions de salaire et de travail des ouvriers et ouvrières occupés dans les pépinières et la sylviculture,
1er JUILLET 2008. - AR rendant obligatoire la convention collective de travail du 2 juillet 2007, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, fixant les conditions de salaire et de travail des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de la culture de champignons,
25 JUILLET 2008. - Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 11 septembre 2007, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, concernant les mesures en faveur des groupes à risque.

MÉTÉO

En Belgique aujourd'hui

Les possibles brouillards matinaux s'effaceront au profit d'une météo très agréable faite de larges périodes de soleil, voire d'un ciel tout bleu. L'après-midi, des cumulus moutonneront. Sur l'ouest du pays, ils seront doublés de champs de nuages d'altitude qui griseront de plus en plus le ciel et, au final, une faible ondée sera à craindre.



En Belgique cette nuit

min: 12°C 16°C

Le temps sera perturbé avec des nuages et des averses qui risquent d'être localement ponctuées d'orages. Les températures ne descendront pas en dessous de 12 à 16 degrés.

En Belgique demain

max: 17°C 22°C
min: 9°C 14°C

Mercredi, après un début de journée mitigé sur l'est du pays avec un risque d'averses, le temps deviendra sec avec des éclaircies comme sur les autres régions. Le vent de sud-ouest sera modéré et les maxima seront compris entre 17 et 22 degrés.

En Belgique après-demain

max: 21°C 27°C
min: 11°C 15°C

Jeudi, les températures s'envoleront, mais le temps deviendra instable l'après-midi avec le développement de nuages et un risque croissant d'averses orageuses à partir du sud-ouest du territoire.

En Europe aujourd'hui

Amsterdam	Ciel peu nuageux	23°	Lyon	Ciel peu nuageux	26°
Athènes	Ciel serein	32°	Madère	Ciel peu nuageux	26°
Barcelone	Ciel nuageux	28°	Madrid	Ciel nuageux	30°

prouve qu'ils peuvent générer cette

Chapitre VI : Les programmes d'ordinateur

Propriété intellectuelle des logiciels

Afin de favoriser l'activité de production de logiciels, la loi donne un monopole d'exploitation aux personnes qui ont consacré du temps (et de l'argent) à créer des logiciels. C'est ainsi l'auteur d'un logiciel (ou ses ayants-droit) qui pourra contrôler l'exploitation et la distribution du logiciel. C'est la raison pour laquelle les programmes d'ordinateur sont protégés par le droit d'auteur. Les solutions informatiques qui renferment un logiciel peuvent également être protégées par le brevet.

L'utilisation de logiciels

Les logiciels sont devenus des biens de consommation courante qui se sont insinués un peu partout dans notre environnement. Ils font fonctionner nos ordinateurs bien sûr, mais ils se logent également dans nos lecteurs MP3, dans nos imprimantes, dans nos machines à café, dans nos voitures, dans nos GPS, dans nos appareils électroménagers, etc.
Lorsque nous faisons l'acquisition d'un logiciel, nous bénéficions du droit de l'utiliser mais ce droit d'utilisation est très souvent accompagné de limites. Car les logiciels sont en effet protégés par le droit d'auteur !
Que peut-on dès lors faire ou et ne pas faire avec un logiciel ? Qu'est-ce qu'une licence ? Peut-on copier un logiciel ? Que sont les logiciels libres ? Que peut-on faire des logiciels gratuits sur Internet ?...

La conception de logiciels

Vous êtes concepteur de logiciel. Durant l'élaboration de votre logiciel, pouvez-vous vous inspirer, voire réutiliser des éléments d'autres logiciels, ou serait-ce une contrefaçon ?
Après avoir consacré beaucoup d'énergie et de temps à son élaboration, vous désirez également protéger le fruit de votre travail. Dans quelle mesure votre logiciel est-il protégé par le droit d'auteur et quels avantages cela vous procure-t-il ? Ou alors désirez-vous que votre logiciel soit mis en libre disposition, que d'autres programmeurs puissent l'améliorer ? Mais comment éviter que quelqu'un s'en empare pour en faire un business ?
Begin related links
s'agit-il exactement ?

1. Ce qui est protégé par le droit d'auteur dans un logiciel

Le droit d'auteur couvre le programmes d'ordinateur dans ses différents aspects : code-source, code objet, éléments esthétiques, interfaces, matériel préparatoire, structure du programme, etc.

Le code

Le droit d'auteur s'applique au code source ainsi qu'au code objet. Il n'est donc pas permis de faire des copies de tout ou partie de logiciels sans y avoir été expressément

autorisé.
Il ne suffit donc pas de changer quelques lignes de code pour éviter les problèmes de droit d'auteur.

L'architecture du logiciel

L'architecture du logiciel, sa structure, son organisation sont protégées également, ainsi que les routines ou les listes de paramètres.
La simple reprise de l'architecture d'un logiciel pour un autre logiciel est ainsi susceptible de constituer une contrefaçon.

Le matériel préparatoire et les logiciels en cours de développement

Le droit d'auteur ne protège pas que le code des logiciels. Il protège également l'ensemble des travaux de conception (dans la mesure où ils sont susceptibles de déboucher ultérieurement sur un programme d'ordinateur). Sont donc protégés les schémas, les organigrammes décrivant tout ou partie de l'architecture du logiciel, les diagrammes de flux, etc.
Par conséquent, copier la structure d'un logiciel dans un autre logiciel est susceptible de constituer une contrefaçon, même si leurs codes sont différents. Cela implique également qu'un logiciel qui est déjà mis en forme, dont l'architecture est suffisamment avancée, est déjà protégé même si le code n'a pas encore été écrit.

Le look and feel

Tous les éléments qui relèvent des interfaces-utilisateur, tels que icônes, apparences, écrans des menus, sons, sont également protégés par le droit d'auteur.

2. Y a-t-il des formalités à effectuer pour protéger un logiciel par le droit d'auteur ?

Il n'y a aucune formalité à remplir. Il ne faut pas enregistrer le logiciel auprès d'un organisme, aucune indication ne doit apparaître sur le logiciel (par exemple une mention de copyright ou le nom de son auteur). Pour des questions de preuve, il est cependant très utile de mentionner les noms des auteurs dans le code du logiciel ainsi que la date de création du logiciel.
Le logiciel et ses éléments sont protégés dès qu'ils ont pris forme. Cela implique notamment que lorsqu'un logiciel n'est pas accompagné d'une licence (les licences ont pour fonction de donner des droits à l'égard du logiciel), il ne pourra pas être utilisé.

3. Quels droits le droit d'auteur confère-t-il sur les logiciels ?

Le droit d'auteur sur les logiciels donne aux titulaires le droit de contrôler l'exploitation du logiciel (droits patrimoniaux).
Il leur reconnaît également des droits protégeant le nom et la réputation de son auteur (droits moraux).

3.1. Les droits patrimoniaux

Les droits patrimoniaux ont pour objectif de rendre le titulaire des droits sur un logiciel maître de

son exploitation. Ils lui permettent de décider de la commercialisation du logiciel et ses modalités.

A) La reproduction, traduction, adaptation du logiciel

Il faut l'autorisation expresse de la personne qui a les droits sur le logiciel pour effectuer toute reproduction, toute copie du logiciel.
Sont visées les reproductions, mêmes partielles, du code, de la structure ou encore des interfaces du logiciel. La modification de quelques éléments non essentiels du code ou de l'architecture du programme ne suffit pas à éviter la contrefaçon.
Sont également visées les traductions et adaptations du programmes, telles que la conversion dans un autre langage, la conversion du code objet vers le code source, ou encore la transformation du matériel de conception en code source.

B) La distribution, la location, le prêt du logiciel

Seule la personne qui a les droits sur le logiciel peut en distribuer, louer ou prêter des exemplaires, qu'il s'agisse d'exemplaires physiques ou de la mise en téléchargement du logiciel sur Internet.

3.2. Les droits moraux

Au-delà des aspects purement patrimoniaux, la loi reconnaît également aux auteurs de logiciels des droits moraux, qui sont davantage attachés à la personne de l'auteur.
Ainsi, les auteurs ont-ils le droit de revendiquer que leur nom soit attaché au logiciel (droit de paternité) ou au contraire, qu'il soit distribué anonymement ou sous un pseudonyme.
Les auteurs peuvent également s'opposer à toute modification du logiciel qui porterait préjudice à leur réputation (droit à l'intégrité).

3.3. La cession de ces droits

Ces droits, qui naissent dans le chef des auteurs du logiciel peuvent cependant être cédés à d'autres personnes, telles que des professionnels qui se chargeront ainsi de la commercialisation du logiciel (éditeur, distributeurs...).

4. Combien de temps un logiciel est-il couvert par le droit d'auteur ?

Les programmes d'ordinateur restent couverts par le droit d'auteur jusqu'à 70 années après le décès de leur auteur, après quoi ils tombent dans le domaine public.
A la mort de l'auteur, les droits sont transmis à ses héritiers. Les droits que l'auteur avait transmis de son vivant restent par contre entre les mains des personnes auxquelles l'auteur avait transmis ces droits.

5. Qui détient les droits d'auteur sur un logiciel ? Quelles sont les règles applicables pour transférer les droits ?

Ce ne sont pas toujours les auteurs d'un logiciel qui bénéficient des droits sur celui-ci.

Les auteurs sont les personnes qui ont conçu le logiciel, qui ont conçu son architecture, sa

structure, la manière dont il est construit et écrit. Ce ne sera par exemple pas le programmeur lui-même s'il n'a fait qu'exécuter des consignes de programmation, sans que lui soit laissée la possibilité de déterminer lui-même comment construire et écrire le logiciel.
Le ou les auteurs d'un logiciel ont les droits sur ce logiciel s'ils ne les ont pas transmis à d'autres personnes.

L'employeur de l'auteur du logiciel

Lorsque l'auteur a élaboré le logiciel dans le cadre d'un contrat de travail ou d'un statut, c'est, sauf disposition contraire, l'employeur qui a les droits patrimoniaux sur ce logiciel. L'employé ou le statutaire, auteur du logiciel, ne pourra donc pas disposer du logiciel sans l'autorisation de son employeur.

La cession de droits

L'auteur cédera parfois le logiciel à un tiers. Il peut s'agir par exemple d'un éditeur de logiciel, professionnel qui assumera alors la commercialisation du logiciel.
Dans ce cas, l'auteur ayant cédé le logiciel et tous les droits patrimoniaux y afférents, il ne pourra plus les exercer lui-même.
Certaines règles s'appliquent au contrat conclu entre l'auteur, personne physique, et le cessionnaire.
Attention toutefois, il ne faut pas confondre ces types de contrats avec une licence, où l'auteur ne fait qu'autoriser une personne à utiliser le logiciel.

La cession du logiciel au commanditaire de l'œuvre

Lorsqu'un logiciel est élaboré en exécution du contrat de commande, les droits sur le logiciel ne sont pas automatiquement transmis au client. En principe, seul un droit d'utilisation est transmis au client et l'auteur demeure quant à lui le titulaire des droits d'auteur sur le logiciel.
Le client et l'auteur peuvent cependant convenir que l'ensemble des droits patrimoniaux seront cédés au client. Pour cela, le transfert des droits sur le logiciel au commanditaire doit être expressément convenu et rédigé par écrit.

6. L'auteur d'un logiciel peut-il céder ses droits d'auteur ? Quelles sont les règles applicables?

L'auteur d'un logiciel décidera parfois de céder ses droits patrimoniaux sur le logiciel. Lorsqu'il est passé entre l'auteur, personne physique, et un tiers, le contrat doit respecter un certain nombre de règles pour être valable.

Exigence d'un écrit

Le contrat qui prévoit la cession de droits sur le logiciel doit être rédigé par écrit.

Un contrat clair

Le contrat doit être clairement rédigé. Face à des clauses dont la portée ne serait pas claire, l'interprétation la plus favorable à l'auteur du logiciel sera retenue en cas de recours au tribunal.
Les droits patrimoniaux cédés doivent ainsi être clairement énoncés : cède-t-on tous les droits sur le logiciel ou seulement certains d'entre eux et lesquels ?

Un contenu obligatoire

a) Les modes d'exploitation concernés

Il doit être mentionné dans le contrat quels sont les modes d'exploitation pour lesquels des droits sont donnés et quelle est leur étendue : par exemple, les droits sont-ils cédés pour permettre au tiers de commercialiser le logiciel via la vente d'exemplaires physiques ou également via Internet ?
Par ailleurs, les contrats ne peuvent porter sur une forme d'exploitation qui n'existe pas encore. Ainsi, les contrats qui ont été passés alors qu'Internet n'existait pas encore, ne peuvent être interprétés de manière à comprendre l'exploitation des logiciels sur Internet.

b) Quelles rémunérations pour l'auteur ?

En outre, la rémunération pour chacun de ces modes d'exploitation doit également être mentionnée. Cette rémunération peut toutefois être forfaitaire ou proportionnelle aux revenus générés par l'exploitation. La cession peut également être faite à titre gratuit.

c) Quelle durée ?

La durée durant laquelle la personne qui conclut un contrat avec l'auteur pourra exercer les droits que l'auteur lui donne doit également être mentionnée.

7. Quels sont les recours en cas d'atteinte au droit d'auteur sur les logiciels ? Quelles sont les sanctions possibles ?

En cas de non respect du droit d'auteur sur le logiciel, les recours et les sanctions sont identiques à celles qui sont habituellement applicables en droit d'auteur.

8. Ce qui échappe au droit sur les logiciels

Certains actes portant sur des logiciels
peuvent être effectués sans autorisation.
D'une part, certains éléments d'un logiciel peuvent être repris sans autorisation par les concepteurs d'un autre logiciel, et d'autre part, certaines utilisations d'un logiciel peuvent être faites sans autorisation.

Les éléments des logiciels qui ne sont pas protégés

a) Les idées sous-jacentes à un logiciel

Le droit d'auteur ne protège pas les idées elles-mêmes. Il protège seulement la manière dont elles ont été concrétisées, la manière dont elles ont été agencées et traduites en un programme.
Les idées elles-mêmes, en ce compris les fonctionnalités du logiciel,

peuvent donc être reprises pour être concrétisées autrement par un autre logiciel.
Ainsi par exemple, le droit d'auteur n'empêche pas (ou qu'on ne se contente pas d'adapter) de réaliser un logiciel de traitement de texte ou un tableur, du moment qu'on ne copie pas la manière avec laquelle ces fonctionnalités ont déjà été concrétisées dans un programme d'ordinateur existant.

b) Les éléments du logiciel qui sont le résultat de contraintes techniques ou fonctionnelles

Le droit d'auteur ne protège que les éléments pour lesquels son concepteur avait une marge de manœuvre. Les éléments du logiciel dictés par la fonctionnalité du logiciel ne sont pas protégés. Ils peuvent donc également être repris dans l'élaboration d'un autre logiciel sans qu'il soit question de contrefaçon.

9. Les utilisations d'un logiciel pour lesquelles il ne faut pas d'autorisation

La copie de sauvegarde

Les utilisateurs d'un logiciel peuvent effectuer une copie de sauvegarde d'un logiciel (excepté si une telle copie a directement été fournie à l'utilisateur).

La copie transitoire

Les copies automatiquement faites par l'ordinateur lors de l'utilisation du logiciel sont évidemment autorisées.

L'observation, l'étude et le test du fonctionnement du programme

L'utilisateur a le droit d'utiliser le programme de manière à lui permettre d'en comprendre les idées sous-jacentes au programme.

La décompilation des interfaces du programme pour permettre son interopérabilité avec un autre programme

Cette exception est cependant encadrée de nombreuses conditions. Il est recommandé de prendre conseil auprès d'un spécialiste si l'on désire s'assurer de la légalité d'un acte de décompilation.

10. « Logiciels Open Source », « Logiciels libres », « GPL », « BSD » : de quoi s'agit-il exactement ?

Logiciel open source est le nom général désignant les différentes catégories de logiciels qui sont mis à disposition des utilisateurs sous une licence open source qui permet au minimum l'accès au code source. Un exemple connu est le système d'exploitation Linux, le navigateur Firefox, ou encore les serveurs Apache.

Les logiciels libres sont-ils dans le domaine public ? Sont-ils libres de droits ?

La protection des logiciels par le droit d'auteur permet aux personnes ou entreprises qui détiennent les droits sur un logiciel de déterminer les conditions auxquelles elles vont le commercialiser, telles que le prix, les limites de l'utilisation du logiciel, etc.
Ces autorisations données aux utilisateurs, leurs limites et les conditions sont énoncées dans « une licence ».
En général, les licences accompagnant les logiciels sont très restrictives : par exemple, la licence interdit la réalisation de copies du logiciel, leur distribution, la modification du logiciel, limite l'utilisation qu'à des fins privées uniquement, interdit l'installation du logiciel sur plus d'un seul poste de travail, etc.
Les logiciels libres sont eux aussi protégés par le droit d'auteur. Mais la licence qui les accompagne donne beaucoup plus de droits aux utilisateurs. D'importantes conditions accompagnent également leur utilisation. On ne peut donc faire ce que l'on veut avec un logiciel libre.

Pour les utilisateurs

Les licences s'appliquant aux logiciels libres se distinguent des licences traditionnelles car elles donnent au contraire de nombreux droits d'utilisation du logiciel : droit d'utiliser le programme le plus largement possible, droit de faire des copies, de donner ou de vendre ces copies, droit de modifier le logiciel, etc.
Attention cependant, il y a également souvent des conditions qui accompagnent ces droits (par exemple, obligation de mentionner les noms des auteurs sur les exemplaires distribués, obligation de donner une copie du code source, etc.).
Il existe de nombreuses licences libres prévoyant chaque fois des droits et conditions différentes. Il importe donc de bien lire la licence afin de connaître le contenu de ceux-ci.

Pour les concepteurs de logiciels

Contrairement à la majorité des programmes d'ordinateur classiques, les logiciels libres peuvent servir de base pour développer d'autres programmes. Vous pouvez en effet modifier un logiciel libre et distribuer ensuite le programme nouveau ainsi élaboré. Certaines librairies de fonctions sont notamment mises à disposition sous licence libre sur Internet, ce qui permet d'en intégrer dans son programme ou d'y renvoyer, sans devoir les réécrire.

Attention cependant, il existe différents types de licences libres et certains d'entre eux accompagnent les libertés garanties de conditions (donner accès au code-source, mention des auteurs, mention des modifications, etc...). Une condition très contraignante est la clause dite « copyleft », prévue par la GNU-GPL (*General Public License*) notamment. Elle prévoit qu'en cas de développement d'un logiciel comprenant des éléments sous GPL, le programme développé devra lui-même être distribué sous GPL, ce qui impose donc la commercialisation du logiciel issu de cette intégration sous une licence libre.
Ici aussi, face à la variété de licences libres, il importe donc de bien lire la licence afin de connaître les droits et obligations qui y sont contenues.

Quelques exemples de licences libres

La GNU-GPL
L'EUPL , licence libre élaborée par la commission européenne et plus adaptée au droit des pays de l'Union européenne.
La Lesser GPL
La BSD
La MIT

11. Par quels droits les logiciels peuvent-ils être protégés ?

La protection des logiciels par le droit d'auteur

La loi protège les logiciels par le droit d'auteur. Cela implique que le logiciel est protégé sans qu'il ne soit nécessaire d'effectuer des démarches d'enregistrement ou autres. Les logiciels sont en effet protégés dès qu'ils ont pris forme.

La protection des logiciels par le droit des brevets

Les logiciels en tant que tels sont exclus de la protection par le droit des brevets.
Cela ne veut pas dire qu'une machine, un appareil ou un dispositif qui contiendrait un ou plusieurs logiciels ne serait pas brevetable. Par exemple, un robot ménager capable de repasser du linge serait brevetable quand bien même le pilotage du robot se ferait par un logiciel.
Les produits et procédés qui répondent aux conditions pour être brevetés restent en effet brevetables même s'ils intègrent un logiciel.

12. Quels sont mes droits à l'égard d'un logiciel ?

La licence

Qu'est-ce qu'une licence ?

Les logiciels sont protégés par le droit d'auteur à certaines conditions. Il faut donc une licence pour pouvoir utiliser un logiciel. La licence constitue en effet l'autorisation d'utiliser le logiciel.
La licence est souvent glissée dans le boitier contenant l'exemplaire du logiciel. Lorsque le logiciel a été acquis sur Internet, la licence adopte souvent la forme d'une fenêtre qui se

présente à l'internaute avant le processus d'installation du logiciel et qui contient un texte auquel l'internaute doit consentir en cliquant dans la case « j'accepte ».
C'est dans ce document que sont précisées les conditions d'utilisation du logiciel.
On y trouvera en général :

- l'énumération des droits d'utilisation qui sont donnés à l'utilisateur : ce qu'ils peuvent faire avec le logiciel (ex. utiliser le logiciel, l'installer sur un ou plusieurs poste(s) de travail, bénéficier des mises à jour durant un certain temps etc) ;
- l'énumération des limites posées à l'utilisation (ex. interdiction de faire des copies du logiciel et de les distribuer) ;
- les conditions de l'utilisation octroyée (ex. payer le prix, ne pas modifier le programme) ;
- une garantie éventuelle, etc.

Attention cependant, si la licence n'interdit pas explicitement certains actes (par exemple, la licence ne précise pas qu'il est interdit de faire des reproductions du logiciel), cela ne veut pas dire que l'utilisateur est autorisé à copier le logiciel. C'est en fait exactement le contraire : ce qui n'est pas expressément autorisé dans la licence est interdit !

S'il n'y a pas de licence

Lorsqu'aucune licence n'accompagne le logiciel, cela implique-t-il qu'on peut en faire ce que l'on désire ?
Non, c'est exactement le contraire. Si aucune mention n'énonce ce que je peux faire avec le programme, cela veut dire que je ne peux rien en faire, pas même l'utiliser.

Ce que je peux faire

En général, les licences qui accompagnent les logiciels tout-public sont assez restrictives et ne donnent que les droits énoncés ci-dessous. Des différences existent cependant entre les licences et il convient de les lire attentivement si l'on veut s'assurer de l'étendue exacte des autorisations qu'elles donnent. L'utilisateur bénéficie toutefois de certains droits minimaux :

a) Utiliser le logiciel

Une licence donne à son bénéficiaire le droit d'utiliser le programme. Il peut donc installer le programme sur son ordinateur et l'utiliser pour les fins auxquelles ce logiciel est prévu (exemple : traitement de texte, tableur, logiciel de messagerie…).
Souvent, la licence prévoit des limites à l'utilisation. Le logiciel ne pourra par exemple être utilisé qu'à de fins privées.
S'il en a la possibilité, l'utilisateur pourra également corriger les erreurs du programme (« débugger ») et effectuer des actes de maintenance mineurs du logiciel, si cela est nécessaire pour utiliser le programme. Parfois, le vendeur du logiciel se réserve les actes de maintenance et interdit donc à l'utilisateur de le faire lui-même.

b) Faire une sauvegarde du logiciel

L'utilisateur peut faire une seule copie de sauvegarde du logiciel, si le vendeur n'en fournit pas.

c) Donner ou revendre un programme

Le droit d'auteur ne s'oppose pas à ce que l'acquéreur d'un logiciel revende ou donne son exemplaire à un tiers. Dans ce cas cependant, il ne peut garder une copie pour lui-même, ni sur ordinateur si sur un support externe.
Attention, les licences interdisent parfois la revente ou le don du logiciel. C'est le cas

notamment lorsqu'elles sont personnelles, attribuées à un acquéreur particulier.

Ce que je ne peux pas faire

a) Copier le programme

Il est interdit de copier un programme si la licence ne donne pas explicitement l'autorisation de le faire. Cela concerne toutes les copies quel que soit leur support, DVD, disque dur, clé USB, disquette, etc.
A l'exception des logiciels libres, les auteurs interdisent en général qu'on copie le logiciel. C'est notamment la raison pour laquelle une licence est valable pour un seul poste de travail. Car installer un programme sur plusieurs postes de travail nécessiterait d'en réaliser autant de copies.
De même, on peut sans autorisation et si c'est techniquement possible, réaliser une (seule) copie de sauvegarde du logiciel.

b) Distribuer le programme

A l'exception des logiciels libres, les licences ne donnent en général pas le droit de distribuer des exemplaires du logiciel, même gratuitement. On ne peut donc faire des copies du logiciel et les donner ou les vendre, même à un ami proche.
On ne peut davantage mettre le logiciel sur Internet de manière à ce qu'il puisse être téléchargé ou utilisé par les internautes.

13. Combien de temps un logiciel est-il couvert par le droit d'auteur ?

Les programmes d'ordinateur restent couverts par le droit d'auteur jusqu'à 70 années après le décès de leur auteur, après quoi ils tombent dans le domaine public.
A la mort de l'auteur, les droits sont transmis à ses héritiers. Les droits que l'auteur avait transmis de son vivant restent par contre entre les mains des personnes auxquelles l'auteur avait transmis ces droits.

Chapitre VII : Les bases de données

Droit des bases de données

Le survol des séances de cinéma sur un site Internet, la consultation des horaires de bus ou de trains, la recherche d'un numéro de téléphone dans un annuaire, *etc.* sont toutes des utilisations de bases de données que nous effectuons quotidiennement.
Les bases de données sont des outils indispensables dans une société de l'information, particulièrement sur Internet qui en fournit de nombreux exemples, notamment à travers des sites d'offres d'emploi, d'annonces immobilières, d'informations financières, *etc.*
Le rassemblement de ces données et leur organisation en un ensemble cohérent et susceptible d'une recherche d'informations précises, sont le fruit d'investissements considérables de la part des producteurs des bases données. Ces bases de données ont également, dans de nombreux cas, une valeur économique très importante. Ce sont les raisons qui justifient que les bases de données soient protégées par la loi.
Le droit belge accorde deux types de protection aux bases de données.
Afin d'empêcher les concurrents de s'approprier les bases de données (en tout ou en partie), le législateur a prévu un **droit sui generis** au bénéfice des producteurs de bases de données.
Si la structure de la base de données est originale, elle pourra être protégée par le **droit d'auteur**.

1. La définition d'une base de données

La base de données est une collection, un recueil d'éléments.
Pour constituer une base de données, les éléments qui la composent doivent être indépendants, c'est-à-dire séparables les uns des autres sans que cela réduise la valeur informative de chaque élément.

- Un roman, n'est pas une base de données, car malgré qu'il se compose de multiples chapitres, sa lecture doit se faire dans un certain ordre. Les chapitres ne sont pas des données indépendantes. Par contre une encyclopédie comprend des milliers de données indépendantes les unes des autres, c'est donc une base de données.

Les données qui constituent une base de données peuvent être des œuvres protégées par le droit d'auteur. Mais ce n'est pas obligatoire, les éléments constituant la base de données peuvent être de simples données non protégées par un droit d'auteur.

- Un répertoire de poèmes du XXe siècle est une base de données regroupant des œuvres protégées par le droit d'auteur. Si ce répertoire regroupe des données qui ne sont pas originales, par exemple de simples dates, la base de données peut tout de même être protégée bien que les données ne sont pas protégées par le droit d'auteur.

Ensuite, les données doivent être disposées de manière systématique ou méthodique ce qui exclut les ensembles de données non organisées, et être accessibles individuellement. Il faut donc qu'un moyen (tel un index, un plan de classement, un outil électronique de recherche ou tout autre moyen) permette de rechercher un élément particulier.

- Un annuaire téléphonique est une base de données, car on peut accéder à chaque numéro par la disposition alphabétique des données.

Sont couvertes les bases de données sur support électronique ou sur support non électronique tel que le papier (dictionnaires, annuaires, collection de fiches, *etc.*).

- Un site Internet d'annonces immobilières, d'annonces d'emploi, d'annonces relatives à des locations de maisons de vacances, d'informations financières, ou encore un site présentant les horaires des séances de cinéma en Belgique, bénéficient de la protection, car ce sont des recueils de pages, disposées de manière systématique ou méthodique et

accessibles par des moyens électroniques.

- Une collection de fiches papier décrivant des sculptures sur le territoire bruxellois a été protégée comme une base de données.

2. La protection des bases de données par la propriété intellectuelle

Les bases de données sont susceptibles de recevoir une double protection :

1 Un droit particulier, appelé droit "*sui generis*" protège le contenu de la base de données, c'est-à-dire l'ensemble des données qu'elle contient. Le droit *sui generis* peut protéger les bases de données, même à défaut d'originalité de celles-ci. L'objectif de la protection par le droit *sui generis* est de protéger les investissements réalisés dans le secteur des bases de données et d'empêcher la reprise des bases de données par des concurrents. Les dispositions relatives à la protection des bases de données par le droit *sui generis* se trouvent dans une loi particulière du 31 août 1998 sur la protection des bases de données (LBD).

2 Le droit d'auteur protège la structure de la base de données, si elle est originale.
La protection par le droit d'auteur ne suffit pas pour protéger les bases de données dans la mesure où l'originalité fait souvent défaut pour des bases de données dont la présentation se veut méthodique et exhaustive.
La protection des bases de données par le droit d'auteur est réglée par la loi du 30 juin 1994 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins (LDA).

Il est possible de cumuler les deux protections (par le droit *sui generis* et le droit d'auteur) pour une même base de données, si elle satisfait aux conditions des deux régimes.

3. L'objet et les conditions de la protection par le droit sui generis sur les bases de données

L'objet de protection

Le droit sui generis s'applique à l'ensemble des données regroupées dans la base de données .

Les conditions de protection

Le droit sui generis s'applique aux bases de données qui sont le résultat d'un investissement qualitativement ou quantitativement substantiel. Cet investissement consiste en la mise en œuvre de moyens financiers, techniques ou humains importants (tel que l'engagement de personnel qualifié ou l'acquisition de matériel technique particulier), pour réaliser la base de données.

Par exemple, la constitution d'une base de données consistant en un site web reprenant les horaires des salles de cinéma de l'ensemble du territoire belge démontre un investissement substantiel dans la mesure où une procédure hebdomadaire de collecte des données doit être réalisée, un logiciel particulier a dû être acquis et une gestion proactive du site est nécessaire.

Un autre exemple, les horaires d'un service public de transport ne pourront être protégés par le droit sui generis car ces horaires résultent de l'organisation des transports publics. Aucun

investissement spécifique n'est consacré à la réalisation de la base de données qui reprend les horaires. Par contre, si ces données sont organisées dans une base de données sur Internet, dotée d'un outil de recherche et d'un calcul d'itinéraire, un investissement peut être trouvé dans la présentation des horaires sur ce site internet, investissement qui satisfait au critère de protection par le droit *sui generis*.

4. L'étendue de la protection du droit sui generis

Le producteur de la base de données a le droit d'interdire que l'on utilise ou que l'on copie le contenu de sa base de données.
Il est donc interdit d'extraire une partie importante de l'ensemble des informations d'un site Internet pour les mettre sur le sien sans l'accord du producteur de la base de données.
Sans cet accord du producteur de la base de données, il est aussi interdit de distribuer des copies d'une base de données, en la louant ou en diffusant des données par Internet.
L'extraction ou la réutilisation de parties non substantielles (c'est-à-dire une fraction négligeable et qui n'a pas nécessité un investissement important du producteur de la base de données) n'est en principe pas une atteinte au droit sui generis.
Toutefois, l'extraction ou la réutilisation de parties non substantielles est une atteinte au droit *sui generis* lorsque cette extraction ou réutilisation est répétée et systématique et lorsqu'elle porte atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ou aux intérêts légitimes du producteur de la base de données. Tel sera le cas si les extractions permettent de reconstituer une base de données similaire.
Certaines utilisations ne requièrent cependant pas l'accord du producteur de la base de données, par exemple l'utilisation à des fins d'enseignement ou dans un but strictement privé.
Le droit sui generis est cessible et transmissible et peut donc être cédé à un tiers ou donné en licence. Contrairement à ce qui est prévu en droit d'auteur, la loi ne prévoit pas de formalités particulières pour ces contrats de cession ou de licence.

5. Exceptions au droit exclusif du producteur de la base de données

Certaines utilisations particulières sont autorisées aux utilisateurs de la base de données, sans qu'il ne faille recueillir l'accord préalable du producteur de la base de données. Ce sont les exceptions au droit exclusif du producteur de base de données.
Les actes qui peuvent être effectués sans le consentement du producteur de la base de données sont :

- l'extraction et la réutilisation de parties non substantielles (mais les extractions ou les réutilisations répétées et systématiques ne sont pas autorisées si elles permettent la reconstitution de la base de données) ;
- l'extraction dans un but privé (qui ne vaut que pour les bases de données non-électroniques, par exemple, un ensemble de fiches papiers) ;
- l'extraction à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique, dans un but non lucratif ;
- l'utilisation à des fins de sécurité publique, de procédure administrative ou juridictionnelle ;
- la revente d'une copie de la base de données lorsqu'elle a déjà été commercialisée par, ou avec l'accord du producteur dans le territoire de l'Union européenne (cette exception ne vaut pas pour les transmissions en ligne).

6. La durée de protection du droit sui generis des bases de données

Le droit sui generis des bases de données dure 15 ans, à partir du moment où la base de données est achevée.
Si la base de données est utilisée en interne uniquement, le délai court à partir de la mise à disposition du public, par exemple de la commercialisation de la base de données.
Cette durée peut être renouvelée à chaque nouvel investissement substantiel effectué dans le cadre de la modification de la base de données (par exemple un financement important investi dans la mise à jour de la base de données).

7. Titulaires des bases de données

C'est le producteur de la base de données qui est le titulaire du droit sui generis.
Le producteur de la base de données est la personne physique ou morale qui a pris l'initiative et le risque des investissements qui sont à l'origine de la base de données.
Si une base de données est élaborée dans le cadre d'un contrat de travail, le titulaire du droit sui generis est en principe l'employeur puisque c'est lui qui réalise l'investissement financier nécessaire à la protection (par le paiement du salaire et des outils mis à la disposition du travailleur).
Si la base de données est fabriquée pour le compte d'un client (contrat de commande), le client est le producteur de la base de données car c'est lui qui prend l'initiative et paye le prix de la commande.

8. La protection des bases de données par le droit d'auteur

A priori toutes les règles du droit d'auteur protègent les bases de données, sauf si des dispositions particulières ont été prévues par la loi.

Objet

Le droit d'auteur s'applique au **contenant** de la base de données, c'est-à-dire à sa structure, à la manière dont les données sont disposées et classées.
Le droit d'auteur protège la base de données à condition qu'elle soit originale, c'est-à-dire que, par le choix ou la disposition des matières, elle constitue une création intellectuelle propre à son auteur.
Le travail et les investissements consacrés à la sélection ne suffisent pas à prouver l'originalité. Il faut que le choix des critères de classement des données en un ensemble organisé ne soit pas dicté par des contraintes techniques ou logiques, mais que l'auteur fasse preuve d'une liberté de création dans le choix de cette organisation et soit original.
Par exemple, un annuaire téléphonique classique n'est pas une base de données originale, car il n'existe qu'une manière de classer les adresses et téléphones de personnes: l'ordre alphabétique. Mais un annuaire peut être original s'il classe les coordonnées des personnes selon une structure originale, notamment en fonction de critères particuliers (annuaire professionnel classant les personnes selon leur spécialité, leur adresse, *etc.*).
Le droit d'auteur peut aussi s'appliquer au **contenu** (les éléments) de la base de données, si les

éléments sont originaux. Par exemple, si la base de données est un inventaire de sculptures, ces sculptures peuvent être protégées par le droit d'auteur, si elles sont originales. Ce droit appartiendra à l'auteur des œuvres et il faut donc s'assurer de son autorisation préalable.
Si la base de données n'est pas originale, le producteur de la base de données peut bénéficier d'une protection sui generis, c'est-à-dire une protection particulière sur sa base de données.

Etendue du droit d'auteur sur la base de données

Les principes du droit d'auteur s'appliquent à la base de données.
La protection dure 70 ans à partir du décès de l'auteur.
L'auteur de la base de données a le droit d'en interdire la reproduction (par exemple, si quelqu'un développe une base de données concurrente sur le même squelette), la communication au public, la distribution, le prêt et la location, il a aussi un droit moral sur la base de données.

Exceptions au droit d'auteur sur la base de données

Le législateur a prévu des exceptions au droit exclusif de l'auteur d'une base de données. Dans ces cas, l'utilisateur ne devra pas obtenir le consentement préalable de l'auteur pour pouvoir utiliser sa base de données.
Ces exceptions principales sont les suivantes :

- tout acte nécessaire à l'utilisation de la base de données ou à l'accès au contenu de celle-ci ;
- la copie d'une base de données à des fins privées, uniquement si la base de données n'est pas électronique (un ensemble de fiches papier par exemple) ;
- l'utilisation de la base de données à des fins d'illustration de l'enseignement et de la recherche scientifique ;
- la reproduction de courts fragments d'une base de données à des fins d'information à l'occasion de comptes rendus d'actualité ;
- la reproduction accessoire d'une base de données exposée dans un lieu public ;
- la communication privée et gratuite d'une base de données effectuée dans le cercle de famille ou dans le cadre d'activités scolaires.

Titulaire du droit d'auteur sur la base de données

Le titulaire du droit d'auteur sur la base de données est la personne physique qui a créé la base de données, comme en droit d'auteur classique.
Par dérogation avec le droit d'auteur, les droits patrimoniaux sur la base de données créée dans le cadre d'un contrat de travail (ou d'un statut, pour les fonctionnaires) sont présumés cédés à l'employeur, sauf stipulation contraire. Il faut cependant que la base de données ait été créée dans l'industrie non culturelle et dans l'exercice des fonctions des employés (ou fonctionnaires) ou d'après les instructions de l'employeur.
En cas de base de données créée dans le cadre d'un contrat de commande, les règles générales s'appliquent : le créateur reste titulaire du droit sur la base de données, à moins qu'une cession expresse cède le droit d'auteur sur la base de données au commanditaire.>

IV : Le droit de l'économie électronique

Chapitre I : Législation

LIVRE XII. - Droit de l'économie électronique
(inséré par la Loi du 15 décembre 2013 et la loi du 26 décembre 2013, entrée en vigueur fixée le 31 mai 2014)
TITRE 1er. - Certains aspects juridiques de la société de l'information
CHAPITRE 1er. - Dispositions préliminaires
Art. XII.1. § 1er. Les chapitres 1er à 6 du présent titre transposent les dispositions de la Directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur.
Le chapitre 4 transpose en outre partiellement la Directive 2009/136/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant la Directive 2002/22/CE concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques, la Directive 2002/58/CE concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et le Règlement (CE) n° 2006/2004 relatif à la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs.
Le chapitre 7 transpose les dispositions de la Directive 98/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 1998 concernant la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel.
§ 2. Le présent titre règle certains aspects juridiques des services de la société de l'information.
Il ne s'applique pas :
1° au domaine de la fiscalité ;
2° aux questions relatives aux services de la société de l'information couvertes par les dispositions légales ou réglementaires concernant la protection de la vie privée et le traitement des données à caractère personnel ;
3° aux questions relatives aux accords ou pratiques régis par le droit des ententes ;
4° aux activités suivantes des services de la société de l'information :
a) les activités de notaire dans la mesure où elles comportent une participation directe et spécifique à l'exercice de l'autorité publique ;
« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »
493
b) la représentation d'un client et la défense de ses intérêts devant les tribunaux ;
c) les activités de jeux d'argent impliquant des mises ayant une valeur monétaire dans des jeux de hasard, y compris les loteries et les transactions portant sur des paris.
CHAPITRE 2. - Principes fondamentaux
Section 1re. - Principe de liberté d'établissement
Art. XII.2. L'accès à l'activité d'un prestataire de services de la société de l'information et l'exercice de celle-ci ne sont soumis à aucune autorisation préalable, ni à aucune autre exigence ayant un effet équivalent.
L'alinéa 1er est sans préjudice des régimes d'autorisation qui ne visent pas spécifiquement et exclusivement les services de la société de l'information ou qui sont régis par les régimes d'autorisation prévus par le Titre III de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.
Section 2. - Principe de libre prestation de services
Art. XII.3. La fourniture de services de la société de l'information par un prestataire établi sur le territoire belge doit être conforme aux exigences applicables en Belgique.

La libre circulation, sur le territoire belge, des services de la société de l'information fournis par un prestataire établi dans un autre Etat membre n'est pas restreinte en raison des exigences applicables en Belgique ou dans d'autres pays.
Les alinéas 1er et 2 visent les exigences, spécifiques ou générales, relatives aux services de la société de l'information et aux prestataires de ces services. Ils ne visent pas les exigences relatives aux biens en tant que tels, à leur livraison physique ou aux services qui ne sont pas fournis par voie électronique.
Section 3. - Dérogations au principe de libre prestation de services
Art. XII.4. Par dérogation à l'article XII.3, les chapitres III bis, III ter, V bis et V ter de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances restent d'application.
Par dérogation à l'article XII.3, la publicité pour la commercialisation des parts des organismes de placement collectif en valeurs mobilières visés à l'article 105 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers est soumise à la législation du pays de commercialisation.
L'article XII.3 ne s'applique pas :
1° à la liberté des parties de choisir le droit applicable à leur contrat ;
2° en matière d'obligations contractuelles dans les contrats conclus avec des consommateurs ;

494

3° en matière de droit d'auteur et de droits voisins, de droits sur les topographies de produits semi-conducteurs, de droits sui generis sur les bases de données, de droits de propriété industrielle ;
4° en ce qui concerne la validité formelle des contrats créant ou transférant des droits sur des biens immobiliers, lorsque ces contrats sont soumis à des exigences de forme impératives dans l'Etat membre où est situé le bien concerné ;
5° en ce qui concerne l'autorisation des publicités non sollicitées transmises par courrier électronique.
Art. XII.5. 1er. Aux conditions énoncées aux §§ 2 à 5, le Roi fixe, par dérogation aux dispositions de l'article XII.3., les modalités selon lesquelles les autorités qu'Il désigne peuvent prendre des mesures spécifiques restreignant la libre circulation d'un service de la société de l'information fourni par un prestataire établi dans un autre Etat membre.
§ 2. Les mesures visées aux §§ 1er et 6 doivent être :
1° nécessaires pour une des raisons suivantes :
- l'ordre public, en particulier la prévention, les investigations, la détection et les poursuites en matière pénale, notamment la protection des mineurs et la lutte contre l'incitation à la haine pour des raisons de race, de sexe, de religion ou de nationalité et contre les atteintes à la dignité de la personne humaine,
- la protection de la santé publique,
- la sécurité publique, y compris la protection de la sécurité et de la défense nationales,
- la protection des consommateurs, y compris des investisseurs ;
2° adoptées à l'égard d'un service de la société de l'information qui porte atteinte aux objectifs visés au 1° ou qui présente un risque sérieux et grave d'atteinte à ces objectifs ;
3° proportionnelles à ces objectifs.
§ 3. Sans préjudice de la procédure judiciaire, y compris les actes accomplis dans le cadre d'une information ou d'une instruction judiciaires, les autorités visées au § 1er doivent préalablement à l'adoption de toute mesure, demander à l'Etat membre sur le territoire duquel est établi le prestataire concerné de prendre les dispositions nécessaires à la sauvegarde des objectifs visés au § 2, 1°.

§ 4. A défaut pour l'Etat membre concerné de donner suite à cette demande ou de prendre des mesures suffisantes, les autorités visées au § 1er en avisent le juge d'instruction de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.
Elles notifient au préalable leur intention à la Commission européenne ainsi qu'à cet Etat membre.
« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »
495
§ 5. En cas d'urgence, et aux conditions énoncées au § 2, les autorités visées au § 1er peuvent en aviser immédiatement le juge d'instruction, à condition qu'elles notifient ce fait dans les plus brefs délais à la Commission européenne ainsi qu'à l'Etat membre concerné.
§ 6. Le juge d'instruction, lorsqu'il est avisé par les autorités visées au § 1er, conformément aux dispositions du § 2 et des §§ 4 ou 5, peut, par ordonnance motivée, enjoindre aux prestataires, lorsqu'ils sont en mesure de le faire, de suspendre, dans les limites et pour la durée qu'il détermine et qui ne peut excéder un mois, la mise à la disposition du prestataire établi dans un autre Etat membre, de la technique de communication utilisée pour la réalisation des agissements qui mettent en péril ou qui risquent de mettre en péril la sauvegarde des objectifs visés au § 2, 1°.
Le juge d'instruction peut prolonger une ou plusieurs fois les effets de son ordonnance; il doit y mettre fin dès que les circonstances qui l'ont justifiée ont disparu
CHAPITRE 3. - Information et transparence
Art. XII.6. § 1er. Sans préjudice des autres exigences légales et réglementaires en matière d'information, tout prestataire d'un service de la société de l'information assure un accès facile, direct et permanent, pour les destinataires du service et pour les autorités compétentes, au moins, aux informations suivantes :
1° son nom ou sa dénomination sociale ;
2° l'adresse géographique où le prestataire est établi ;
3° ses coordonnées, y compris son adresse de courrier électronique, permettant d'entrer en contact rapidement et de communiquer directement et efficacement avec lui ;
4° le cas échéant, le numéro d'entreprise ;
5° dans le cas où l'activité est soumise à un régime d'autorisation, les coordonnées de l'autorité de surveillance compétente ;
6° en ce qui concerne les professions réglementées :
a) l'association professionnelle ou l'organisation professionnelle auprès de laquelle le prestataire est inscrit,
b) le titre professionnel et l'état dans lequel il a été octroyé,
c) une référence aux règles professionnelles applicables et aux moyens d'y avoir accès ;
7° dans le cas où le prestataire exerce une activité assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée, le numéro d'identification visé à l'article 50 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée ;
8° les codes de conduite auxquels il est éventuellement soumis ainsi que les informations relatives à la façon dont ces codes peuvent être consultés par voie électronique.

496
§ 2. Sans préjudice des autres exigences légales et réglementaires en matière d'indication des prix, lorsque les services de la société de l'information mentionnent des prix, ces derniers sont indiqués de manière claire et non ambiguë et précisent notamment si les taxes et les frais de livraison sont inclus.
Art. XII.7. § 1er. Sans préjudice des autres exigences légales et réglementaires en matière d'information, avant que le destinataire du service ne passe une commande par voie

électronique, le prestataire de services communique, au moins, les informations mentionnées ciaprès, formulées de manière claire, compréhensible et non équivoque :
1° les langues proposées pour la conclusion du contrat ;
2° les différentes étapes techniques à suivre pour conclure le contrat ;
3° les moyens techniques pour identifier et corriger des erreurs commises dans la saisie des données avant que la commande ne soit passée ;
4° si le contrat une fois conclu est archivé ou non par le prestataire de services et s'il est accessible ou non.
§ 2. Les clauses contractuelles et les conditions générales communiquées au destinataire doivent l'être d'une manière qui lui permette de les conserver et de les reproduire.
Art. XII.8. Avant la passation de la commande, le prestataire met à la disposition du destinataire du service les moyens techniques appropriés lui permettant d'identifier les erreurs commises dans la saisie des données et de les corriger.
Art. XII.9. Lorsque le destinataire du service passe une commande par voie électronique, les principes suivants s'appliquent :
1° le prestataire accuse réception de la commande du destinataire sans délai injustifié et par voie électronique ;
2° l'accusé de réception contient, notamment, un récapitulatif de la commande ;
3° la commande et l'accusé de réception sont considérés comme étant reçus lorsque les parties auxquelles ils sont adressés peuvent y avoir accès.
Art. XII.10. Les parties qui ne sont pas des consommateurs peuvent déroger conventionnellement aux dispositions de l'article XII.6, § 1er, 8°, ainsi que des articles XII.7, § 1er, XII.8 et XII.9.
Les dispositions de l'article XII.6, § 1er, 8°, de l'article XII.7, § 1er, de l'article XII.8 et de l'article XII.9, 1° et 2°, ne sont pas applicables aux contrats conclus exclusivement au moyen d'un échange de courriers électroniques.
Art. XII.11. A l'égard des consommateurs, la preuve du respect des exigences prévues aux articles XII.6 à XII.9 incombe au prestataire.
« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »
497
CHAPITRE 4. – Publicité
Art. XII.12. Sans préjudice des autres exigences légales et réglementaires en matière d'information, les publicités qui font partie d'un service de la société de l'information ou qui constituent un tel service répondent aux principes suivants :
1° dès sa réception, la publicité, étant donné son effet global et y compris sa présentation, est clairement identifiable comme telle. A défaut, elle comporte la mention "publicité "de manière lisible, apparente et non équivoque ;
2° la personne physique ou morale pour le compte de laquelle la publicité est faite est clairement identifiable ;
3° les offres promotionnelles, telles que les annonces de réduction de prix et offres conjointes, sont clairement identifiables comme telles et les conditions pour en bénéficier sont aisément accessibles et présentées de manière précise et non équivoque ;
4° les concours ou jeux promotionnels sont clairement identifiables comme tels et leurs conditions de participation sont aisément accessibles et présentées de manière précise et non équivoque.
Art. XII.13. § 1er. L'utilisation du courrier électronique à des fins de publicité est interdite, sans le consentement préalable, libre, spécifique et informé du destinataire des messages.
Sur proposition conjointe du Ministre et du Ministre qui a la Justice dans ses attributions, le Roi peut prévoir des exceptions à l'interdiction prévue à l'alinéa premier.

§ 2. Lors de l'envoi de toute publicité par courrier électronique, le prestataire :
1° fournit une information claire et compréhensible concernant le droit de s'opposer, pour l'avenir, à recevoir les publicités ;
2° indique et met à disposition un moyen approprié d'exercer efficacement ce droit par voie électronique.
Sur proposition conjointe du Ministre et du Ministre qui a la Justice dans ses attributions, le Roi détermine les modalités selon lesquelles les prestataires respectent la volonté du destinataire de ne plus recevoir des publicités par courrier électronique.
§ 3. Lors de l'envoi de publicités par courrier électronique, il est interdit :
1° d'utiliser l'adresse électronique ou l'identité d'un tiers ;
2° de falsifier ou de masquer toute information permettant d'identifier l'origine du message de courrier électronique ou son chemin de transmission.
3° d'encourager le destinataire des messages à visiter des sites internet enfreignant l'article XII.12.

498
§ 4. La preuve du caractère sollicité des publicités par courrier électronique incombe au prestataire.
Art. XII.14. Les publicités qui font partie d'un service de la société de l'information fourni par un membre d'une profession réglementée, ou qui constituent un tel service, sont autorisées, sous réserve du respect des règles professionnelles visant, notamment, l'indépendance, la dignité et l'honneur de la profession ainsi que le secret professionnel et la loyauté envers les clients et les autres membres de la profession.
CHAPITRE 5. - Contrats conclus par voie électronique
Art. XII.15. § 1er. Toute exigence légale ou réglementaire de forme relative au processus contractuel est réputée satisfaite à l'égard d'un contrat par voie électronique lorsque les qualités fonctionnelles de cette exigence sont préservées.
§ 2. Pour l'application du § 1er, il y a lieu de considérer :
- que l'exigence d'un écrit est satisfaite par une suite de signes intelligibles et accessibles pour être consultés ultérieurement, quels que soient leur support et leurs modalités de transmission ;
- que l'exigence, expresse ou tacite, d'une signature est satisfaite dans les conditions prévues soit à l'article 1322, alinéa 2, du Code civil, soit à l'article XII.25, § 4 ;
- que l'exigence d'une mention écrite de la main de celui qui s'oblige peut être satisfaite par tout procédé garantissant que la mention émane de ce dernier.
Art. XII. 16. L'article XII.15 n'est pas applicable aux contrats qui relèvent d'une des catégories suivantes :
1° les contrats qui créent ou transfèrent des droits sur des biens immobiliers, à l'exception des droits de location ;
2° les contrats pour lesquels la loi requiert l'intervention des tribunaux, des autorités publiques ou de professions exerçant une autorité publique ;
3° les contrats de sûretés et garanties fournis par des personnes agissant à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de leur activité professionnelle ou commerciale ;
4° les contrats relevant du droit de la famille ou du droit des successions.
CHAPITRE 6. - Responsabilité des prestataires intermédiaires
Section 1re. - Activité de simple transport
Art. XII.17. En cas de fourniture d'un service de la société de l'information consistant à transmettre, sur un réseau de communication, des informations fournies par le destinataire du service ou à fournir un accès au réseau de communication, le prestataire de services n'est

« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »
499
pas responsable des informations transmises, s'il est satisfait à chacune des conditions suivantes :
1° il n'est pas à l'origine de la transmission ;
2° il ne sélectionne pas le destinataire de la transmission ;
3° il ne sélectionne, ni ne modifie, les informations faisant l'objet de la transmission.
Les activités de transmission et de fourniture d'accès visées à l'alinéa 1er englobent le stockage automatique, intermédiaire et transitoire des informations transmises, pour autant que ce stockage serve exclusivement à l'exécution de la transmission sur le réseau de communication et que sa durée n'excède pas le temps raisonnablement nécessaire à la transmission.
Section 2. - Activité de stockage sous forme de copie temporaire de données
Art. XII.18. En cas de fourniture d'un service de la société de l'information consistant à transmettre, sur un réseau de communication, des informations fournies par un destinataire du service, le prestataire n'est pas responsable au titre du stockage automatique, intermédiaire et temporaire de cette information fait dans le seul but de rendre plus efficace la transmission ultérieure de l'information à la demande d'autres destinataires du service, pour autant que chacune des conditions suivantes soit remplie :
1° le prestataire ne modifie pas l'information ;
2° le prestataire se conforme aux conditions d'accès à l'information ;
3° le prestataire se conforme aux règles concernant la mise à jour de l'information, indiquées d'une manière largement reconnue et utilisée par les entreprises ;
4° le prestataire n'entrave pas l'utilisation licite de la technologie, largement reconnue et utilisée par l'industrie, dans le but d'obtenir des données sur l'utilisation de l'information ;
5° le prestataire agit promptement pour retirer l'information qu'il a stockée ou pour rendre l'accès à celle-ci impossible dès qu'il a effectivement connaissance du fait que l'information à l'origine de la transmission a été retirée du réseau ou du fait que l'accès à l'information a été rendu impossible, ou du fait qu'une autorité administrative ou judiciaire a ordonné de retirer l'information ou de rendre l'accès à cette dernière impossible et pour autant qu'il agisse conformément à la procédure prévue à l'article XII.19, § 3.
Section 3. - Activité d'hébergement
Art. XII.19. § 1er. En cas de fourniture d'un service de la société de l'information consistant à stocker des informations fournies par un destinataire du service, le prestataire n'est pas responsable des informations stockées à la demande d'un destinataire du service à condition :

500
1° qu'il n'ait pas une connaissance effective de l'activité ou de l'information illicite, ou, en ce qui concerne une action civile en réparation, qu'il n'ait pas connaissance de faits ou de circonstances laissant apparaître le caractère illicite de l'activité ou de l'information ; ou
2° qu'il agisse promptement, dès le moment où il a de telles connaissances, pour retirer les informations ou rendre l'accès à celles-ci impossible et pour autant qu'il agisse conformément à la procédure prévue au paragraphe 3.
§ 2. Le paragraphe 1er ne s'applique pas lorsque le destinataire du service agit sous l'autorité ou le contrôle du prestataire.
§ 3. Lorsque le prestataire a une connaissance effective d'une activité ou d'une information illicite, il les communique sur le champ au procureur du Roi qui prend les mesures utiles conformément à l'article 39bis du Code d'instruction criminelle.

Aussi longtemps que le procureur du Roi n'a pris aucune décision concernant le copiage, l'inaccessibilité et le retrait des documents stockés dans un système informatique, le prestataire peut uniquement prendre des mesures visant à empêcher l'accès aux informations.
Section 4. - Obligations en matière de surveillance
Art. XII. 20. § 1er. Pour la fourniture des services visés aux articles XII.17, XII.18 et XII.19, les prestataires n'ont aucune obligation générale de surveiller les informations qu'ils transmettent ou stockent, ni aucune obligation générale de rechercher activement des faits ou des circonstances révélant des activités illicites.
Le principe énoncé à l'alinéa 1er ne vaut que pour les obligations à caractère général. Il n'empêche pas les autorités judiciaires compétentes d'imposer une obligation temporaire de surveillance dans un cas spécifique, lorsque cette possibilité est prévue par une loi.
§ 2. Les prestataires visés au paragraphe 1er ont l'obligation d'informer sans délai les autorités judiciaires ou administratives compétentes des activités illicites alléguées qu'exerceraient les destinataires de leurs services, ou des informations illicites alléguées que ces derniers fourniraient.
Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires, les mêmes prestataires sont tenus de communiquer aux autorités judiciaires ou administratives compétentes, à leur demande, toutes les informations dont ils disposent et utiles à la recherche et à la constatation des infractions commises par leur intermédiaire.
CHAPITRE 7. - Protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel relatifs aux services de la société de l'information
Art. XII.21. Il est interdit :
1° de fabriquer, d'importer, de distribuer, de vendre, de louer ou de détenir à des fins commerciales des dispositifs illicites ;
« Créer les conditions d'un fonctionnement compétitif, durable et équilibré du marché des biens et services en Belgique. »
501
2° d'installer, d'entretenir ou de remplacer à des fins commerciales des dispositifs illicites ;
3° de recourir à la publicité pour promouvoir des dispositifs d'accès conditionnels illicites.
CHAPITRE 8. - Enregistrement des noms de domaine
Art. XII.22. Il est interdit de faire enregistrer, par une instance agréée officiellement à cet effet, par le truchement ou non d'un intermédiaire, sans avoir ni droit ni intérêt légitime à l'égard de celui-ci et dans le but de nuire à un tiers ou d'en tirer indûment profit, un nom de domaine qui soit est identique, soit ressemble au point de créer un risque de confusion, notamment, à une marque, à une indication géographique ou une appellation d'origine, à un nom commercial, à une œuvre originale, à une dénomination sociale ou dénomination d'une association, à un nom patronymique ou à un nom d'entité géographique appartenant à autrui.
Art. XII.23. L'article XII.22 s'applique sans préjudice d'autres dispositions légales et notamment toute disposition légale protégeant les marques, les indications géographiques et appellations d'origine, les noms commerciaux, les œuvres originales et tous autres objets de propriété intellectuelle, les dénominations sociales et dénominations d'associations, les noms patronymiques, les noms d'entités géographiques ainsi que toute disposition légale en matière de concurrence déloyale, pratiques du marché et information et protection du consommateur.
Les litiges découlant du droit à la liberté d'expression ne relèvent pas du champ d'application du présent chapitre.

Chapitre II : Les noms de domaine

Les noms de domaine

Les noms de domaine sont les adresses des sites Internet, comme par exemple www.economie.fgov.be. Ce sont en quelque sorte des outils de communication entre utilisateurs de l'internet.
Les noms de domaine ne sont pas protégés en tant que tels par un droit de propriété intellectuelle. Toutefois, la dénomination qui compose le nom de domaine peut elle-même être protégée par un droit d'auteur, un droit de marque, une appellation géographique ou consister en un nom patronymique, un nom commercial ou une dénomination sociale. L'enregistrement d'un nom de domaine portant sur une telle dénomination peut par conséquent porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers ou à des intérêts légitimes de tiers.
Le règlement de ces atteintes à des droits ou intérêts de tiers sera différent selon que le titulaire du nom de domaine est de bonne foi (il a lui-même un droit ou un intérêt concurrent sur la dénomination enregistrée comme nom de domaine) ou de mauvaise foi (l'enregistrement est effectué pour nuire au tiers qui détient un droit sur la dénomination enregistrée comme nom de domaine). Ce deuxième cas est appelé cybersquatting.

1. Qu'est ce qu'un nom de domaine ?

Définition

Le nom de domaine est une adresse intelligible de pages internet.
Pour pouvoir être visualisées, les pages internet (regroupées généralement en sites Web) doivent être enregistrées sur un ordinateur.
Chaque ordinateur est connecté au réseau internet au moyen d'une adresse IP (*Internet Protocol*) composée d'une suite de chiffres, par exemple « 138.48.9.7 ».
Pour visualiser un site Web, on peut introduire dans son logiciel de navigation l'adresse IP de l'ordinateur qui contient le site Web recherché. Cependant, pour l'internaute, l'utilisation de ces chiffres n'est pas très commode.
Grâce au système des noms de domaine (DNS), les internautes ne doivent pas utiliser l'adresse IP (numérique), difficilement mémorisable, mais une dénomination composée de lettres et/ou de chiffres, plus conviviale, le nom de domaine.
Le système des noms de domaine organise la correspondance automatique entre l'adresse IP et le nom de domaine choisi.

Un exemple

L'entreprise appelée « société » est présente sur Internet. D'une part, par son site Internet: http://www.société.be, d'autre part, par sa messagerie électronique : info@société.be.
Entre ces deux adresses, il y a un élément commun : « société.be ».
Cet élément commun est le nom de domaine.

Les différents éléments de l'adresse

http://www.société.be : l'adresse URL du serveur internet ;
société.be : le nom de domaine ;
société : la dénomination alphanumérique choisie par l'exploitant du site (par exemple un patronyme, un nom d'entreprise, une marque, une dénomination inventée, *etc.*) ;
.be : l'extension (ou suffixe). Cette extension (ou suffixe) est soit territoriale (« .be », « .uk », « .eu » *etc.*) soit liée à la sphère d'activités (« .org », « .int » pour les institutions internationales, « .com » pour les sociétés commerciales, *etc.*).

2.Comment enregistrer un nom de domaine?

Pour enregistrer un nom de domaine, il faut, en général, s'adresser à un agent d'enregistrement agréé par un organisme gestionnaire de noms de domaine.

- Les noms de domaine nationaux (« .be », « .fr », « .nl »...), sont administrés par les organismes nationaux, eux-mêmes accrédités par l'Icann.
    - En Belgique, la gestion des noms de domaine sous « .be » est assurée par l'asbl DNS.be.
    - liste des agents d'enregistrement agréés par DNS.be.
    - Les noms de domaine génériques (« .com », « .org », « .net »...) sont administrés par l'internet Corporation for Assigned Names and Numbers (Icann).
    - Liste des agents d'enregistrement agréés par Icann.
    - Le nom de domaine « .eu » est administré par EURid.
    - Liste des agents d'enregistrement agréés par EURid.

Les agents d'enregistrement sont principalement des prestataires de services internet (ISP, internet Service Provider).
Les conditions, le mode d'enregistrement et les prix diffèrent d'un organisme gestionnaire de nom de domaine à l'autre et par conséquent, d'un agent d'enregistrement agréé à l'autre.
Begin related links

Liens utiles

- ICANN: agents agréés
    - Icann
    - Site de DNS Belgium
    - EURid
    - DNS.be: Agents enregistrés

3. Peut-on choisir n'importe quel nom de domaine?

Vous pouvez choisir le nom de domaine que vous souhaitez, s'il est encore disponible et si vous respectez les conditions d'enregistrement des organismes gestionnaires des noms de domaine.

Disponibilité

Chaque nom de domaine est unique. Dans la plupart des cas, le nom de domaine est attribué selon le principe du « premier arrivé, premier servi », c'est-à-dire que le nom de domaine est attribué au déposant qui a été le plus rapide.
Pour savoir si le nom de domaine choisi est encore disponible, il suffit d'effectuer une recherche dans la base de données des organismes gestionnaires des noms de domaine.
Par exemple, pour savoir si un nom est disponible sous « .be », vous pouvez effectuer une recherche via la fonction 'Whois'. Celle-ci permet non seulement de vérifier la disponibilité d'un nom mais également de vérifier le statut d'un nom de domaine. Si un nom de domaine est enregistré, 'Whois' indique les coordonnées du détenteur ainsi que des informations supplémentaires afférentes à l'enregistrement. Si un nom de domaine n'est pas enregistré, Whois indique que le nom est disponible.
Rechercher un nom de domaine « .be » sur le site de DNS.be.
Rechercher un nom de domaine « .eu » sur le site d'EURid.
Rechercher un nom de domaine générique sur le site d'Icann.

Conditions d'enregistrement des organismes gestionnaires

L'enregistrement d'un nom de domaine doit respecter certaines conditions techniques et juridiques. Il convient donc de lire attentivement les conditions générales fixées par l'organisme gestionnaire.
Les conditions d'enregistrement de DNS.be.
Un nom de domaine ne peut pas être enregistré dans le but de porter atteinte aux droits des tiers, par exemple en enregistrant comme nom de domaine une marque appartenant à un concurrent. La personne préjudiciée par un enregistrement peut se défendre en intentant différents recours.
Begin related links
Liens utiles

- Site de DNS Belgium
    - Icann
    - InterNic: Registry Whois Search
    - EURid

4. Une dénomination sur laquelle j'ai un droit est utilisée comme nom de domaine par un tiers

Il se peut qu'un tiers enregistre comme nom de domaine une dénomination sur laquelle vous avez un droit ou un intérêt.
Vu le grand nombre d'utilisateurs de l'Internet, il est évidemment très fréquent que plusieurs personnes, particuliers ou entreprises, souhaitent enregistrer le même nom de domaine. Par exemple, Monsieur Dupont, simple citoyen belge, la société commerciale luxembourgeoise Dupont, le titulaire français de la marque « *Dupont* » pour des cosmétiques et le titulaire néerlandais de la marque « D U P O N T » pour des eaux-de-vie peuvent tous les quatre souhaiter enregistrer le nom de domaine « dupont.com ».
Comme chaque nom de domaine est unique, le partage d'un nom de domaine est exclu.
Cette règle d'unicité du nom de domaine est à l'origine de nombreux litiges entre le détenteur d'un nom de domaine et des tiers, titulaires ou non d'autres droits. Comme l'Internet est mondial, des titulaires de droits du monde entier peuvent entrer en « collision » sur la toile. Un signe utilisé sur l'Internet est en effet accessible simultanément et immédiatement quel que soit le lieu. Des règles valables dans le monde réel peuvent donc s'avérer inopérantes dans le monde virtuel.
Par exemple, le droit des marques permet la coexistence de signes identiques pour autant qu'il n'y ait pas de risque de confusion quant à l'origine du produit ou du service marqué (territoires de protection différents ou produits et services marqués différents). Cette coexistence n'est techniquement pas possible quand ces signes identiques sont enregistrés comme noms de domaine.
Deux grandes catégories de litiges sont possibles, en fonction de la bonne ou de la mauvaise foi du détenteur du nom de domaine. Pour déterminer si un enregistrement a été fait de mauvaise foi, on pourra tenir compte, par exemple, du fait que le détenteur du nom de domaine a proposé de vendre le nom à un prix très élevé au titulaire de la marque ou du nom commercial ou à un concurrent de celui-ci ou qu'il a tenté d'attirer, à des fins lucratives, les utilisateurs de l'Internet vers son site web.

L'enregistrement par une personne de bonne foi

On vise ici l'hypothèse d'une personne qui a enregistré un nom de domaine sans vouloir porter atteinte aux droits d'une autre personne sur la même dénomination, notamment parce que le titulaire du nom de domaine a lui aussi un droit sur la dénomination en question.

L'enregistrement abusif ou de mauvaise foi

Certains tiers sont des usurpateurs de mauvaise foi. Le caractère unique des noms de domaine a suscité l'intérêt de ces spéculateurs qui enregistrent abusivement des noms de domaine, notamment pour attirer sur leur site les clients des concurrents ou revendre le nom de domaine concerné au titulaire d'un droit sur la dénomination enregistrée, profitant ainsi de la valeur économique du nom de domaine pour ce titulaire.
Cette pratique est appelée le cybersquatting et est prohibée. La victime du cybersquatting peut intenter différents recours.

Le cybersquatting

Le cybersquatting est le fait de faire enregistrer, sans avoir ni droit ni intérêt légitime à l'égard de celui-ci et dans le but de nuire à un tiers ou d'en tirer indûment profit, un nom de domaine qui est identique ou qui ressemble, à une marque, à un nom commercial, à un nom patronymique ou à tout autre dénomination appartenant à autrui.
Le cybersquatting consiste donc à faire enregistrer abusivement un nom de domaine. Cela implique que l'enregistrement du nom de domaine a été effectué de mauvaise foi.
Peuvent notamment constituer la preuve de ce que le nom de domaine a été enregistré de mauvaise foi: l'offre de vendre le nom de domaine, à prix élevé, au titulaire de la marque ou du nom commercial ou à un concurrent de celui-ci; la tentative faite pour attirer, à des fins lucratives, les utilisateurs de l'Internet vers le site web ; l'enregistrement du nom de domaine en vue d'empêcher le titulaire de la marque ou du nom commercial de l'utiliser sous forme de nom de domaine, si cet acte s'inscrit dans un comportement habituel du titulaire du nom de domaine; l'enregistrement du nom de domaine en vue de perturber les opérations commerciales d'un concurrent.
Un large phénomène de spéculation s'est développé autour des noms de domaine qui peuvent avoir une valeur économique parfois très importante. Les premières victimes de ces spéculateurs ont été des grandes entreprises (dont la marque, la dénomination sociale ou le nom commercial était emprunté) ou encore des personnalités du monde politique ou culturel (dont le nom était utilisé).
La pratique des cybersquatteurs consiste à faire enregistrer des noms de domaines dans le but, une fois enregistrés, de les monnayer au prix fort à l'égard de personnes ou de sociétés ayant un droit sur la dénomination choisie comme nom de domaine, ou de profiter de la réputation du nom choisi pour attirer des visiteurs sur leur site.
Tel est par exemple le cas de l'enregistrement du nom de domaine "belgacom.be" par quelqu'un sans rapport avec la firme Belgacom et qui tenterait de négocier la cession de ce nom de domaine à un prix exorbitant.

Les recours

Une procédure judiciaire spécifique

Une action en cessation spécifique a été instaurée par la loi du 26 juin 2003 relative à l'enregistrement abusif des noms de domaine.
Grâce à cette action, le juge peut, comme pour l'action en cessation de droit commun, constater l'existence de l'enregistrement abusif du nom de domaine et en ordonner la cessation.

Cette loi permet au titulaire d'une marque, d'une indication géographique, d'une appellation d'origine, d'un nom commercial, d'une œuvre protégée par le droit d'auteur (un titre de film par exemple), d'une dénomination sociale, d'un nom patronymique ou d'un droit sur le nom d'une entité géographique de récupérer le nom de domaine qui inclurait ces dénominations.
Il faut pour cela que :

- le nom de domaine du détenteur soit identique ou présente une forte ressemblance avec ces dénominations protégées ;
    - le détenteur du nom de domaine n'ait ni droits ni intérêts légitimes en relation avec le nom de domaine ;
    - le nom de domaine du détenteur ait été enregistré ou utilisé de mauvaise foi.

La spécificité de cette action en cessation, par rapport à celle de droit commun est que le juge peut ordonner au titulaire du nom de domaine qu'il radie ou transfère le nom de domaine au demandeur (ou à la personne qu'il désigne).
L'exercice de cette action n'est possible que pour les noms de domaines ".be" ou bien dans les cas où le titulaire du nom de domaine a son domicile ou sa résidence en Belgique.

Les procédures non judiciaires de règlement des litiges

Pour les noms de domaine ".be", DNS.be a mis en place une procédure alternative de règlement des litiges ("ADR" ou Alternative Dispute Resolution)
L'organisme responsable de la résolution du litige est le Centre belge d'arbitrage et de médiation (Cepani).
Pour pouvoir obtenir le transfert du nom de domaine auprès du Cepani, il faut que trois conditions soient remplies :

- le nom de domaine du détenteur est identique ou présente une forte ressemblance avec une marque, une dénomination commerciale, une dénomination sociale ou un nom de société, un toponyme, un nom de personne ou un nom d'entité géographique sur lequel le requérant possède des droits ;
    - le détenteur du nom de domaine n'a ni droit ni d'intérêt légitime en relation avec le nom de domaine ;
    - le nom de domaine du détenteur a été enregistré ou utilisé de mauvaise foi.

La procédure est très rapide et le litige est tranché par un tiers expert en la matière. La décision de ce tiers est publiée sur le site du Cepani. Ensuite, DNS.be radie le nom de domaine ou modifie le nom de son titulaire.
Pour les litiges concernant les noms de domaine ".eu", Eurid a également mis en place une procédure alternative de règlement des litiges. Elle concerne les enregistrements spéculatifs ou abusifs de noms de domaine, c'est-à-dire l'enregistrement de noms de domaine susceptibles d'être confondus avec un nom sur lequel un droit est reconnu et sur lequel le titulaire n'a aucun intérêt légitime ou que le titulaire utilise de mauvaise foi.
Pour résoudre les litiges relatifs à l'enregistrement abusif de noms de domaine génériques (".com", ".int", "org", *etc.*) l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (Icann) a instauré la procédure UDPR (Uniform domain name Dispute Resolution Policy). Cette procédure ne s'applique qu'en cas de litige entre un cybersquatteur et le titulaire d'une marque. Le Centre de médiation et d'arbitrage de l'OMPI est l'un des organismes auprès desquels le litige peut être porté.
Begin related links
Liens utiles

- Cepani
    - EURid
    - Site de DNS Belgium

L'enregistrement d'un nom de domaine par une personne de bonne foi

On vise ici l'hypothèse d'une personne qui a enregistré un nom de domaine sans vouloir porter atteinte aux droits d'une autre personne sur la même dénomination, notamment parce que le titulaire du nom de domaine a lui aussi un droit sur la dénomination en question.
Par exemple, le titulaire d'un nom commercial enregistre un nom de domaine portant sur ce nom alors qu'un tiers est titulaire d'un droit de marque sur la même dénomination. Ou encore, le titulaire de la marque LOTUS pour des biscuits enregistre le nom de domaine lotus.be, même si une autre entreprise peut avoir un droit de marque sur le terme LOTUS, par exemple pour du papier de toilette.
Même dans le cas où le titulaire du nom de domaine n'a a priori aucun droit sur la dénomination, il peut être de bonne foi. Ce sera le cas si l'exploitant d'une petite entreprise qui a enregistré un nom de domaine peut démontrer, grâce à ses projets commerciaux, sa correspondance, des rapports ou d'autres éléments de preuve, qu'il avait véritablement l'intention d'utiliser le nom de bonne foi, sans vouloir nuire au tiers ayant un droit sur la dénomination. Les enregistrements de noms de domaine justifiés par un droit légitime à la liberté d'expression ou par des considérations non commerciales légitimes pourraient également être considérés comme ayant été enregistrés de bonne foi.
Face à un enregistrement du nom de domaine effectué de bonne foi par un tiers, la règle « premier arrivé, premier servi » (qui donne la priorité au premier qui a enregistré le nom de domaine contesté), s'appliquera normalement et le nom de domaine restera détenu par son titulaire de bonne foi. Toutefois, dans certaines hypothèses, le droit des marques, le droit d'auteur, le droit des appellations d'origine, ou la protection légale des noms commerciaux ou patronymiques peuvent donner la prééminence au titulaire du droit concerné, plutôt qu'au titulaire du nom de domaine, même si ce dernier a un droit propre et est de bonne foi.
Dans le cas où le nom de domaine pourrait légalement être conservé par celui qui l'a enregistré, on peut également imaginer que le titulaire du nom de domaine et le titulaire d'un droit sur la dénomination utilisée s'entendent pour limiter le dommage éventuel qui en résulterait pour ce dernier. Par exemple, le site Internet utilisant ce nom de domaine pourrait avertir clairement le visiteur qu'il n'est pas le site web du titulaire de la marque ou du nom commercial concurrents et qu'il n'a pas de relation commerciale avec celui-ci. Le titulaire du nom de domaine pourrait également convenir avec le titulaire du droit concurrent qu'il ne fournira pas les consommateurs se trouvant dans l'Etat dans lequel la marque ou le nom commercial concurrents sont protégés.
L'enregistrement d'un nom de domaine par une personne de mauvaise foi: le cybersquatting.

Chapitre III : La création d'un site web et le commerce électronique

Créer un site internet

- Pourquoi créer un site web ?
- Quelles possibilités s'offrent à moi pour créer un site web ?
- Comment choisir un concepteur pour créer mon site ?
- A quoi dois-je veiller durant les négociations ?
- Comment se présente un contrat de création de site web ?
- Comment définir les missions et les obligations du concepteur ?
- Quelles sont mes obligations ?
- Comment régler la question des droits de propriété intellectuelle ?
- Qu'est-ce qu'une clause de confidentialité ?
- Comment se déroule la procédure de réception ?
- Quel est le contenu des clauses de "garanties et responsabilité" ?
- Comment régler l'évolution et la mise à jour du site ?
- Faut-il prévoir une maintenance ?
- Qu'est-ce qu'un nom de domaine ?
- Comment gérer l'hébergement de mon site ?
- Comment faire connaître mon site via les moteurs de recherche et les annuaires ?
- Quelles sont les limites au contenu de mon site ?

Les informations qui doivent figurer sur les sites de commerce électronique

- Quelles informations dois-je fournir au client avant la commande ?
- Les conditions générales
- Qu'est-ce qu'une politique de respect de la vie privée (privacy policy) ?
- Qu'est-ce qu'un disclaimer ?

Le prix

- Que dit la loi belge sur l'indication des prix ?
- Comment les remises sont-elles réglementées ?

Le Spamming

La signature électronique

La commande en ligne

- Comment éviter que le client commette des erreurs dans sa commande ?
- Comment organiser le processus de commande sur mon site ?
- Quelles informations dois-je fournir au client après la commande ?
- A partir de quand suis-je engagé contractuellement ?

Le paiement

- Quels sont les risques liés à l'utilisation d'une carte de crédit sur internet ?
- Suis-je responsable si quelqu'un passe commande sur mon site en utilisant frauduleusement la carte d'un tiers ?
- Comment permettre le paiement par virement électronique sur mon site ?
- Peut-on proposer le paiement par virement bancaire classique ?
- Puis-je exiger du client un paiement anticipé ?

- Comment garantir la sécurité de mon site ?

La livraison

- Dans quel délai dois-je exécuter la commande ? Quelles sont les conséquences du non-respect de ce délai ?
- Suis-je responsable si le bien s'égare ou est abîmé lors de la livraison ?
- Quelles informations dois-je fournir lors de la livraison ?
- Dans quels cas le client peut-il demander le remboursement ?
- Dans quels délais dois-je le rembourser ?
- Quels services mettre en place pour assister le client en cas de problème ?
- Les frais de livraison
- L'adresse de facturation et de livraison
- Qu'est-ce qu'un dépôt régional

Le droit de rétractation

- Dans quels cas le client dispose-t-il d'un droit de rétractation ?
- Dois-je informer le consommateur de l'existence ou de l'absence de droit de rétractation ? Quelles sont les conséquences d'un défaut d'information à ce sujet ?
- Dans quels délais le consommateur a-t-il le droit de renoncer au contrat ?
- Le consommateur peut-il renoncer au contrat s'il a déjà payé le prix ?
- Puis-je exiger du consommateur une indemnité ou une explication lorsqu'il renonce au contrat ?
- Quelles sont les obligations du consommateur en cas d'exercice de son droit de rétractation ?
- Quelles sont mes obligations lorsque le consommateur renonce au contrat ?

Comment apporter la preuve des transactions ?

- Comment puis-je faire la preuve à l'égard d'un autre commerçant ?
- Comment puis-je faire la preuve à l'égard d'un consommateur ?
- Lorsque je contracte avec un consommateur, quels sont les éléments dont la preuve m'incombe ?
- Un simple e-mail est-il reconnu comme une preuve ?
- Peut-on prouver efficacement au moyen d'un document signé électroniquement ?

La garantie et le service après-vente

- Que prévoit la loi ?
- Quels biens ou contrats sont concernés ?
- Quand le vendeur est-il tenu par la garantie ?
- Que peut exiger le consommateur, du vendeur ?
- Qu'est-ce qu'une garantie commerciale ?
- Quid après ces deux ans ?
- Le délai de garantie de deux ans vaut-il également pour les accessoires ?

Comment résoudre les litiges ?

- Quelle est la juridiction compétente en matière contractuelle ?
- Puis-je prévoir la compétence d'une juridiction déterminée lors de la conclusion d'un contrat ?
- Quelle est la juridiction compétente en matière délictuelle ?
- Quel est le principe établi par la loi sur le commerce électronique ?
- Quelle est la loi applicable aux contrats conclus avec des consommateurs ?

- Puis-je négocier la loi applicable au contrat ?
- Quelle est la loi applicable en cas de délit ?
- Qu'est-ce qu'un mécanisme alternatif de résolution des litiges (ADR) ?
- Quand et comment recourir à ce type de mécanisme ?
- Quels sont les avantages de l'ADR ?
- Puis-je prévoir lors d'un contrat le recours à ce type de mécanisme ?
- Quelle est la valeur d'une décision d'ADR ?

La protection de la vie privée, Le traitement des données à caractère personnel

- Dois-je mettre en place une privacy policy ?
- Qu'est-ce qu'un traitement de données à caractère personnel ?
- Dans quels cas suis-je soumis à l'obligation de déclaration à la Commission de la protection de la vie privée ?
- Comment faire une déclaration à la Commission de la protection de la vie privée ?
- A quelles conditions puis-je traiter des données à caractère personnel ?
- A quelles conditions puis-je collecter des données à caractère personnel ?
- Quelles autres informations puis-je faire figurer sur mon site ?
- A quel moment faut-il informer la personne concernée ?
- Puis-je me fournir en données auprès de tiers ?
- Quelles données puis-je collecter ?
- Quelles techniques puis-je utiliser pour collecter des données à caractère personnel en ligne ?
- Quels sont les droits dont disposent les personnes concernées ?
- Que dois-je faire avec les données recueillies ?
- Puis-je transférer des données à caractère personnel vers un autre pays ?

Les publicités, promotions et concours

- Qu'est-ce qu'une publicité aux yeux de la loi ?
- Comment diffuser mes publicités sur les réseaux ?
- Quelles informations doivent figurer obligatoirement dans mes publicités ?
- Qu'est-ce qu'une publicité trompeuse ?
- A quelles conditions puis-je faire de la publicité comparative sur le internet
- Les titulaires de professions libérales peuvent-ils faire de la publicité sur l'internet ?
- Quelles sont les règles à respecter en matière d'offres promotionnelles, de concours et de jeux promotionnels sur les réseaux ?
- Qu'est-ce qu'une newsletter ?
- La publicité par e-mail
- Quelles informations doivent figurer dans mes publicités par e-mail ?
- Le destinataire peut-il s'opposer à recevoir des publicités par e-mail après avoir donné son consentement ? Comment ?
- Ces principes valent-ils aussi en matière de publicité par SMS ?

Les codes de conduite et les labels

- Qu'est-ce qu'un code de conduite ?
- Qu'est-ce que la labellisation ?

Comment garantir la sécurité de mon site ?

- Quels sont les dangers qui menacent un site web ?
- Quelles sont les techniques d'agression utilisées ?

- Quels sont les différents virus ?
- Qu'est-ce que la criminalité informatique ?
- En quoi consistent les infractions contre la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et systèmes ?
- En quoi consiste le faux en informatique ?
- En quoi consiste la fraude informatique ?
- Quels sont les moyens légaux pour lutter contre la criminalité informatique ?
- Quelles démarches entreprendre si je suis victime de criminalité informatique ?
- Comment identifier l'auteur d'un délit en matière de criminalité informatique ?
- A quels moyens techniques puis-je recourir pour me protéger ?
- Qu'est-ce qu'un firewall ?
- A quoi peuvent servir les fichiers historiques ?
- Comment réaliser les copies de sauvegarde ?
- Comment utiliser les logiciels anti-virus ?
- Dois-je prévoir des moyens de sécurité particuliers si je mets en place un système de paiement en ligne ?
- Comment organiser la sécurité et quel en est le coût ?

1. Créer un site internet

Pourquoi créer un site web ?

La décision de créer un site web peut être motivée par divers objectifs.
En tant que commerçant, vous pouvez vouloir donner une nouvelle dimension à votre activité professionnelle et disposer d'un site qui constituerait en quelque sorte une vitrine virtuelle. A travers celle-ci, vous pourriez en effet fournir un certain nombre de renseignements sur vos biens, votre activité, la localisation de vos magasins, etc. Le site serait alors essentiellement promotionnel et publicitaire. Mais vous pourriez aussi permettre la réalisation de transactions commerciales de telle sorte que l'internaute puisse acheter vos biens (livres, CD's, billets d'avion...) ou bénéficier de vos services (assurance, archivage, conseils...) via votre site.

Quelles possibilités s'offrent à moi pour créer un site web ?

Vous disposez de deux possibilités:

1. soit vous développez vous-même votre site web, ou vous en confiez la réalisation a un de vos employés;
2. soit vous faites appel à une personne extérieure pour concevoir totalement ou en partie votre site web.

Si vous optez pour la première solution, et choisissez donc de vous reposer uniquement sur vos ressources propres pour développer le site, la situation est assez simple juridiquement et ne mérite pas qu'on s'y attarde plus longuement. Soyez attentif à évaluer correctement vos besoins pour déterminer avec précision les moyens humains, techniques et financiers nécessaires à la réalisation du site.
Si vous confiez cette tâche à l'un de vos employés, il est conseillé d'inclure dans son contrat de travail une clause réglant la question des droits d'auteur, moraux et patrimoniaux. En ce qui concerne les droits patrimoniaux, une clause prévoyant la cession de ceux-ci à votre profit vous permettra d'exploiter le site. En ce qui concerne le droit moral, si la loi belge ne permet pas la cession intégrale du droit moral, une cession partielle est possible, en laissant par exemple à votre collaborateur les droits liés à une eventuelle atteinte à son honneur ou sa réputation.
Si par contre vous favorisez la seconde solution, vous confierez à un sous-traitant la prise en charge de toutes les prestations nécessaires à la réalisation du site (vous vous reposerez alors totalement sur lui pour vous fournir une solution globale), voire uniquement de certaines d'entre elles. Tout est question d'espèce et la solution choisie variera en fonction de vos besoins et des moyens que vous êtes prêt à investir pour les satisfaire. Il est également conseillé d'inclure dans le contrat une clause réglant la question des droits d'auteur, moraux et patrimoniaux. En ce qui concerne les droits patrimoniaux, une clause prévoyant la cession (ou à tout le moins une donation en licence) de ceux-ci à votre profit vous permettra d'exploiter le site. De même vous pourez demander que l'auteur renonce partiellement à l'exercice de ses droits moraux.

Comment choisir un concepteur pour créer mon site ?

La création d'un site sur internet est une opération importante qui ne s'improvise pas. Elle doit être le résultat d'une réflexion et d'une étude dans laquelle les besoins auront été clairement définis, de même que les moyens que l'on est prêt à y consacrer. Il vous faut choisir si le site sera une simple carte de visite, reprenant quelques informations de type publicitaire sur votre activité ou si vous voulez qu'il soit aussi de type transactionnel, en quelque sorte une "boutique

virtuelle", permettant aux clients-internautes d'y réaliser des opérations commerciales.
Sur la base de cette analyse, les objectifs à atteindre auront été précisément identifiés et le cahier des charges pourra être rédigé (il s'agit du document qui reprend les objectifs poursuivis, sur base d'un calendrier, et qui quantifie précisément les prestations exigées). Les concepteurs pourront ainsi proposer une ou plusieurs solutions chiffrées.
Pour choisir le prestataire qui répond le mieux à vos attentes, différents critères devront être pris en compte. Nous les citons en vrac mais une gradation peut être établie, en fonction de vos exigences. La compétence technique et artistique du concepteur devra être un critère de sélection déterminant. Vous n'hésiterez pas à demander aux candidats leurs références et l'un ou l'autre exemple de leurs réalisations antérieures. Vous veillerez aussi à ce qu'ils présentent une fiabilité économique (pas de risque de faillite, etc.) et juridique (en ordre en matière fiscale ou administrative), de sorte que leur travail ne risque pas d'être interrompu. Le prix ne devra pas non plus être négligé (mais vous garderez à l'esprit qu'un prix élevé n'est pas toujours synonyme de qualité). Les prestations complémentaires du prestataire devront aussi guider votre choix: prendra-t-il en charge la maintenance, la mise à jour du site, etc. ?
Durant ces étapes d'analyse, de rédaction du cahier des charges et de choix du prestataire, vous pourrez recevoir l'aide d'un consultant, dont l'expérience et les connaissances pourront se révéler fort précieuses, surtout si le projet que vous désirez lancer est ambitieux et complexe.

A quoi dois-je veiller durant les négociations ?

Selon la complexité du projet que vous voulez confier au prestataire, une phase préalable de négociation - plus ou moins longue selon le cas - s'imposera. Durant cette période, vous demeurez libre de rompre les pourparlers, en tous cas tant que le contrat n'a pas été conclu. Vous êtes néanmoins tenu de respecter certaines normes de comportement - les règles de la bonne foi - et si la rupture est jugée abusive, votre responsabilité pourra être engagée. Soyez donc attentif à ne pas laisser croire à votre interlocuteur que vous allez conclure le contrat avec lui alors que vous n'en avez absolument pas l'intention.
Tout au long de ce processus de négociation, chacune des parties est aussi tenue d'informer le partenaire potentiel de divers éléments.
Le concepteur devra ainsi vous communiquer un certain nombre de renseignements, parmi lesquels les caractéristiques techniques d'un site, ses possibilités de développement et d'évolution, les contraintes auxquelles il est soumis, etc. Il doit aussi s'informer auprès de vous pour mieux cerner vos attentes, le cas échéant en vous aidant à les formuler. Votre rôle ne doit pas se limiter à recevoir ces données de manière passive: il est dans votre intérêt de dialoguer avec le prestataire pour lui expliquer ce que vous attendez du site, en fonction des caractéristiques de votre entreprise.
Au-delà de ces renseignements, il peut aussi vous prodiguer ses conseils, en discutant de l'opportunité de telle option envisagée pour la création du site ou en vous indiquant la meilleure approche pour atteindre vos objectifs. Il doit aussi vous mettre en garde, en insistant sur les risques ou problèmes qui pourraient survenir.

Comment se présente un contrat de création de site web ?

Le propos n'est pas de vous présenter un contrat type qui conviendrait à toutes les situations données. Il s'agit uniquement d'aborder les aspects essentiels auxquels vous devrez prêter attention, étant entendu que chaque contrat doit être adapté aux circonstances de l'espèce et que les conseils d'un professionnel ne sont jamais superflus.
Le contrat pourra débuter par un préambule qui situera brièvement les choses. En cas de litige, le juge n'hésitera pas à y recourir pour interpréter la volonté des parties et tâcher de dégager les objectifs poursuivis.

Dans le cœur même du contrat, les aspects suivants devront faire l'objet de l'une ou l'autre disposition contractuelle:

- détermination précise de l'apparence et des caractéristiques du site et définition des obligations du prestataire;
- obligations du client (collaboration et paiement du prix);
- propriété intellectuelle;
- confidentialité;
- procédure de réception;
- garanties et évolution du site.

Il va de soi qu'un calendrier précis devra également être établi, détaillant les dates auxquelles les éléments devront être fournis ou le site réalisé. On peut se limiter à fixer une date butoir ou raisonner plus précisément en déterminant des échéances intermédiaires. En cas de non-respect, diverses pénalités pourraient être infligées au retardataire.
Enfin, le contrat sera généralement complété d'annexes réglant les modalités techniques du projet.

Comment définir les missions et les obligations du concepteur ?

Avant d'énumérer l'une ou l'autre des missions qui pourraient être dévolues au concepteur, il n'est pas inutile de préciser que vous aurez toujours intérêt à définir ces obligations non seulement en termes techniques, mais aussi en termes d'objectifs à atteindre. De cette façon, en cas de litige, si vous estimez que le prestataire n'a pas respecté ses engagements, le contrôle de conformité s'effectuera sur base des spécifications techniques du cahier des charges mais aussi par référence aux fonctions attendues par vous.
Parmi les obligations du concepteur, retenons notamment la conception de la structure du site (taille du site, nombre de pages) et de ses composantes (textes, images, sons, logos, animations, etc.) et la mise au point des programmes nécessaires à sa consultation. Le cas échéant, il faudra préciser si le concepteur est également tenu d'assurer l'hébergement du site, sa promotion, son référencement ou encore l'enregistrement du nom de domaine.
Ces différents aspects seront décrits dans un cahier des charges qui pourra être annexé au contrat.

Quelles sont mes obligations ?

Votre obligation principale est évidemment de payer le prix convenu pour la création du site. A cet égard, différentes formules sont envisageables. Le prix total peut être fixé forfaitairement (un prix global pour l'ensemble du projet). Mais le concepteur pourrait préférer un tarif horaire, surtout si vos besoins semblent vagues ou mal définis. Les paiements pourront être échelonnés, en fonction de l'avancement des travaux et vous n'hésiterez pas à prévoir d'éventuelles sanctions en cas de retard dans l'exécution voire de vous ménager une possibilité de révision du prix.
Outre cette obligation, vous êtes aussi tenu de collaborer avec le prestataire. N'oublions pas que le site à créer est avant tout destiné à satisfaire vos besoins ; votre implication active dans le projet sera dès lors un gage de sa réussite. Vous veillerez donc à fournir au concepteur les informations nécessaires, mais uniquement celles-là: les données pouvant être exploitées par quiconque accède au réseau, on ne peut que vous conseiller de ne pas transmettre des informations qui pourraient nuire à vos intérêts.

Comment régler la question des droits de propriété intellectuelle ?

Compte tenu de votre investissement dans le projet, vous souhaiterez bien souvent obtenir la titularité des droits sur les divers éléments du site créé. Le contrat devra donc prévoir que le concepteur vous cède certains droits. Cette prétention, somme toute assez légitime, devra se concilier avec celle du concepteur qui voudra, quant à lui, protéger ses créations et son savoir-faire et, le cas échéant, les réutiliser à l'avenir. Selon les cas, vous pourrez ainsi disposer d'un droit de reproduction pour mettre en ligne le site et l'exploiter, d'un droit d'adaptation pour le modifier ou le faire évoluer, d'un droit de communication au public ou encore d'un droit de traduction.
Une garantie réciproque contre l'éviction devra aussi être insérée dans le contrat. Par celle-ci, vous garantissez que les éléments fournis au concepteur pour qu'il réalise le site (les droits sur les images, les logos, les textes, les musiques, etc.) ne portent pas atteinte aux droits des tiers. De son côté, le concepteur vous garantit qu'il est titulaire des droits sur les programmes ou les divers éléments qu'il place sur le site. En cas de non-respect de cette clause, la partie fautive devra acquitter les éventuels frais de justice et les indemnités dont elle serait redevable. Elle devra aussi s'engager à obtenir les droits, ou à défaut, à remplacer l'élément litigieux par un autre présentant des caractéristiques similaires. Si cette solution se révèle impossible à réaliser, le concepteur - dans l'hypothèse où il n'a pas rempli son obligation de garantie contre l'éviction devra concevoir un autre site.

Qu'est-ce qu'une clause de confidentialité ?

Au cours du processus de réalisation du site web, vous allez dialoguer avec le concepteur et de nombreuses informations vont ainsi être échangées. Il peut être utile d'insérer une clause de confidentialité qui interdira à chacune des parties de divulguer ou de communiquer certains éléments (données, méthodes, savoir-faire, documents, etc.) dont elle a eu connaissance à l'occasion de l'opération.

Comment se déroule la procédure de réception ?

La "réception du site" sera l'une des échéances importantes prévues dans le calendrier. A l'issue d'une période de contrôles ou de tests, c'est le moment où vous acceptez le site tel que réalisé et où vous déchargez le concepteur de toute responsabilité contractuelle pour la non-conformité du site avec vos attentes (sous réserve d'une éventuelle garantie conventionnelle ou d'un contrat de maintenance).
La méthodologie à suivre pour réaliser ces tests aura fait l'objet de clauses particulières dans le contrat: on peut ainsi prévoir la possibilité de consulter le site en ligne, moyennant un accès restreint et pendant une période déterminée. Ce laps de temps permettra d'apprécier si le site est conforme aux indications du cahier des charges. Concrètement, vous serez attentif à vérifier si les fonctionnalités voulues et les programmes réagissent correctement, si les pages peuvent être lues par les logiciels de navigation traditionnels ou encore si les données sont telles que vous les avez communiquées.

Quel est le contenu des clauses de "garanties et responsabilité" ?

En cas de dommage consécutif à l'utilisation, la consultation ou l'exploitation du site, un responsable devra être trouvé et la rédaction de clauses spécifiques permettra de régler plus facilement cet aspect.
Vous serez tenu de garantir que les informations fournies sont exactes et licites ; si les données transmises au concepteur pour être intégrées sur le site violant les droits des tiers ou certaines dispositions légales (en matière de vente à distance par exemple), votre responsabilité, et elle

seule, sera engagée.
Le concepteur quant à lui essaiera d'insérer l'une ou l'autre stipulation contractuelle tendant à limiter sa responsabilité. Soyez attentif à ce type de clause et veillez à ce qu'il ne s'exonère pas de tout mauvais fonctionnement du site ou de tout dommage subi, mais uniquement en cas de force majeure ou de mauvaise utilisation du site par vous ou un internaute. En cas de fonctionnement inadéquat du site, dû à une erreur ou à un oubli du concepteur, d'importants dommages pourraient en résulter et sa responsabilité pourrait en principe être engagée.
D'autres points pourraient aussi être abordés, tels qu'un plafonnement de la responsabilité ou certaines mesures concernant la sécurité du site.

Comment régler l'évolution et la mise à jour du site ?

Sur le plan technique, les nouvelles technologies, et internet en particulier, ne cessent d'évoluer. Juridiquement, de nouvelles normes sont édictées en la matière. Le site doit rendre compte de ces évolutions, de même qu'il doit s'adapter à vos nouveaux besoins. Concrètement, il devra régulièrement être mis à jour.
Vous pouvez vous charger de cet aspect vous-même, en confiant éventuellement cette tâche à l'un de vos employés, disposant des qualifications requises.
Vous pouvez tout aussi bien recourir à un professionnel. Ce travail pourrait incomber au prestataire dans le cadre du contrat de maintenance, lequel stipulerait qu'il devra adapter le site aux éventuelles modifications légales ou réglementaires, voire le faire évoluer en fonction de vos besoins.

Faut-il prévoir une maintenance ?

Même si un certain nombre de bogues ou d'erreurs auront probablement pu être détectés au cours de la procédure de réception, certains peuvent vous avoir échappé. Pour faire face à ce type d'inconvénients, vous pouvez aussi négocier avec le concepteur la conclusion d'un contrat de maintenance.
Il est conseillé de régler soigneusement cet aspect dans la mesure où le concepteur n'y est pas tenu et où il sera dans votre intérêt d'en bénéficier. Sur cette base, il pourra être stipulé que le concepteur devra corriger les erreurs ou défauts qui n'auraient pas été détectés lors de la phase de réception. A cet égard, vous préférerez une définition fonctionnelle de l'erreur qui serait dès lors comprise comme "tout défaut du site qui ne permet pas d'atteindre les résultats tels que spécifiés contractuellement". En la définissant comme un défaut par rapport aux spécifications techniques du site, vous prenez en effet le risque de devoir énumérer toutes les spécificités et dès lors d'en oublier l'une ou l'autre.
Ces prestations seront soumises au respect de certaines conditions dans votre chef: le concepteur voudra ainsi insérer l'une ou l'autre clause disposant qu'il ne sera pas tenu d'intervenir en cas de force majeure ou si vous avez exécuté une opération non conforme aux consignes d'utilisation. De même, il va de soi que, contrairement à la période de réception, un prix préalablement déterminé devra être acquitté.
Plus d'informations ?

Les clés pour réussir une i

LÉGISLATION Aperçu des obligations réciproques d'une entreprise et de ses pr

Bertrand Vandevelde

Avocat, www.ulys.net

L'informatisation d'une activité ou la migration informatique d'un système existant représente un travail de longue haleine qu'il convient d'anticiper et de ne pas considérer à la légère. En effet, un ordinateur ne peut prendre d'initiatives : il exécute des chaînes d'instructions qui lui ont été encodées, aussi erronées et illogiques soient-elles.

Lorsque la direction d'une entreprise décide d'informatiser, très rares sont les cas où il lui suffit d'acheter des logiciels clefs en main.

La spécialisation des métiers d'une entreprise l'oblige, au minimum, à une paramétrisation de logiciels du marché.

Lorsque les spécificités recherchées sont plus pointues encore, l'entreprise doit souvent faire appel à de la programmation.

Dans les deux cas, même si l'entreprise possède en interne un service informatique très compétent, il convient souvent de faire appel à un professionnel informatique extérieur à l'entreprise et spécialisé dans les logiciels (progiciels ou logiciels ad hoc) capables de répondre aux nouveaux besoins identifiés.

Les deux cas de figure imposent également une parfaite connaissance des besoins de l'entreprise et des solutions possibles. Il convient donc de faire dialoguer les professionnels de l'entreprise et les professionnels informatiques qui devront traduire les attentes en lignes de code.

Face à une relation contractuelle à naître, il convient, pour l'entreprise mais également pour le professionnel externe, de ne pas s'engager dans une relation mal dégrossie.

Les conséquences informatiques et juridiques pourraient rapidement être catastrophiques. Dans le chef du professionnel externe, le dialogue se divise en quatre grandes obligations précontractuelles et contractuelles : le devoir de renseignement, le devoir de mise en garde, le devoir de conseil et l'obligation de délivrer une chose conforme.

Dans le chef de l'entreprise, le devoir de collaboration est présent à tous les stades précédant une mise en production.

LE DEVOIR DE RENSEIGNEMENT

Ce devoir aboutit habituellement à la rédaction d'un cahier des charges. Ce dernier est la mise sur papier : des objectifs de l'entreprise, de leur traduction en besoins informatiques, des solutions possibles renseignées par le professionnel externe, des solutions préconisées en fonction de la spécificité de l'entreprise, des coûts engendrés ainsi que des garanties qui peuvent être fournies.

L'important dans cette étape est de « parler la même langue ». Les décisionnaires doivent être capables d'exprimer correctement leurs objectifs (actuels et futurs) ; les techniciens doivent être capables de les traduire. Ensuite, les techniciens doivent être capables de renseigner en termes compréhensibles les solutions envisageables.

La seconde chose importante est d'aboutir à l'exhaustivité et de s'assurer de l'exactitude des besoins exprimés et des solutions à apporter.

LE DEVOIR DE MISE EN GARDE

L'informatique ne peut pas tout. Le professionnalisme du prestataire extérieur se mesurera souvent à sa capacité à freiner l'entreprise lorsqu'il est impératif de le faire. Il convient pour le professionnel informatique de ne pas promettre l'impossible pour rencontrer l'enthousiasme d'un entrepreneur aux mille idées.

Un entrepreneur mis en garde pourra faire les bons choix et décider d'accepter de réformer ses objectifs lorsque leur réalisation est, par exemple, impossible ou trop chère pour être accomplie totalement.

LE DEVOIR DE CONSEIL

Ce devoir est l'aboutissement des deux autres. Après avoir renseigné et mis en garde l'entreprise, le professionnel externe doit indiquer la meilleure voie pour cette dernière. Il ne s'agit pas de la plus simple ou de la moins onéreuse mais de celle qui convient le mieux à l'organisation future de l'entreprise. Le devoir de conseil est celui qui permettra de combiner à long terme : minimalisation des coûts et maxi-

Il convient, pour l'entr pour l'informaticien e s'engager dans une re

MÉTÉO

En Belgique aujourd'hui

Sur le sud-est du territoire, la nébulosité sera abondante avec un peu de pluie. Sur le quart Nord-Ouest, les cumulus éclateront localement en averses. Partout ailleurs il

MONITEUR

74 140

03/09/2008

informatisation

estataires informatiques.

Thibaud Verbiest

Avocat, www.ulys.net

misation de la capacité de production, dans une mise en œuvre réaliste. Le devoir de conseil doit donc perdurer durant la phase contractuelle, lorsque les tests montrent que des éléments imprévisibles obligent à refondre la stratégie préconisée.

Sans considérer les professionnels de l'informatique comme des devins, il convient de juger leur professionnalisme à l'aune de leur capacité à proposer à chaque instant des solutions pertinentes, efficaces, modulables et pérennes.

eprise mais également (terne, de ne pas lation mal dégrossie.

L'OBLIGATION DE DÉLIVRER UN PRODUIT UTILISABLE

L'informatisation est avant tout affaire de spécialistes. Si le processus restait dans leurs hautes sphères, il est quasiment certain que la productivité ne pourrait être améliorée par l'informatisation. En effet, les lignes de codes doivent pouvoir être manipulées par des opérateurs.

La jurisprudence a donc dégagé un devoir supplémentaire dans le chef du professionnel informatique : celui de délivrer des solutions directement utilisables par leurs destinataires (CA Montpellier, 9 mars 2004, Sté Darty Provence Méditerranée Ouest c/MT).

LE DEVOIR DE COLLABORATION

Une informatisation repose avant tout sur un dialogue et une réciprocité des intérêts.

L'entreprise doit donc être capable, à chaque stade du processus d'informatisation, de clairement rappeler ses objectifs, de répondre aux questions du prestataire et de valider les propositions reçues en retour.

Le devoir de collaboration se concentre donc avant d'injecter les données dans la « machine à informatiser » qu'est le prestataire externe et après que cette dernière eut digéré les problèmes pour préconiser des solutions, lorsqu'il s'agit de décider donc.

MISE EN ŒUVRE DES DEVOIRS

Les devoirs sont (sauf choix contractuel contraire) des obligations de moyens.

Lorsqu'un aléa surgit, il peut provoquer des dysfonctionnements importants. Dans ce cas précis, le professionnel informatique ne devrait être tenu pour responsable (CA Toulouse, 25 janvier 2001, Société France réseaux systèmes c/SARL Actipole).

Les devoirs sont logiquement à moduler en fonction du type d'informatisation et de l'implication du prestataire. Ainsi lorsqu'il s'agit « seulement » de paramétrer, les devoirs du prestataire sont de moindre importance que lorsqu'il s'agit de programmer. Le degré de difficulté technique détermine donc l'étendue de l'obligation qui pèse sur le prestataire (CA Paris, 30 septembre 2004, Atac, Isms/SAP, Ineum Consulting).

Le degré de collaboration de l'entreprise conditionne également les devoirs du prestataire. Même en l'absence de connaissances informatiques du client, ce dernier doit pouvoir expliquer ses besoins en des termes suffisamment précis que pour pouvoir être traduits en solutions techniques (Trib. Comm. Paris, 05 mai 2004, Sté Peyre c/Sté Silog, Silmo).

CONCLUSION

L'informatisation d'une entreprise repose sur une mise en œuvre équilibrée des devoirs de chacun des intervenants.

Afin de minimiser les problèmes, le choix d'interlocuteurs compétents est la meilleure option vers la réussite. ◇

éclateront localement en averses. Partout ailleurs il

Quelques choses particulières

8. Comment régler le sort des droits de propriété intellectuelle ?

Compte tenu de votre investissement dans le projet, vous souhaiterez bien souvent obtenir la titularité des droits sur les divers éléments du site créé. Le contrat devra donc prévoir que le concepteur vous cède certains droits (voy. *infra*, n° 60 : La cession du droit d'auteur). Cette prétention, somme toute assez légitime, devra se concilier avec celle du concepteur qui voudra, quant à lui, protéger ses créations et son savoir-faire et, le cas échéant, les réutiliser à l'avenir. Selon les cas, vous pourrez ainsi disposer d'un droit de *reproduction* pour mettre en ligne le site et l'exploiter, d'un *droit d'adaptation* pour le modifier ou le faire évoluer, d'un *droit de communication au public* ou encore d'un *droit de traduction* (voy. *infra*, n os 54 et s.).

Une garantie réciproque contre l'éviction devra aussi être insérée dans le contrat. Par celle-ci, vous garantissez que les éléments fournis au concepteur pour qu'il réalise le site (les droits sur les images, les logos, les textes, les musiques, etc.) ne portent pas atteinte aux droits des tiers. De son côté, le concepteur vous garantit qu'il est titulaire des droits sur les programmes ou les divers éléments qu'il place sur le site. En cas de non-respect de cette clause, la partie fautive devra acquitter les éventuels frais de justice et les indemnités dont elle serait redevable. Elle devra aussi s'engager à obtenir les droits, ou à défaut, à remplacer l'élément litigieux par un autre présentant des caractéristiques similaires. Si cette solution se révèle impossible à réaliser, le concepteur – dans l'hypothèse où il n'a pas rempli son obligation de garantie contre l'éviction – devra concevoir un autre site (voy. *infra*, n° 77).

9. Qu'est-ce qu'une clause de confidentialité ?

Au cours du processus de réalisation du site web, vous allez dialoguer avec le concepteur et de nombreuses informations vont ainsi être échangées. Il peut être utile d'insérer une clause de confidentialité qui interdira à chacune des parties de divulguer ou de communiquer certains éléments (données, méthodes, savoir-faire, documents, etc.) dont elle a eu connaissance à l'occasion de l'opération.

10. Comment se déroule la procédure de réception ?

La "réception du site" sera l'une des échéances importantes, prévue dans le calendrier. A l'issue d'une période de contrôles ou de tests, c'est le moment où vous acceptez le site tel

PT 142

que réalisé et où vous déchargez le concepteur de toute responsabilité pour la non-conformité du site avec vos attentes (sous réserve d'une éventuelle garantie conventionnelle ou d'un contrat de maintenance).

La méthodologie à suivre pour réaliser ces tests aura fait l'objet de clauses particulières dans le contrat : on peut ainsi prévoir la possibilité de consulter le site en ligne, moyennant un accès restreint et pendant une période déterminée. Ce laps de temps permettra d'apprécier si le site est conforme aux indications du cahier des charges. Concrètement, vous serez attentif à vérifier si les fonctionnalités voulues et les programmes réagissent correctement, si les pages peuvent être lues par les logiciels de navigation traditionnels ou encore si les données sont telles que vous les avez communiquées.

11. Quel est le contenu des clauses de "garanties et responsabilité" ?

En cas de dommage consécutif à l'utilisation, la consultation ou l'exploitation du site, un responsable devra être trouvé et la rédaction de clauses spécifiques permettra de régler plus facilement cet aspect.

Vous serez tenu de garantir que les informations fournies sont exactes et licites ; si les données transmises au concepteur pour être intégrées sur le site violent les droits des tiers ou certaines dispositions légales (en matière de vente à distance par exemple), votre responsabilité, et elle seule, sera engagée.

Le concepteur quant à lui essaiera d'insérer l'une ou l'autre stipulation contractuelle tendant à limiter sa responsabilité. Soyez attentif à ce type de clause et veillez à ce qu'il ne s'exonère pas de tout mauvais fonctionnement du site ou de tout dommage subi, mais uniquement en cas de force majeure ou de mauvaise utilisation du site par vous ou un internaute. En cas de fonctionnement inadéquat du site, dû à une erreur ou à un oubli du concepteur, d'importants dommages pourraient en résulter et sa responsabilité pourrait en principe être engagée.

D'autres points pourraient aussi être abordés, tels qu'un plafonnement de la responsabilité ou certaines mesures concernant la sécurité du site.

12. Comment régler l'évolution et la mise à jour du site ?

Sur le plan technique, les nouvelles technologies, et Internet en particulier, ne cessent d'évoluer. Juridiquement, de nouvelles normes sont édictées en la matière. Le site doit rendre compte de ces évolutions, de même qu'il doit s'adapter à vos nouveaux besoins. Concrètement, il devra régulièrement être mis à jour.

Vous pouvez vous charger de cet aspect vous-même, en confiant éventuellement cette tâche à l'un de vos employés, disposant des qualifications requises.

Vous pouvez tout aussi bien recourir à un professionnel. Ce travail pourrait incomber au prestataire dans le cadre du contrat de maintenance (sur ce point, voy. *infra*, n° 13), lequel stipulerait qu'il devra *adapter* le site aux éventuelles modifications légales ou réglementaires, voire le faire *évoluer* en fonction de vos besoins.

13. Faut-il prévoir une maintenance ?

Même si un certain nombre de bogues ou d'erreurs auront probablement pu être détectés au cours de la procédure de réception, certains peuvent vous avoir échappé. Pour faire

~~82~~ M 3

face à ce type d'inconvénients, vous pouvez aussi négocier avec le concepteur la conclusion d'un contrat de maintenance.

Il est conseillé de régler soigneusement cet aspect dans la mesure où le concepteur n'y est pas tenu et où il sera dans votre intérêt d'en bénéficier. Sur cette base, il pourra être stipulé que le concepteur devra *corriger* les erreurs ou défauts qui n'auraient pas été détectés lors de la phase de réception. A cet égard, vous préférerez une définition fonctionnelle de l'erreur qui serait dès lors comprise comme "tout défaut du site qui ne permet pas d'atteindre les résultats tels que spécifiés contractuellement". En la définissant comme un défaut par rapport aux spécifications techniques du site, vous prenez en effet le risque de devoir énumérer toutes les spécificités et dès lors d'en oublier l'une ou l'autre.

Ces prestations seront soumises au respect de certaines conditions dans votre chef : le concepteur voudra ainsi insérer l'une ou l'autre clause disposant qu'il ne sera pas tenu d'intervenir en cas de force majeure ou si vous avez exécuté une opération non conforme aux consignes d'utilisation. De même, il va de soi que, contrairement à la période de réception, un prix préalablement déterminé devra être acquitté.

83 144

A certains égards, on se retrouve sans doute aujourd'hui à une période un peu semblable à celle qui vit le développement du droit des « contrats informatiques », fait d'un mélange de tâtonnements, d'essais et erreurs, de rappels des règles de base et de décisions jurisprudentielles de principe[6]…

IDENTIFICATION DES PARTIES ET PREAMBULE

Un préambule sera souvent utile pour l'interprétation du contrat en cas de litige et la compréhension par le tribunal des objectifs de chacune des parties.

Exemple :

CONTRAT DE CREATION D'UN SITE WEB

N° ref. contrat: ……

Entre ……
ayant son siège social ……
~~Registre de Commerce de~~ N° d'entreprise ……, n° ……,
n° TVA ……,

valablement représentée par ……
en sa qualité de ……
ci-après désignée « **le prestataire** »,

d'une part,

Et ……
ayant son siège social ……
……
……
Registre de Commerce de ……, n° ……,
n° TVA ……,
valablement représentée par ……
en sa qualité de ……
ci-après désignée « **le client** »,

d'autre part,

Il a préalablement été exposé ce qui suit :

[6] Les contrats Internet présentent sans doute un facteur de complication, en ce qu'il ont souvent – encore que ce sera plus rarement le cas pour des contrats de création de site - un caractère transnational (d'où les questions relatives à la juridiction compétente et à la loi nationale applicable).

~~83~~ 145

1. Le client souhaite disposer d'un site Internet, et charge le prestataire de la création et de la réalisation de son site.
2. Le prestataire accepte cette mission, aux conditions prévues par la présente Convention.
3. (*expliquer contexte général et objectifs du client*)
   .....
   .....
   .....

Il a ensuite été convenu ce qui suit:
....

Article 1 : Objet de la convention

Exemples :

> *Le prestataire est chargé par le client de concevoir, de créer et de réaliser un site Web, destiné à être accessible aux utilisateurs sur le réseau internet, aux conditions et suivant le calendrier prévus par la présente Convention et par ses annexes. Les annexes, dont l'offre de prix formulée par le prestataire, font partie intégrante du contrat, et peuvent contenir des dérogations et limitations aux clauses prévues dans la présente Convention.*

ou

> *Le client a confié au concepteur, en exclusivité et dans les termes et conditions de la présente convention, la mission de concevoir et de réaliser un site internet accessible sur le World Wide Web.*

Il sera parfois très utile de compléter ce premier article par la définition des termes les plus importants utilisés dans le contrat, comme par exemple les notions de version provisoire ou définitive du site, d'informations confidentielles, de maintenance et de support, etc…[7]

Article 2 : Missions du prestataire

Avec cet article, on entre dans le cœur même du sujet. Il est important de lister les missions qui seront accomplies, et, pour la clarté, d'énumérer celles qui ne le seront pas – ceci d'autant plus que, comme indiqué *supra*, un même prestataire peut parfois rendre différents services et qu'il est important que les parties tombent d'accord sur les services qui font l'objet du contrat.

Exemple :

[7] Exemple de clause : « *Pour les besoins de la présente convention, les termes suivants auront la signification définie ci-après : ....* »

Le prestataire se chargera de la création et de la réalisation du site.

Ses missions comprennent notamment :

- *la conception de la structure du site,*
- *la conception graphique des pages web du site,*
- *la numérisation, l'adaptation et les modifications nécessaires des images, textes, sons et données utilisés,*
- *la programmation nécessaire pour la consultation et le fonctionnement du site,*
- *le tout conformément à ce que prévoient les annexes à la présente Convention.*

Ses missions ne comprennent pas : (suivant le cas)

- *les missions de promotion du site et de son référencement, l'hébergement, l'enregistrement du nom de domaine, la maintenance, la sécurisation, la connectivité, l'étude de faisabilité et de rentabilité, etc.*

Il est important de tenir compte du fait que le client doit pouvoir apporter des modifications à la commande initiale et, après que le site aura été achevé (et que le contrat sera venu à échéance), doit pouvoir faire évoluer son site au fil du temps.

Exemple :

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de initiële versie en de verdere ontwikkelingen:

1.3. Onder "verdere ontwikkeling" horen alle correcties, functionaliteiten en diensten die op verzoek van KLANT moeten worden toegevoegd aan de creatie van de basisversie van de KLANT-Website zoals beschreven in bijlage, hiertoe aangehecht en in deze overeenkomst geïntegreerd door deze verwijzing.

1.4. Voor de Verdere Ontwikkelingen zoals beschreven in paragraaf 1.3 wijst KLANT aan XXX Deelopdrachten toe op grond van offertes die XXX telkens zal uitbrengen en die door KLANT na overleg formeel moeten worden aanvaard. In deze offertes en Deelopdrachten zal telkens de inhoud van de ontwikkeling voldoende gedetailleerd worden beschreven, zullen het aantal uren ontwikkeling en de hard- en softwarekosten zo precies mogelijk worden geraamd.

Article 3 : Collaboration des parties/du client

Même si l'obligation de collaboration entre les parties est généralement admise en jurisprudence dans le secteur des contrats informatiques, une clause expresse, en guise de rappel, peut être utile, essentiellement pour en préciser la portée ainsi que pour prévoir une sanction en cas de déficience.

Exemples :

AAA en BBB zullen samenwerken in een geest van wederzijdse loyauteit en geen daden plegen of verklaringen afleggen die in contradictie zouden zijn met de doelstellingen van deze overeenkomst of die de handelsaktiviteit van de andere zouden discrediteren of bemoeilijken.

Le client veillera à fournir tous les éléments et informations nécessaires ou utiles à la création du site dans les meilleurs délais à compter de la date de signature de la présente convention. Il collaborera avec le prestataire en vue d'assurer la bonne exécution de la convention, notamment en y allouant les moyens et le personnel nécessaire, en désignant un chef de projet et en répondant promptement aux interrogations du prestataire.
A défaut pour le prestataire de recevoir les documents et informations du client dans les délais et formats prévus, il se réserve le droit d'informer le client de ce que les délais et échéances convenus sont postposés à due concurrence.

The CLIENT shall make available to XXX all necessary materials, electronic media, files, data and information to allow XXX to create the CLIENT's Web site(s), as specified in Annex I.

Article 4 : Acceptation (réception) et calendrier

L'établissement d'un calendrier précis et son respect sont souvent un élément essentiel de tout contrat d'entreprise. Il sera essentiel de prévoir l'établissement d'une version provisoire (version « béta »), une phase de test, la possibilité de demander des modifications, une procédure de validation par réception (du cahier des charges, de la ligne graphique adoptée, d'une maquette et enfin de la version définitive). Il sera également utile de prévoir des réunions d'évaluation régulières, avec des procès-verbaux de réunion signés, des délais pour faire des remarques et des acceptations à défaut de remarque de ces procès-verbaux.

Exemple :

Le calendrier de réalisation des travaux est fixé en annexe.

Le prestataire veillera à respecter autant que possible ce calendrier, qui reste cependant indicatif. En cas de retard, le client ne pourrait décider de mettre fin à la mission du prestataire qu'à défaut pour celui-ci d'avoir pris, dans les 20 jours à dater de la réception d'un envoi recommandé du client l'invitant à ce faire, les mesures nécessaires à rattraper, autant que possible, le retard pris.

Sauf disposition contraire prévue par le calendrier ou les annexes:

1. *le client dispose de X jours à dater de la réception de la version provisoire pour faire part au prestataire de ses observations. Passé ce délai, la version provisoire remise sera considérée comme constitutive d'une version finale;*
2. *le prestataire dispose de X jours pour procéder aux éventuels amendements nécessités par les observations notifiées en temps utile par le client sur la version provisoire;*
3. *le client dispose de X jours pour formuler de nouvelles observations. Passé ce délai, la version amendée est considérée comme constitutive d'une version finale;*
4. *le prestataire dispose d'un ultime délai de X jours pour finaliser le Site.*

Pour être valable, toute réclamation sur la version finale doit être adressée par écrit au prestataire au plus tard dans les X jours qui suivent la remise de ladite version finale. Passé ce délai, le travail et la livraison sont considérés comme étant entièrement acceptés par le client.

Article 5 : Prix et paiement

Ces articles, évidemment essentiels, n'appellent pas de commentaires particuliers. Logiquement, on prévoira un échelonnement des paiements, fractionnés et effectués au fur et à mesure de l'état d'avancement des travaux, en indiquant à l'avance le coût des suppléments éventuels et des possibilités de révision, les conditions générales de facturation, les éventuelles pénalités de retard, la charge des frais, etc. …

Article 6 : Droits intellectuels

Le client souhaitera généralement disposer d'un maximum de droits sur les résultats, de garanties quant au caractère licite et autorisé des apports du prestataire (avec possibilités de recours contre ce dernier en cas de réclamation d'un tiers), et de la liberté la plus grande possible de continuer, à l'issue du contrat, lui-même ou en faisant appel à un tiers, la mise à jour et l'évolution du site en fonction des besoins (d'où l'importance de la remise des sources et de la documentation – *cf. infra*).

Le prestataire souhaitera quant à lui généralement conserver son savoir-faire et pouvoir le réutiliser et soit avoir des garanties quant au caractère licite des éléments apportés par le client soit bénéficier d'une exonération de responsabilité complète à cet égard.

De manière générale, il faudra bien distinguer les apports du client (y compris ce qui appartient éventuellement à des tiers) des apports et créations du prestataire (qui seront les logiciels standards et/ou appartenant à des tiers, les logiciels et créations spécifiques, du freeware, etc).

Exemples (parmi beaucoup d'autres) :

97 149

3.1. AAA waarborgt dat het beschikt over de auteursrechten in de ruimste zin, licenties of gebruiksrechten betreffende de grafische ontwikkeling, de besturing-, webserver en database software met betrekking tot de Opdracht, en waarborgt dat KLANT hierover nooit op enige manier kan worden aangesproken.

3.2. Naarmate van de ontwikkeling van de Site, draagt AAA aan KLANT, systematisch het geheel der patrimoniale auteursrechten (op de ontwikkelingen, programmamodules, data bestanden, grafieken, teksten, tekeningen, beelden, functionaliteiten en andere elementen die specifiek voor KLANT werden ontworpen in het raam van onderhavige overeenkomst) over.

3.3. Behoudens de uitzonderingen voorzien in 3.4. draagt AAA de broncodes en de relevante informatie betreffende de eigen grafische en Software-Ontwikkelingen van AAA in het kader van de Opdracht, over aan KLANT. Deze overdracht is uiteraard beperkt tot de door AAA zelf of in opdracht van AAA gedane ontwikkelingen, met uitsluiting van ontwikkelingen van derden die in de AAA -ontwikkelingen zijn geintegreerd.

3.4. Uitzonderlijk kan bepaalde door AAA voor derde partijen ontwikkelde software die niet onder het toepassingsgebied van artikel 3.3. valt ook voor KLANT van nut blijken. Mocht dit het geval zijn, zal AAA deze software aan KLANT in licentie geven voor de duur van de overeenkomst. AAA garandeert de geldigheid van de licenties en verklaart uitdrukkelijk dat de licenties geen inbreuk zullen vormen op enige licentie toegestaan aan derde partijen. Elke licentie zal het voorwerp uitmaken van een schriftelijke melding aan KLANT toegestuurd per aangetekende brief. De licenties zullen royalty-vrij zijn. Indien KLANT wenst deze licenties ook na het verstrijken van de overeenkomst te gebruiken, zal hierover met AAA een specifieke overeenkomst worden gesloten die ook een redelijke vergoeding zal vastleggen.

3.5. KLANT waarborgt dat het beschikt over alle auteurs- en andere rechten betreffende de informatie en de advertenties die op de KLANT-Website laat opnemen en waarborgt dat AAA hierover nooit op enige wijze kan worden aangesproken.

3.6. AAA garandeert bovendien dat alle elementen of gegevens die door haar geleverd of gebruikt worden voor de ontwikkeling van de Site, geen inbreuk plegen op rechten van derden, zoals ondermeer het recht op de persoonlijke levensfeer, het recht op eer, enz.

6.1. Logiciels

Logiciels spécifiques : A la fin de la présente Convention et à condition du paiement intégral du prix convenu, le client bénéficiera d'un droit non exclusif et non transmissible d'utiliser gratuitement, pour tous pays et sans limitation de durée, les logiciels et/ou fonctionnalités spécifiquement développés par le prestataire pour le client, dans toute la mesure nécessaire au fonctionnement du Site et à sa consultation par les utilisateurs d'Internet, ainsi que pour les modifications ou adaptations ultérieures nécessaires que le client pourrait vouloir y apporter ou y faire apporter, par le prestataire et/ou pour son compte par un tiers. A cette fin, le prestataire remettra au client, si celui-ci en fait la demande, un exemplaire desdits logiciels et fonctionnalités spécifiques en format digital. Le code, dont les droits restent la propriété du prestataire, ne pourra cependant être cédé, vendu ou communiqué à un tiers par le client à d'autres fins que pour les besoins d'adaptation ou d'amélioration du site pour le compte du client.

Logiciels standard : La présente Convention ne pourra être interprétée comme conférant au client un droit de propriété quel qu'il soit sur les logiciels standards utilisés par le prestataire pour l'exécution de la présente Convention, ainsi que sur les logiciels disponibles sur le marché et nécessaires pour l'hébergement du site ou pour son bon fonctionnement, tels que moteurs de recherche, application de bases de données, etc., pour lesquels le prestataire bénéficie d'un droit d'utilisation du titulaire des droits. Si le client décide ultérieurement de faire héberger le Site sur le serveur d'un tiers, il sera seul responsable de veiller à ce que ce tiers bénéficie du droit d'utiliser ces mêmes applications.

6.2. Autres créations réalisées par le prestataire

Les créations réalisées par le prestataire spécifiquement pour le client en exécution de la présente Convention, autres que les logiciels visés ci-dessus, notamment la structure du Site, la création éventuelle de bases de données, la création du design, des pages *html* et des éléments graphiques du Site deviendront la propriété du client dès le paiement de l'intégralité des montants dus au prestataire.

6.3. Savoir-faire

Le prestataire reste propriétaire du savoir-faire développé ou utilisé à l'occasion de l'exécution de la présente Convention et libre de l'utiliser pour toute autre fin, notamment pour la réalisation d'autres sites Web. Il pourra notamment, à ces fins, réutiliser librement les éléments logiciels et le code développés spécifiquement pour le client.

6.4. Garantie

Le prestataire garantit le client contre toute réclamation éventuelle d'un tiers prétendant avoir un droit intellectuel sur tout ou partie des logiciels et/ou fonctionnalités spécifiques ou des créations réalisées par le prestataire, sauf si la réclamation porte sur un élément ou une donnée fournie par le client au prestataire en vue de la création du Site. A condition que le client informe immédiatement et complètement le prestataire d'une telle réclamation, le prestataire

~~95~~ 150

l'assistera dans sa défense, prendra en charge ses éventuels frais de justice dans le cadre de la procédure intentée par ledit tiers (à l'exclusion des frais d'avocats) ainsi que les éventuelles indemnités auxquelles serait condamné le client en raison de l'usage des logiciels, fonctionnalités spécifiques ou autres créations, à concurrence au maximum du prix payé par le client en exécution de la présente Convention. Le prestataire devra avoir la maîtrise de la procédure et de la négociation, et pourra remplacer l'élément litigieux par toute autre solution présentant substantiellement les mêmes caractéristiques, que le prestataire mettra à la disposition du client.

6.5. Eléments et données fournis par le client
Le client garantit qu'il dispose de tous les droits et/ou autorisations nécessaires, et qu'il tiendra le prestataire indemne contre toute réclamation éventuelle d'un tiers qui prétendrait avoir un droit intellectuel ou industriel sur l'un quelconque des éléments, notamment de tous textes, images, logos, graphiques, photos, films audio ou vidéo, fichiers, logiciels, bases de données que le client a chargé le prestataire d'intégrer dans le Site ou d'utiliser pour sa conception, et ce pour toutes les utilisations par le prestataire de ces éléments prévues par la présente Convention et ses annexes. Le client reste propriétaire des éléments et données fournis par lui.

Quant à la question de l'accès aux sources, le « droit de sortie » et la remise des documents par le prestataire méritent une attention particulière.

Exemples :

Indien KLANT beslist een einde te stellen aan onderhavige overeenkomst nadat de Site in zijn "initiële versie" gerealiseerd werd door XXX en de maintenance, de updating en/of aanpassingen van de Site, of noch de "verdere ontwikkelingen", zelf of door toedoen van een derde te realiseren, zal KLANT vrij zijn dit te doen mits schriftelijke kennisgeving hiervan aan XXX, een maand op voorhand. XXX verbindt zich hiertoe niets in de weg te leggen en indien noodzakelijk de informatie gegevens en noodzakelijke ondersteuning hiertoe te leveren.

Behoudens de uitzonderingen voorzien in 3.4. draagt AAA de broncodes en de relevante informatie betreffende de eigen grafische en Software-Ontwikkelingen van AAA in het kader van de Opdracht, over aan de KLANT. Deze overdracht is uiteraard beperkt tot de door AAA zelf of in opdracht van de KLANT gedane ontwikkelingen, met uitsluiting van ontwikkelingen van derden die in de AAA-ontwikkelingen zijn geintegreerd.

ou

(...) le prestataire remettra au client, si celui-ci en fait la demande, un exemplaire desdits logiciels et fonctionnalités spécifiques en format digital. Le code, dont les droits restent la propriété du prestataire, ne pourra cependant être cédé, vendu ou communiqué à un tiers par le client à d'autres fins que pour les besoins d'adaptation ou d'amélioration du site pour le compte du client, à l'exclusion de toute commercialisation.

Article 7 : Confidentialité et savoir-faire

Ces clauses, habituelles, sont importantes. Elles n'appellent pas ici de commentaires particuliers. On prévoira si nécessaire des interdictions de divulgation (sauf aux employés, *« on a need-to-know basis »*), l'obligation de demander l'autorisation avant la

communication à des tiers, la signature éventuelle de clauses de confidentialité individuelles par les personnes concernées, l'obligation de restituer l'ensemble de la documentation sur simple demande et/ou à la fin de la convention, une durée suffisante, etc.

Exemples :

> Le prestataire s'engage à ne pas divulguer le contenu qui sera ultérieurement rendu accessible sur le site et à ne pas divulguer le fait de sa mission et l'existence future du site, aussi longtemps que le site ne sera pas accessible sur l'internet.

> *Chacune des parties s'engage à ne pas divulguer ni communiquer, ni laisser divulguer ou laisser communiquer, ni utiliser directement ou indirectement, à moins qu'elle n'y ait été autorisée par écrit au préalable par l'autre partie, les données, renseignements, informations, applications, méthodes et savoir-faire confidentiels ainsi que tout document de quelque nature que ce soit dont elle a eu la connaissance à l'occasion de l'exécution de sa mission.*

> Les obligations de confidentialité prévues par la présente Convention persistent aussi longtemps que les informations en question gardent leur caractère confidentiel, y compris au-delà de la date de fin de la présente Convention.

> *Sans préjudice des dispositions de la section 7, les parties s'engagent à garder confidentielle et à ne pas publier ni divulguer toute information technique ou commerciale confidentielle relative aux services, produits, activités, logiciels, documents techniques, savoir-faire de l'autre partie, et s'engagent à prendre toute mesure nécessaire pour faire respecter, par leur personnel et/ou par des tiers, cette confidentialité. Elles n'utiliseront les informations reçues que pour l'exécution du contrat.*
> *Le Service Provider se porte fort du strict respect, par toutes les personnes qu'il chargera d'organiser la connexion des services du Service Provider au réseau XXX, des dispositions de l'engagement de confidentialité dont le texte se trouve à l'annexe III du présent contrat. Il fera signer à chacune des personnes qu'il chargera d'organiser la connexion des services du Service Provider au réseau XXX, avant que la personne n'ait eu accès aux logiciels, produits ou éléments du système XXX, un engagement de confidentialité dont le texte se trouve dans l'annexe III du présent contrat, et il retournera les exemplaires signés à XXX dans les meilleurs délais.*
> *Si le Service Provider souhaite faire appel à des sous-traitants indépendants, il en informera au préalable XXX, qui pourra exiger que ceux-ci signent, avant toute intervention, une convention de confidentialité appropriée.*

Le prestataire reste propriétaire du savoir-faire développé ou utilisé à l'occasion de l'exécution de la présente Convention et libre de l'utiliser pour toute autre fin, notamment pour la réalisation d'autres sites Web. Il pourra notamment, à ces fins, réutiliser librement les éléments logiciels et le code développés spécifiquement pour le client.

XXXX shall not disclose to any third party the contents or nature of the Web Site(s) of the CLIENT before the same are made accessible on the World Wide Web.

Both parties shall make all necessary efforts to protect and safeguard the confidential character of any confidential document, data or information made available by the other party. Such confidential information shall not be disclosed to any third party and shall solely be used for the purposes of this agreement. Any confidential document shall be returned to the other party as soon as requested.

Article 8 : Garanties et responsabilités

Différents points doivent être abordés dans ce cadre-ci :

- quant au contenu du site (en distinguant les informations fournies par le client et les informations apportées par le prestataire, et en prévoyant des garanties réciproques quant à la licéité des dites informations et au respect des droits des tiers) ;
- quant aux logiciels utilisés ou développés par le prestataire (conformité aux fonctionnalités et aux spécifications techniques, respect des droits des éditeurs et absence de virus) ;
- quant au respect des délais (obligation de moyen ou obligation de résultat) ;
- quant aux résultats à atteindre (obligation de moyen ou de résultat, liste exhaustive ou exemplative, rappel du caractère encore peu « stabilisé » de l'Internet) ;
- quant au plafond éventuel de la responsabilité (avec exonération pour les dommages indirects) ;
- quant aux aspects relatifs à la sécurité du site (surtout s'il s'agit d'un site de commerce électronique) et aux systèmes de paiement.

Exemples :

Le prestataire garantit que les éléments, services et fonctionnalités mis à la disposition du client, s'ils sont utilisés conformément aux indications données, sont substantiellement conformes aux indications reprises en annexe, et que les logiciels et tous les éléments créés par lui et mis à la disposition du client respectent les droits des tiers, et de façon générale ne sont pas illicites. Le prestataire est tenu, de manière générale, à une obligation de moyen. Le prestataire ne sera en aucun cas tenu responsable des éventuels dommages indirects encourus par le client ou un utilisateur

lot 153

(tels que perte d'exploitation, perte de données, etc.) causés par le mauvais fonctionnement du Site.

L'Information Provider garantit la licéité des informations et des services mis à disposition des clients.

Il s'engage notamment à ne pas diffuser d'information ou offrir des services faisant l'objet de droits détenus par des tiers, tels que des droits intellectuels ou relatifs à la vie privée, sans leur autorisation, à ne pas diffuser d'informations ou offrir des services diffamatoires, injurieux, racistes, à caractère sexuel offensant, incitant à la violation des lois, et à n'enfreindre aucune autre réglementation particulière. Il garantit qu'il dispose de toutes les autorisations, administratives ou autres, requises pour offrir les services en question.

L'Information Provider déclare qu'il dispose de l'ensemble des droits d'exploitation sur les informations et/ou oeuvres rendues accessibles aux clients et qui sont nécessaires à l'exécution de la présente convention par les parties. Il garantit UUU contre toute action ou réclamation qui pourrait être intentée contre elle par un tiers, du chef de la violation de ses droits de propriété intellectuelle, résultant de la fourniture des services de l'Information Provider ou de leur utilisation et consultation par les clients.

Si UUU est informée ou a de bonnes raisons de croire qu'une information ou un service offert par l'Information Provider est illicite, elle en informera l'Information Provider afin que celui-ci prenne, dans les meilleurs délais, les mesures qui s'imposent et/ou afin qu'une solution praticable soit trouvée. En cas d'urgence ou de risque grave de préjudice, UUU pourra, sans préavis et sans indemnités ou dommages et intérêts, suspendre l'exécution du contrat et prendre les mesures nécessaires pour couper la connexion entre l'Information provider et le réseau ; en pareil cas, UUU en informera ensuite l'Information Provider dans les meilleurs délais, en lui indiquant les motifs de sa décision.

Il est expressément reconnu qu'UUU ne connaît pas le contenu des informations et des services fournis par l'Information Provider. L'Information Provider assume seul la responsabilité de toute information, message, graphisme et plus généralement du contenu du service qu'il fournit aux clients, conformément au contrat passé entre l'Information Provider et le client. L'Information Provider fera, si nécessaire, couvrir sa responsabilité par une police d'assurance adéquate.

The CLIENT shall be solely responsible for, and shall hold OOOO harmless against all claims by any third party alleging that the Web site of the CLIENT violates any applicable law, regulation, contract or generally accepted code of conduct, or infringes upon a third party's intellectual property rights, right to privacy or any other legitimate interest of said third party.

Article 9 : Durée du contrat

Clause résolutoire à la défaut

Cet aspect du contrat n'appelle pas de commentaires particuliers dans ce secteur spécifique de la création de sites Internet. On prévoira d'une part les possibilités de mettre fin à la convention en cas de non respect par l'autre partie de ses obligations (notification éventuelle d'un préavis, possibilité de remédiation dans un délai bref, etc.), ainsi que la possibilité pour le client de mettre fin à la mission du prestataire sans justification, moyennant une indemnité

(par exemple de 20 % du budget non encore engagé), comme c'est souvent le cas pour tout contrat d'entreprise.

Le contrat sera normalement à durée déterminée sauf s'il contient des aspects de maintenance ou d'hébergement (auquel cas il pourra s'agir d'un contrat à durée indéterminée).

Exemples :

> *La Convention prend effet à la date de sa signature par les deux parties et se termine au moment où chacune des parties a exécuté l'ensemble de ses obligations, c'est-à-dire après livraison de la version définitive du Site par le prestataire et paiement intégral du prix par le client.*

> La présente Convention peut être résiliée par chacune des parties à tout moment, sans préavis, en cas de manquement contractuel rendant impossible la poursuite de la collaboration ainsi qu'en cas de faillite ou de liquidation de l'autre partie.

> *Le client pourra mettre fin prématurément à la convention, moyennant préavis de 30 (trente) jours, adressé au prestataire par voie recommandée. En pareil cas, l'ensemble des prestations réalisées et non encore facturées seront dues au prestataire. En outre, une indemnité équivalant à 20 % du montant du budget total non encore facturé sera due à titre de dédommagement et de compensation pour l'arrêt inattendu des prestations.*

Article 10 : Loi applicable et juridiction compétente

Logiquement on prévoira l'application de la loi belge quand les deux prestataires sont situés en Belgique. Si l'hébergement d'un site peut facilement être confié à une société étrangère voire d'un pays lointain, c'est plus difficilement envisageable pour le contrat de création de site, qui nécessite des contacts suivis entre les parties pendant toute la durée du projet et une bonne compréhension par le prestataire des besoins de son client et des particularités de son marché.

On pourra prévoir en cas de conflit soit le recours aux tribunaux de l'ordre judiciaire soit l'arbitrage (le cas échéant moyennant médiation préalable obligatoire).

Exemples :

> *Pour l'application, l'interprétation et l'exécution du présent contrat, le droit matériel belge est seul applicable et les Tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents pour connaître de tous litiges qui pourraient en résulter.*

> *En cas de litige, à défaut d'une solution amiable que les parties s'engagent à tenter de dégager au préalable, les tribunaux de l'arrondissement de Bruxelles seront seuls compétents et appliqueront exclusivement les règles du droit matériel belge.*

Sans préjudice du droit, pour chacune des parties, de mettre fin au contrat sans préavis en cas de manquement grave de l'autre partie à l'une de ses obligations, qui rend impossible la poursuite des relations contractuelles, en cas de violation par l'une des parties de ses obligations contractuelles, l'autre partie lui adressera un pli recommandé lui demandant de remédier à cette violation dans un délai de 30 jours.
A défaut de solution amiable à l'issue de ce délai de 30 jours, tout litige résultant de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat sera soumis, à l'initiative de la partie la plus diligente, à une procédure d'arbitrage.
Chaque partie désignera un arbitre et les deux arbitres désigneront à leur tour un troisième arbitre qui présidera le tribunal arbitral.
Sauf accord des parties, l'arbitrage se déroulera à Bruxelles.
Le litige sera soumis exclusivement au droit belge et les arbitres appliqueront les règles de procédure et d'arbitrage prévues par le règlement du CEPANI.

Article 11. Dispositions diverses

Suivant les cas, on pensera à insérer les clauses relatives à la promotion réciproque des parties :

Op de Homepage van de KLANT- Website wordt verwezen naar XXXX als ontwikkelaar van de site.

Le prestataire pourra demander qu'à un endroit approprié du Site figure à l'écran la mention de sa qualité de réalisateur du Site, avec un lien hypertexte vers sa home page. Le client veillera à ce que cette mention et ce lien subsistent à l'endroit approprié, et ne soient pas occultés par d'autres textes ou éléments.

Le prestataire pourra également, dans un objectif publicitaire ou d'information des tiers, citer le nom du client dans la liste des clients lui ayant confié la mission de réalisation de leur site Web et illustrer ses réalisations par la copie de quelques impressions d'écran du Site réalisé pour le client.

Ou à l'acceptation entre les parties des moyens de preuve électronique :

Toute communication entre les parties, qui n'entraîne pas de modification par rapport aux obligations prévues par la présente convention, pourra se faire par voie électronique, les parties acceptant de considérer entres elles que les courriers et fichiers électroniques, s'ils sont stockés sur un support solide et inaltérable, font foi jusqu'à preuve du contraire.

On pensera également, si nécessaire, à prévoir des clauses de non concurrence, d'exclusivité, de non sollicitation de personnel, relatives au caractère *intuitu personae* du contrat, à la « séparabilité » de chaque clause en cas d'annulation de l'une d'elles, à l'indépendance des parties l'une par rapport à l'autre, à la force majeure, aux procédures de notification, à la possibilité éventuelle d'une renégociation en cas de modification substantielle du cadre légal, etc.

Annexes à la Convention

Le contrat devra généralement être accompagné d'annexes décrivant les aspects techniques du projet.

Les annexes constituent en général une partie *primordiale* de ce type de contrats, le risque provenant cependant de ce qu'ils ne sont pas rédigés par des juristes et ne sont pas nécessairement re-vérifiés sur le plan juridique.

On peut, à titre indicatif, décrire ce que devraient contenir les annexes (qui doivent, pour l'essentiel, permettre de répondre aux questions suivantes : « quoi ? quand ? combien ? »).

Annexe 1 : description du Site à réaliser

- *spécifications du site (taille, nombre de pages, arborescence, textes, images, sons, bannières, etc.), objectifs du client, missions techniques du prestataire, fonctionnalités du site, structure du site, style graphique, langues, public visé, modes d'accès (mots de passe, etc.), interactivité, insertion des méta-informations, etc.*
- *contenu à remettre par le Client, spécifications techniques des éléments à remettre par le client*
- *date de remise des éléments du contenu par le client*

Annexe 2 : planning et calendrier

- *date de début des travaux*
- *date des réunions des états d'avancement*
- *date de réalisation de la maquette et de la structure*
- *date de remise de la version provisoire*
- *date de remise de la version définitive*
- *date prévue pour la mise en ligne sur le Net*
- *liste et description des « deliverables »*

Annexe 3 : prix et paiement

- *prix total et/ou prix horaire*
- *coût supplémentaire horaire pour prestations non prévues*
- *échelonnement des paiements*

Annexe 4 : convention de confidentialité (« non disclosure agreement ») standard

II. Les informations qui doivent figurer sur les sites de commerce électronique

a) Quelles informations dois-je fournir au client avant la commande ?

La loi vous oblige à fournir à vos clients un certain nombre d'informations préalablement à la passation de la commande, afin d'éviter, autant que possible, les erreurs et les malentendus susceptibles de remettre en cause le contrat.

Si vous contractez avec un consommateur:

Pour contracter à distance avec un consommateur, vous devez l'informer clairement à propos de votre identité, de vos activités et des biens ou services fournis et de leur prix, des modalités du contrat, et du processus d'achat.

Vos obligations d'information doivent en outre être rencontrées à **différents moments**. Chronologiquement:

- les informations relatives à votre identité doivent être accessibles en permanence via votre site Web (le consommateur doit donc pouvoir y accéder **dès sa première consultation du site**, en toute hypothèse) ;
- la majorité des informations énumérées plus loin doivent être communiquées **dès l'invitation à l'achat**. Dès que les caractéristiques principales du bien ou du service et son prix sont indiquées de manière à permettre au consommateur de prendre la décision de l'acheter ou non, on se trouve dans une invitation à l'achat. Autrement dit, ces informations doivent en principe déjà être fournies **avant que ne commence le processus de passation de commande ;**
- certaines informations peuvent être fournies **au plus tard avant que le consommateur ne puisse être lié par le contrat.** Il en est par exemple ainsi du détail des modalités d'exercice du droit de rétractation (mais attention, dès l'invitation à l'achat - paragraphe précédent -, le consommateur doit être informé de l'existence du droit de rétractation) ;
- lorsque le consommateur doit payer, des informations doivent être **rappelées** d'une manière claire et apparente **directement avant qu'il ne puisse passer une commande.** C'est par exemple le cas du prix ;
- **au moment de la validation d'une commande payante par le consommateur via un** clic sur un bouton, ou l'activation d'une fonction similaireceux-ci doivent porter la mention « commande avec obligation de paiement » ou une formule analogue sans ambiguïté ;
- **juste après la validation/passation de la commande (sans délai injustifié)** par le consommateur, vous devez lui communiquer un accusé de réceptionreprenant notamment un récapitulatif de la commande ;
- **dans un délai raisonnable après la conclusion du contrat (au plus tard, au moment de la livraison du bien ou avant le début de l'exécution du service),** vous devez communiquer au consommateur une confirmation du contrat conclu sur support durable.

Sauf précision contraire, les informations mentionnées dans les sous-titres suivants doivent être

considérées comme devant être fournies dès l'invitation à l'achat
Nb : les obligations d'information de l'entreprise dont il est question ici sont principalement consacrées dans les livres VI, XII et XIV du Code de droit économique. Exceptionnellement (pour ce qui concerne votre relation avec le consommateur), certaines obligations sont issues du Livre III de ce Code.

A) Informations à propos de votre entreprise et de vos biens ou services

Cette obligation d'information est applicable à tout site web susceptible de conduire le consommateur à conclure un contrat à distance avec une entreprise.
Toutes les informations suivantes doivent être fournies dans un langage clair, compréhensible et non équivoque. Leur communication ou mise à disposition doit être réalisée d'une manière adaptée au site web en question (par exemple, via des hyperliens aisément identifiables sur les pages du site web). Et si des informations sont communiquées sur un support durable, ce dernier doit être lisible (nb : un e-mail, une clé usb, un disque dur, etc., constituent par exemple des supports durables ; un hyperlien dans un e-mail qui renvoie au site Internet de l'entreprise ne constitue par contre pas un tel support).

A.1) Les informations sur votre identité et votre activité

Vous devez indiquer :

- votre identité, notamment votre nom commercial et votre numéro d'entreprise ;
- l'adresse géographique où vous êtes établi ainsi que votre numéro de téléphone, votre numéro de fax et votre adresse électronique. Si vous agissez pour le compte d'une autre entreprise, vous devez également mentionner l'identité et l'adresse géographique de cette autre entreprise ;
- l'adresse géographique de votre siège commercial/social, si elle est différente de l'adresse où vous êtes établi ; l'adresse géographique du siège commerciale de l'entreprise pour le compte de laquelle vous agissez éventuellement et à laquelle pourrait être adressée une réclamation;
- si votre profession nécessite une autorisation, les coordonnées de l'autorité de surveillance compétente; (nb : si votre activité est soumise à une obligation de déclaration, conformément à l'article 17 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, vous devez permettre donner à vos client l'accès aux coordonnées de la Commission vie privée ; (cette information ne doit pas nécessairement être communiquée avant le début du processus de commande, voir la FAQ suivante « Si vous contractez avec un professionnel »)) ;
- si vous exercez une profession réglementée (p. ex. les professions libérales) : l'association professionnelle dont vous faites partie, le titre professionnel et l'État dans lequel il a vous été octroyé, et une référence aux règles professionnelles applicables et comment y accéder ; les codes de conduite qui vous lient éventuellement, et les informations permettant de consulter ces codes par voie électronique et d'en obtenir une copie.

Ces informations doivent être disponibles quel que soit le type de site web. L'accès à ces informations doit être facile, direct et permanent (ex. hyperlien en bas de chaque page).
Lorsqu'une disposition du Code de droit économique (art.III.74, §1er, 4° ; VI.45, §1er, 3° ; VI.64, §1er, 3° ; XII.6, §1er,3° ; XIV.27, §1er, 3° ; XIV.39, §1er, 3° et XVI.2) impose de mettre à disposition une adresse (de courrier) électronique classique (par exemple, nom.prénom@company.be, info@company.be), un **formulaire électronique peut être utilisé en lieu et place de cette adresse (de courrier) électronique**, pour autant que les **conditions suivantes soient respectées :**

- Le prestataire doit **rendre possible un accès facile, direct et permanent à ce formulaire de contact électronique** (par exemple via un lien disponible sur toutes les pages du site web) ;
- Le formulaire doit systématiquement comprendre un **champ que l'internaute peut librement compléter** afin de lui permettre de poser une question et/ou d'évoquer un autre sujet que ceux répertoriés dans les menus ou sous menus standard proposés par le prestataire ;
- Le formulaire doit permettre à l'internaute **d'ajouter/joindre des annexes** ;
- Une fois le formulaire envoyé par l'internaute, le prestataire doit **envoyer immédiatement et de manière automatique un accusé de réception reprenant la totalité du contenu** du formulaire envoyé. Cet accusé de réception, même s'il est affiché à l'écran, doit également être **envoyé sur l'adresse de courrier électronique** de l'internaute afin qu'il puisse conserver une preuve de l'envoi, de sa date et de son contenu. Pour cet accusé de réception automatique, le prestataire peut utiliser une « non-reply » adresse ;
- Lorsque le prestataire répond effectivement à l'internaute, il est tenu **d'indiquer une adresse de courrier électronique classique** (qui peut être générique, viser une boîte de courrier fonctionnelle, mais **ne peut pas être une adresse « non-reply »**) afin que l'internaute puisse continuer la conversation de manière rapide, directe et efficace avec le prestataire.

Dans le cas particulier d'une **enchère publique**, les informations visées aux trois premiers points peuvent toutefois être remplacées par des renseignements équivalents concernant l'officier ministériel chargé de procéder aux opérations de la vente publique.

Enfin, deux obligations spécifiques du livre III du Code de droit économique doivent être mentionnées (à propos de la manière dont ces informations peuvent être communiquées, voir le titre « Si vous contractez avec un professionnel ») :

- vous devez informer le consommateur des éventuelles assurances professionnelles ou garanties que la loi vous oblige à contracter, des coordonnées de l'assureur ou garant et de la couverture géographique (cette information ne doit pas nécessairement être communiquée avant le début du processus de commande, pour plus de détails à ce sujet, voir la FAQ suivante « Si vous contractez avec un professionnel ») ;
- lorsque vous présentez de manière détaillée vos activités économiques dans un document d'information, vous devez y faire figurer des informations sur vos activités pluridisciplinaires et les partenariats qui sont directement liés à l'activité économique concernée, ainsi que sur les mesures prises pour éviter les conflits d'intérêt.

A.2) Informations sur les biens et services

La présentation des biens diffère fortement d'un site à l'autre, selon la nature du bien ou du service proposé. Une photo du bien en bonne résolution peut parfois être suffisante (elle ne le sera par exemple pas si la matière du bien est une de ses caractéristiques principales et ne peut être identifiée via la photo - joaillerie et horlogerie). Mais il vaut mieux qu'elle soit accompagnée d'une description écrite et de ses caractéristiques techniques ou d'un lien vers ces compléments d'information. Les informations suivantes doivent être fournies:

- **à propos des biens ou services en tant que tels :**

les principales **caractéristiques** du bien ou du service; si le consommateur est obligé de payer, vous devez l'informer à ce sujet d'une manière claire et apparente directement avant qu'il puisse passer une commande ;

s'il s'agit de **contenu numérique** (des programmes informatiques, des vidéos, des applications de jeu, etc.) : les **fonctionnalités** éventuelles de ce contenu et les mesures de protection

technique applicables ; et toute **interopérabilité** éventuelle du contenu numérique avec certains matériels ou logiciels dont vous avez ou devez raisonnablement avoir connaissance (par exemple, le système d'exploitation, ou la version nécessaire, avec lesquels le contenu numérique est compatible) ;

à propos du prix : le **prix total** du bien ou du service comprenant toutes les taxes et les frais supplémentaires liés au transport, à la livraison et à l'affranchissement et tous les autres frais éventuels ;

lorsque le prix ne peut pas être calculé à l'avance, le mode de calcul du prix doit être communiqué;

et lorsque les frais ne peuvent pas être calculés à l'avance, la mention qu'ils peuvent être exigibles doit apparaître ;

pour un contrat à durée indéterminée ou un abonnement, le prix total doit inclure le total des frais par période de facturation ; si de tels contrats sont facturés à un tarif fixe, le prix total doit également inclure le total des frais mensuels ; si les frais totaux ne peuvent être raisonnablement calculés à l'avance, le mode de calcul du prix doit être communiqué ; (nb : en d'autres termes, vous devez toujours informer le consommateur du montant total à payer périodiquement, ou à tout le moins, si l'une ou l'autre des composantes de ce montant ne peut raisonnablement être calculée à l'avance, de la manière dont il sera calculé. De la sorte, tous les paiements sont prévisibles pour le consommateur) ;

vous devez informer le consommateur à ce sujet d'une manière claire et apparente directement avant qu'il puisse passer une commande ;

en outre, si la technique de communication utilisée nécessite un coût autre que le tarif de base (par exemple en cas d'appels surtaxés), ce coût doit également être mentionné ;

- **à propos de la vie (exécution et résiliation) du contrat**

les langues proposées pour la conclusion du contrat ;

l'existence éventuelle d'une **caution ou autres garanties financières** à payer ou à fournir à votre demande ainsi que les conditions qui les concernent ;

les modalités et les moyens de paiement acceptés ;

les modalités **d'exécution du service**, dont la date à laquelle vous vous engagez à exécuter le service ;

les éventuelles restrictions de livraison applicables ainsi que les modalités de livraison dont la date à laquelle vous vous engagez à livrer le bien ;

la **durée** du contrat s'il y a lieu ou ses conditions de **résiliation** s'il est à durée indéterminée ou à reconduction automatique ; si le consommateur est obligé de payer, vous devez aussi l'informer à ce sujet d'une manière claire et apparente directement avant qu'il puisse passer une commande ;

la **durée** minimale éventuelle des obligations du consommateur en raison du contrat conclu ; à nouveau, si le consommateur est obligé de payer, vous devez l'informer à ce sujet d'une manière claire et apparente directement avant qu'il puisse passer une commande ;

le rappel de l'existence de la **garantie légale** de conformité pour les biens cette information peut être communiquée au plus tard avant la conclusion du contrat) et éventuellement, l'existence d'une **garantie commerciale** et ses conditions ;

l'existence éventuelle d'une **assistance après-vente** ou d'un service après-vente et leurs conditions ;

les éventuelles modalités prévues pour le traitement des **réclamations** ; (le numéro de téléphone, de fax ainsi que l'adresse email du service éventuellement chargé des réclamations - un tel service ne peut faire référence dans sa dénomination aux termes « ombuds », « médiation », « conciliation », « arbitrage », « entité qualifiée » ou de « règlement extrajudiciaire

des litiges ») ;
la possibilité éventuelle de recourir à une **procédure extrajudiciaire** de réclamation et de réparation à laquelle vous êtes soumis et les modalités d'accès à celle-ci ; les coordonnées et l'adresse du site de l'entité qualifiée éventuellement concernée et le moyen d'accéder à des informations détaillées sur les caractéristiques et les conditions d'utilisation de ce moyen de règlement des litiges (ces informations doivent être reprises dans les conditions générales) ;
Nb : si vos modalités de paiement, de livraison, d'exécution et de traitement des réclamations ne diffèrent pas des conditions de la diligence professionnelle, ces informations peuvent être communiquées au plus tard avant que le consommateur ne puisse être lié par un contrat.

- **à propos du droit de rétractation** dans l'hypothèse **où le consommateur bénéficie** d'un droit de rétractation :
  - les conditions, le délai et les modalités d'exercice(c.-à-d. comment doit-il exercer son droit ?) de ce droit ainsi que le modèle de formulaire de rétractation prévu par la loi; (nb : le consommateur peut toujours se rétracter d'une autre manière pourvu que ce soit sans ambiguïté) ;
  - si tel est le cas, le fait que le consommateur doit supporter les frais de renvoi du bien en cas de rétractation et, s'il est impossible de renvoyer ce bien par la poste en raison de sa nature, le coût de son renvoi (si ce coût n'est pas calculable à l'avance, il doit être indiqué qu'il est exigible et éventuellement élevé, et une estimation raisonnable de son maximum, par exemple basée sur le coût de livraison, doit être mentionnée) ;
  - les frais exigibles en cas de rétractation lorsque l'exécution d'un service ou la fourniture d'eau, de gaz ou d'électricité ou de chauffage urbain a commencé pendant la période de rétractation à la demande expresse du consommateur (pour plus d'informations à ce sujet) ;
- il est fortement conseillé (afin d'éviter les oublis) de communiquer les informations précédentes (droit de rétractation, renvoi et frais raisonnable en cas d'exécution partielle) par l'intermédiaire d'un **formulaire standardisé** légal que vous devez avoir correctement complété ; si **le consommateur ne bénéficie pas** du droit de rétractation, vous devez l'en informer, et vous devez également l'informer des hypothèses dans lesquelles il pourrait perdre ce droit (pour plus d'informations à ce sujet) ; nb à propos du droit de rétractation : avant que le consommateur n'entame le processus de commande, vous pouvez vous limiter à communiquer au consommateur l'existence ou non de son droit de rétractation. Pour le surplus, le détail des informations juste exposées peut être communiqué au plus tard avant que le consommateur ne puisse être lié par un contrat à distance. Nb : vous devez également informer le consommateur de l'existence d'un éventuel droit contractuel d'annulation dont il disposerait.

A.3) Le cas particulier des techniques de communication présentant des limites d'espace ou de temps

Les exigences d'information tiennent compte des contraintes techniques liées à certains médias (par exemple, les contraintes de temps pour les spots de téléachat ou les contraintes d'espaces dans le cadre du commerce via gsm - la petite dimension des écrans de smartphones ne permet pas nécessairement d'afficher clairement les informations requises).
Ainsi, en raison des contraintes d'espace ou de temps liées à la méthode de communication utilisée, vous pouvez communiquer les informations dont il vient d'être question de la manière suivante :

- certaines informations doivent être communiquées sur la technique de communication

utilisée et avant la conclusion du contrat (c'est-à-dire par exemple, dans le spot de téléachat ou sur la page web consultée via un smartphone). Il s'agit des informations énoncées dans le point A : les principales caractéristiques des biens ou des services, l'identité de l'entreprise, le prix total, le droit de rétractation, la durée du contrat et, dans le cas des contrat à durée indéterminée, les modalités pour mettre fin au contrat ;

- les autres informations peuvent être fournies sur une autre forme adaptée (par exemple, via l'envoi d'un fichier « .pdf », via un lien hypertexte vers une page internet, via un renvoi à un numéro de téléphone gratuit).

Si vous informez mal le consommateur, vous êtes le cas échéant passible de sanctions pénales. A côté de ces sanctions, d'autres conséquences juridiques peuvent être liées à une mauvaise information (en matière de droit de rétractation par exemple), il se pourrait que des frais ne puissent être imposés au consommateur ou que le délai de rétractation pourrait être prolongé).
Les informations précontractuelles font partie intégrante du contrat à distance et ne peuvent être modifiées, à moins que les parties contractantes n'en décident autrement de manière expresse.
La charge de la preuve concernant le respect des obligations d'information vous incombe .

B) Informations sur le processus d'achat

Pour permettre au consommateur de s'y retrouver sur votre site et dans le processus de conclusion du contrat, vous devez l'informer avant la passation d'une commande :

- des différentes étapes techniques à suivre pour conclure le contrat
- de la manière decorriger ses erreursavant que la commande ne soit passée;
- de l'archivage éventuel du contrat conclu et des conditions d'accès à cette archive après la passation de la commande.

Enfin, les clauses contractuelles et les conditions généralesque vous communiquez au consommateur doivent l'être sur un support durable c'est-à-dire d'une manière telle qu'il puisse les conserver et les reproduire (nb : un e-mail, une clé usb, un disque dur, etc., constituent par exemple des supports durables ; un hyperlien dans un e-mail qui renvoie au site Internet de l'entreprise ne constitue par contre pas un tel support

C) Information en cas de litige

Lorsqu'un litige ne trouve pas de solution suite à une réclamation auprès de l'entreprise, cette dernière doit vous fournir sur support durable, dans un délai raisonnable, les informations relatives au règlement extrajudiciaire des litiges évoquées précédemment, et y indiquer si elle est obligée ou prête à recourir à un règlement extrajudiciaire du litige en indiquant les coordonnées de l'entité compétente (il est également communiqué si cette entité est qualifiée).
Les sites internet des professionnels qui proposent des ventes ou des services en ligne, et les sites internet des « places de marché » (type e-bay) doivent inclure un lien vers l'adresse de la plateforme européenne de règlement en ligne des contrats qui sont conclus en ligne entre un consommateur et une entreprise situés en Europe.
Vous devez créer sur votre site internet un lien vers l'URL de la plateforme européenne de règlement des litiges en ligne : http://ec.europa.eu/odr
Le lien vers la plateforme doit être aisément accessible pour le consommateur.
Cette plateforme a pour but de proposer au consommateur des procédures de règlement amiable de litiges offertes pas des entités qualifiées pour traiter des litiges entre consommateurs et entreprises situés dans l'Union européenne.
Si vous êtes concerné par une demande de règlement en ligne de litiges via cette plateforme ou si vous souhaitez introduire une telle demande, vous pouvez trouver assistance auprès du point de contact « ODR » renseigné sur la plateforme.
Les entreprises qui ont pris l'engagement ou sont tenues de recourir à une ou plusieurs entités

de REL pour résoudre des litiges avec des consommateurs et qui ont fait une offre par e-mail, doivent également informer le consommateur de l'existence de cette plateforme (avec le lien) dans cet e-mail. Ces informations sont aussi fournies, le cas échéant, dans les conditions générales applicables aux contrats de vente et de service en ligne.
L'obligation d'information relative à la plateforme en ligne vaut également pour les « places de marché ».

Si vous contractez avec un professionnel:

Les règles dans lesquelles sont contenues les obligations d'information juste explicitées ne s'appliquent en principe pas entre professionnels. Néanmoins, d'une part, d'autres règles plus générales s'appliquent à toute entreprise et d'autre part, en tant que titulaire d'un site Internet, un devoir spécifique d'information vous incombe également.
En toute hypothèse, si la loi fait preuve de plus de souplesse entre professionnels, il ne faudrait pas en conclure que les parties n'ont aucune autre obligation d'information l'une envers l'autre. En effet, en vertu du principe général de bonne foi, vous avez, en tout état de cause, l'obligation de fournir à votre cocontractant (professionnel ou consommateur), préalablement à la conclusion du contrat, toutes les informations susceptibles d'avoir une influence sur son consentement.
Vous devez mettre à la disposition de vos clients professionnels (nb : cela vaut également à l'égard des consommateurs mais les obligations d'information évoquées précédemment sont généralement plus exigeantes) une série d'informations relatives à votre identité et vos biens ou services, de l'une des quatre manières suivantes (à votre choix) :

- en les communiquant au client ;
- en les rendant facilement accessibles sur le lieu de votre activité ou celui de la conclusion du contrat (sur votre site en cas de conclusion de contrats en ligne) ;
- en les rendant facilement accessibles via une adresse électronique que vous communiquez ; ou
- en les faisant figurer dans tout document d'information dans lequel vous présentez de manière détaillée vos activités.

Toutefois, dès lors que vous êtes titulaire d'un site Internet, certaines informations doivent être communiquées d'une manière spécifique. Cela sera précisé dans la suite des développements.
Les informations à mettre à disposition sont les suivantes :

- votre nom ou votre dénomination sociale, votre forme juridique, l'adresse géographique où vous êtes établi, vos coordonnées, y compris votre adresse éventuelle de courrier électronique permettant d'entrer en contact rapidement et de communiquer directement et efficacement avec vous et votre numéro d'entreprise ; vous devez assurer un accès facile, direct et permanent à ces informations ;
- votre siège social ;
- dans le cas où votre activité est soumise à un régime d'autorisation, une obligation d'autorisation ou de déclaration, conformément à l'article 17 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les coordonnées de l'autorité compétente ou du guichet d'entreprise ; vous devez assurer un accès facile, direct et permanent à ces informations (sauf en ce qui concerne les coordonnées de la Commission vie privée) ;
- comme titulaire d'un site Internet, vous devez également assurer un accès facile, direct et permanent aux codes de conduite auxquels vous êtes soumis ainsi qu'à la manière dont ils peuvent être consultés électroniquement (nb : vous pouvez toutefois déroger conventionnellement à cette obligation) ;

- si votre profession est réglementée, l'association professionnelle ou l'organisation professionnelle auprès de laquelle vous êtes inscrit et votre titre professionnel ainsi que l'Etat membre dans lequel il a été octroyé ; vous devez en outre réaliser une référence aux règles professionnelles applicables et aux moyens d'y avoir accès, et vous devez assurer un accès facile, direct et permanent à l'ensemble de ces informations ;
- vos conditions générales et les clauses générales dans le cas où vous en utilisez, ainsi que les langues dans lesquelles ces conditions générales et ces dispositions peuvent être consultées, tout comme l'existence, dans le cas où vous en utilisez, de clauses contractuelles concernant la législation applicable au contrat ou la juridiction compétente ; les clauses communiquées à vos clients doivent l'être d'une manière qui lui permette de les conserver et de les reproduire ;
- l'existence de toute garantie contractuelle après-vente éventuelle, non imposée par la loi ;
- le prix du service lorsque vous le déterminez au préalable pour un type de service donné ; tout prix que vous mentionnez doit être indiqué d'une manière claire et non ambiguë et vous devez préciser si les taxes et les frais de livraison sont inclus ;
- les principales caractéristiques de votre activité économique ;
- les éventuelles assurances professionnelles ou garanties que la loi vous oblige à contracter, et les coordonnées de l'assureur ou garant ainsi que la couverture géographique.

Lorsque vous présentez de manière détaillée vos activités économiques dans un document d'information, vous devez y faire figurer des informations sur vos activités pluridisciplinaires et les partenariats qui sont directement liés à l'activité économique concernée, ainsi que sur les mesures prises pour éviter les conflits d'intérêt.

Avant que votre client ne puisse passer une commande en ligne, vous devez lui communiquer de manière claire, compréhensible et non équivoque les informations suivantes (nb : vous pouvez toutefois déroger conventionnellement à cette obligation) :

- les langues proposées pour la conclusion du contrat ;
- les différentes étapes techniques à suivre pour conclure le contrat ;
- les moyens techniques pour identifier et corriger des erreurs commises dans la saisie des données avant que la commande ne soit passée ;
- si vous archivez ou non le contrat conclu et dans l'affirmative, si l'archive est accessible ou non.

b) Les conditions générales

ch conditions générales de les PNAE

Comment rendre mes conditions générales opposables au client ?

Pour pouvoir invoquer vos conditions générales à l'encontre de votre client, il faut que ce dernier ait eu la possibilité effective d'en prendre connaissance et de les accepter avant la conclusion du contrat. Si ce n'est pas le cas, vos conditions lui seront inopposables, ce qui signifie que le contrat reste valable, mais sera régi par la loi et les usages, sans tenir compte de vos clauses contractuelles particulières.

Toutefois, il s'agit seulement de lui offrir la possibilité d'en prendre connaissance. Il n'est pas nécessaire que le client ait effectivement lu les conditions générales pour qu'elles lui soient opposables (il serait en effet trop facile au client de prétendre: "Les conditions générales ne me sont pas opposables car je n'ai pas lu le contrat"). Libre à lui de décider, à ses risques et périls,

Imprimer les pages

de ne pas en prendre connaissance: elles lui seront opposables du moment que vous avez tout mis en œuvre sur votre site pour lui permettre d'y accéder facilement et à tout moment.
Concrètement, il est vivement recommandé de placer sur toutes les pages de votre site un hyperlien renvoyant à une page contenant l'intégralité de vos conditions générales. Il est important de faire figurer ce lien sur chacune des pages du site, et non sur la seule page d'accueil. En effet, il est possible que le client accède à votre site sans passer par la page d'accueil. Il suffit pour cela qu'il clique, à partir d'un moteur de recherche ou de tout autre site, sur un lien hypertexte "profond" qui le mènerait directement au sein de votre site. Dans cette hypothèse, si les conditions générales n'étaient accessibles que depuis votre page d'accueil, un juge pourrait considérer que l'internaute n'a pas eu la possibilité effective de prendre connaissance de vos conditions générales et que, par conséquent, celles-ci lui sont inopposables.
En outre, un tel hyperlien devrait figurer de manière particulièrement visible au cours du processus de commande en ligne, en particulier juste avant la confirmation de la commande. Pour plus de sûreté, vous pouvez également prévoir l'affichage automatique d'une page contenant les conditions (p. ex., dans une fenêtre pop-up) ou mieux encore décider que la commande ne peut être poursuivie tant que le client n'a pas fait défiler les conditions jusqu'au bout et cliqué, en bas de cette page, sur un bouton baptisé "J'accepte". Grâce à ce passage obligé par les conditions générales, vous garantissez que le client a eu, en tout état de cause, la possibilité d'en prendre connaissance.
Notez que les conditions générales doivent être communiquées sur le site d'une manière qui permette au client de les conserver et de les reproduire. Pratiquement, cela signifie que le client doit avoir la possibilité de les imprimer ou de les enregistrer sur le disque dur de son ordinateur, de manière à pouvoir s'y référer à tout moment (plus précisément à propos de vos obligations d'information). Vous devez donc veiller à configurer la page des conditions générales de telle manière qu'elle puisse être entièrement et correctement imprimée (en effet, suite à une mauvaise configuration, on constate parfois, lors de l'impression d'une page web, que seule une partie de la page s'imprime, voire uniquement son encadré, sans le contenu) ou enregistrée (p. ex., en proposant le téléchargement des conditions générales sous format html, doc ou pdf). Il est préférable d'expliquer à votre client qu'il a tout intérêt à procéder à l'impression ou à l'enregistrement de vos conditions générales.
Concernant la présentation des conditions générales, le multimédia permet également d'attirer l'attention du visiteur sur le contenu de ces dernières, et de mettre en lumière certaines clauses particulièrement importantes (absence de droit de rétractation, exonération de responsabilité...), par le jeu de couleurs, de taille et de police de caractères, d'encadrés, d'animations, de fenêtres spéciales apparaissant à l'écran. Néanmoins, si vous insistez sur l'une ou l'autre clause, veillez toujours à permettre l'accès à l'intégralité des conditions générales, faute de quoi seules les clauses mises en évidence seront opposables.
Le jargon juridique est parfois difficile à saisir pour le client. Aussi, afin d'assurer une bonne compréhension des droits et obligations des parties, il vous est loisible d'assortir vos conditions générales d'explications libellées en des termes accessibles au profane. Mais attention ! Toute la difficulté est de restituer dans le langage courant les nuances du texte juridique. Il s'ensuit un risque de contradiction entre les conditions générales "en langage juridique" et la version vulgarisée qui en est fournie. En cas de contestation, le juge pourrait être amené à privilégier cette dernière.
Un mot doit encore être dit de la langue dans laquelle les conditions générales sont présentées. Si votre site est accessible en plusieurs langues, il est recommandé de traduire également les conditions générales. Il serait en effet malvenu de ne traduire que le catalogue de biens ou de

services, en laissant le client dans l'ignorance de la langue des conditions contractuelles.
Enfin, en vue de susciter la confiance du client et de lui assurer un service de qualité, vous avez peut-être décidé d'adhérer à un code de bonne conduite. Dans cette hypothèse, vous avez l'obligation d'en informer votre client et de lui indiquer comment consulter le code par voie électronique. En pratique, cette exigence sera rencontrée par l'affichage sur le site d'un lien hypertexte, renvoyant à une page web contenant le code de conduite. En outre, cette référence expresse aux règles d'un code de conduite pourrait avoir pour effet de les intégrer aux conditions générales du contrat, et votre client pourrait alors les invoquer contre vous si vous ne vous y conformez pas.
N'oubliez pas que vous devez être capable de prouver que le consommateur a eu connaissance et accepté les conditions générales avant de conclure. Il est recommandé de faire périodiquement des copies du site et de donner une date certaine à celui-ci (par constat d'huissier ou autre) afin de pouvoir démontrer au juge que le client qui le contesterait n'a pas pu conclure sans avoir accepté ces conditions générales.

Qu'est-ce qu'une clause abusive ?

Les livres VI et XIV du Code de droit économique interdisent l'insertion de clauses abusives dans les contrats conclus par des professionnels avec des consommateurs. Si une clause contractuelle est jugée abusive, elle sera nulle. Le contrat, lui, restera valable s'il peut subsister sans cette clause.
Une clause abusive est une clause ou condition contractuelle qui, à elle seule ou combinée avec une ou plusieurs autres clauses ou conditions, crée un déséquilibre manifeste en défaveur du consommateur. Le juge appréciera le caractère abusif d'une clause contractuelle en tenant compte de la nature des biens ou services qui font l'objet du contrat et en se référant, au moment de la conclusion du contrat, à toutes les circonstances qui entourent sa conclusion, de même qu'à toutes les autres clauses du contrat. Notez encore que vos clauses contractuelles doivent être rédigées de manière claire et compréhensible. En effet, en cas de doute sur le sens d'une clause, le juge retiendra l'interprétation la plus favorable au consommateur.
Par ailleurs, certaines clauses sont d'office considérées par la loi comme abusives et, partant, interdites, sans qu'aucun pouvoir d'appréciation ne soit laissé au juge. Ainsi, le juge devra déclarer nulles, notamment, les clauses suivantes:

- "L'entreprise se réserve le droit de modifier à tout moment le prix du bien à livrer ou du service à prester": la loi dit que l'entreprise ne peut faire varier le prix en fonction d'éléments dépendant de sa seule volonté.

En outre, la loi prévoit désormais des nuances tenant compte de la différence entre les contrats à durée déterminée et ceux à durée indéterminée. S'il s'agit d'un contrat à durée indéterminée, la loi requiert pour que la clause soit considérée comme abusive que le consommateur n'ait pas eu le droit de mettre fin au contrat sans frais ou dommages et intérêts et sans lui laisser de délai raisonnable à cet effet. En revanche, pour les contrats à durée déterminée, la clause sera réputée abusive même si le consommateur avait la possibilité de mettre fin au contrat.

- "L'entreprise se réserve le droit de modifier le délai de livraison du bien ou le délai d'exécution du service": l'entreprise ne peut modifier unilatéralement un élément essentiel du contrat.
- "L'entreprise se réserve le droit de modifier les caractéristiques du bien à livrer ou du service à prester": cette clause est abusive si ces caractéristiques revêtent un caractère essentiel pour le consommateur ou pour l'usage auquel le consommateur destine le bien ou le service, pour autant du moins que cet usage ait été communiqué à l'entreprise et accepté par elle ou qu'à défaut d'une telle spécification, cet usage ait été

raisonnablement prévisible.

- "La commande passée auprès de l'entreprise engage immédiatement et définitivement le consommateur. Toutes les commandes ont lieu sous réserve d'acceptation de l'entreprise": la loi dit que le vendeur ne peut prévoir lors de la signature du contrat un engagement immédiat et définitif du consommateur alors que elle-même contracte sous une condition dont la réalisation dépend de sa seule volonté.
- "L'entreprise se réserve le droit de déterminer si le bien livré ou le service presté est conforme au contrat": l'entreprise ne peut être le seul juge de la bonne exécution de ses propres obligations.
- "Le consommateur reconnaît expressément que toute communication faite à l'entreprise par e-mail a la même valeur qu'un écrit. Tout message envoyé à l'aide de l'adresse e-mail ou alias du consommateur est réputé émaner du consommateur qui s'engage à en assumer toutes les conséquences": la loi dit que l'entreprise ne peut limiter les moyens de preuve que le consommateur peut utiliser.
- "Le consommateur renonce, en cas de conflit, à tout recours contre l'entreprise": la loi dit que l'entreprise ne peut obliger le consommateur à renoncer à tout moyen de recours contre elle.
- "Le consommateur est présumé adhérer aux présentes conditions générales par le fait de la passation d'une commande sur le site de l'entreprise": cette clause est abusive si le consommateur n'a pas eu la possibilité effective de prendre connaissance des conditions générales avant la passation de la commande.

c)Privacy Policy et Disclaimer

Dois-je mettre en place une privacy policy ?

L'écho qui a été fait de la loi "vie privée" dans les médias, l'évolution des différentes techniques de marketing direct, le ciblage de plus en plus précis des personnes potentiellement intéressées, entre autre grâce à internet et ses facilités de collecte de données personnelles de l'internaute, ont éveillé l'attention de bon nombre de particuliers.

Dans un tel contexte, il s'agit alors pour le prestataire de mériter la confiance et la fidélité des clients potentiels.

Indépendamment de l'obligation de respecter la loi concernant la protection des données personnelles lors de la collecte de données personnelles, la publication d'une "police vie privée", disponible sur votre site web, vous donne la possibilité de donner une image positive de votre activité. C'est l'occasion idéale pour faire savoir à l'internaute que non seulement vous êtes en règle avec la loi, mais que vous entendez également lui garantir des comportements honnêtes et loyaux, en édictant une série de mesures volontaires, complémentaires aux lois existantes.

Ce n'est en effet que dans le cadre de pratiques saines et correctes à l'égard de l'internaute que votre activité pourra se développer harmonieusement sur internet.

Le "Disclaimer"

Un « disclaimer » (ou « limitation de responsabilité ») est le document qui décrit les conditions d'utilisation de votre site et la limitation de votre responsabilité. Le contenu de ce disclaimer concernera essentiellement les visiteurs du site, les éventuelles exonérations de responsabilité concernant les clients seront précisées dans les conditions générales qui seront opposables aux clients. Il est conseillé de rendre accessible ces documents depuis chaque page du site via un hyperlien.

III. LE PRIX

• Le prix et les taxes

• Que dit la loi belge sur l'indication des prix ?

• Lors de la vente de bien ou service, le prix doit être indiqué de manière claire et non ambiguë. Il doit s'agir du prix total (y compris la TVA, les taxes et les services à payer obligatoirement). Il faut indiquer clairement si les frais de livraison sont inclus.

• Sauf en cas de vente publique, toute entreprise qui offre des biens ou services en vente au consommateur, doit en indiquer le prix par écrit d'une manière lisible, apparente et non équivoque.

• A propos de vos obligations d'information en matière de prix.

• Quid des taxes en cas de vente transfrontalière ?

• Lors d'une vente à un consommateur établi en Europe, celui-ci doit payer le montant de la TVA (le plus souvent 21% de TVA) qui est calculé sur la valeur de la marchandise plus les frais d'envoi.

• Lors d'une vente à un consommateur établi hors de l'Union européenne, celui-ci doit éventuellement acquitter des droits à l'importation ou droits d'entrée, des accises, des frais de présentation ainsi que la TVA sur la valeur du produit mais aussi sur les frais de port, droits d'entrée et de représentation.

• Déclaration de douane: à qui incombe la démarche ?

• Chaque colis doit être muni d'une description de façon à permettre une déclaration à la douane au moyen d'un document administratif unique (DAU). Dans le cas où ce transport est assuré par une société chargée de la livraison, celle-ci se charge d'avertir le client dans le cas où il doit venir faire une déclaration à la douane, à moins que le client ne décide alors que la société va faire cette démarche à sa place (moyennant paiement).

• Ces sociétés transmettent parfois d'initiative des colis suspects au bureau de douane. Il appartient à celui-ci de décider de les ouvrir. Parfois, c'est ce bureau de douane qui prend l'initiative de contrôles. Ceux-ci ne sont pas systématiques, il s'agit de coups de sonde ciblant plus particulièrement certaines catégories de marchandises parmi lesquelles on retrouve souvent des contrefaçons ou autres fraudes: cigarettes, CD & DVD, vêtements et accessoires, parfums et cosmétiques, appareils électriques, médicaments, pièces auto...

Les remises

En cas de réduction de prix ou de tarif, vous devez l'indiquer de manière précise en conformité avec la loi:

- soit en indiquant le prix de référence (qui est le prix le plus bas appliqué pour le même bien au cours du mois précédent) en plus du prix réduit;
- soit en mentionnant uniquement le nouveau prix et en fournissant les informations nécessaires (pourcentage octroyé, etc.) pour permettre au consommateur de calculer immédiatement et facilement le prix de référence.

Il faut indiquer une remise par la mention du pourcentage uniforme de réduction consentie sur les biens et services ou les catégories de biens et services concernés. Dans ces deux cas, l'annonce doit indiquer si la réduction a été ou non effectuée.

En tout cas, une réduction de prix ne peut jamais être présentée comme une offre gratuite d'une quantité du bien ou d'une partie du service

Spamming

Vous avez une adresse e-mail professionnelle ou privée ? Alors, vous avez certainement déjà été confronté au spamming.

Le spamming

Le spamming
(link is external)
ou l'envoi massif de courriers électroniques non sollicités prend de plus en plus d'ampleur dans une société fortement influencée par les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC).
Les messages envoyés sous forme de spam ont la plupart du temps un caractère commercial. Le spamming est en effet un moyen efficace et peu coûteux de faire de la publicité. Mais, outre ces avantages commerciaux précieux pour les entreprises, le spamming présente de nombreux inconvénients pour les acteurs du réseau:

- Encombrement de la boîte aux lettres électronique
- Perte de temps
- Accès difficile au réseau
- Coût de connexion à Internet élevé en raison du nombre de téléchargements
- Messages peu respectueux
- Non respect de la vie privé
- Etc.

Spamming et vie privée

Il est important de savoir que tous les procédés de collectes de données, coordonnées privées, adresses mail, etc. ne sont pas licites.
Certains modes de collecte de données à caractère personnel sont contraires à la loi et au respect de la vie privée.
Il est illicite de collecter des données personnelles à l'insu de la personne concernée et de les utiliser à des fins publicitaires ou de les transmettre à des tiers sans son consentement préalable
(link is external)

Sont donc interdites

- Les méthodes de collecte "sauvage"

L'utilisation de logiciels permettant l'inscription à un maximum de listes de diffusion afin de récupérer les adresses électroniques des membres

La collecte automatique d'adresses électroniques dans les espaces publics d'Internet (p. ex. annuaires ou moteurs de recherche, pages web personnelles…)

Le recours à diverses manœuvres frauduleuses (p. ex. faux concours, offres d'espace web gratuit…).

Sont autorisées

La commercialisation de fichiers contenant des milliers d'adresses mail

La collecte d'adresses de courrier électronique directement auprès de la personne concernée à l'occasion d'achats en ligne, de l'inscription à une liste de diffusion, etc.

Ces procédés de collecte d'adresses sont licites si la personne a donné son accord préalable quant à l'utilisation de son adresse à des fins publicitaires.

Comment s'opposer à la réception de ce type de courrier?

Que vous ayez ou non donné votre consentement à recevoir des publicités par courrier électronique, vous avez à tout moment le droit de le retirer sans frais et sans motivation de votre demande :

Vous vous désinscrivez en répondant directement au mail qui vous a été adressé

Vous vous inscrivez dans un registre d'opposition, si vous ne souhaitez plus recevoir aucune publicité par e-mail

Vous déposez une plainte (link is external)

La plainte

En matière de Spam, vous pouvez vous adresser à l'un des organismes suivants :

La Direction générale du Contrôle et de la Médiation du Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie

Plaintes recevables : principalement les plaintes concernant la publicité par courrier électronique

La Commission de protection de la vie privée

Plaintes recevables : principalement les plaintes concernant l'utilisation abusive de votre adresse électronique

La Federal Computer Crime Unit (FCCU) de la Police fédérale Plaintes recevables : principalement les plaintes concernant des sites web et des courriers électroniques de type pédo-pornographique, des escroqueries via Internet ou plus généralement des délits au Code pénal.

Signatures électroniques

Vous avez conclu un contrat sur internet et vous vous demandez comment faire la preuve de ce contrat conclu sans papier et sans signature manuscrite ?

La signature électronique

La signature électronique est une donnée électronique qui est jointe ou liée à d'autres données électroniques et qui sert de méthode d'authentification. Cette signature peut être utilisée pour identifier le(s) signataire(s) d'un acte juridique accompli par voie électronique.

Signature électronique

Le 23 juillet 2014, l'Union européenne a adopté un règlement relatif à l'identification électronique et aux services de confiance qui remplace la directive 1999/93/CE sur la signature électronique et les prestataires de service de certification à partir du 1er juillet 2016.

Si vous souhaitez déjà connaître le contenu de ce nouveau règlement et les modifications qu'il apportera à la réglementation vous pouvez consulter cette présentation synthétique (PDF, 133.17 Kb).
L'un des changements les plus importants de ce nouveau règlement résidera dans le contrôle des prestataires de services. Dans le cadre de lancement d'un nouveau service de confiance qualifié le contrôle ne sera plus uniquement réalisé à postériori. Les prestataires de service qualifiés feront l'objet d'un contrôle a priori mais également a posteriori dans le cadre d'un audit périodique (tous les deux ans), d'un éventuel audit extraordinaire sur demande de l'organe de contrôle ou encore suite à une éventuelle notification par le prestataire d'une atteinte à la sécurité.
Pour plus d'informations sur les contrôles, consultez cette présentation relative à la session d'information du 27 janvier 2016 (PDF, 865.59 Kb).
D'ici là, rien ne change au niveau réglementaire et les informations indiquées ci-dessous sont donc toujours valables !

Définition

Une signature électronique est une donnée, sous forme électronique, jointe ou liée logiquement à d'autres données électroniques et servant de méthode d'authentification (art. 2 1° de la loi du 9 juillet 2001).
Cette définition englobe tous les types de signatures électroniques, comme

- les signatures manuscrites scannées,
- les signatures biométriques (par exemple, la reconnaissance vocale,
- la reconnaissance de l'iris de l'œil,
- la reconnaissance des empreintes digitales),
- les signatures digitales,
- ou encore les simples codes des cartes bancaires.

Il existe une grande variété de signatures électroniques qui se distinguent par la technologie utilisée, leur niveau de sécurité et la valeur juridique qui leur est associée.

Les trois niveaux de signatures électroniques

Il existe 3 niveaux de signatures électroniques :

- La signature électronique « de base » : voir définition
- La signature électronique « avancée » est une signature électronique « de base » qui
  - doit être liée uniquement au signataire,
  - permettre l'identification du signataire,
  - être créée par des moyens que le signataire puisse garder sous son contrôle exclusif et être liée aux données auxquelles elle se rapporte de telle sorte que toute modification ultérieure des données soit détectée.
- La signature électronique « qualifiée » est une signature électronique « avancée » réalisée sur la base d'un certificat qualifié, et conçue au moyen d'un dispositif sécurisé de création de signature électronique (Les critères de conformité d'une signature électronique « qualifiée » sont repris dans la loi du 9 juillet 2001 et ses annexes)

Le choix d'un type particulier de signature dépend de l'utilisation que vous comptez faire de cette signature électronique. La signature électronique qualifiée présente le niveau de sécurité le plus élevé défini actuellement au niveau européen.

D'un point de vue légal

La loi stipule bien qu'une signature électronique (quel que soit la technologie utilisée et le niveau) ne peut être refusée quant à son efficacité juridique ou sa recevabilité comme preuve en justice.
Néanmoins, seule la signature dite « qualifiée » est assimilée à une signature manuscrite (en cas de contestation de la signature, il appartiendra à celui qui met en cause la fiabilité de la signature d'en apporter la preuve).

Le contrôle

La sécurité de la signature électronique est garantie par les sociétés qui délivrent les signatures électroniques, appelées prestataires de service de certification. Ils sont tenus de mettre en place des moyens technologiques répondant à des exigences régulièrement revues à la hausse.
Le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie a notamment pour mission de contrôler les prestataires de service de certification qui émettent des certificats qualifiés et qui sont établis en Belgique.
L'organisation des contrôles se fait conformément à l'arrêté royal du 6 décembre 2002 organisant le contrôle et l'accréditation des prestataires de service de certification qui délivrent des certificats qualifiés.
Un contrôle a pour objectif de vérifier à posteriori la conformité du service offert, ou d'une partie de celui-ci, par rapport aux prescriptions légales.

Comment se procurer une signature électronique ?

Il vous suffit de prendre contact avec un prestataire de service de certification.
Les prestataires de services de certification qui émettent des signatures qualifiées sont légalement tenus de déclarer leurs activités au SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie. Ils seront ensuite repris sur une liste officielle (TSL : Trusted List), publiée tous les quatre mois.
Les différentes TSL déjà publiées des prestataires de services de certification délivrant des certificats qualifiés, établis en Belgique sont disponibles à l'adresse suivante :
https://tsl.belgium.be/archive/

Valeur juridique

La signature électronique a une valeur juridique et elle est recevable comme preuve en justice. Il faut toutefois qu'elle réponde à certains critères de sécurité technique afin d'être reconnue comme équivalente à la signature manuscrite. Lorsque ces critères de sécurité technique sont rencontrés, on parlera, de signature électronique qualifiée.
Liste des prestataires habilités à fournir la certification de signatures électroniques (link is external)

Le cadre réglementaire

La législation belge en matière de signature électronique (link is external)
est conforme à la directive 1999/93/CE du Parlement européen et du Conseil sur un cadre communautaire pour les signatures électroniques.
Plus d'informations sur les signatures électroniques sur le site du SPF Economie (link is external)

Preuve et signature électronique

La législation actuellement en vigueur permet la reconnaissance explicite de la signature électronique et, dès lors, la reconnaissance implicite de l'écrit électronique. Des conditions strictes doivent toutefois être respectées.

En cas de litige

En cas de litige concernant un contrat en ligne, via le web ou échange de courriers électroniques, il faut opérer une distinction selon que vous souhaitez faire la preuve à l'égard d'un commerçant ou d'un consommateur :

Vous êtes consommateur ?

Vous bénéficiez d'un régime de liberté des preuves. Cela signifie que vous pouvez utiliser tout moyen pour tenter de démontrer que vous avez effectivement conclu un contrat. Eléments de preuve: une copie du bon de commande ou de la confirmation de celui-ci, des conditions générales envoyées par courrier électronique, etc.

Il n'est donc pas indispensable de disposer d'un écrit papier doté d'une signature manuscrite. C'est toutefois le juge qui appréciera la valeur probante des éléments que vous mettez à sa disposition.

Pour des actes juridiques importants, un bon conseil, ayez recours à un système sécurisé tel que la signature électronique (link is external) .

Vous êtes commerçant ?

Une distinction s'opère selon que le montant total de l'opération est inférieur (ou égal) ou supérieur à 375 EUR.

Montant inférieur ou égal à 375 EUR :

Vous bénéficiez d'un régime de liberté des preuves tel que celui mentionné ci-dessus pour le consommateur.

Montant supérieur à 375 EUR :

Vous devez normalement être en possession d'un "acte sous seing privé" en d'autres termes, d'un écrit signé. Il s'agit soit d'un écrit papier

signé de façon manuscrite, soit d'un écrit électronique qui réponde aux conditions énoncées par la loi. Si cela n'est pas les cas, il vous sera peut être difficile de faire la preuve de la commande ou de la conclusion du contrat.

Pour en savoir plus sur la signature électronique, consulter le Guide pour les utilisateurs d'internet
(link is external)
et le site du SPF Economie à la page Signature électronique
(link is external)

IV. La commande en ligne

a) Comment éviter que le client commette des erreurs dans sa commande ?

Pour éviter la conclusion du contrat suite à une méprise, une distraction ou une maladresse, vous devez tout mettre en œuvre dans l'organisation de votre site pour prévenir, autant que possible, les erreurs que le client pourrait commettre dans la saisie des données relatives à sa commande. A cet égard, la loi vous oblige à mettre à la disposition du consommateur tout moyen technique approprié lui permettant d'identifier et de corriger ses erreurs (si le client est professionnel, vous pouvez déroger contractuellement à cette obligation).
En pratique, différents dispositifs peuvent être mis en place. Par exemple, il existe des logiciels programmés pour débusquer automatiquement les erreurs manifestes dans la commande (quantités exorbitantes, données incompatibles avec la définition d'un champ, données contradictoires, numéro de carte de crédit incorrect...) ou les champs du formulaire de commande qui seraient restés vacants (pas de nom, pas d'adresse de livraison...). Un message d'erreur apparaît alors à l'écran, pour inviter le client à opérer les corrections nécessaires.
En outre, vous pouvez proposer des boutons de correction, de modification, d'annulation, de suppression des divers éléments de la commande, tout au long du processus, depuis la sélection d'un article jusqu'à la validation. Le client est ainsi à même de modifier sa commande à tout moment, s'il détecte une erreur ou change simplement d'avis.
Enfin, vous pouvez inciter votre client à la vigilance, par la multiplication de messages d'avertissement et de mise en garde. Il est vivement recommandé, au stade ultime de la commande, d'afficher un récapitulatif complet de celle-ci, accompagné d'une invitation explicite à en relire attentivement le contenu avant de valider définitivement son choix, d'un dernier "clic", qui clôturera le processus de commande.
A nouveau, la mise en place de dispositifs de ce genre est obligatoire dans les contrats conclus avec un consommateur (à propos de vos obligations d'information). Par contre, entre professionnels, il vous est permis de déroger par contrat à cette obligation. Notez que si le contrat n'y déroge pas expressément, l'obligation persiste.

b) Comment organiser le processus de commande sur mon site ?

Lors du processus de commande, il importe d'éviter la formation du contrat par erreur ou par inadvertance. Le client doit avoir pleinement conscience de s'engager dans les liens d'un contrat. C'est pourquoi la présentation et l'agencement de votre site doivent être suffisamment ordonnés, afin de permettre au visiteur de s'y retrouver.
A cet égard, la loi vous oblige à informer votre client des différentes étapes techniques à suivre pour passer commande sur votre site (nb : si votre client n'est pas consommateur, vous pouvez déroger conventionnellement à cette obligation). Concrètement, cette obligation peut être rencontrée par la mise en place de différents mécanismes, dont nous ne donnons ici que quelques exemples.
Ainsi, vous pouvez découper le processus de commande en une série d'étapes successives: sélection des articles, enregistrement du client, indication de l'adresse de livraison, choix du

mode de paiement, etc. Chaque passage à l'étape ultérieure pourrait ainsi être conditionné par l'approbation du client, exprimée en cliquant sur l'icône prévue à cet effet.
Lorsque le client est consommateur, il vous est interdit, lors de la conclusion du contrat sur Internet, d'avoir recours à des options par défaut que le consommateur devrait refuser pour éviter tout paiement d'un ou de plusieurs produits supplémentaires (options « pré-cochées »). Le consommateur devra par conséquent toujours choisir activement lui-même un produit supplémentaire, de sorte qu'il fasse sa commande consciemment et sans influence injustifiée.
Vous devez obtenir le consentement exprès du consommateur à tout paiement supplémentaireà celui convenu lors de sa commande principale. Si vous ne respectez pas cette obligation (si vous avez par exemple recours à des options par défaut), le consommateur est en droit de vous demander le remboursement des paiements supplémentaires.
Au terme de la procédure de commande, lorsque tous les éléments du contrat sont déterminés, il est recommandé de faire apparaître un récapitulatif de la commande à l'écran (à propos de vos obligations d'information juste avant la passation de sa commande par le consommateur), en invitant votre client à vérifier l'exactitude des données avant de valider définitivement la commande, d'un clic final.
Comme cela a déjà été souligné, **si le consommateur doit payer**, **certaines informations doivent lui être rappelées** d'une manière claire et apparente directement avant de pouvoir passer une commande (cette obligation ne s'applique donc pas lorsque le client est professionnel) ; il s'agit :

- des **principales caractéristiques** du bien ou du service ;
- de toutes les informations qui concernent le **prix total** à payer (c'est-à-dire le prix en tant que tel et tous les frais) ;
- la **durée** du contrat et ses conditions de **résiliation** s'il est à durée indéterminée ou à reconduction automatique ;
- la **durée** minimale éventuelle des obligations du consommateur en raison du contrat conclu.

Lorsque le client consommateur doit payer, votre site internet doit l'amener à **reconnaître explicitement que la commande implique une telle obligation de payer**. Ainsi, si le consommateur doit activer un bouton ou une fonction similaire pour passer commande, ceux-ci doivent porter la mention « commande avec obligation de paiement » ou une formule analogue sans ambiguïté. Si vous ne respectez pas cette obligation, le consommateur ne sera pas lié par la commande ou le contrat.
Avant que votre client ne passe commande, vous devez mettre à sa disposition les **moyens techniques** appropriés lui permettant d'identifier les **erreurs** commises dans la saisie des données et de les corriger (nb : vous pouvez déroger conventionnellement à cette obligation lorsque le client n'est pas consommateur).
Le processus de passation de la commande terminé, vous devez envoyer au client, sans délai injustifié et par voie électronique, un accusé de réception (nb : vous pouvez à nouveau déroger conventionnellement à cette obligation si le client n'est pas consommateur). En outre dans un délai raisonnable après la conclusion du contrat avec un consommateur, vous devez confirmer le contrat conclu sur un support durable.
Enfin, une bonne information générale sur le fonctionnement du site a le mérite de clarifier le déroulement du processus contractuel et de familiariser le visiteur avec l'achat en ligne. Par exemple, votre page d'accueil pourrait proposer une simulation de commande. L'offre d'une rubrique d'aide est également recommandée. Accessible depuis chaque page via un hyperlien, elle fournit au visiteur un grand nombre d'informations sur le fonctionnement du site, les modalités d'achat, les solutions en cas de problèmes, les astuces de navigation, etc.

c) Quelles informations dois-je fournir au client après la commande ?

Si vous contractez avec un consommateur:

Le processus de passation de la commande terminé, vous devez envoyer au client, sans délai injustifié et par voie électronique, un **accusé de réception** contenant un récapitulatif de la commande (nb : vous pouvez déroger conventionnellement à cette obligation si le client n'est pas consommateur). Ce peut être une page web qui s'affiche à l'écran pour confirmer l'enregistrement de la commande (elle doit alors être aisément imprimable). Vous pouvez aussi envoyer au client un e-mail reprenant le numéro et les détails de sa commande.

Dans un délai raisonnable après la conclusion du contrat avec un consommateur (au plus tard, au moment de la livraison du bien ou avant le début de l'exécution du service), vous devez **confirmer le contrat conclu sur un support durable** (par exemple : un e-mail, une clé usb, un disque dur, etc., mais pas un hyperlien dans un e-mail qui renvoie au site Internet de l'entreprise ; ne constitue par contre pas un tel support un hyperlien dans un e-mail qui renvoie au site Internet de l'entreprise). Cette **confirmation** doit comprendre toutes les informations précontractuelles que vous avez dû communiquer au consommateur (les informations sur le processus d'achat ne doivent pas être reprises dans la confirmation). A moins que ces informations ne lui aient déjà été communiquées préalablement sur un tel support.

Si le contrat concerne la fourniture d'un **contenu numérique** sans support matériel, et que le consommateur vous a donné son accord préalable exprès pour que cette fourniture commence et reconnu la perte de son droit de rétractation, la confirmation doit également comprendre cet accord et cette reconnaissance.

Notez que toutes ces informations font partie du contrat conclu avec le consommateur et ne peuvent pas être modifiées unilatéralement sans l'accord de ce dernier.

Si vous contractez avec un professionnel:

Entre professionnels, il vous est permis de déroger par contrat à l'obligation d'envoyer un accusé de réception de la commande. Notez que si aucune dérogation n'est prévue au contrat, l'envoi de l'accusé de réception reste obligatoire.

Par ailleurs, vous n'avez pas l'obligation de lui faire parvenir un document confirmant toutes les informations relatives au contrat mentionnées ci-dessus.

d) A partir de quand suis-je engagé contractuellement?

Au stade ultime de l'achat en ligne, il est demandé au client de confirmer son paiement. Toutefois, dans la plupart des cas le client dispose d'un droit de rétractation.

Un contrat conclu par voie électronique est un contrat conclu à distance, c'est-à-dire sans que les parties soient en présence l'une de l'autre. Dès lors, en principe, le contrat est conclu lorsque vous recevez la commande de votre client, si vous êtes établi en Belgique. A partir de ce moment, vous et votre client êtes liés contractuellement. Cela signifie que vous avez l'obligation d'exécuter la commande et qu'il ne vous est plus possible de revenir en arrière et de changer d'avis. Vous avez l'obligation d'envoyer au client ou de poster sur le site un accusé de réception de sa commande récapitulant celle-ci.

Il vous est en principe possible d'échapper à cette règle en recourant à une réserve d'agrément,

c'est-à-dire en précisant dans le contrat, de manière claire et explicite, que toutes les commandes sont exécutées sous réserve d'acceptation de votre part, ou que vos offres sont libellées sans engagement.
Néanmoins, si vous contractez avec un consommateur, la loi vous interdit de prévoir lors de la signature du contrat un engagement immédiat et définitif du consommateur alors que vous-même contractez sous une condition dont la réalisation dépend de votre seule volonté. Cela signifie que vous ne pouvez introduire une réserve d'agrément à votre profit, tout en prévoyant que le consommateur, de son côté, est engagé par le bon de commande qu'il vous a envoyé. En tout état de cause, le consommateur doit avoir le pouvoir du dernier mot.
Par contre, vous avez le droit de mettre des réserves objectives à votre offre, c'est-à-dire de soumettre la conclusion du contrat à des conditions qui ne dépendent pas exclusivement de votre volonté. Par exemple, indiquer que votre offre est faite dans la limite des stocks disponibles. Notez qu'il n'est même pas nécessaire de l'indiquer explicitement sur votre site, étant donné qu'il est généralement admis qu'une offre a lieu en principe sous la réserve implicite de la disponibilité des stocks.
S'il s'agit d'un consommateur, la loi lui accorde la possibilité de renoncer au contrat, dans certaines hypothèses et dans un certain délai.

V. Le paiement par carte de crédit

a) Quels sont les risques liés à l'utilisation d'une carte de crédit sur internet ?

De nombreux internautes hésitent à utiliser leur carte de crédit sur l'internet, en raison des spectaculaires affaires de hacking et de fraudes largement relayées par la presse. Il convient de dédramatiser quelque peu la situation. En effet, il existe aujourd'hui des techniques et des parades permettant de garantir un degré élevé de sécurité pour les paiements en ligne. Néanmoins, il est vrai qu'en matière de sécurité sur l'internet, le risque zéro n'existe pas.
Le premier problème lié au paiement par carte de crédit est que la connaissance du numéro de carte et de sa date d'expiration suffit parfois pour effectuer des achats aux frais du titulaire de la carte. En effet, pour payer par carte de crédit, il n'est pas toujours nécessaire de s'identifier comme titulaire de la carte ni d'introduire un code secret. Il ne faudrait donc pas que ces données tombent aux mains de tiers. Il est donc important de veiller à ce que la transmission de ces données soit protégée par des dispositifs techniques adéquats.
En outre, si vous conservez ces informations dans une base de données, on peut craindre qu'un hacker réussisse à s'y introduire frauduleusement en vue de collecter les données bancaires de vos clients et s'en servir par la suite. Il faut donc que cette base de données soit protégée par des systèmes de sécurité. Certains prestataires, afin d'éviter ce problème, ne conservent jamais ces données plus de temps qu'il n'est nécessaire pour enregistrer le paiement du client.
En l'absence de système de sécurité mis en place sur votre site, votre client sera nettement plus réticent à payer en ligne et préférera sans doute aller faire ses achats sur un site plus sécurisé. C'est pourquoi il est indispensable de mettre en place un système de paiement sécurisé par carte de crédit et d'informer clairement le consommateur de l'existence de ces protections, afin de gagner sa confiance.
Si vous ne disposez pas des ressources en interne pour pouvoir offrir un système de paiement sécurisé, vous pouvez sous-traiter ce système via une société spécialisée telle que Banksys, Bank Card Company, Ogone, Paybox, Klik&Pay ou via une institution bancaire.
Au sujet de la réglementation applicable aux services de paiement et en matière de responsabilité en cas de paiement non autorisé, voir http://economie.fgov.be/fr/binaries/Brochure_nouvelle_legislation_SEPA_201102_tcm326-128429.pdf.

b) Suis-je responsable si quelqu'un passe commande sur mon site en utilisant frauduleusement la carte d'un tiers ?

Non. Dans une telle hypothèse, ni vous, ni le titulaire de la carte (sauf faute grave), n'êtes responsables. La loi prévoit en effet que c'est à l'émetteur de la carte de crédit qu'il revient d'assumer les conséquences d'une telle fraude. Dès que le titulaire d'une carte de crédit a connaissance de l'utilisation frauduleuse de sa carte, il doit prendre contact le plus rapidement possible avec l'émetteur de la carte, et non avec vous.
Par ailleurs, aucun remboursement ne pourra vous être réclamé par le titulaire ou par l'émetteur de la carte, suite à l'utilisation frauduleuse d'une carte de crédit sur votre site.
L'objectif du législateur est d'obliger les émetteurs de cartes de crédit à mettre en place des systèmes assurant une utilisation sécurisée des cartes de crédit sur l'internet. La méthode se

révèle efficace étant donné que ces dernières années de grands progrès techniques ont été faits, sous l'impulsion des émetteurs de cartes de crédit, en vue de protéger la transmission des données bancaires en ligne.

c) Comment permettre le paiement par virement électronique sur mon site ?

Il est possible de proposer au client de régler ses achats par virement électronique, directement sur votre site.
Pour utiliser ce mode de paiement, le client doit d'abord être équipé d'un système de home-banking fourni par sa banque. Tous les logiciels de home-banking permettent de faire des virements à domicile, par voie électronique, de la même manière que dans les appareils de self-banking. Par contre, tous ne permettent pas de payer directement sur un site web par virement électronique. Pour cela, il faut en outre que la banque du client lui fournisse un tel service.
Pour pouvoir proposer le paiement par virement électronique, vous devez passer un accord avec les différentes banques proposant un tel service, pour créer une passerelle entre votre site et la plate-forme de home-banking de celle-ci. Le logiciel adéquat vous sera également fourni.
Concrètement, le paiement se déroule comme suit. Lorsque le client choisit de payer par virement électronique sur le site, il clique sur un lien qui l'envoie directement sur la plate-forme de home-banking de son institution bancaire. En même temps, toutes les données nécessaires au paiement (prix, coordonnées de l'entreprise...) sont transmises de manière sécurisée de votre site vers la plate-forme, de manière à compléter automatiquement le bulletin de virement électronique. Il ne reste plus au client qu'à valider ce virement au moyen d'un code confidentiel. Sa banque vous informe alors que le paiement est en cours.
Ce système est à la fois simple et sûr, puisque le client communique directement avec son organisme bancaire, sur une plate-forme de home-banking sécurisée, sans que ses données bancaires circulent sur les réseaux. Cependant, à l'heure actuelle, un tel système est limité au niveau national, entre banques et entreprises d'un même pays.

d) Puis-je exiger du client un paiement anticipé ?

Oui, vous pouvez exiger du consommateur qu'il paye lors de sa commande. Toutefois, si, par la suite, le consommateur fait exercice de son droit de rétractation, les sommes versées devront lui être intégralement remboursées.

e) Peut-on proposer le paiement par virement bancaire classique?

Vous pouvez laisser la possibilité de régler vos achats par virement bancaire ordinaire (sur papier, par self-banking, phone banking ou home-banking classique, à ne pas confondre avec le virement électronique). Veillez, à ce que votre client indique le numéro de référence de la commande dans la communication ou utilisez une communication structurée.

f) Comment garantir la sécurité de mon site ?

La sécurité informatique évoque l'ensemble des outils ou méthodes qui tendent à maintenir, voire à rétablir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité d'un système informatique et donc aussi des sites internet. Cet aspect n'est pas pas à prendre à la légère. Les nouvelles relayées

presque quotidiennement par les médias suffisent à s'en convaincre: pas un jour ne passe sans qu'il soit fait écho, de virus informatiques, d'intrusions de hackers, de piratage de sites, de vols de bases de données,etc.

Quels sont les dangers qui menacent un site web ?

Il ne saurait être question ici d'énumérer tous les dangers qui pourraient menacer votre site: la liste serait trop longue. Le propos est uniquement de recenser l'une ou l'autre des agressions les plus fréquentes ou les plus destructrices, afin de vous sensibiliser au thème souvent négligé de la sécurité. Soyez en effet conscient que certaines entreprises furent acculées à la faillite suite à une défaillance de leur système informatique ou à la perte de l'ensemble des données.
Il est bon de rappeler que la sécurité du système ne sera pas uniquement compromise par la suite de malveillances: un incendie, un dégât des eaux, une panne des composantes informatiques, des erreurs humaines dans la conception des programmes peuvent aussi mettre en péril votre système. Des solutions de bon sens s'imposent pour éviter ce genre de désagrément (back up réguliers, sécurisation des installations, disaster recovery plan, etc.) mais nous ne nous attarderons pas sur ces points.
L'hypothèse de la criminalité informatique mérite de plus amples développements que vous trouverez ici.

Quelles sont les techniques d'agression utilisées ?

Sans prétendre à l'exhaustivité, voici quelques-unes des techniques utilisées par les criminels informatiques.
Pour pénétrer dans un réseau en principe inaccessible, les pirates vont rechercher des failles de sécurité, à savoir les bogues ou anomalies de certains logiciels qui permettent de violer le système sur lequel tourne ce programme. Dès l'instant où une faille est découverte sur le site, c'est un jeu d'enfant de s'introduire dans le système. Les pirates n'hésitent d'ailleurs pas à mettre à disposition, sur leurs sites, des programmes permettant précisément d'exploiter ces failles.
Mais il n'est parfois pas nécessaire de recourir à ce genre de subtilités: en possédant un login (un nom d'utilisateur) et un mot de passe, le pirate pourra sans problème accéder au réseau en tant qu'utilisateur. Cette étape franchie, la boîte de Pandore est ouverte et vos ennuis ne font que commencer. Découvrir ce couple "login - mot de passe" ne relève pas de l'exploit pour un pirate: tantôt il en aura connaissance par hasard (trouvé dans le tiroir d'un bureau, dans un agenda, repéré lors de la frappe ou à l'aide d'un logiciel espion, etc.), tantôt il mettra en œuvre une méthode plus systématique (par exemple en volant le fichier des mots de passe chiffrés et au moyen d'un programme spécifique, en découvrant les plus simples). Si le mot est tiré du dictionnaire, il ne résistera pas bien longtemps. On ne saurait donc trop insister sur l'importance de choisir un bon mot de passe. On recommande que celui-ci soit long, avec des caractères variés (minuscules, majuscules, chiffres et lettres et symboles du type (a) ! § ~ ^) et qu'il ne s'agisse pas d'un mot figurant dans le dictionnaire.
L'envoi d'un virus peut aussi gravement endommager le système.

Quels sont les différents virus ?

Eu égard aux dégâts potentiels que peut générer le sabotage informatique, il peut être intéressant de détailler quelques-uns des virus susceptibles d'infecter votre système.
De façon générique, on entend par virus un programme installé sur un ordinateur à l'insu de son utilisateur et capable de se reproduire sur l'ordinateur infecté, sur un de ses supports (disquette,

CD-Rom), ou encore sur une machine du réseau intranet ou internet auquel il est connecté. Ses manifestations seront multiples: tantôt il effacera l'un ou l'autre fichier, voire tout le disque dur (à noter qu'il suffit parfois de détruire l'un ou l'autre fichier vital du disque dur pour rendre celui-ci totalement inutilisable), tantôt, il fera apparaître des images ou des sons étranges, tantôt encore il diminuera les performances du microprocesseur. Certains virus agissent parfois de façon plus insidieuse: ils n'effacent pas de données mais ouvrent des brèches dans le système de sécurité pour permettre aux pirates d'y pénétrer par la suite en exploitant ces vulnérabilités et certains ne sont installés que dans le but de collecter des données confidentielles telles que des informations liées à vos clients.
Il existe de nombreuses classifications, mais il ne saurait être question de toutes les expliquer ici. Nous nous bornerons à vous présenter le ver informatique, la bombe logique et le cheval de Troie. Il faut néanmoins préciser que ces catégories ne sont pas exclusives l'une de l'autre ; en clair, un virus peut se diffuser comme un ver, se déclencher comme une bombe logique et s'installer comme un cheval de Troie.
Les vers informatiques sont des virus qui se propagent ou se diffusent par morceaux quasiment indétectables. Les bombes logiques sont des lignes de codes insérés dans des programmes et qui se déclenchent lors d'un événement donné (entrée de certains caractères, date précise, etc.). Quant au cheval de Troie, il prend la forme de petits programmes à l'apparence inoffensive mais qui contiennent aussi des mécanismes cachés rendant le système vulnérable à un virus ou à l'attaque d'un pirate.

Qu'est-ce que la criminalité informatique ?

Diverses classifications ont été élaborées pour cerner le phénomène de la criminalité informatique. Dans les points suivants, les catégories seront calquées sur les infractions correspondantes prévues dans le Code pénal.
Parmi les infractions les plus fréquentes, citons en vrac:

- les infractions contre la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et systèmes (accès illégal, interception illégale, atteinte à l'intégrité des données et du système, etc.;
- les infractions informatiques (faux en informatique et fraude informatique);
- les infractions se rapportant au contenu (pornographie enfantine, idées racistes ou xénophobes, etc.);
- les infractions liées aux atteintes à la propriété intellectuelle (distribution à grande échelle d'œuvres musicales ou littéraires protégées par le droit d'auteur).

En quoi consistent les infractions contre la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et systèmes ?

Ces infractions sont plus connues sous le terme de hacking.
Avant d'aborder l'aspect plus juridique, peut-être n'est-il pas inutile de rappeler ce qu'on entend par confidentialité, intégrité et disponibilité. La confidentialité sera garantie si certaines données ou informations ne sont accessibles que moyennant le respect de certaines conditions et par certaines personnes uniquement. L'intégrité est respectée, quant à elle, si la qualité et l'exactitude des données est maintenue et protégée contre les modifications, les pertes ou les destructions, qu'elles soient d'origine accidentelle ou malveillante. Enfin, le système est disponible si son fonctionnement n'est pas altéré et si les utilisateurs autorisés peuvent y accéder normalement.
On distingue généralement le hacking interne et le hacking externe. Le premier cas se présente si, par exemple, l'un de vos employés, profitant de sa position au sein de l'entreprise et de son

droit d'accès sur le réseau, prend connaissance de données confidentielles dont l'accès lui est en principe refusé. On parlera par contre de hacking externe dès lors qu'un individu, n'ayant aucun droit d'accès à votre système informatique, parvient à déjouer les mécanismes de sécurité pour s'introduire dans le réseau de votre entreprise.
On trouve aussi dans cette catégorie le sabotage informatique qui consiste à attaquer un système avec un virus ou l'une de ses variantes (ver informatique, bombe logique, cheval de Troie, etc.) et dont l'objectif n'est autre que la perturbation du fonctionnement du système, voire parfois sa destruction pure et simple, avec les conséquences économiques et sociales qui peuvent en résulter.
Les motivations des hackers sont variées: les uns le font par jeu et ne mesurent pas toujours les conséquences de leurs actes ; d'autres par contre poursuivent des objectifs mercantiles, politiques ou militaires ou sont animés de desseins plus sombres (terrorisme, espionnage industriel).
Dans tous les cas, ces infractions sont prévues par le Code pénal et leurs auteurs risquent jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et une solide amende. En cas de récidive, les peines sont doublées.
Notez également qu'en se rendant coupable de hacking, le pirate commettra bien souvent d'autres infractions, tels un faux en informatique, ou une fraude en informatique. En s'introduisant dans votre système, le pirate en profitera par exemple pour modifier des informations (par exemple insérer dans l'une des pages de votre site des photos à caractère pornographique), récupérer certaines données confidentielles ou sensibles, voire encore subtiliser des mots de passe.

En quoi consiste le faux en informatique ?

On parle de faux en informatique lorsque quelqu'un introduit, modifie ou efface les données d'un système informatique, voire encore en modifie l'utilisation possible, et en modifie la portée juridique. Ce sera le cas si vous mettez en place un site internet à accès payant et qu'un internaute introduit un faux numéro de carte de crédit. Il en ira de même si l'un de vos employés introduit des transactions fictives dans le système ou en cas de falsification d'une signature électronique.
Cette infraction est punie d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et/ou d'une amende. En cas de récidive, les peines sont doublées.

En quoi consiste la fraude informatique ?

Il y a fraude informatique dès lors que pour se procurer un avantage patrimonial frauduleux, une personne introduit, modifie ou efface les données d'un système informatique, voire encore en modifie l'utilisation possible. L'hypothèse sera rencontrée en cas d'utilisation d'une carte de crédit volée pour acheter des biens sur votre site ou si le pirate détourne des fichiers ou des programmes à des fins lucratives.
Une peine de prison de 6 mois à 5 ans et/ou une amende frappera l'auteur de l'infraction. En cas de récidive, les peines sont doublées.

Quels sont les moyens légaux pour lutter contre la criminalité informatique ?

Suite à l'intervention du législateur, les pirates savent désormais que leurs méfaits seront lourdement sanctionnés (jusqu'à 10 ans de prison en cas de récidive) et que l'impunité n'est plus de mise. Il est vrai néanmoins qu'en raison du caractère essentiellement international des

échanges sur le Net et par conséquent des infractions, les auteurs - parfois localisés dans des Etats juridiquement très tolérants - seront difficilement identifiés et appréhendés.

Quelles démarches entreprendre si je suis victime de criminalité informatique ?

Vous pouvez bien entendu porter plainte. De nombreuses victimes d'actes de piratage hésitent à s'en plaindre, peut-être par crainte d'être mal considérées. Il faut insister ici sur le fait que tout un chacun, même le plus attentif aux questions liées à la sécurité, peut être un jour victime de malveillance sur le réseau. En diffusant l'information, vous permettez aux autres de profiter de votre expérience et d'éviter ainsi de tomber dans les mêmes pièges.
Vous pouvez déposer une plainte auprès des services de police qui transmettront l'affaire au procureur du Roi. Il vous est aussi loisible de vous constituer partie civile entre les mains du juge d'instruction.
Il faut aussi savoir qu'il existe des services de police spécialisés en matière de criminalité informatique, les Regional Computer Crime Units (RCCU), placés sous l'autorité d'une unité fédérale - Federal Computer Crime Unit (FCCU) - dont l'expertise dans le domaine pourra vous être utile. Vous pouvez également prendre contact avec les autorités en envoyant un e-mail au point de contact judiciaire central (contact(a)gpj.be).
Au plan civil, des dommages et intérêts pourront être réclamés en réparation des préjudices matériels et éventuellement moraux subis.
Notez enfin que la Cyber Emergency Team fédérale (CERT.be) (voir https://www.cert.be/fr), spécialiste neutre en sécurité sur Internet et les réseaux, est susceptible de vous aider si vous êtes victime d'un incident de cybersécurité. Elle peut prendre en charge la coordination lors d'un tel incident, donner des conseils permettant de trouver des solutions ou encore, offrir un soutien permettant de prévenir les incidents de sécurité. A propos de la signalisation d'incidents de cybersécurité, voir https://www.cert.be/fr/signaler-un-incident.

Comment identifier l'auteur d'un délit en matière de criminalité informatique ?

Il s'agit de l'un des aspects les plus problématiques en matière de criminalité informatique. Car s'il est vrai qu'il existe des logiciels de localisation très performants, il faut être conscient que de nombreuses techniques permettent d'agir sur internet de façon anonyme.
Pour aider les autorités judiciaires dans leurs recherches, il peut être important de leur transmettre le moment de l'attaque (date et heure, aussi précises que possible) et la liste des adresses IP des ordinateurs connectés à cet instant.
Pour ce qui est du moment de l'attaque, il faut savoir que votre serveur ne gardera en mémoire que l'heure et la date programmée sur l'ordinateur connecté. En d'autres termes, si vous estimez que l'attaque s'est produite le 10 février entre 19 et 23 heures et que vous cherchez les ordinateurs connectés à ce moment, vous pourriez ne pas trouver celui qui est à l'origine de l'attaque. En effet, si cet ordinateur est "programmé" avec 1 jour de retard, il ne sera conservé dans l'historique qu'à la date du 9 février. D'autres moyens de recherche devront alors être mis en œuvre.
La loi prévoit que les opérateurs de réseaux de communication et les fournisseurs de services de communications électroniques devront conserver pendant 12 mois les données d'appel et les données d'identification des utilisateurs de leurs services. Sont également visés les fournisseurs de services de courrier électronique via Internet. Cette obligation de conservation de données à des fins de lutte contre la criminalité contribuera à l'identification, par les autorités judiciaires, de

l'auteur de l'infraction dont vous seriez victime.

A quels moyens techniques puis-je recourir pour me protéger ?

Au-delà des moyens légaux, il est bien évident que la meilleure démarche consiste à prévenir ce genre de risques en mettant en place un dispositif de sécurité performant et adapté à vos besoins.
Voici quelques-uns des outils pour garantir la sécurité du site et des échanges: l'utilisation de signatures électroniques, d'un firewall (pare-feu), de fichiers historiques, de procédures de back up, d'anti-virus actualisés, et surtout d'une bonne organisation dans la gestion de ces moyens.

Qu'est-ce qu'un firewall ?

Il s'agit du dispositif matériel (routeur, serveur) et logiciel destiné à interdire tout accès non autorisé à un réseau informatique. Le firewall va en principe contrôler le trafic entrant, mais il peut aussi être paramétré pour vérifier le trafic sortant.
Pour remplir correctement son rôle, le firewall doit être situé au seul point de contact entre le réseau interne et le réseau externe.
Il s'agit d'un moyen très efficace pour se protéger contre les attaques mais ce n'est pas la panacée: il sera en effet inutile pour garantir l'intégrité des informations ou la confidentialité des données.

A quoi peuvent servir les fichiers historiques ?

De tels fichiers permettent en principe de déterminer qui a accédé au système, à quel moment et pendant combien de temps. Sachez néanmoins que le hacker qui piratera votre système informatique prendra la précaution de modifier certains paramètres de son ordinateur de telle sorte que le recours aux fichiers historiques vous sera souvent de peu d'utilité pour le retrouver.
De même, les fichiers qui ont été consultés ou modifiés pourront plus facilement être identifiés.
En cas de problème, l'analyse de ces fichiers permettra de connaître les causes du problème.

Comment réaliser les copies de sauvegarde ?

Il est impératif de réaliser des copies de sauvegarde (back up) régulièrement. En cas de destruction des données suite à une attaque de pirates ou à un problème technique quelconque (incendie, vol des machines), il vous sera possible de continuer ou reprendre votre activité assez rapidement.
Il est préférable d'édicter des règles précises qui déterminent ce qui est sauvegardé, avec quelle fréquence et où sont stockées les copies de sauvegarde. Il va sans dire que ces copies doivent être entreposées dans un lieu différent de celui du système informatique et strictement protégé (il s'agit bien souvent de données confidentielles qui ne doivent pas tomber dans n'importe quelles mains).

Comment utiliser les logiciels anti-virus ?

Un bon logiciel anti-virus ne sera pas un luxe, d'autant que des outils très performants sont disponibles gratuitement.
Vous veillerez à ce qu'il soit maintenu à jour (même quotidiennement si nécessaire).
Les courriers électroniques devront être passés au crible car ils constituent une source très importante d'infections par les virus. Dans le même sens, vous déconseillerez à votre personnel d'introduire des disquettes, CD-Rom, DVD, clés USB ou d'autres dispositifs externes de stockage

sans une vérification préalable par le gestionnaire du système informatique (qui contrôlera l'absence de virus).

Dois-je prévoir des moyens de sécurité particuliers si je mets en place un système de paiement en ligne ?

Il est tout à fait envisageable que votre ambition, en vous établissant sur le Net, ne se limite pas à fournir aux internautes divers renseignements sur votre activité. Vous pouvez vouloir mettre sur pied un site de type transactionnel où les clients-internautes pourront acheter des biens à travers le réseau. Sur ce point, vous prendrez rapidement conscience que pour garantir le succès de votre activité, il vous faudra gagner la confiance des internautes, notamment en leur proposant un moyen de paiement sûr et efficace.

Comment organiser la sécurité et quel en est le coût ?

La mise en place des différents systèmes de sécurité n'est que l'étape finale d'un processus d'analyse. Les actifs à protéger (ressources informatiques, données, etc.) devront être identifiés, de même que les menaces et les vulnérabilités (faiblesse du système qui permet à une menace de se matérialiser). Vous devrez aussi quantifier les dommages potentiels pour cerner l'impact d'une intrusion ou d'un virus et évaluer le risque, la probabilité de survenance de ces événements. Sur base de cette analyse, vous serez en mesure de déterminer les moyens de défense nécessaires.

C'est le mauvais côté de ces techniques de sécurité: leur coût et la gêne des utilisateurs. En effet, ces procédures peuvent être source de complexité ou pénaliser la fonctionnalité ou le rendement du système. Il faudra donc veiller à expliquer clairement aux utilisateurs les objectifs de ces procédures. Quant aux coûts, ils devront être proportionnés aux menaces, vulnérabilités et risques, identifiés de façon réaliste. Gardez à l'esprit que si la sécurité a un prix, l'absence de sécurité pourra vous coûter plus cher encore, voire vous conduire - dans un scénario certes pessimiste, mais possible - à la faillite.

VI. La livraison

a) Quand devez-vous exécuter le contrat (délai de livraison) ?

Lorsque vous contractez avec un consommateur, si vous n'avez pas convenu d'un autre délai, vous êtes tenu d'exécuter la commande dans un délai de maximum 30 jours, à partir du lendemain de la conclusion du contrat. Dans ce laps de temps, le contrôle ou la possession physique du bien doit être transférée au consommateur.
Il se peut que vous preniez du retard dans l'exécution de la commande, par exemple pour des raisons d'indisponibilité du bien chez le fournisseur ou de rupture de stock. Le mieux est alors de prendre contact avec le consommateur (p. ex. par e-mail ou par téléphone), afin de l'avertir du problème. Vous pouvez convenir avec lui d'un prolongement du délai, à moins qu'il préfère exercer son droit de rétractation avant même la livraison du bien.
Si, au terme du délai légal de 30 jours, ou à la fin du délai convenu avec le consommateur (car vous pouvez déroger au délai légal), la commande n'est pas exécutée, le consommateur mécontent doit vous enjoindre d'effectuer la livraison dans un délai supplémentaire adapté aux circonstances. Si vous ne vous exécutez à nouveau pas, il a alors le droit de demander la résolution du contrat (sauf cas de force majeure). Cela signifie qu'il ne sera plus lié par le contrat. Aucun frais ni aucune indemnité ne pourront lui être réclamés. Et s'il avait déjà versé un acompte ou payé la totalité du prix, vous devrez lui rembourser le tout sans retard excessif.
Dans deux hypothèses spécifiques, le consommateur pourra demander immédiatement la résolution du contrat :

- lorsque vous refusez de le livrer ou
- lorsque la livraison au moment indiqué s'avérait essentielle, soit que cela résulte des circonstances, soit que le consommateur vous ait informé avant la conclusion du contrat du caractère essentiel du moment de livraison.

Enfin, sachez que le consommateur a le droit de vous réclamer des dommages et intérêts, à condition que l'inexécution lui ait causé un dommage.

b) Suis-je responsable si le bien s'égare ou est abîmé lors de la livraison ?

Si votre client est un consommateur, l'envoi de biens ou de titres représentatifs de services se fait toujours à vos risques et périls.
Si le bien s'abîme en cours de transport, le consommateur a le choix entre conserver le bien pour un prix moindre que le prix convenu, ou vous renvoyer le bien (à vos frais), afin que vous lui en fournissiez un nouveau en parfait état. Si le bien s'égare, vous devez lui en renvoyer un autre. A moins qu'il décide d'exercer son droit de rétractation, auquel cas vous avez l'obligation de lui rembourser les sommes qu'il aurait déjà versées en acompte ou en paiement du prix.

c) Quelles informations dois-je fournir lors de la livraison ?

Pour rappel, si le client est un consommateur, vous devez lui fournir un certain nombre d'informations postérieurement à la conclusion du contrat et, en tout cas, au plus tard au moment de la livraison des biens ou avant l'exécution du contrat de service.

Si vous contractez avec un consommateur:

Le processus de passation de la commande terminé, vous devez envoyer au client, sans délai injustifié et par voie électronique, un **accusé de réception** contenant un récapitulatif de la commande (nb : vous pouvez déroger conventionnellement à cette obligation si le client n'est pas consommateur). Ce peut être une page web qui s'affiche à l'écran pour confirmer l'enregistrement de la commande (elle doit alors être aisément imprimable). Vous pouvez aussi envoyer au client un e-mail reprenant le numéro et les détails de sa commande.
Dans un délai raisonnable après la conclusion du contrat avec un consommateur (au plus tard, au moment de la livraison du bien ou avant le début de l'exécution du service), vous devez **confirmer le contrat conclu sur un support durable** (par exemple : un e-mail, une clé usb, un disque dur, etc., mais pas un hyperlien dans un e-mail qui renvoie au site Internet de l'entreprise ; ne constitue par contre pas un tel support un hyperlien dans un e-mail qui renvoie au site Internet de l'entreprise). Cette **confirmation** doit comprendre toutes les informations précontractuelles que vous avez dû communiquer au consommateur (les informations sur le processus d'achat ne doivent pas être reprises dans la confirmation). A moins que ces informations ne lui aient déjà été communiquées préalablement sur un tel support.
Si le contrat concerne la fourniture d'un **contenu numérique** sans support matériel, et que le consommateur vous a donné son accord préalable exprès pour que cette fourniture commence et reconnu la perte de son droit de rétractation, la confirmation doit également comprendre cet accord et cette reconnaissance.
Notez que toutes ces informations font partie du contrat conclu avec le consommateur et ne peuvent pas être modifiées unilatéralement sans l'accord de ce dernier.

Si vous contractez avec un professionnel:

Entre professionnels, il vous est permis de déroger par contrat à l'obligation d'envoyer un accusé de réception de la commande. Notez que si aucune dérogation n'est prévue au contrat, l'envoi de l'accusé de réception reste obligatoire.
Par ailleurs, vous n'avez pas l'obligation de lui faire parvenir un document confirmant toutes les informations relatives au contrat mentionnées ci-dessus.

d) Dans quels cas le client peut-il demander le remboursement ?

Le consommateur a le droit de vous réclamer un remboursement, dans trois hypothèses:

- lorsqu'il exerce son droit de rétractation;
- lorsque vous n'avez pas exécuté le contrat;
- lorsque il exerce son droit à la garantie et que la réparation ou le remplacement se révèlent être non raisonnable ou impossible, ou nécessitent trop de temps (éventuellement avec une réduction du prix proportionnelle à l'utilisation du bien).

Dans ces cas, le consommateur a droit au remboursement des sommes déjà versées, qu'il s'agisse de l'intégralité du prix ou d'un acompte. Aucun frais et aucune indemnité ne peuvent lui être imputés.
La demande de remboursement ne doit revêtir aucune forme particulière. Elle peut être faite par téléphone, fax, e-mail ou simple lettre. Il est toutefois conseillé de conserver une preuve écrite de la demande de remboursement.

e) Dans quels délais dois-je le rembourser ?

Si le consommateur renonce au contrat, le remboursement doit avoir lieu dans les 30 jours qui suivent la rétractation.
Si le consommateur réclame le remboursement parce que vous n'avez pas exécuté le contrat dans les 30 jours de la transmission de sa commande, le contrat est résolu à sa demande et le

remboursement doit avoir lieu dans les 30 jours de la résolution. Cela signifie qu'il ne peut s'écouler plus de 60 jours entre la commande (non exécutée) et le remboursement.

f) Quels services mettre en place pour assister le client en cas de problème ?

Vous pouvez offrir une garantie commerciale plus avantageuse que la garantie légale de 2 ans obligatoire pour les consommateurs. Vous pouvez aussi mettre en place une "hotline", à laquelle les consommateurs pourraient téléphoner en cas de problème, ou indiquer une adresse e-mail à laquelle poser des questions ou soumettre des réclamations. Evidemment, ces services devraient être effectifs et déboucher sur une solution en cas de problème. Attention ! Un service téléphonique concernant le service après-vente ne peut être surtaxé. Cette restriction ne s'impose que pour le service après-vente, c'est-à-dire pour les seuls biens ou services ayant trait à l'exécution du contrat. En d'autres termes, si des personnes qui ne sont pas clientes demandent des informations sur un bien, cela ne sera pas considéré comme un service après-vente et l'appel peut dans ce cas être surfacturé.
Vous avez l'obligation de fournir au consommateur, dès l'offre en vente, les informations relatives au service après-vente, aux garanties commerciales ou règlement des plaintes que vous mettez en place.

g) les frais de livraison

Si la commande porte sur un bien matériel (livre, vêtement, appareil électroménager...) ou un service qui se matérialise par la fourniture d'un bien (abonnement à un périodique sur support papier...), elle sera exécutée via un mode de transport traditionnel (paquet ou pli postal acheminé par avion, train, bateau, transport routier...) et des frais de transport, de livraison ou d'affranchissement seront généralement facturés au client.
Ces frais seront normalement calculés selon le mode de livraison choisi par le client (par exemple livraison expresse ou non), et le nombre d'articles achetés (poids, dimension, quantité, ...). Leur montant doit figurer de manière claire et non-équivoque dès l'offre en vente du bien lorsque votre site s'adresse aux consommateurs. Si le montant des frais de transport, de livraison ou d'affranchissement ne peut être raisonnablement calculé à l'avance, vous devez au moins mentionner qu'ils peuvent être exigibles. En particulier, s'il est impossible de renvoyer le bien en question par la poste en raison de sa nature, le coût de son renvoi (si ce coût n'est pas calculable à l'avance, il doit être indiqué qu'il est exigible et éventuellement élevé, et une estimation raisonnable de son maximum, par exemple basée sur le coût de livraison, doit être mentionnée) doit vous avoir été communiqué.
Lorsque vos clients sont consommateurs, votre site doit clairement indiquer si des restrictions de livraison s'appliquent dès l'invitation à l'achat (autrement dit, avant le début du processus de passation de la commande). En outre, si vous concluez un contrat à durée indéterminée ou un contrat d'abonnement, le total des frais par période de facturation est inclus dans le prix total. En cas de tarif fixe, le prix total inclut le total des frais mensuels. Si les frais totaux ne peuvent pas être calculés à l'avance, vous devez informer le consommateur du mode de calcul du prix total (à ce propos).
Si vous ne respectez pas vos obligations d'information vis-à-vis du consommateur concernant les frais supplémentaires (transport, livraison, affranchissement, autres frais éventuels ainsi que ceux qui ne peuvent être calculés à l'avance), le consommateur ne devra pas supporter ces frais.
Vous pouvez également proposer aux clients de retirer leur colis dans un dépôt régional.

Par ailleurs il est important que les modes de livraison proposés respectent les délais de livraison.

h) L'adresse de facturation et de livraison

Certains clients apprécient le fait de se faire livrer leurs achats à une autre adresse que leur domicile (un voisin, un relais dépôt, etc).
Si le client se fait livrer ses achats à une autre adresse que son domicile, vous pouvez offrir la possibilité d'envoyer la facture à son domicile. Dans ce cas, l'adresse de facturation et l'adresse de facturation et l'adresse de livraison seront différentes.

VII Le droit de rétractation

a) Dans quels cas le client dispose-t-il d'un droit de rétractation ?

Dans les ventes à distance, il arrive que le client vienne à regretter son achat, pour différentes raisons. Si votre client est un consommateur, la loi lui donne, en principe, le droit de renoncer au contrat, dans un délai d'au moins 14 jours calendrier. Ce droit peut s'exercer de manière discrétionnaire: le consommateur ne doit pas vous indiquer le motif pour lequel il renonce au contrat.

Le consommateur dispose d'un droit de rétractation, sans avoir à motiver sa décision, pour tout contrat conclu à distance, portant sur la fourniture d'un bien ou d'un service, **sauf :**

- s'il vous a donné son accord exprès à l'exécution du service avant l'expiration du délai de rétractation (p. ex., s'il veut accéder à une base de données que vous offrez et consulter immédiatement les informations demandées, sans attendre la fin du délai de rétractation) et s'il a reconnu qu'il perdrait son droit de rétractation une fois que vous aurez entièrement exécuté le contrat ;
- si vous offrez des biens ou des services dont le prix dépend de fluctuations sur le marché financier échappant à votre contrôle et susceptibles de se produire pendant le délai de rétractation (par exemple un vin coté en bourse) ;
- si le consommateur vous commande des biens confectionnés selon ses spécifications ou nettement personnalisés pour lui (p. ex., un vêtement confectionné sur mesure, un bien marqué de son nom, des meubles de cuisine agencés selon les mesures de sa cuisine...) ;
- si le consommateur commande des biens qui sont susceptibles de se détériorer ou de se périmer rapidement (p. ex., des denrées périssables, des biens frais, etc.) ;
- si le consommateur commande des biens scellés qui ne peuvent être renvoyés pour des raisons de protection de la santé ou d'hygiène (par exemple un pot de crème pour le visage ou du dentifrice) et qu'il les descelle après la livraison ;
- si le consommateur commande des biens qui, après avoir été livrés, et de par leur nature, sont mélangés de manière indissociable avec d'autres articles (exemples : l'essence et le mazout mélangés avec ce dont il dispose déjà) ;
- si le consommateur commande des boissons alcoolisées dont le prix a été convenu au moment de la conclusion du contrat de vente, dont la livraison ne peut être effectuée qu'après trente jours et dont la valeur réelle dépend de fluctuations sur le marché échappant à votre contrôle (cette hypothèse vise par exemple l'achat de vin en primeur) ;
- si vous avez conclu un contrat dans lequel le consommateur vous a expressément demandé de lui rendre visite afin d'effectuer des travaux urgents d'entretien ou de réparation. Par contre, si, à l'occasion de cette visite, vous fournissez des services qui s'ajoutent à ceux spécifiquement requis par le consommateur ou des biens autres que les pièces de rechange indispensables aux travaux d'entretien ou de réparation, le consommateur retrouve son droit de rétractation qui s'applique à ces services ou biens supplémentaires ;
- si vous fournissez des journaux, périodiques ou magazines, étant entendu que le consommateur bénéficie toujours de son droit de rétractation pour les contrats d'abonnement à ces publications ;

- si le consommateur fait des paris ou achète des billets de loterie en ligne ;
- si le consommateur descelle après livraison la protection du support matériel d'un enregistrement audio ou vidéo, d'un e-book ou d'un logiciel informatique (p. ex., DVD, CD, clé USB, CD-ROM, cassette vidéo...). S'il ne touche pas au système de sécurité, il peut renoncer au contrat et restituer le bien intact ;
- si le téléchargement en ligne d'un contenu numérique a commencé pendant le délai de rétractation avec l'accord préalable exprès du consommateur et sa reconnaissance selon laquelle il perd ainsi son droit de rétractation ; (NB : lorsque vous offrez un contenu numérique au consommateur, si le téléchargement a commencé sans son accord exprès, sans sa reconnaissance de la perte de son droit de rétractation ou s'il n'a pas reçu la confirmation que vous devez lui communiquer, alors il ne vous est redevable d'aucun coût) ;
- si le consommateur a conclu un contrat lors d'une enchère publique ;
- si le consommateur commande des services d'hébergement autres que résidentiels, de transports, de location de voitures, de restauration ou de services liés à des activités de loisirs pour lesquels le contrat prévoit une date ou une période d'exécution spécifique (par exemple la réservation pour une certaine date d'un billet d'avion, d'un hôtel, d'une voiture de location ou de billets de spectacle).

Dans ces cas, vous devez avertir la consommateur avant la conclusion du contrat qu'il ne dispose pas d'un droit de rétractation ou le cas échéant, des circonstances dans lesquelles il perd le droit de rétractation (pour plus de détails à propos de cette obligation d'information et la FAQ suivante).

b) Dois-je informer le consommateur de l'existence ou de l'absence de droit de rétractation ? Quelles sont les conséquences d'un défaut d'information à ce sujet ?

Vous avez l'obligation, dès l'invitation à l'achat, d'informer le consommateur de l'existence ou de l'absence d'un droit de rétractation (à ce propos).

La loi prévoit des sanctions lorsque vous n'avez pas rempli votre obligation d'information relative au droit de rétractation.

Si vous n'avez pas correctement informé le consommateur de l'existence du droit de rétractation, de ses conditions, délai et modalités d'exercice (le cas échéant au moyen des informations standardisées sur la rétractation), ou fourni le modèle de formulaire de rétractation (http://economie.fgov.be/fr/consommateurs/Pratiques_commerce/Delais_retractation/) avant qu'il ne soit lié par le contrat à distance (à propos de cette obligation d'information), le délai de rétractation initial de 14 jours calendrier est prolongé de 12 mois.

Si, pendant ce délai de 12 mois, vous communiquez au consommateur les informations requises, celui-ci ne dispose alors plus que de 14 jours calendrier pour se rétracter, à compter du lendemain du jour où il a reçu ces informations.

Outre la prolongation du délai de rétractation, la loi a mis en place une autre sanction dans le cas où vous auriez mal informé votre client consommateur quant au droit de rétractation. En effet en principe, lorsqu'il exerce son droit de rétractation, sa responsabilité ne peut être engagée qu'à l'égard de la dépréciation des biens qui résulte de leur manipulation autre que celles nécessaires pour établir leur nature, leurs caractéristiques et leur bon fonctionnement. Mais s'il a été mal informé, il ne sera alors pas responsable, en tout état de cause, de l'éventuelle dépréciation des biens.

c) Dans quels délais le consommateur a-t-il le droit de renoncer au contrat ?

En principe, le consommateur dispose d'un délai de rétractation de 14 jours calendrier minimum. Cela signifie qu'il doit vous notifier, avant l'expiration de ce délai, son intention de renoncer au contrat.

Vous pouvez décider d'étendre ce délai si vous le souhaitez, mais vous ne pouvez en aucun cas le réduire.

Le point de départ du délai varie selon que le contrat porte sur la fourniture d'un bien ou d'un service :

- pour les **biens**, le délai commence à courir le lendemain du jour où le consommateur ou la personne qu'il a désignée, prend physiquement possession du bien. A fortiori, le consommateur a le droit de renoncer au contrat avant même que le bien soit livré (p. ex., si vous tardez trop à exécuter le contrat, le consommateur a le droit de renoncer au contrat pour passer commande chez un autre prestataire) ;
- pour les biens **commandés en une seule fois par le consommateur mais livrés séparément**, le délai commence à courir le lendemain du jour où le consommateur ou la personne qu'il a désignée, prend physiquement possession du dernier bien ;
- dans le cas de la **livraison d'un bien composé de lots ou de pièces multiples**, le délai court à compter du lendemain du jour où le consommateur ou la personne qu'il a désignée, prend physiquement possession du dernier lot ou de la dernière pièce ;
- dans le cas de contrats portant sur la **livraison régulière de biens pendant une période de temps définie**, le délai court à compter du lendemain du jour où le consommateur ou la personne qu'il a désignée, prend physiquement possession du premier bien ;
- pour les contrats portant sur la **fourniture d'eau, de gaz et d'électricité** lorsqu'ils ne sont pas conditionnés dans un volume délimité ou en quantité déterminée, ainsi que de chauffage urbain, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat ;
- pour les **services**, le délai court à partir du lendemain du jour de la conclusion du contrat.

La date prise en compte pour savoir quand le consommateur exerce son droit de rétractation est la date à laquelle il vous adresse la notification/communication de l'exercice de ce droit.

Si vous n'avez pas correctement informé le consommateur de l'existence du droit de rétractation, de ses conditions, délai et modalités d'exercice (le cas échéant au moyen des informations standardisées sur la rétractation), ou fourni le modèle de formulaire de rétractation (http://economie.fgov.be/fr/consommateurs/Pratiques_commerce/Delais_retractation), avant qu'il ne soit lié par le contrat à distance (à propos de cette obligation d'information), le délai de rétractation initial de 14 jours calendrier est prolongé de 12 mois.

Si, pendant ce délai de 12 mois, vous lui communiquez les informations requises, il ne dispose alors plus que de 14 jours calendrier pour se rétracter, à compter du lendemain du jour où il a reçu ces informations.

S'il veut exercer son droit de rétractation, le consommateur doit vous le notifier par écrit ou sur un support durable (voir à ce sujet la FAQ suivante « Quelles sont les obligations du consommateur en cas d'exercice de son droit de rétractation ? ») auquel vous avez accès avant que le délai ne soit expiré. Passé ce délai, il ne lui est plus possible de renoncer au contrat et d'invoquer le droit de rétractation.

d) Le consommateur peut-il renoncer au contrat s'il a déjà payé le prix ?

Oui et si le consommateur exerce son droit de rétractation, vous êtes tenu de lui rembourser les

sommes versées, sans frais (voir toutefois la FAQ suivante à ce propos). Ce remboursement doit s'effectuer sans retard excessif et en toute hypothèse, au plus tard dans les 14 jours qui suivent le jour où vous avez été informé de la rétractation (voir à ce sujet la FAQ « Quelles sont mes obligations lorsque le consommateur renonce au contrat ? »).

e) Puis-je exiger du consommateur une indemnité ou une explication lorsqu'il renonce au contrat ?

Non. D'abord, le droit de rétractation est gratuit: il s'exerce sans aucune indemnité ni pénalité.
Toutefois, vous pouvez tout d'abord mettre à la charge du consommateur les **coûts directs engendrés par le renvoi** des biens, sauf si vous avez accepté de les prendre en charge ou si vous n'avez pas informé correctement le consommateur de son obligation de les prendre en charge. En particulier, s'il est impossible de renvoyer le bien en question par la poste en raison de sa nature, vous devez avoir communiqué au consommateur le coût de son renvoi (si ce coût n'est pas calculable à l'avance, vous devez à tout le moins avoir indiqué qu'il était exigible et éventuellement élevé, et communiquer une estimation raisonnable de son maximum, par exemple basée sur le coût de livraison). Sinon, il ne sera pas obligé de supporter ce coût.
Dans un cas particulier, vous pouvez également exiger du consommateur le **paiement d'une partie du prix**. Ainsi, s'il a expressément demandé que la prestation de service ou la fourniture d'eau, de gaz ou d'électricité (non conditionnés dans un volume ou quantité déterminés) commence pendant le délai de rétractation, vous pouvez exiger un montant proportionnel à ce qui a été presté ou fourni jusqu'au moment où le consommateur exerce son droit de rétractation. Ce montant est en principe calculé sur la base du prix total (si le prix total est excessif, le montant sera calculé sur la base de la valeur marchande de ce qui a été presté ou fourni). Le consommateur ne vous devra toutefois pas ce montant :

- si vous ne l'avez pas informé qu'il pourrait être exigible ;
- si vous ne l'avez pas correctement informé à propos des conditions, délais et modalités d'exercice du droit de rétractation avant qu'il ne puisse être lié par le contrat à distance ;
- ou encore si l'exécution du service ou la fourniture d'eau, de gaz ou d'électricité, a commencé sans que le consommateur ne l'ait expressément demandé.

Ensuite, le consommateur peut exercer le droit de rétractation **sans devoir se justifier** auprès de vous. Vous n'avez donc pas le droit d'exiger des explications de sa part, ni de lui refuser le droit de renoncer au contrat, sous prétexte que cette rétractation vous semble injustifiée ou exercée avec légèreté.

f) Quelles sont les obligations du consommateur en cas d'exercice de son droit de rétractation ?

Si le consommateur décide de renoncer au contrat, il doit simplement vous le **notifier** soit via le formulaire type de rétractation prévu par la loi et que vous avez dû lui fournir au plus tard avant la conclusion du contrat, soit via une autre déclaration dénuée d'ambiguïté.
Il n'est pas nécessaire que le consommateur fasse cette notification par courrier recommandé. En effet, la loi n'impose pas le recours au recommandé, qu'il soit électronique ou non, pour la notification de la rétractation au contrat. Concrètement, le consommateur peut donc vous notifier son intention de renoncer au contrat par tout moyen (simple lettre, fax, courrier électronique, lettre envoi recommandé à la poste,...). Le consommateur peut donc vous notifier son intention via une simple lettre, un courrier électronique ou encore un fax. La preuve de cette notification lui incombera et il a donc intérêt à la réaliser sur un support durable.
En plus de ces possibilités, vous pouvez donner au consommateur la faculté de remplir et

transmettre en ligne le formulaire de rétractation prévu par la loi ou une autre déclaration. Vous devrez alors lui envoyer sans délai, sur un support durable, un accusé de réception de sa rétractation (nb : un e-mail, une clé usb, un disque dur, etc., constituent par exemple des supports durables ; un hyperlien dans un e-mail qui renvoie au site Internet de l'entreprise ne constitue par contre pas un tel support).
Le consommateur doit vous **renvoyer**, le plus vite possible, le bien que vous lui avez livré. Il doit vous renvoyer ou vous rendre ce bien (ou à une personne que vous avez habilitée à cette fin) au plus tard dans les 14 jours à compter du lendemain de la communication de sa rétractation.
S'il en a été informé préalablement, le consommateur doit vous **payer** les coûts directs de renvoi et éventuellement une certaine partie du prix (voir la FAQ précédente à ce sujet).
Le consommateur est en droit de tester le bien que vous lui avez vendu, de la même manière qu'il pourrait le faire si l'offre en vente avait lieu en magasin : il peut essayer un vêtement ou des chaussures, mais pas les porter ; il peut ouvrir l'emballage d'un appareil électroménager pour l'examiner de manière plus approfondie ou le tester mais sans l'utiliser effectivement. Sa responsabilité peut être engagée s'il a manipulé autrement le bien et que ce dernier en a subi une dépréciation. Elle pourrait encore l'être s'il a abusé de son droit de rétractation (p. ex. s'il utilise un vêtement et des bijoux achetés sur Internet pour aller à une soirée, avant de se rétracter.

g) Quelles sont mes obligations lorsque le consommateur renonce au contrat ?

Lorsque le consommateur exerce auprès de vous son droit de rétractation, vous êtes tenu de lui rembourser les sommes qu'il a versées, s'il a déjà payé le prix ou un acompte. Ce remboursement doit être effectué sans retard excessif et en toute hypothèse, dans les 14 jours qui suivent le jour où vous êtes est informé de la rétractation. Dès lors que le droit de rétractation s'exerce sans frais ni pénalités, vous ne pouvez en principe déduire aucune somme du remboursement à effectuer. Toutefois, vous pourrez le cas échéant exiger du consommateur le paiement des coûts directs de renvoi et d'une certaine partie du prix (voir la FAQ précédente à ce sujet).
Dans le cas des contrats de vente, vous pouvez différer le remboursement du consommateur jusqu'à ce que vous ayez récupéré le bien ou jusqu'à ce que le consommateur vous ait fourni une preuve de l'expédition du bien (la date retenue est alors celle du premier de ces faits). Vous devez informer le consommateur à ce sujet. Vous ne pourrez toutefois pas différer le remboursement si vous récupérez vous-même le bien.

VIII. Comment apporter la preuve des transactions ?

a) Comment puis-je faire la preuve à l'égard d'un autre commerçant ?

Si vous voulez apporter la preuve de l'existence et/ou du contenu d'un contrat à l'égard d'un autre commerçant, vous bénéficiez du régime de la liberté des preuves. En d'autres termes, vous pouvez utiliser tout moyen pour tenter de démontrer que vous avez effectivement conclu le contrat et que votre cocontractant a accepté telle ou telle clause (p. ex. une clause d'arbitrage ou une clause limitative de responsabilité). Comment ? En fournissant notamment une copie du bon de commande, de la confirmation de celui-ci et/ou des éventuelles conditions générales et particulières envoyées par e-mail, par exemple. Il n'est donc pas indispensable de disposer d'un écrit papier signé de façon manuscrite. Sachez toutefois qu'il appartient au juge d'apprécier la valeur probante des éléments qui lui sont soumis. Soyez donc vigilant ! Pour les documents juridiques importants, privilégiez un système sécurisé de signature électronique.
Trois conseils donc:

- Conservez toujours une copie (papier ou électronique suivant le cas) d'un maximum de documents échangés avec votre partenaire commercial !
- Pour les contrats importants, utilisez un système de signature électronique répondant à l'ensemble des conditions de la loi afin de bénéficier de son assimilation à la signature manuscrite (comme expliqué ci-après);
- Si vous êtes en relation d'affaires suivies avec tel ou tel partenaire commercial, il est possible de recourir aux conventions relatives à la preuve par lesquelles vous aménagez vous-même les règles relatives à l'admissibilité et à la valeur probante des documents électroniques. On pourrait imaginer dans ce cadre que les parties prévoient, par exemple, un régime d'équivalence entre l'e-mail simple et l'écrit papier signé de façon manuscrite. Cette solution présente un certain intérêt dans la mesure où les conventions peuvent être rédigées en fonction des parties, de leurs relations juridiques et de leurs besoins, mais également dans la mesure où "formant la loi des parties", elles s'imposent au juge.

b) Comment puis-je faire la preuve à l'égard d'un consommateur ?

Disons-le d'emblée, la preuve de l'existence et du contenu du contrat sera plus ardue à l'égard d'un consommateur qu'entre commerçants.
Une distinction est à opérer selon que le montant total de l'opération juridique est inférieur (ou égal) ou supérieur à 375 EUR.
Dans le premier cas, vous bénéficiez du régime de liberté de preuve, comme expliqué plus haut. Pour attester qu'il a accepté votre offre, vous pouvez donc vous prévaloir d'un bon de commande envoyé par le consommateur, même si ce bon de commande se présente sous une forme électronique et n'est pas signé. Vous pourriez également invoquer l'application des conditions générales affichées sur votre site web, auxquelles le bon de commande fait référence. Mais il est vrai que le juge pourrait ne pas leur reconnaître une valeur probatoire, à tout le moins si ces moyens de preuve ne sont pas complétés par d'autres (tels un paiement par le consommateur, un témoignage, etc.), en raison du manque de sécurité qui entoure la génération et le maintien de l'intégrité de ceux-ci.

Dans le second cas, vous devriez normalement être en possession d'un "acte sous seing privé" ou, pour le dire plus simplement, d'un écrit signé. A l'heure actuelle, on entend par écrit signé non seulement un écrit papier signé de façon manuscrite, mais aussi un écrit signé à l'aide d'un mécanisme de signature électronique, pour autant que cette signature électronique réponde aux conditions énoncées par la loi. Si vous n'utilisez pas l'une ou l'autre de ces techniques de signature, on peut craindre que la preuve de la commande et de la conclusion du contrat (ainsi que de son contenu) soit plus difficile à apporter.

c) Lorsque je contracte avec un consommateur, quels sont les éléments dont la preuve m'incombe ?

La loi considère qu'en cas de contestation avec un consommateur, il vous revient d'apporter la preuve que vous avez bien rempli vos obligations, à savoir:

- votre obligation de fournir un certain nombre d'informations générales;
- votre obligation d'information préalable à la passation de la commande;
- votre obligation, le cas échéant, de communiquer les conditions générales d'une manière qui permette de les conserver et de les reproduire;
- votre obligation de mettre à la disposition du client les moyens techniques appropriés lui permettant d'identifier les erreurs commises dans la saisie des données et de les corriger;
- votre obligation d'envoyer au consommateur, par écrit ou sur un autre support durable, une confirmation de certaines informations;
- votre obligation d'envoyer un accusé de réception de la commande du client, contenant un récapitulatif de la commande, sans délai injustifié et par voie électronique;
- votre obligation d'obtenir le consentement préalable du destinataire en cas d'envoi de publicités par e-mail.

Ces preuves peuvent être apportées par toutes voies de droit. Il n'est pas nécessaire, à cet égard, de vous procurer un écrit signé. Par contre, il pourrait être utile de recourir aux services d'un tiers de confiance pour archiver votre site, le faire labelliser, ou attester l'envoi et la réception de certaines informations par e-mail recommandé.

Un moyen simple est par exemple de demander à un huissier ou tout autre officier public d'effectuer de son étude un achat en ligne, d'imprimer tous les écrans successifs et de certifier ainsi le fonctionnement du site et la présence des mentions légales indispensables.

d) Un simple e-mail est-il reconnu comme une preuve ?

On peut raisonnablement estimer que l'e-mail simple constitue tout au plus une présomption et/ou un commencement de preuve par écrit. La particularité de ces deux moyens de preuve est qu'ils doivent nécessairement être complétés par d'autres moyens de preuve pour pouvoir convaincre le juge. On dit dans le jargon juridique qu'ils sont des moyens de preuve "imparfaits". Dès lors, si vous ne pouvez vous prévaloir que d'un e-mail simple (non complété par des témoignages ou d'autres indices), il est fort probable que ce dernier, à lui seul, ne suffise pas à convaincre le juge sur la réalité ou le contenu du contrat, à tout le moins s'il est contesté. Cela s'explique par la relative insécurité entourant la création et l'envoi d'un e-mail simple et par les nombreuses possibilités de falsification.

Si un e-mail n'est pas accompagné d'une signature électronique, on considérera vraisemblablement qu'il ne s'agit pas d'un écrit signé au sens de la loi, à moins que la jurisprudence adopte une position différente prochainement. Par conséquent, lorsque la loi exige un écrit signé pour faire preuve (notamment à l'égard d'un particulier pour un acte juridique

excédant 375 EUR), on peut raisonnablement affirmer que l' e-mail simple ne répond pas à cette condition.
Un bémol doit néanmoins être apporté à cette affirmation. En effet, les dispositions relatives à la preuve ne sont pas d'ordre public. Il est dès lors possible, préalablement à toute relation contractuelle, de traiter dans un contrat les questions relatives à l'admissibilité et à la valeur probante des documents électroniques. L'on pourrait imaginer dans ce cadre que les parties prévoient, par exemple, un régime d'équivalence entre un e-mail ou un téléfax et un écrit papier signé de façon manuscrite. Une telle convention est, en principe, valable et a pour effet d'interdire aux parties de contester trop facilement, après coup, la valeur probatoire de ces documents électroniques.

e) Peut-on prouver efficacement au moyen d'un document signé électroniquement ?

L'un des intérêts de recourir à une signature électronique est d'avoir la certitude que le document signé pourra faire preuve au même titre qu'un document papier revêtu d'une signature classique (manuscrite). Dans ce contexte, il convient de préciser quelles sont les conditions à remplir pour qu'une signature électronique soit assimilée d'office à une signature manuscrite.
Pour pouvoir compter sur l'assimilation automatique, profiter des effets juridiques reconnus à la signature manuscrite et bénéficier ainsi d'une sécurité juridique satisfaisante, une signature électronique doit répondre aux conditions cumulatives suivantes:

- la signature électronique doit être avancée au sens de la loi du 9 juillet 2001 sur la signature électronique;
- la signature électronique avancée doit être basée sur un certificat qualifié: il s'agit d'un certificat ayant un contenu minimal prévu par la loi (annexe I de la loi du 9 juillet 2001) et émis par un prestataire de service de certification respectant un ensemble de conditions strictes consacrées par la loi (annexe II de la même loi);
- la signature électronique doit être conçue au moyen d'un dispositif sécurisé de création de signature électronique: un dispositif de création de signature n'est considéré comme sécurisé que s'il satisfait aux exigences de l'annexe III de la loi du 9 juillet 2001.

IX La garantie et service après-vente

a) Que prévoit la loi ?

Selon la loi, le vendeur doit répondre de tout défaut de conformité si le défaut se présente dans les deux ans à compter de la livraison. La période de deux ans est prolongée du temps nécessaire à la réparation ou au remplacement du bien, ou du temps que durent les négociations avec le consommateur en vue de chercher une solution.
Exception à cette règle: les biens d'occasion. Pour ceux-ci, le délai peut être raccourci, mais il ne peut en tout cas être inférieur à un an à compter après la livraison.

b) Quels biens ou contrats sont concernés ?

La garantie vaut pour des biens de consommation, c'est-à-dire des biens corporels mobiliers tels qu'une table, une voiture, un four à micro-ondes... à l'exception de l'eau, du gaz et de l'électricité et des biens de consommation immédiate.
Sont également concernés les contrats de fourniture de biens de consommation à fabriquer ou à produire. Dans l'hypothèse où l'installation d'une cuisine fait partie du contrat de vente et que l'installation de cette cuisine se révèle défectueuse, le délai de garantie sera également d'application. Ceci vaut aussi lorsque la cuisine est installée par le consommateur et que le montage défectueux est dû à une erreur dans les instructions de montage.

c) Quand le vendeur est-il tenu par la garantie ?

La loi prescrit que le vendeur est tenu par la garantie si le bien est en défaut de conformité avec le contrat. Pour évaluer la conformité entre le bien acheté et le bien demandé, quatre critères sont pris en compte. Le bien acheté doit:

- correspondre à la description donnée par le vendeur;
- être propre à tout usage recherché par le consommateur (tel qu'accepté par le vendeur);
- être propre aux usages auxquels servent habituellement de tels biens;
- présenter la qualité et les prestations auxquelles le consommateur peut raisonnablement s'attendre.

d) Que peut exiger le consommateur, du vendeur ?

Si les biens achetés ne correspondent pas à la description reprise dans la déclaration de garantie ou dans la publicité, le vendeur est légalement tenu de remplacer ou de réparer les biens, sans frais.
Si la réparation ou le remplacement se révèle être non raisonnables ou impossibles, ou nécessitent trop de temps, le consommateur a droit à une réduction adéquate du prix ou à la résolution du contrat avec le remboursement du prix. En cas de remboursement, l'acheteur doit accepter une réduction du prix proportionnelle à l'utilisation du bien. Dans le cas d'un remboursement, le montant peut donc être moins élevé que le prix d'achat. Dans certains cas, le consommateur peut éventuellement démontrer un préjudice subi et exiger une compensation financière.
En tout cas, dès le moment où un consommateur constate un défaut, il doit en informer le vendeur aussi vite que possible. Les conditions générales peuvent inclure un délai au-delà duquel il est trop tard pour informer le vendeur, mais ce délai doit être au minimum de deux mois à partir du moment où le consommateur a constaté le défaut. En principe, un délai de

prescription d'un an est à compter à partir du jour où le consommateur a constaté le défaut de conformité, pour traduire le vendeur en justice.
Dans les six premiers mois à compter de l'achat, l'acheteur doit seulement démontrer qu'il y a un défaut de conformité. Il ne doit pas démontrer que ce défaut existait déjà au moment de la délivrance, car on estime automatiquement que tel était le cas. Après les premiers six mois, l'acheteur doit démontrer qu'un défaut de conformité existait au moment de la délivrance, mais qu'il s'est seulement manifesté plus tard.

e) Qu'est-ce qu'une garantie commerciale ?

En plus de la garantie légale, les vendeurs et producteurs peuvent donner des garanties commerciales contractuelles supplémentaires pour attirer plus d'acheteurs. Elles lient le vendeur et doivent stipuler que le consommateur a aussi des droits légaux (garantie légale).
La garantie commerciale ne peut jamais porter atteinte à la garantie légale.

f) Quid après ces deux ans ?

Après ce délai de 2 ans, seul le régime de garantie légale contre les vices cachés s'applique. Le consommateur-acheteur doit alors prouver qu'il existait un vice caché et grave au moment de la délivrance. Dans ce cas, le consommateur peut demander une réduction du prix ou la résolution du contrat, mais il ne peut pas exiger le remplacement ni la réparation du bien.

g) Le délai de garantie de deux ans vaut-il également pour les accessoires ?

La garantie légale de deux ans vaut également pour tous les accessoires pour autant que leur durée de vie le permette.

X. Comment résoudre les litiges ?

Internet favorise l'établissement de relations par-delà les frontières géographiques. Cette dimension transnationale peut être problématique lorsque survient un litige. En effet, si vous entendez engager des poursuites judiciaires à l'encontre d'un particulier ou d'une société établis dans un autre Etat, vous devrez identifier en premier lieu le tribunal compétent pour connaître de l'affaire et ensuite la loi qui doit régir le litige.
A cet effet, il convient de se tourner vers les règles du droit international privé. En principe, chaque pays dispose de ses propres règles sur la base desquelles sont désignées les juridictions compétentes et les lois applicables. Cependant, une large uniformisation de ces règles a été réalisée au niveau européen, grâce à l'adoption d'instruments juridiques internationaux. Afin de déterminer le juge compétent pour connaître du litige, vous pourrez souvent vous référer au Règlement dit de « Bruxelles I ». En matière de droit applicable, les Règlements européens dits « Rome I » et « Rome II » seront pertinents. Dans certaines hypothèses néanmoins, il conviendra de se référer au Code de droit international privé belge (si c'est un juge belge qui est saisi) ou au droit international privé de l'Etat concerné.
Enfin, encore faut-il que la décision judiciaire obtenue en Belgique puisse être exécutée dans le pays où est établie l'autre partie. Cela dit, en Europe, le Règlement de Bruxelles rend quasi automatique la reconnaissance et l'exécution des décisions de justice à l'intérieur de l'Union. Par contre, l'exécution en dehors de l'Union européenne d'un jugement obtenu en Belgique pourra se révéler plus délicate.
En raison de la complexité de la matière, nous n'aborderons ici que les grands principes.

a) Quelle est la juridiction compétente en matière contractuelle ?

Le Règlement de Bruxelles instaure un régime distinct selon que le contrat litigieux a été conclu entre professionnels ou avec un consommateur.
En effet, des règles spéciales sont prévues afin d'assurer une protection à l'égard du consommateur.

b) Litige entre professionnels

Si les parties n'ont pas déterminé dans le contrat quelle est la juridiction compétente (clause de juridiction), une partie peut être attraite devant le tribunal du lieu où elle a son domicile ou le tribunal du lieu où l'obligation qui sert de base à la demande a été ou doit être exécutée.
Plus concrètement, pour déterminer le lieu de l'exécution de l'obligation qui sert de base à la demande, le Règlement de Bruxelles fait une distinction entre la vente de marchandises et la fourniture de services. Ainsi, il s'agira:

- pour la vente de marchandises, du lieu d'un Etat membre où, en vertu du contrat, les marchandises ont été ou auraient dû être livrées;
- pour la fourniture de services, du lieu d'un Etat membre où, en vertu du contrat, les services ont été ou auraient dû être fournis.

c) Litige avec un consommateur

Le terme "consommateur" s'entend ici d'une personne concluant un contrat pour un usage pouvant être considéré comme étranger à son activité professionnelle. Pour qu'il puisse

bénéficier du régime de protection mis en place par le Règlement de Bruxelles, il faut cependant que vos activités professionnelles ou commerciales soient exercées dans ou dirigées vers son pays de domicile. Concrètement, pour une entreprise active dans le commerce électronique, cette dernière condition vise l'hypothèse où le site internet dont vous êtes titulaires et les biens ou services que vous offrez par son intermédiaire sont destinés à ce consommateur. Ainsi lorsque vous avez l'intention de contracter à distance avec les consommateurs domiciliés dans un Etat membre, ces derniers sont protégés par les règles protectrices du consommateur du Règlement de Bruxelles.
Si les conditions sont réunies, l'action intentée à l'encontre du consommateur ne peut être portée que devant les tribunaux de l'Etat membre sur le territoire duquel il est domicilié. En outre, dans le cas où un consommateur intenterait une action à votre encontre, sachez que le Règlement ouvre une option à l'intention de ce dernier: il peut exercer son action soit devant les tribunaux de l'Etat où il est domicilié, soit devant les tribunaux de l'Etat sur le territoire duquel vous êtes domicilié.

d) Puis-je prévoir la compétence d'une juridiction déterminée lors de la conclusion d'un contrat ?

Le Règlement de Bruxelles consacre, avec une certaine souplesse, la liberté des parties de choisir la juridiction qui aura à connaître d'éventuels différends qui pourraient naître de la relation contractuelle. Ainsi, les parties peuvent désigner, dans les termes du contrat (clause de juridiction), quel sera le tribunal compétent, pourvu qu'il soit situé dans un Etat membre et qu'au moins l'une des parties soit domiciliée sur le territoire d'un Etat membre de l'UE.
Toutefois, en règle générale, aucune clause contractuelle ne peut avoir pour effet de priver un consommateur des règles protectrices consacrées par le Règlement de Bruxelles. Ainsi, ce dernier pourra souvent (voir les conditions énumérées au point précédent), en cas de problème, saisir les tribunaux de l'Etat où il est domicilié, et cela même si les conditions générales de votre site prévoient la compétence exclusive des tribunaux de votre domicile (du professionnel). De même, vous ne pourrez intenter d'action à l'encontre d'un consommateur que devant les tribunaux de l'Etat où il a son domicile.
Ce n'est qu'après la naissance du différend que vous pouvez vous accorder avec le consommateur sur le juge devant lequel porter le litige.

e) Quelle est la juridiction compétente en matière délictuelle ?

Le recours à l'action en responsabilité délictuelle peut être envisagé dans différentes hypothèses: par exemple, afin de sanctionner un comportement déloyal, des propos diffamatoires, etc.
Dans cette matière, une option vous est ouverte. Ainsi, vous pouvez agir en justice, soit dans le pays où le fait générateur du dommage s'est produit, soit dans celui ou le dommage est survenu. On peut en déduire, par exemple, qu'en cas de diffamation sur le web, vous pourrez assigner l'émetteur de l'information qui vous a causé un dommage, soit devant un tribunal situé dans le pays d'où a eu lieu l'émission (le tribunal d'un autre Etat), soit devant le tribunal du lieu où est reçue l'information à l'origine de votre préjudice (le tribunal belge).

f) Quel est le principe établi par la loi sur le commerce électronique ?

Le commerce électronique, à l'échelon européen, s'articule aujourd'hui autour d'un principe

majeur - appelé clause de marché intérieur - en vertu duquel chaque Etat membre doit appliquer son droit national au prestataire établi sur son territoire en ce qui concerne de nombreuses règles. En miroir de cette obligation, les autres Etats membres dans lesquels ce prestataire offriraient ses services ne peuvent pas restreindre sa liberté d'offrir de tels services (autrement dit, ils ne peuvent lui imposer des exigences plus strictes que celles applicables dans son Etat d'établissement).
Les matières juridiques concernées par ce principe sont celles qui relèvent du domaine dit « coordonné » de la directive européenne relative au commerce électronique. Ce domaine coordonné concerne les exigences prévues par les systèmes juridiques des Etats membres, applicables aux entreprises actives en ligne, et qui concernent l'accès à l'activité de l'entreprise ou son exercice. Les règles de responsabilité du prestataire ou les règles relatives à la publicité sont par exemple visées. Par contre, ce domaine ne comprend pas les exigences relatives aux biens qui vous seraient vendus, et il n'inclut pas non plus le droit d'auteur et les obligations contractuelles concernant les contrats conclus par les consommateurs.
Concrètement donc, dans ce domaine « coordonné », si en tant qu'entreprise titulaire d'un site Internet par lequel vous offrez des biens ou service, vous êtes établi en Belgique, vous êtes tenu de respecter le droit belge. Et si vous offrez également vos biens ou services aux consommateurs d'un autre Etat membre de l'Union européenne, on ne pourra pas vous imposer des règles plus strictes que celles du droit belge.
En dehors de ce domaine « coordonné », par exemple pour ce qui concerne les obligations contractuelles d'un contrat de consommation ou les biens vendus en tant que tels, les règles de droit international privé seront par contre complètement d'application, sans que la clause de marché intérieur n'en modifie l'effet. Vous êtes alors susceptible de devoir respecter un droit étranger (par exemple, les règles de droit d'auteur d'un autre Etat membre.

g) Quelle est la loi applicable aux contrats conclus avec des consommateurs ?

La question de la loi applicable aux contrats de consommation conclus par le biais d'internet reste, de manière générale, soumise aux règles de droit international privé, et plus particulièrement à celles du Règlement Rome I. Le principe du pays d'origine consacré par la loi sur le commerce électronique ne trouve donc pas ici matière à s'appliquer !
Le Règlement Rome I (art. 6) prévoit des règles protectrices au bénéfice du consommateur. Ces règles ne vont pouvoir s'appliquer que moyennant le respect de conditions strictement définies. Il convient donc de distinguer deux hypothèses.

1) Les conditions de l'article 6 du Règlement Rome I sont réunies

Ainsi, à défaut de choix par les parties de la loi applicable au contrat, celui-ci est régi par la loi du pays dans lequel le consommateur a sa résidence habituelle.
Cette règle protectrice s'applique dans les hypothèses suivantes :

- lorsque vous exercez votre activité professionnelle dans le pays dans lequel le consommateur a sa résidence habituelle ;
- ou lorsque par tout moyen, vous dirigez cette activité vers ce pays ou vers plusieurs pays, dont celui-ci ; à nouveau, pour une entreprise active dans le commerce électronique, il s'agit de destiner votre site internet et vos biens ou services à l'attention des consommateurs de ce pays.

Cette règle protectrice ne peut pas être totalement écartée via une clause de choix du droit applicable dans vos conditions contractuelles. En effet, dans les situations juste évoquées, le choix de l'applicabilité d'un autre droit que celui de l'Etat de résidence habituelle du consommateur (par exemple, le choix du droit belge parce que vous êtes établi en Belgique), ne

peut pas avoir pour résultat de priver le consommateur de la protection que lui assurent les dispositions auxquelles il ne peut être dérogé par accord en vertu du droit de l'Etat de sa résidence habituelle. La liberté de choisir le droit applicable à un contrat de consommation est donc significativement réduite.

Notez encore que la règle protectrice juste exposée ne s'applique pas dans différentes hypothèses (art. 6.4 du Règlement Rome I). Parmi celles-ci, on relève que la protection ne s'applique notamment pas au contrat de fourniture de services lorsque les services dus au consommateur doivent être fournis exclusivement dans un pays autre que celui dans lequel il a sa résidence habituelle, et aux contrats de transport autres que portant sur un voyage à forfait.

2) Les conditions de l'article 6 du Règlement Rome I ne sont pas réunies

Si les règles protectrices évoquées ci-dessus ne peuvent s'appliquer, le Règlement Rome I prévoit que le contrat sera régit par la loi choisie par les parties. En d'autres termes, vous pouvez dans ce cas déterminer contractuellement le droit régissant le contrat en cause. Toutefois, ce choix de la loi applicable n'empêchera pas toujours l'applicabilité de règles d'un autre droit (voy. par exemple l'art. 3, §§ 3 et 4, et l'art. 9 du Règlement Rome I).

Si vous n'avez pas convenu du droit applicable au contrat, le Règlement Rome I prévoit des règles désignant le droit applicable. Par exemple :

- le contrat de vente de biens est régi par la loi du pays dans lequel le vendeur a sa résidence habituelle ;
- et le contrat de prestation de services est régi par la loi du pays dans lequel le prestataire de services a sa résidence habituelle.

En toute hypothèse, d'une part, pour établir qu'il n'a pas consenti, le consommateur pourra se référer à la loi de sa résidence habituelle si le juge considère, en fonction des circonstances, qu'il ne serait pas raisonnable de déterminer l'effet du comportement du consommateur d'après le droit en principe applicable.

Et d'autre part, l'applicabilité du Règlement Rome I ne pourra pas porter préjudice à l'application des lois de police du juge saisi (nb : une loi de police est une disposition impérative dont le respect est jugé crucial par un pays pour la sauvegarde de ses intérêts publics, tels que son organisation politique, sociale ou économique, au point d'en exiger l'application à toute situation entrant dans son champ d'application).

h) Quelle est la loi applicable en cas de délit ?

La question du droit applicable en matière d'obligations non contractuelle est régie, dans l'Union européenne, par le Règlement Rome II. Son champ d'application est assez large : il vise en général la responsabilité résultant de faits dommageables, la responsabilité du fait des produits défectueux, les atteintes aux droits de propriété intellectuelle, etc. La règle générale du Règlement Rome II prévoit que la loi applicable à une obligation non contractuelle résultant d'un fait dommageable est celle du pays où le dommage survient, quel que soit le pays où le fait générateur du dommage se produit et quels que soient le ou les pays dans lesquels des conséquences indirectes de ce fait surviennent. Il s'agit d'une règle générale qui est assortie de nuances dans le Règlement, Règlement qui comprend par ailleurs des règles spéciales dont l'éventuelle applicabilité doit être vérifiée dans chaque cas.

Le Règlement Rome II ne s'applique cependant pas à différents domaines dont celui des atteintes à la vie privée ou au droit de la personnalité (y compris la diffamation). En dehors de son champ d'application, il faut se référer au droit international privé de l'Etat membre du juge saisi du litige en cause. En Belgique, le Code de droit international privé sera applicable.

Notez enfin que si vous avez un litige en matière non contractuelle avec une autre entreprise

active dans le commerce électronique, le jeu de la clause de marché intérieur est à nouveau susceptible d'influencer la résolution du litige.

i) Qu'est-ce qu'un mécanisme alternatif de résolution des litiges (ADR) ?

Internet est un lieu d'interactions dans lequel naissent inévitablement des conflits. Ceux-ci peuvent être très divers. A côté des litiges qui peuvent surgir dans le cadre d'une relation contractuelle, apparaissent de nouvelles formes de litiges propres aux réseaux. Par ailleurs, les réseaux se jouant des frontières, les parties à un litige sont souvent domiciliées ou établies dans des pays fort éloignés. Cette dimension internationale accentue encore la complexité des litiges.
Face à un tel phénomène, certains acteurs mettent en place des mécanismes de résolution des conflits qui se distinguent des voies judiciaires traditionnelles (cours et tribunaux).
Ces mécanismes alternatifs de résolution des conflits ou ADR (Alternative Dispute Resolution) peuvent prendre la forme d'une médiation, d'une conciliation, d'un arbitrage ou encore d'une procédure hybride. L'objectif est de s'adresser à une personne qui va se charger de trouver ou, à tout le moins, d'aider les parties à trouver une solution au conflit. Depuis peu, certains organismes permettent même de recourir à ce genre de mécanisme directement sur internet.
De manière générale, deux solutions s'offrent à vous:

- soit vous proposez de régler les plaintes qui vous parviennent en interne en offrant une "hotline" pour que les consommateurs puissent adresser leurs plaintes. Dans ce cas, c'est à vous de régler le différend avec votre client;
- soit vous avez recours à un organisme tiers chargé de résoudre les conflits en ligne.

Cette deuxième solution offre plus de garanties puisqu'un tiers neutre intervient dans la résolution du litige entre l'entreprise et l'acheteur.
Si vous décidez d'avoir recours à un tiers pour la résolution d'un litige, plusieurs cas de figure peuvent se présenter. Si vous optez pour un mécanisme de médiation ou de conciliation, vous allez confier le conflit à un tiers neutre, qui va tenter d'établir une communication entre vous et la personne avec laquelle vous êtes en conflit afin de parvenir à un accord. Si vous choisissez d'avoir recours à l'arbitrage, vous allez alors confier le conflit à un tiers neutre, l'arbitre, qui va décider quelle solution doit être adoptée. A la différence de la conciliation et de la médiation, les parties en conflit doivent se soumettre à la décision de l'arbitre.
Les sites internet des professionnels qui proposent des ventes ou des services en ligne, et les sites internet des « places de marché » (type e-bay) doivent inclure un lien vers l'adresse de la plateforme européenne de règlement en ligne des contrats qui sont conclus en ligne entre un consommateur et une entreprise situés en Europe.
Vous devez créer sur votre site internet un lien vers l'URL de la plateforme européenne de règlement des litiges en ligne : http://ec.europa.eu/odr
Le lien vers la plateforme doit être aisément accessible pour le consommateur.
Cette plateforme a pour but de proposer au consommateur des procédures de règlement amiable de litiges offertes pas des entités qualifiées pour traiter des litiges entre consommateurs et entreprises situés dans l'Union européenne.
Si vous êtes concerné par une demande de règlement en ligne de litiges via cette plateforme ou si vous souhaitez introduire une telle demande, vous pouvez trouver assistance auprès du point de contact « ODR » renseigné sur la plateforme.
Les entreprises qui ont pris l'engagement ou sont tenues de recourir à une ou plusieurs entités de REL pour résoudre des litiges avec des consommateurs et qui ont fait une offre par e-mail, doivent également informer le consommateur de l'existence de cette plateforme (avec le lien) dans cet e-mail. Ces informations sont aussi fournies, le cas échéant, dans les conditions

générales applicables aux contrats de vente et de service en ligne.
L'obligation d'information relative à la plateforme en ligne vaut également pour les « places de marché ».

j) Quand et comment recourir à ce type de mécanisme ?

Ces procédures de règlement des litiges constituent une réponse appropriée et efficace aux petits litiges. En effet, ces procédures offrent une voie alternative pour la résolution de litiges portant sur des opérations d'un faible montant, pour lesquelles une action en justice classique se révélerait trop onéreuse.
Pour pouvoir recourir à une procédure alternative de résolution de litige, vous devez cependant avoir l'accord de la personne avec laquelle vous êtes en conflit. Soit cette dernière a déclaré qu'elle accepte de recourir à la médiation ou à l'arbitrage, et elle est alors obligée d'y recourir si vous en faites la demande. Soit elle ne s'est engagée à rien préalablement, mais elle accepte la procédure de médiation et d'arbitrage.
Sachez également qu'il existe certaines matières dans lesquelles vous ne pouvez pas recourir à la médiation ou à l'arbitrage. Il s'agit des questions relevant de l'ordre public, pour lesquelles vous devez toujours vous adresser à un juge.
Enfin, pour recourir, directement en ligne, à ce type de procédures, il vous suffit d'accéder aux sites qui offrent un tel service et de remplir un formulaire (par exemple, http://www.mediateurdunet.fr/)

k) Quels sont les avantages de l'ADR ?

Si vous proposez à vos clients le recours à un mécanisme d'ADR, vous bénéficierez d'une procédure plus facile et plus rapide pour résoudre un litige. Un mode alternatif de résolution des litiges procure en effet les avantages suivants:

- la liberté: lorsque le litige présente une dimension transnationale, l'ADR permet de contourner les difficultés traditionnelles relatives aux questions de compétence juridictionnelle et de loi applicable. Les parties peuvent fixer librement le nombre d'arbitres, la possibilité d'un recours, etc.
- la flexibilté: cette solution est plus flexible que le recours à la justice traditionnelle. A tout moment, vous pouvez trouver un accord avec votre "adversaire" et arrêter la procédure. Ici, l'implication des parties dans la recherche commune d'une solution au litige est bien plus importante. De plus, le médiateur, conciliateur ou arbitre peut décider non seulement au regard de dispositions légales, mais aussi en équité et sur la base de codes de conduite.
- la rapidité: la procédure est généralement rapide et permet donc d'être vite fixé sur l'issue du conflit. Parfois, le simple fait de solliciter l'intervention d'un tiers suffit à régler le problème.
- le prix: le coût est inférieur à celui d'une action en justice. La tendance est de faire payer le coût de la procédure à la société commerciale et de la considérer comme un service au consommateur. Dans cette optique, la procédure est, sinon gratuite, en tout cas peu onéreuse pour le consommateur.
- la spécificité: un avantage considérable de l'ADR est la possibilité de choisir le tiers. En effet, lorsqu'on a recours aux tribunaux, le juge est imposé et il n'y a aucune garantie que ce dernier soit familiarisé aux nouvelles technologies. Ici, les parties peuvent choisir un spécialiste du domaine qui les concerne.

Ces avantages sont également caractéristiques de l'ADR en ligne. Celui-ci offre, en outre, plus

de facilité dans la résolution des litiges. A cet égard, il devient progressivement possible de gérer un litige entièrement sur internet. Vous pouvez en effet remplir un simple formulaire directement en ligne afin d'introduire une plainte, et ce, sans vous déplacer devant un tribunal et sans nécessairement demander à un avocat de s'occuper du dossier.

l) Puis-je prévoir lors d'un contrat le recours à ce type de mécanisme ?

Avant la naissance du conflit, vous ne pouvez pas valablement imposer par contrat à un consommateur le recours à l'arbitrage en cas de conflit. Si vous le faites, cette clause sera considérée comme nulle. Une fois que le conflit est né, vous pouvez alors valablement conclure avec ce dernier une convention d'arbitrage qui vous oblige (tout comme elle oblige votre "adversaire") à recourir à la procédure d'arbitrage ou de médiation.
Le problème ne se pose pas dans les mêmes termes pour la médiation ou la conciliation, pour lesquelles il est possible de prévoir une clause avant la naissance du conflit. En effet, ces modes de résolution des litiges sont moins contraignants.
Entre professionnels, le recours à ce type de clauses est, en tout état de cause, autorisé.

m) Quelle est la valeur d'une décision d'ADR ?

Il est toujours possible d'agir en justice si la procédure de médiation ou de conciliation n'a pas permis de résoudre le conflit.
Par contre, le recours aux cours et tribunaux n'est plus possible, en principe, si vous vous êtes engagé dans une procédure d'arbitrage. D'une certaine manière, l'arbitrage est la forme la plus achevée des règlements extrajudiciaires de litiges; en effet, la décision résultant d'un arbitrage s'apparente presque à une décision judiciaire et doit donc être respectée.

XI. La protection de la vie privée, le traitement desz données à caractère personnel

voir p 239

a) Dois-je mettre en place une privacy policy ?

L'écho qui a été fait de la loi "vie privée" dans les médias, l'évolution des différentes techniques de marketing direct, le ciblage de plus en plus précis des personnes potentiellement intéressées, entre autre grâce à internet et ses facilités de collecte de données personnelles de l'internaute, ont éveillé l'attention de bon nombre de particuliers.
Dans un tel contexte, il s'agit alors pour le prestataire de mériter la confiance et la fidélité des clients potentiels.
Indépendamment de l'obligation de respecter la loi concernant la protection des données personnelles lors de la collecte de données personnelles, la publication d'une "police vie privée", disponible sur votre site web, vous donne la possibilité de donner une image positive de votre activité. C'est l'occasion idéale pour faire savoir à l'internaute que non seulement vous êtes en règle avec la loi, mais que vous entendez également lui garantir des comportements honnêtes et loyaux, en édictant une série de mesures volontaires, complémentaires aux lois existantes.
Ce n'est en effet que dans le cadre de pratiques saines et correctes à l'égard de l'internaute que votre activité pourra se développer harmonieusement sur internet.

b) Le "Disclaimer"

Un « disclaimer » (ou « limitation de responsabilité ») est le document qui décrit les conditions d'utilisation de votre site et la limitation de votre responsabilité. Le contenu de ce disclaimer concernera essentiellement les visiteurs du site, les éventuelles exonérations de responsabilité concernant les clients seront précisées dans les conditions générales qui seront opposables aux clients. Il est conseillé de rendre accessible ces documents depuis chaque page du site via un hyperlien.

c) Qu'est-ce qu'un traitement de données à caractère personnel ?

La Belgique, comme les autres pays de l'Union européenne, dispose d'une législation sur la protection de la vie privée qui réglemente le traitement des données à caractère personnel. La législation relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement de données à caractère personnel appréhende, par exemple, la situation suivante: une personne physique communique des informations la concernant (au sens large, comme son nom, son adresse, sa date de naissance...) en s'inscrivant sur un site appartenant à une société, qui va traiter ces données, éventuellement les enregistrer dans un fichier et, le cas échéant, les utiliser par la suite pour diverses opérations internes (comme la mise à jour du fichier, sa déduplication par exemple) ou externes (comme l'envoi de mailings publicitaires, la communication de ces données à d'autres sociétés...). Les informations communiquées par la personne sont protégées par la loi et ne pourront être utilisées que dans certaines conditions.
Une donnée à caractère personnel est une information qui identifie ou qui permet d'identifier un individu, personne physique. Le nom et l'adresse (même celle du lieu de travail) sont considérés comme des données à caractère personnel, tout comme l'adresse électronique.
Cette notion vise également toute une série d'informations qui permettent d'identifier un

individu de manière indirecte (par recoupement), notamment par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, psychique, économique, culturelle ou sociale. Il peut s'agir du numéro d'immatriculation d'un véhicule, de données contenues dans un répertoire d'adresses, professionnel ou non, de photos, de données invisibles transmises lors de sessions internet (adresses IP), etc.
Pour que s'applique la législation de protection des données à caractère personnel, il faut être en présence d'un traitement de telles données. Cette notion vise toute opération ou ensemble d'opérations appliquées à des données personnelles. Les opérations dont il s'agit sont particulièrement variées et comprennent la collecte de données, leur conservation, leur utilisation, leur modification, leur transmission, etc. Par exemple, chaque fois que vous invitez un internaute à remplir un formulaire en ligne pour collecter les informations, cela correspond à un traitement de données.
La loi s'applique dès que les opérations sont effectuées sur des données à caractère personnel en tout ou en partie à l'aide de procédés automatisés (cela englobe toutes les technologies de l'information: informatique, télématique, réseaux de communication). Cela concerne, par exemple, une base de données informatiques où sont enregistrés les clients d'une société, la liste électronique des opérations effectuées sur un compte en banque, le fichier informatisé du personnel d'une entreprise, etc.
La loi s'applique également si ces opérations se font sans le moindre recours à des procédés automatisés, dès lors que les données sur lesquelles portent la ou les opérations sont contenues ou appelées à figurer dans des fichiers (c'est-à-dire un ensemble structuré dans lequel les données sont accessibles selon des critères spécifiques, comme l'ordre alphabétique).
Il est très important que vous sachiez à quelles conditions, aux yeux de la loi, vous serez considéré comme le "responsable du traitement". C'est en effet sur cette personne que repose la charge de presque toutes les obligations imposées par la loi pour assurer la protection des données traitées. Le responsable du traitement sera donc mis en cause si un problème survient; à ce titre, il est l'interlocuteur principal des personnes concernées et des autorités de contrôle.
La loi désigne comme responsable du traitement la personne qui, seule ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités (par exemple, la collecte de données à des fins de constitution de profils marketing) et les moyens du traitement de données à caractère personnel (formulaires en ligne, cookies, etc.). Il s'agit donc de la personne investie du pouvoir de décision sur le traitement de données. Donc, dès que vous collectez des données personnelles sur votre site, vous êtes un « responsable de traitement ». Tel est notamment le cas, si vous proposez un formulaire d'inscription à une newsletter ou un formulaire de commande en ligne de biens ou de services.

d) Dans quels cas suis-je soumis à l'obligation de déclaration à la Commission de la protection de la vie privée ?

Préalablement à tout traitement, la loi impose au responsable du futur traitement (entièrement ou partiellement automatisé) de faire une déclaration à la Commission de la protection de la vie privée.
L'arrêté royal du 13 février 2001 prévoit cependant une série de cas où pareille déclaration n'est pas requise. Attention, pour chacun de ces cas, l'arrêté royal fixe des conditions.
Ainsi, de manière générale, les traitements de nature purement interne ne doivent pas faire l'objet d'une déclaration. Sont notamment visés, les fichiers concernant l'administration des salaires, la comptabilité, l'administration du personnel, à condition que les données qu'ils contiennent ne soient jamais communiquées à des tiers. L'arrêté royal fixe également d'autres conditions spécifiques.

Si le responsable de ces traitements est dispensé de la formalité de déclaration, il doit tout de même tenir à la disposition de toute personne qui en fait la demande les mêmes renseignements que ceux contenus dans la déclaration.
Le traitement de données personnelles collectées dans le cadre du commerce électronique ne fait pas partie de ces exceptions et une ou plusieurs déclarations devront donc être déposées auprès de la commission.

e) Comment faire une déclaration à la Commission de la protection de la vie privée ?

Les formulaires de déclaration sont disponibles en ligne sur le site de la Commission à l'adresse http://www.privacycommission.be/. Vous pouvez également vous procurer ces formulaires sur simple demande téléphonique ou écrite à la Commission (Rue haute 139, 1000 Bruxelles - Tél: +32 (0)2/213.85.40 - Fax: +32 (0)2/213.85.65 - E-mail: commission(a)privacycommission.be).
Pour une déclaration par e-mail, il faut payer un montant de 25 EUR. Si vous préférez la faire sur support papier, il vous en coûtera 125 EUR.
Sachez que tous les renseignements transmis dans la déclaration sont repris dans un registre public. Ce registre peut être librement consulté par quiconque, soit sur place, dans les locaux de la Commission de la protection de la vie privée, soit en ligne. On peut également demander à recevoir un extrait du registre. N'oubliez pas que tant les consommateurs que vos concurrents auront donc l'occasion de vérifier si vous êtes en règle. Une raison de plus de respecter la loi !
La déclaration comporte une description des caractéristiques du traitement. Doivent notamment y figurer:

- la dénomination du traitement;
- les finalités ou objectifs;
- les catégories de données traitées (pas les données elles-mêmes);
- les bases légales ou réglementaires éventuelles pour traiter ces données;
- les catégories de destinataires à qui les données peuvent être fournies;
- les garanties entourant la communication des données à des tiers (sécurité de la transmission, clauses contractuelles);
- les moyens par lesquels les personnes à propos desquelles les données sont traitées en sont informées;
- les coordonnées d'un responsable auprès de qui la personne concernée pourra exercer son droit d'accès ainsi que les mesures prises pour faciliter l'exercice de celui-ci;
- les catégories de données destinées à être transmises à l'étranger, les pays de destination et les raisons permettant le transfert vers un pays ne présentant pas le niveau de protection adéquat;
- la période au-delà de laquelle les données ne peuvent être gardées, utilisées ou diffusées;
- les mesures organisationnelles de sécurité.

f) A quelles conditions puis-je traiter des données à caractère personnel ?

Les données personnelles ne peuvent être recueillies qu'en vue d'objectifs particuliers bien définis (principe de finalité des traitements). Elles ne peuvent être utilisées que conformément à ces objectifs. Ces objectifs doivent en outre être légitimes.
On ne peut donc pas collecter des données personnelles et les utiliser sans but précis. C'est ce but, décidé au départ, qui va orienter toute la suite des opérations. C'est en fonction de l'objectif poursuivi que l'on saura quelles données on peut collecter, ce que l'on peut faire avec ces

données, si on peut les communiquer et à qui, etc.
On ne peut faire que ce qui répond aux objectifs poursuivis et ce qui est compatible avec ceux-ci. On considère comme compatible notamment ce qui est prévu par la loi et ce que la personne concernée peut raisonnablement prévoir.
Celui qui ne respecte pas l'objectif annoncé au départ et qui se sert des données à d'autres fins, incompatibles avec cet objectif, commet un détournement de finalité et est passible d'une amende de 500 à 500.000 EUR. Tel serait le cas, par exemple, de la grande surface qui, sans le consentement de ses clients, vendrait son fichier où sont enregistrés tous les achats de chaque client détenteur d'une carte destinée à accorder des points liés à la fidélité, à une société de marketing qui désirerait connaître pour chaque personne enregistrée ses préférences en matière d'alimentation, d'hygiène, les quantités achetées, les marques des biens choisis.
Pour être admis, l'objectif que l'on poursuit en traitant des données personnelles doit être légitime (principe de légitimité des traitements). C'est-à-dire qu'un équilibre doit exister entre l'intérêt du responsable du traitement et les intérêts des personnes sur qui portent les données traitées. Ne serait pas légitime un objectif qui causerait une atteinte excessive aux personnes concernées.
Outre le respect des principes qui viennent d'être énoncés, le traitement, pour être autorisé, doit s'inscrire dans l'une des hypothèses suivantes:
a) si la personne concernée a indubitablement donné son consentement. Le consentement ne sera valable que s'il est libre (c'est-à-dire émis sans pression), spécifique (portant sur un traitement précis) et informé (la personne a reçu l'information utile sur le traitement envisagé);
b) si le traitement des données est nécessaire à l'exécution d'un contrat ou à l'exécution de mesures précontractuelles sollicitées par la personne concernée. Tel est le cas de l'enregistrement de données pour permettre la facturation d'un service, l'octroi d'un crédit ou encore l'établissement d'un contrat d'assurance, etc.;
c) si le traitement est exigé par une loi, un décret ou une ordonnance. Entre, par exemple, dans cette hypothèse l'obligation imposée à l'employeur de communiquer certaines données concernant son personnel aux organismes de sécurité sociale;
d) si le traitement est nécessaire pour sauvegarder un intérêt vital de la personne concernée. Tel est le cas, par exemple, de l'accidenté inconscient à propos duquel on rassemble des données médicales afin de le soigner;
e) si le traitement de données est nécessaire pour exécuter une mission d'intérêt public ou une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique. A ce titre, La Poste est autorisée à créer un fichier des changements d'adresses pour lui permettre de faire suivre le courrier en cas de déménagement;
f) ou, enfin, si le traitement de données est nécessaire à la réalisation d'un intérêt légitime du responsable ou d'un tiers, à condition que l'intérêt ou les droits de la personne concernée ne prévalent pas. Des traitements sont donc autorisés si l'intérêt du "ficheur" à traiter les données est supérieur à l'intérêt du "fiché" à ce que ses données ne soient pas traitées.
Nous soulignons, à ce stade, qu'il s'agit ici du régime général relatif à tout traitement de données à caractère personnel. Cependant, il existe également des régimes spécifiques, posant des conditions plus strictes au traitement de données à caractère personnel dans certaines hypothèses (par exemple, l'envoi de publicités par e-mail).

g) A quelles conditions puis-je collecter des données à caractère personnel ?

La collecte doit être loyale. Cela signifie que l'on doit agir de manière transparente: celui qui collecte des données personnelles doit indiquer les raisons pour lesquelles il souhaite les obtenir.

Il ne peut faire croire qu'il poursuit un but alors qu'il a l'intention de faire autre chose avec les informations recueillies. On ne peut pas non plus agir à l'insu des personnes.
Il faut donc fournir des informations aux personnes auprès desquelles on recueille des données, à moins que ces personnes soient déjà informées.
La loi distingue deux types d'informations à fournir à la personne concernée:
1. L'information de base, qui doit obligatoirement être donnée, dans tous les cas. Il s'agit de:

- l'identité et l'adresse du responsable de traitement et, le cas échéant, celle de son représentant en Belgique.
- les finalités du traitement des données recueillies par le responsable du traitement via un site. Par exemple, lorsque des données sont collectées tant pour l'exécution d'un contrat (abonnement internet, commande d'un bien, etc.) que pour des opérations de prospection, le responsable du traitement doit indiquer clairement ces deux finalités.
- l'existence, dans le chef de la personne concernée, du droit de s'opposer, sur demande et gratuitement, au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct (démarches publicitaires).

2. Les informations supplémentaires. La loi précise que ces informations ne doivent pas être fournies "si elles ne sont pas nécessaires pour assurer, à l'égard de la personne concernée, un traitement loyal des données". Toutefois, sachant que la philosophie générale de la loi est d'imposer au responsable du traitement d'être le plus transparent possible vis-à-vis des personnes dont les données vont être utilisées, nous ne saurions que recommander de leur donner ces informations supplémentaires.
En outre, il ne faut pas perdre de vue que la charge de la preuve repose toujours sur le responsable du traitement. Il lui appartient donc de justifier pourquoi il a estimé que ces informations n'étaient pas nécessaires.
Les informations supplémentaires sont les suivantes:

- Les destinataires ou les catégories de destinataires des données (personnes auxquelles les données sont communiquées): vous devez préciser si les données recueillies seront communiquées à des tiers (partenaires commerciaux, filiales, etc.) et à quelles fins. Dans ce cas, l'internaute doit effectivement avoir la possibilité, en cochant une case, de s'opposer en ligne à la transmission des données à des fins autres que la prestation du service demandé;
- Le caractère obligatoire ou non de la réponse, ainsi que les conséquences éventuelles d'un défaut de réponse: vous devez informer les internautes du caractère facultatif ou obligatoire des réponses qu'ils sont invités à fournir, par exemple, sur un formulaire en ligne. Les informations obligatoires sont celles en l'absence desquelles le service commandé ne peut être réalisé. Le fait que la personne concernée ne fournisse pas les informations facultatives ne peut en aucun cas lui être préjudiciable;
- L'existence et les modalités d'exercice des droits d'accès, de rectification et de suppression des données.

Dans certains cas spécifiques, la loi peut exiger la fourniture d'informations supplémentaires. Par exemple, en matière d'envoi de publicités par e-mail.

h) Quelles autres informations puis-je faire figurer sur mon site ?

Enfin, certaines informations peuvent être ajoutées aux informations prévues par la loi. Ces informations additionnelles ne constituent pas, a priori, une charge excessive, et contribuent à mettre les internautes, vos clients potentiels, en confiance. Ainsi, vous pouvez, par exemple, mentionner: le nom et les coordonnées du service ou de la personne chargée de répondre aux

questions relatives à la protection des données à caractère personnel; les mesures de sécurité garantissant l'authenticité du site ainsi que l'intégrité et la confidentialité des informations transmises sur le réseau, etc.
De même, des informations plus complètes sur la politique de protection des données (y compris les modalités d'exercice du droit d'accès: personne ou service à contacter pour exercer ce droit, possibilité de l'exercer tant en ligne qu'à l'adresse physique du responsable du traitement) devraient être directement accessibles à partir de la page d'accueil du site (voire sur chaque page du site) ainsi que de tout endroit où des données à caractère personnel sont collectées en ligne. L'intitulé de la rubrique à cliquer doit être suffisamment mis en évidence, explicite et spécifique pour permettre à l'internaute de se faire une idée claire du contenu vers lequel il est renvoyé (par exemple, il pourrait être précisé "Nous collectons et traitons des données à caractère personnel vous concernant. Pour plus d'information, cliquez ici" ou "Protection des données à caractère personnel").
En pratique, vous devez veiller à ce que les différentes informations apparaissent directement à l'écran avant la collecte afin de garantir le traitement loyal des données.

i) A quel moment faut-il informer la personne concernée ?

Il convient ici de distinguer deux hypothèses:

- lorsque les données ont été obtenues directement auprès de la personne concernée, l'information doit avoir lieu au plus tard au moment où ces données sont obtenues;
- lorsque les données n'ont pas été obtenues auprès de la personne concernée, l'information doit avoir lieu dès l'enregistrement des données ou, si une communication de données à un tiers est envisagée, au plus tard au moment de la première communication des données.

j) Puis-je me fournir en données auprès de tiers ?

Vous n'êtes pas toujours obligé de vous adresser aux personnes concernées pour obtenir des données les concernant. Vous pouvez vous fournir en données auprès d'un tiers, notamment en vous adressant à des organismes ou des sociétés disposant de bases de données qu'ils peuvent communiquer. Vous pouvez, par exemple, demander à une société de travail intérimaire une liste de curriculum vitae des personnes correspondant à un profil professionnel souhaité ou louer des fichiers d'adresses e-mail à des fins de marketing direct.
Dans ce cas, il faut informer les personnes concernées à moins qu'elles ne le soient déjà. Les informations requises sont celles énumérées ci-dessus, si ce n'est qu'il faut mentionner votre nom et adresse, en tant que nouveau responsable du traitement.
Vous êtes toutefois dispensé de cette obligation si la démarche d'information se révèle impossible ou extrêmement difficile. Mais si une prise de contact s'établit (plus tard) avec une ou plusieurs personnes concernées, il faudra à ce moment fournir les informations requises.
Si vous invoquez l'impossibilité ou les efforts disproportionnés qu'impliquerait pour vous le fait d'informer les personnes concernées, vous devez vous justifier auprès de la Commission de la protection de la vie privée. Vous rajouterez cette justification dans la déclaration que vous devez faire avant de commencer votre traitement.

k) Quelles données puis-je collecter ?

Vous ne pouvez collecter que les données qui sont pertinentes, nécessaires au vu de l'objectif annoncé.
Par exemple, un commerçant peut demander le nom et l'adresse de ses clients dans le but de

leur envoyer les factures ou de les informer de ses activités commerciales. Mais il n'a pas de raison de demander la date de naissance de ses clients, ni leur profession.
Il est en principe interdit de récolter certaines données qui sont par nature sensibles. Ce sont les données relatives à la race, aux opinions politiques, aux convictions religieuses ou philosophiques, à l'appartenance syndicale, à la santé, à la vie sexuelle, à des suspicions, des poursuites ou des condamnations pénales ou administratives.

l) Quelles techniques puis-je utiliser pour collecter des données à caractère personnel en ligne ?

La collecte de données à caractère personnel peut se réaliser par l'intermédiaire de procédés de collecte automatique des données.
La technologie donne en effet les instruments nécessaires pour suivre implicitement le comportement de navigation de la personne qui visite un site, et ce, de manière presque invisible.
A l'égard de la protection de la vie privée, l'utilisation des cookies peut se révéler problématique. Le cookie est un fichier implanté dans l'ordinateur du visiteur du site qui contient en certain cas un numéro unique accordé par le serveur du site web à l'ordinateur de l'internaute. Si certains cookies s'auto-détruisent dès que le visiteur quitte le site, d'autres peuvent subsister à plus ou moins long terme dans l'ordinateur de l'internaute. Grâce à leur numéro unique, les cookies permettent alors au serveur du site web d'enregistrer une multitude d'informations comme notamment: les pages visitées, la nature des recherches effectuées sur un moteur de recherche, ...
L'effet pervers de cette technique est donc qu'elle peut se révéler très indiscrète pour l'internaute. En principe, l'utilisation des données récoltées à l'aide de cookies, lorsqu'elles ne sont pas nominatives, n'est pas spécifiquement visée par la loi. Toutefois, lorsque ces données peuvent être couplées à d'autres données que vous auriez récoltées par d'autres moyens (formulaires, e-mails ou autres), l'internaute, s'il n'est pas toujours clairement identifié, devient à tout le moins identifiable. Or, en vertu de la loi, une donnée à caractère personnel est une information concernant une personne physique identifiée ou identifiable. Dans ce cas, il vous faut respecter la loi sur la protection de la vie privée.
Le responsable du traitement se doit donc d'être le plus transparent possible et d'informer les visiteurs de son site de la mise en œuvre de ces techniques et ce préalablement à leur utilisation.
Plus particulièrement, il convient de:

- veiller à informer l'internaute avant de stocker un cookie sur son disque dur;
- dévoiler son identité (pas seulement son URL ou son adresse e-mail, mais aussi ses coordonnées);
- déterminer dans quel but le cookie sera utilisé;
- signaler l'existence d'un droit d'accès et permettre l'exercice de celui-ci;
- permettre un droit d'opposition.

m) Quels sont les droits dont disposent les personnes concernées ?

Toute personne physique, quel que soit son âge, son domicile ou sa nationalité, se voit reconnaître des droits vis-à-vis des personnes qui traitent des donnés la concernant:

1. Le droit à l'information

De manière générale, la loi confère à la personne concernée "un droit de savoir", c'est-à-dire le

droit d'être informée du sort réservé aux données la concernant. Ainsi, des fichiers ne peuvent être constitués à l'insu des personnes.
A cet égard, tout responsable de traitement est tenu de fournir certaines informations aux personnes concernées par les données. Il doit également informer celles-ci de leurs droits (accès, rectification, opposition, etc.).

2. Le droit à la curiosité

La loi confère au particulier le droit d'interroger tout responsable de traitement pour savoir s'il détient des données le concernant.

3. Le droit d'accès

La loi confère au particulier le droit d'obtenir, sous forme intelligible, une copie des données faisant l'objet d'un traitement ainsi que toute information disponible sur l'origine des données.
Pour exercer son droit d'accès, le particulier doit adresser une demande au responsable du traitement en faisant la preuve de son identité. En pratique, toutes les informations requises ne sont pas toujours directement et facilement accessibles; elles peuvent provenir de services, voire d'unités différentes au sein d'une même entreprise ou administration. A ce titre, la loi laisse au responsable du traitement un délai de réponse de 45 jours à partir de la réception de la demande.
Bien entendu, il est vivement conseillé de donner suite dès que possible à une telle demande, et cela afin de satisfaire pleinement la personne concernée. Notez cependant qu'il n'est pas question pour cette dernière de vous interroger chaque mois pour contrôler les données que vous possédez à son sujet. En effet, la loi ne lui concède ce droit qu'après l'expiration d'un délai raisonnable, à compter de la date d'une demande antérieure de sa part. A toutes fins utiles, il peut donc se révéler opportun de conserver une liste des demandes déjà introduites.

4. Le droit de rectification

Les données qui sont collectées doivent être exactes. Le cas échéant, le responsable du traitement doit donc offrir aux personnes concernées des moyens raisonnables pour rectifier, effacer ou bloquer ces données.

5. Le droit d'opposition

Sauf lorsque le traitement est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat ainsi qu'au respect d'une obligation légale, la personne concernée a le droit de s'opposer au traitement de ses données, mais pour cela, elle doit invoquer des raisons sérieuses et légitimes tenant à sa situation particulière. Cependant, la loi offre à la personne concernée la possibilité de s'opposer, sans justification et gratuitement, au traitement projeté lorsque des données à caractère personnel sont collectées à des fins de marketing direct.

6. Le droit à l'oubli

Les données permettant l'identification des personnes ne doivent pas être conservées au-delà du délai nécessaire à la réalisation de la finalité annoncée. Toute personne a également le droit d'obtenir sans frais la suppression ou l'interdiction d'utilisation de ses données qui, compte tenu du but du traitement, sont incomplètes ou non pertinentes ou dont l'enregistrement, la communication ou la conservation sont interdits ou encore qui ont été conservées au-delà de la période autorisée.

n) Que dois-je faire avec les données recueillies ?

Sécurité

Il est important de protéger les données contre une curiosité malsaine venant de l'intérieur ou de l'extérieur ou contre des manipulations non autorisées. Les risques de fuites et d'atteintes à l'intégrité des données sont trop réels de nos jours.
La loi vous impose, en tant que responsable de traitement, de prendre une série de mesures de sécurité particulières. Parmi celles-ci, vous devez prendre toutes les mesures techniques,

juridiques et organisationnelles requises pour protéger les données contre leur destruction accidentelle, ainsi que toute perte accidentelle, modification ou accès non autorisé.
A cette fin, il s'agit de tenir compte de l'état de la technique en la matière, des frais qu'entraîne l'application de ces mesures, de la nature des données à protéger et des risques potentiels pour déterminer exactement les mesures à prendre.
La Commission de la protection de la vie privée a publié une note consacrée à la sécurité.

o) Qualité

Les données que vous traitez doivent être exactes et, si c'est nécessaire, mises à jour. Vous devez prendre toutes les mesures raisonnables pour corriger ou effacer les données qui sont inexactes ou incomplètes. Vous pouvez notamment prendre contact périodiquement avec vos clients pour leur demander de vérifier leurs données, ou lors d'une nouvelle commande en ligne.

p) Confidentialité

En tant que responsable du traitement, vous devez veiller à limiter l'accès aux données et les possibilités de traitement de celles-ci au personnel qui en a besoin pour l'exercice de ses fonctions. Il n'est pas question de permettre aux membres du personnel d'avoir accès à des données qui ne leur sont pas nécessaires.
Vous devez en outre informer votre personnel des dispositions relatives à la loi sur la protection de la vie privée et à son arrêté d'exécution.

q) Conservation

Les données personnelles ne doivent pas être conservées sous une forme qui permet d'identifier les personnes plus longtemps qu'il n'est nécessaire par rapport à l'objectif poursuivi. Il convient alors de les effacer ou de les rendre anonymes.

r) Puis-je transférer des données à caractère personnel vers un autre pays ?

Le caractère international du réseau a pour conséquence une circulation fréquente des données à caractère personnel des particuliers entre différents pays, parfois sans que la destination des données soit même identifiée par la personne concernée.
En principe, vous ne pouvez transférer les données personnelles en votre possession que vers des pays qui assurent une protection des données correspondante à celle assurée sur le territoire de l'Union européenne.
Tout responsable de traitement qui souhaite exporter des données personnelles hors de l'Union européenne doit dès lors se demander si le pays destinataire offre un niveau de protection adéquat. Il faut retrouver les mêmes garanties que celles établies sur le territoire européen. La Commission européenne établit la liste de ces pays. Cette information se trouve sur le site: http://ec.europa.eu/justice_home/fsj/privacy/thridcountries/index_fr.htm
Dans le cas contraire, le transfert ne pourra être effectué que moyennant le strict respect de certaines conditions. Tel sera le cas si le responsable du traitement obtient le consentement indubitable de la personne concernée au transfert ou encore si des garanties sont offertes par l'adoption de clauses contractuelles appropriées entre l'exportateur et l'importateur de données.
La Commission européenne a établi des clauses contractuelles type à utiliser en cas de transferts de données vers des pays qui n'offrent pas un niveau de protection suffisant. Ces clauses se trouvent sur le site: http://ec.europa.eu/justice_home/fsj/privacy/modelcontracts/index_fr.htm

Lorsque les données sont collectées en Belgique à partir d'un pays tiers, les dispositions de la loi belge trouvent à s'appliquer dans des circonstances précises. Ce sera le cas notamment lorsque le responsable du traitement fait traiter les données à caractère personnel, par des moyens automatisés ou non, situés sur le territoire belge. Dans une telle hypothèse, la personne concernée résidant en Belgique peut bénéficier de la protection offerte par la loi belge vis-à-vis du responsable de traitement.

XII. Les publicités, promotions et concours

a) Qu'est-ce qu'une publicité aux yeux de la loi ?

Selon la loi, une publicité est toute forme de communication destinée à promouvoir, directement ou indirectement, des biens, des services ou l'image d'une entreprise, d'une organisation ou d'une personne ayant une activité commerciale, industrielle ou artisanale ou exerçant une profession libérale.

Cette définition est très large et couvre notamment toutes les formes de publicité en ligne, qui seront donc soumises à la législation relative à la publicité en général et à la publicité sur les réseaux en particulier.

Néanmoins, la loi prévoit des exceptions. Ainsi, ne constituent pas des publicités:

- les informations permettant l'accès direct à l'activité de l'entreprise, de l'organisation ou de la personne, notamment un nom de domaine ou une adresse e-mail;
- les communications élaborées d'une manière indépendante, en particulier lorsqu'elles sont fournies sans contrepartie financière.

Autrement dit, à titre d'illustration, ne constituent pas de la publicité:

- le seul fait de détenir un site;
- le fait de donner de l'information qui ne serait pas de la promotion;
- le lien hypertexte vers un site publicitaire, lorsqu'il est créé sans contrepartie (financière ou autre) provenant de la personne détenant ce site (p. ex., si une personne place un hyperlien sur son site, renvoyant vers votre site, sans demander ni rémunération ou contrepartie quelconque de votre part);
- la mention du nom de domaine ou d'une adresse e-mail, d'un logo ou d'une marque lorsque c'est fait sans lien financier ou autre contrepartie provenant de la personne détenant ce nom de domaine, cette adresse, ce logo ou cette marque.

De manière générale, ne sont pas considérées comme de la publicité les informations concernant votre activité qui sont élaborées d'une manière indépendante par une tierce personne, lorsqu'elles sont fournies sans contrepartie financière ou tout autre avantage économique de votre part.

b) Quelles sont les principales formes de publicité sur les réseaux ?

Les techniques de publicité sur les réseaux sont nombreuses, variées et en perpétuelle évolution. C'est pourquoi seuls les procédés les plus classiques seront évoqués ici. Si vous désirez recourir à des techniques publicitaires originales, innovantes ou personnalisées, il est conseillé de s'adresser directement à une société de e-marketing ou à une régie publicitaire et d'en vérifier la parfaite légalité avant de les mettre en place.

Sur le web, la forme de publicité la plus répandue est de loin la bannière (ou bandeau) publicitaire. Les bannières publicitaires sont des espaces publicitaires occupant une partie de page web. Les bannières sont généralement de taille réduite afin de ne pas indisposer l'internaute en envahissant exagérément la page web sur laquelle elles apparaissent. Eu égard à cette particularité, leur objectif est d'interpeller l'internaute, en jouant sur des slogans originaux, des formes insolites, des promesses alléchantes, des graphismes attrayants, des animations... Le but est d'inciter l'internaute à cliquer sur la bannière, sur laquelle est placé un lien hypertexte, afin de l'amener au site de l'annonceur, où il pourra obtenir plus d'informations sur les biens ou services offerts, participer à des jeux promotionnels ou encore commander en ligne.

D'autres formes de publicités sont utilisées sur le web. Par exemple, les interstitiels sont des messages publicitaires apparaissant quelques secondes sur la totalité de l'écran. Ils ont été développés afin de mettre à profit le temps s'écoulant entre le moment où un utilisateur demande une page web et le moment où elle apparaît effectivement à l'écran. Les superstitiels sont des pages de publicité apparaissant lorsque le téléchargement d'un site demandé est en cours. Des messages publicitaires peuvent également apparaître automatiquement à l'écran, à l'ouverture d'une page web, dans une fenêtre pop-up. Par ailleurs, vous pouvez recourir au sponsoring ou au parrainage d'un site pour afficher vos bannières ou superstitiels.
L'e-mail est un autre mode important de diffusion de la publicité sur les réseaux. Le message publicitaire peut apparaître directement dans l' e-mail ou dans un fichier attaché, ou encore contenir un hyperlien renvoyant à une page web publicitaire.
Vous pouvez également choisir de diffuser vos publicités en sponsorisant un forum de discussion ou un chat, ou en créant votre propre forum ou blog. Par contre, il est très mal vu pour un annonceur de s'immiscer dans un forum ou dans un groupe pour y poster des publicités en masse. D'ailleurs, la plupart des codes de conduite régissant l'utilisation des forums ou chat prohibent l'envoi massif de publicités non sollicitées (spamming).
Il ne faut pas oublier le référencement, qui permet au site d'être bien positionné dans la présentation sur les moteurs de recherche, et éventuellement d'acquérir des mots clés qui permettront à votre site web d'apparaître de façon particulièrement visible sous l'intitulé de « lien sponsorisé » lorsque l'internaute interroge un moteur de recherche à propos de biens que vous vendez.
Enfin, il est possible d'intégrer des publicités dans des logiciels gratuits téléchargeables sur internet. Souvent, ces publicités s'affichent automatiquement à chaque utilisation du logiciel et peuvent même être renouvelées à chaque connexion de l'utilisateur au réseau.

c) Comment diffuser mes publicités sur les réseaux ?

Il existe sur le marché des régies publicitaires et des agences, spécialisées dans l'e-marketing. Elles se chargent de diffuser vos publicités sur les réseaux, notamment en louant des espaces publicitaires sur d'autres sites, pour y placer vos bannières, pop-up, etc., ou en réalisant pour vous des opérations de marketing direct par e-mail. Elles vous informent par ailleurs des statistiques concernant la diffusion de vos publicités (p. ex., le nombre d'internautes ayant cliqué sur la bannière).
Vous pouvez également vous adresser à ces spécialistes pour gérer les espaces publicitaires disponibles sur votre site, afin de les louer à d'autres annonceurs.

d) Quelles informations doivent figurer obligatoirement dans mes publicités ?

Quelle que soit la forme de publicité utilisée sur les réseaux et les destinataires de ces publicités, un certain nombre d'informations doivent être fournies.
En premier lieu, l'internaute doit comprendre clairement qu'il s'agit d'une publicité, afin d'éviter toute confusion avec d'autres informations. C'est pourquoi, dès qu'il existe un risque de confusion, la mention "publicité" doit apparaître de manière lisible, apparente et non équivoque, d'une manière ou d'une autre. Cela signifie, par exemple, que, dès qu'il existe un risque de confusion, la mention publicité doit figurer dans ou à proximité de vos bannières publicitaires ou dans la zone "sujet" de vos courriers électroniques promotionnels.
En outre, la personne pour le compte de laquelle la publicité est faite doit être clairement identifiable. A cet égard, il n'est pas nécessaire que son nom apparaisse directement dans le

contenu de la publicité. Il suffit que les informations relatives à l'annonceur soient facilement accessibles, par exemple au moyen d'un hyperlien renvoyant sur le site de l'annonceur.

e) Qu'est-ce qu'une publicité trompeuse ?

Une publicité trompeuse est toute publicité qui, d'une manière quelconque, y compris sa présentation, est susceptible d'induire en erreur les personnes auxquelles elle s'adresse et d'influencer leur choix ou de porter préjudice à un concurrent. Une telle publicité est interdite par la loi.

Ainsi, est notamment interdite toute publicité trompeuse:

- quant aux indications, obligatoires ou non, qui y figurent: par exemple, toute publicité qui comporte des affirmations susceptibles d'induire en erreur sur l'identité, la nature, la composition, l'origine ou la durée, la quantité, la disponibilité, le mode et la date de fabrication ou les caractéristiques (prix, tests et contrôles effectués,...) d'un bien ou d'un service;
- quant à votre identité ou vos qualités: par exemple, si la publicité laisse entendre que vous êtes l'unique distributeur d'un bien en Belgique, alors que ce n'est pas le cas;
- par omission: par exemple, l'absence de certaines indications est susceptible d'induire en erreur sur le bien, le service ou votre identité ou vos qualités;
- sur le caractère même de publicité: si la publicité n'est pas clairement identifiable en tant que telle (pour rappel, il est obligatoire de faire figurer la mention "Publicité" dès qu'il existe un risque de confusion);
- dénigrante à l'égard d'une autre entreprise, de ses biens, services ou activités;
- qui porte sur une offre de biens ou de services alors que vous ne disposez pas du stock suffisant ou ne pouvez effectivement fournir la prestation des services qui doivent normalement être prévus, compte tenu de l'ampleur de la publicité;
- etc.

f) A quelles conditions puis-je faire de la publicité comparative sur internet ?

La publicité comparative est toute publicité qui, explicitement ou implicitement, identifie un concurrent ou des biens ou services offerts par un concurrent (par exemple, le fait d'indiquer dans sa publicité qu'on est moins cher que tel concurrent).

Cette forme de publicité est autorisée, mais à certaines conditions:

1 elle n'est pas trompeuse;
2 elle compare des biens ou services répondant aux mêmes besoins ou ayant le même objectif;
3 elle compare objectivement une ou plusieurs caractéristiques essentielles, pertinentes, vérifiables et représentatives de ces biens et services (par exemple, le prix);
4 elle n'engendre pas de confusion sur le marché entre vous et un concurrent ou entre votre marque, nom commercial, autres signes distinctifs, biens ou services et ceux d'un concurrent;
5 elle n'entraîne pas le discrédit ou le dénigrement des marques, noms commerciaux, autres signes distinctifs, biens, services, activités ou situations d'un concurrent;
6 pour les biens ayant une appellation d'origine, elle se rapporte dans chaque cas à des biens ayant la même appellation;
7 elle ne tire pas indûment profit de la notoriété attachée à la marque, au nom commercial ou à d'autres signes distinctifs d'un concurrent;
8 elle ne présente pas un bien ou un service comme une imitation ou une reproduction d'un

bien ou d'un service portant une marque ou un nom commercial protégés.

Attention, sur les réseaux, certaines pratiques pourraient être considérées comme de la publicité comparative:

- le fait d'insérer, dans votre publicité, un hyperlien vers le site d'un concurrent pour permettre à l'internaute de vous comparer;
- le fait de recourir à la technique du framing (c'est-à-dire la reproduction d'un site à l'intérieur d'un autre site) pour faire apparaître le site d'un concurrent dans vos publicités, afin de permettre les comparaisons;
-

g) La newsletter

L'objet d'une newsletter est de tenir les clients au courant de vos nouveaux biens, offres et événements. En s'inscrivant en ligne pour la recevoir, le client fournira des données à caractère personnel (adresse e-mail ou autres données) et au minimum son adresse e-mail qui est une donnée personnelle.

Vous devrez donc respecter intégralement la réglementation sur la protection des données personnelles même si vous vous limitez à demander l'adresse e-mail des personnes qui désirent souscrire à votre newsletter.

Si vous souhaitez obtenir d'autres informations et utiliser celles-ci à d'autres fins qu'uniquement envoyer une newsletter, vous devrez obtenir le consentement des internautes en leur précisant les autres finalités souhaitées.

N'oubliez pas que si vous désirez utiliser postérieurement des données personnelles à d'autres finalités que celles pour lesquelles vous avez obtenu un consentement, vous devez contacter toutes les personnes concernées pour obtenir leur consentement pour les nouvelles finalités.

h) La publicité par e-mail

Puis-je envoyer des publicités non sollicitées par e-mail ?

Non ! Selon la loi belge, en vertu d'une directive européenne, - et bientôt celle de tous les Etats membres de l'Union européenne -, aucune publicité ne peut être envoyée par e-mail sans le consentement préalable, libre, spécifique et informé du destinataire. Toutefois, il existe des cas limités où vous ne devez pas solliciter le consentement du destinataire. Sur ces questions et en complément des informations fournies ci-après, vous trouverez des informations détaillées dans la brochure « Le spamming en 24 questions et réponses » disponible à l'adresse suivante: http://economie.fgov.be/fr/modules/publications/general/spamming_brochure_fr.jsp

Comment obtenir un consentement préalable et informé ?

Vous devez obtenir le consentement du destinataire avant de lui envoyer toute publicité par e-mail. Pour être valable, le consentement doit avoir été donné en pleine connaissance de cause. Au moment de solliciter le consentement, il convient donc de fournir au destinataire toutes les informations susceptibles d'éclairer son choix:

- votre nom et addresse;
- le fait que, si le destinataire y consent, ses données personnelles seront utilisées à des fins publicitaires;
- le fait que, si le destinataire y consent, ses données personnelles pourront être transmises à des tiers;
- le caractère obligatoire ou non de la réponse dans le formulaire d'inscription ainsi que les

conséquences éventuelles d'un défaut de réponse (par exemple, en plaçant un astérisque à côté des champs qui doivent obligatoirement être complétés par le client);

- l'existence d'un droit d'accès et de rectification des données le concernant ;
- l'existence d'un droit de s'opposer, sur demande et gratuitement, au traitement de ses données à des fins de marketing.

Le consentement doit être libre

Le consentement doit être libre, c'est-à-dire donné en dehors de toute pression. Par exemple, si l'adresse e-mail est obtenue dans le cadre de la fourniture d'un service ou d'un bien, aucune discrimination ne pourra être faite vis-à-vis de ceux qui auront refusé de recevoir des publicités par e-mail.

Or, selon une pratique courante, l'accès à certains sites, services gratuits ou offres promotionnelles est parfois soumis à la condition que l'utilisateur fournisse son adresse e-mail, entre autres données personnelles, à des fins de marketing direct. Pour être licite, une telle pratique doit respecter l'intégralité de la législation de protection de la vie privée, et l'exigence d'un consentement préalable, libre, spécifique et informé.

Le consentement doit être spécifique

Le consentement du destinataire ne peut avoir un objet général, mais doit porter précisément sur l'envoi de publicités par e-mail et/ou la transmission de ses données personnelles à des tiers. Dès lors, si la personne vous autorise à lui envoyer des publicités par e-mail, cela ne signifie pas que vous avez son accord pour transmettre son adresse à des tiers, à des fins publicitaires ou autres.

Notez qu'en cas de plainte du destinataire, il vous revient d'apporter la preuve que vous avez licitement obtenu son consentement (ou que vous étiez dans une exception prévue par la loi pour pouvoir vous passer de consentement préalable).

Pour le reste, il convient de souligner que si vous pratiquez le marketing direct par e-mail, vous devez, en plus des dispositions de la loi du 11 mars 2003, vous conformer en tous points aux principes inscrits dans les législations de protection des données à caractère personnel.

Dans quels cas puis-je envoyer des publicités sans avoir obtenu le consentement préalable du destinataire ?

Deux exceptions au principe du consentement préalable sont d'ores et déjà prévues.

Vous ne devrez pas obtenir de consentement préalable si vous adressez des publicités par e-mail à vos clients existants, pour autant que:

- vous avez obtenu directement auprès d'eux leur adresse e-mail, dans le cadre de la vente d'un bien ou d'un service et dans le respect de la législation de protection de la vie privée (si vous avez obtenu des adresses e-mail indirectement, en passant par un tiers, vous devez vous assurer que les personnes dont les adresses figurent dans ce fichier ont consenti à l'utilisation et à la transmission de leurs données à des tiers à des fins de marketing direct par e-mail ; dans la négative, vous ne pourrez envoyer de publicités par e-mail à ces personnes sans leur consentement préalable);
- vous leur envoyez des publicités pour des biens ou services analogues, que vous-même fournissez (si vous envoyez des publicités pour des biens fournis par un tiers ou pour des biens entièrement différents du type de bien que le destinataire avait acheté chez vous, vous devez obtenir leur consentement préalable. A cet égard, sont considérés comme des tiers, notamment, vos partenaires, filiales, sociétés mères,...);

- vous avez donné la possibilité à vos clients, au moment où leur adresse e-mail a été collectée, de s'opposer, sans frais et de manière simple, à recevoir des publicités par e-maile-mail;

et

- le client concerné ne vous a pas notifié directement son souhait de ne plus recevoir, de votre part, de publicités par e-mail.

Par ailleurs, si vous adressez des publicités par e-mail à des adresses impersonnelles des personnes morales, il n'est pas nécessaire d'obtenir leur consentement préalable. En effet, les personnes morales peuvent être titulaires d'une ou de plusieurs adresses e-mail, afin de permettre d'entrer en contact avec elles, ou avec certains de leurs services ou branches d'activité (info(a)..., contact(a)..., privacy(a)..., sales(a)..., commandes(a)..., service-clientele(a)..., etc.). Des publicités non sollicitées par e-mail peuvent être envoyées à ces adresses, dans la mesure où, en raison des circonstances, il est manifeste que ces adresses concernent uniquement des personnes morales.

Par contre, lorsqu'une personne morale attribue à ses employés des adresses e-mail liées à son nom de domaine (p. ex. nom.prénom(a)company.be), il s'agit d'adresses de personnes physiques, peu importe qu'elles les utilisent à des fins professionnelles ou privées. Il n'est donc pas permis d'envoyer de publicités à ces adresses sans l'accord préalable des personnes physiques concernées. En outre, les biens ou services offerts à travers les publicités ainsi envoyées doivent viser des personnes morales, et non des personnes physiques. En effet, vous ne pouvez pas envoyer à des adresses de personnes morales des publicités visant en réalité des personnes physiques, sans solliciter le consentement préalable de ces dernières.

Notez qu'en cas de plainte du destinataire, il vous revient d'apporter la preuve que vous avez licitement obtenu son consentement, ou que vous étiez dans une des exceptions prévues par la loi.

Tous les procédés de collecte d'adresses e-mail sont-ils licites ?

Non. Certains modes de collecte d'adresses e-mail sont illicites, parce que contraires à la législation relative à la protection de la vie privée.

En résumé, il est illicite de collecter des données personnelles à l'insu de la personne concernée et de les utiliser à des fins publicitaires ou de les transmettre à des tiers sans son consentement préalable. Sont donc à proscrire les méthodes de collecte dite "sauvage" réalisée sans ou contre le consentement de la personne concernée: l'utilisation de logiciels permettant l'inscription à un maximum de listes de diffusion afin de récupérer les adresses électroniques de leurs membres ; la collecte automatique d'adresses électroniques dans les espaces publics d'internet (par exemple annuaires ou moteurs de recherche, pages web personnelles, bases de données (de membres de clubs par exemple) publiées sur internet...) ; le recours à diverses manœuvres frauduleuses (par exemple faux concours, offres d'espaces web gratuits,...).

Par ailleurs, il existe un véritable marché des fichiers d'adresses e-mail: des entreprises font leur métier de la mise à disposition (le plus souvent, par le biais d'une location) de tels fichiers. Il est aussi possible de se procurer sur internet des listes contenant des milliers d'adresses à télécharger pour des sommes relativement modiques. Un tel procédé d'acquisition d'adresses e-mail est licite à condition que les personnes concernées aient donné leur accord à ce que leur adresse e-mail soit transmise à des tiers à des fins publicitaires. Méfiez-vous donc si la personne qui met à votre disposition de telles listes ne peut apporter la preuve qu'elle a bel et bien obtenu les consentements nécessaires. Les sociétés belges spécialisées, list brokers ou sociétés de data-mining vous garantiront contractuellement qu'elles ont bien obtenu le consentement des personnes concernées, et s'engagent généralement à respecter le code de conduite de l'association belge du marketing direct si elles en font partie.

Enfin, il existe de nombreux procédés de collecte d'adresses e-mail directement auprès de la personne concernée. La personne concernée peut être invitée à fournir son adresse e-mail, en ligne ou hors ligne, dans les situations suivantes: achat en ligne, inscription à une liste de diffusion ou à un forum de discussion, enregistrement auprès d'un fournisseur de messagerie gratuite, enquête téléphonique, participation à un concours, enregistrement sur certains sites créés expressément pour envoyer des promotions ou publicités,...
De tels procédés de collecte d'adresses sont licites lorsque la personne a donné son consentement préalable, libre, spécifique et informé à l'utilisation de son adresse à des fins publicitaires. Notez que si vous collectez les adresses de vos clients dans le cadre de la vente d'un bien ou d'un service, vous avez le droit de leur envoyer des publicités concernant des biens ou services analogues, sans avoir obtenu leur consentement préalable, du moment que vos clients se voient donner la faculté de s'opposer à recevoir des publicités. Il s'agit là d'une exception au principe du consentement préalable.

Lors de la collecte, comment obtenir le consentement du destinataire de mes publicités par e-mail?

Aucune forme spécifique n'est requise pour l'obtention du consentement du destinataire des messages. Ce consentement peut donc indifféremment être oral (p. ex., obtenu par téléphone) ou écrit (p. ex., inscrit dans un bon de commande). En principe, le consentement peut même être implicite (cela pourrait être le cas, p. ex., si une personne vous contacte par e-mail pour avoir des informations sur vos biens ou services. Cela pourrait signifier qu'elle consent implicitement à recevoir des publicités par ce biais. Toutefois, il conviendra d'apprécier au cas par cas, en raison des circonstances, si l'on est en présence d'un consentement ou non).
Néanmoins, quelle que soit sa forme, le consentement doit toujours être indubitable et obtenu loyalement. En outre, sachez qu'en cas de contestation, vous serez tenu de prouver que vous avez bel et bien obtenu le consentement de la personne. A cet égard, un consentement écrit apporte davantage de sécurité.
L'un des moyens les plus courants pour s'assurer du consentement de la personne est de recourir à la "case à cocher". Lorsque l'adresse e-mail est collectée, la personne marque son accord en cochant (d'un simple clic) la case en vis-à-vis d'une mention du genre "J'accepte de recevoir des publicités par e-mail" et/ou "J'accepte que vous transmettiez mon adresse e-mail à vos partenaires à des fins publicitaires". En revanche, le recours à la technique de la case "précochée" est ainsi contestable, c'est-à-dire de précocher par défaut la case faisant face à la mention "Oui, je désire recevoir des publicités par e-mail", en laissant le soin à la personne de décocher la case si elle ne souhaite pas recevoir de telles publicités. En effet, une telle pratique pourrait être considérée comme déloyale, étant donné qu'il est difficile d'être certain du caractère libre du consentement donné dans ces circonstances, puisque la mention a pu simplement échapper à l'attention de la personne et la méthode apparaît comme quelque peu forcée.

Qu'est-ce que le spamming ?

Au sens large, le terme spamming désigne l'envoi, massif et répété, de messages non sollicités, à caractère commercial le plus souvent.
Dans un sens restreint, il vise plus précisément l'envoi de publicités non sollicitées, par e-mail, dans un contexte de "collecte sauvage" (entendez: non respectueuse des principes posés par les législations de protection des données à caractère personnel) des adresses des destinataires.
Le spamming est interdit par la loi.

Pourquoi est-il mal vu de faire du spamming sur l'internet ?

Parce que le spamming entraîne plusieurs conséquences néfastes, pour tous les acteurs du réseau:

- si l'envoi est massif, cela peut provoquer un engorgement des boîtes aux lettres électroniques des destinataires, et donc une difficulté pour accéder au réseau, sans compter les pertes de temps pour lire et supprimer les publicités;
- à moins de bénéficier d'une liaison permanente à internet, le destinataire doit supporter les coûts de connexion nécessaires au téléchargement, qui peuvent être élevés si le message est long à télécharger (parce qu'il contient par exemple un fichier attaché de taille importante), sans compter qu'il peut porter sur des biens ou services qui ne l'intéressent absolument pas;
- la réception de messages peut causer le désagrément lié au fait que certaines publicités peuvent paraître agressives ou déplacées au destinataire ou ne pas correspondre à son éthique;
- certains annonceurs peu scrupuleux collectent des adresses de e-mail dans le mépris de la législation de protection de la vie privée;
- l'envoi de courriers électroniques par milliers sur l'internet un coût important pour les fournisseurs d'accès à internet, chargés de gérer le volume de messages électroniques transitant par leurs serveurs et provoque des encombrements sur les réseaux.
- Pour toutes ces raisons, l'envoi de publicités par e-mail est strictement réglementé par la loi.

Quelles informations doivent figurer dans mes publicités par e-mail ?

Vos e-mails publicitaires doivent se conformer aux exigences suivantes:

- la mention "Publicité" doit apparaître si la publicité n'est pas identifiable comme telle dès sa réception ;
- en tant qu'annonceur, vous devez être clairement identifiable (p. ex., votre nom et vos coordonnées doivent apparaître quelque part dans le mail, ou un hyperlien doit renvoyer vers votre site) ;
- vous devez fournir une information claire et compréhensible concernant le droit de la personne de s'opposer, pour l'avenir, à recevoir des publicités par e-mail (ainsi, même si le destinataire avait sollicité la publicité par e-mail auparavant, il dispose d'un droit d'opposition par la suite) ;
- vous devez indiquer et mettre à disposition de la personne un moyen approprié d'exercer efficacement ce droit d'opposition par voie électronique. Voir ci-dessous)

Le destinataire peut-il s'opposer à recevoir des publicités par e-mail après avoir donné son consentement ? Comment ?

Oui ! Même si le destinataire a donné son consentement à recevoir des publicités par e-mail, le destinataire a le droit de le retirer à tout moment, sans frais, ni indication de motif.

C'est pourquoi, lors de l'envoi de toute publicité par e-mail, vous êtes tenu:

- de fournir une information claire et compréhensible concernant le droit du destinataire de s'opposer, pour l'avenir, à recevoir des publicités ;
- d'indiquer et de mettre à sa disposition un moyen approprié d'exercer efficacement ce droit par voie électronique.

S'il ne souhaite plus recevoir de publicités par e-mail de votre part, il peut s'adresser directement à vous et vous demander de supprimer son adresse e-mail de vos fichiers. Il lui

suffit pour cela de répondre à votre e-mail, ou de cliquer sur l'hyperlien que vous avez placé dans votre message et qui renvoie à une page de votre site, sur laquelle il peut se "désinscrire" de votre liste d'adresses.

Ces principes valent-ils aussi en matière de publicité par SMS ?

Oui ! Les principes exposés plus haut valent également en matière de SMS. En réalité, la loi ne mentionne jamais le terme "e-mail", mais celui de "courrier électronique", qui s'entend de manière extrêmement large et englobe indubitablement les SMS, ainsi qu'un message sur une boite vocale.

XIII. Les codes de conduite et les labels

Tantôt inquiets des carences et du déficit de légitimité dont peuvent souffrir les nouvelles cyber-activités du fait de pratiques illicites non réprimées, tantôt soucieux de créer la confiance et de rassurer les consommateurs, les différents acteurs d'internet n'ont pas tardé à tirer parti des potentialités du réseau pour investir spontanément ce nouveau champ économique et vecteur de communication, afin d'y mettre en œuvre différents moyens "privés" de régulation.
De manière générale, les codes de conduite répondent au souci d'assurer une cohésion entre les acteurs d'une communauté ou d'un secteur déterminé, en instaurant des "règles du jeu" qui présideront à une régulation équilibrée des acteurs en présence. Plus concrètement, le code de conduite peut être défini comme un corps de règles élaborées par un organisme qui, tout en n'ayant pas un caractère directement obligatoire, a pour but d'encadrer et d'orienter les comportements. Un code de conduite est donc censé apporter un plus par rapport à la législation ou les moyens de recours existants.
Face à un phénomène transfrontière, fluide, polymorphe tel qu'internet, des entreprises, des associations et des organismes s'engagent ainsi à influencer ou à réglementer les pratiques commerciales pour leur propre bien et pour celui de leur collectivité. Ces codes de conduite apparaissent dans différents domaines d'activités (publicité, marketing direct,... etc.) et visent différents thèmes (protection des consommateurs, des mineurs, de la vie privée,... etc.).
Un code de conduite est censé apporter un plus par rapport à la législation ou les moyens de recours existants.

a) Quels en sont les avantages ?

Les codes de conduite présentent un intérêt pratique dans la mesure où ils édictent une série de mesures d'autorégulation, complémentaires aux lois existantes, destinées à garantir des comportements loyaux et honnêtes de la part des entreprises visées.
Ils peuvent donc se révéler des instruments précieux pour créer, voire augmenter la confiance des internautes à l'égard des nouvelles technologies, notamment en matière de commerce électronique.
A ce titre, les codes de conduite constituent un argument commercial indéniable, une sorte de "vitrine" visant à valoriser une profession, un secteur ou un groupement aux yeux de l'opinion publique. Le code de conduite permet de mettre en œuvre un processus de défense de l'image corporative, de responsabilisation des acteurs économiques, conscients que les intérêts commerciaux à long terme exigent et coïncident avec la construction d'une relation de confiance avec leurs clients potentiels.

b) Quels éléments doivent figurer dans un code de conduite ?

Les codes de conduite dans les environnements numériques se caractérisent par une grande hétérogénéité en ce qui concerne tant leurs auteurs, leur contenu que leurs destinataires. Un site doté d'un code de conduite n'apparaît pas nécessairement comme un gage de fiabilité pour l'internaute. Il s'agit dès lors pour le prestataire de convaincre l'internaute en lui offrant une

prestation de qualité et en lui garantissant un une protection optimale de ses droits.
Un code de conduite devrait remplir au moins les conditions suivantes:

- être conforme à la loi et s'y référer;
- être rédigé dans une langue claire et compréhensible;
- être facilement accessible;
- être contrôlé par un organisme indépendant;
- prévoir des sanctions effectives en cas de non-respect;
- être régulièrement vérifié et mis à jour;
- aller de pair avec une campagne d'information.

Quant au contenu même du code, celui-ci devrait porter sur la fiabilité et la sécurité des transactions, le cas échéant, sur la confidentialité et le respect de la protection de la vie privée, sur la protection des mineurs et sur la procédure mise en œuvre à l'égard de plaintes éventuelles et des règlements des litiges. Enfin, adhérer au code doit cependant rester un libre choix.
A titre d'illustration, on peut citer le code de conduite suivant : le code de conduite de l'ISPA (Association des Fournisseurs de Service internet) (http://www.ispa.be/), qui pose les principes de respect de la législation, d'honnêteté, de protection des données, d'information sur les prix. Le non-respect de ces principes peut entraîner une exclusion de l'Association.

c) Dois-je faire état de mon adhésion à un code de conduite ?

Lorsque vous adhérez à un code de conduite, il est primordial de le faire savoir et les codes de conduite prévoient généralement cette publicité qui n'est possible que pour ceux qui ont pris l'engagement de respecter ce code de conduite. Il s'agit alors de mettre en évidence cet élément par l'affichage d'une icône et/ou d'un lien hypertexte qui peuvent renvoyer à ce code de conduite.
Il est également possible que le site fasse mention de ce code de conduite dans ses conditions générales.
Rappelons que la loi belge sur le commerce électronique vous impose de donner à l'internaute les informations sur les codes de conduite auxquels vous êtes éventuellement soumis et des informations relatives à la façon dont ces codes peuvent être consultés par voie électronique.

d) Quelle est la portée de mon adhésion à un code de conduite ?

La référence sur votre site à un code de conduite n'est pas dénuée de conséquences. En effet, d'une part, vous êtes tenu au respect de ce code, à l'instar des autres prestataires qui y adhèrent. D'autre part, dans certaines circonstances, ce code de conduite peut avoir des effets au bénéfice de vos clients.
L'effectivité d'un code de conduite peut parfois se situer à un niveau strictement "interne". Certains codes prévoient en effet la possibilité pour un tiers (consommateur ou autre) d'introduire une plainte auprès du groupement qui est à l'initiative du code de conduite et qui est ouvert à tous les prestataires d'un secteur déterminé.
Afin d'assurer l'effectivité du code qu'il a adopté, le groupement aura pris le soin de prévoir la mise sur pied d'un organe chargé de la surveillance du respect du code. Dans ce cas, une procédure est mise en place et des sanctions sont prévues. Outre des sanctions de type pécuniaire, des sanctions de type "professionnel", telles que l'exclusion du groupement et la publicité donnée aux comportements récriminés peuvent avoir un effet considérable.
Parallèlement, il est cependant possible pour un client de se prévaloir des dispositions du code de conduite lors d'une action en justice, et ce, indépendamment de toute intervention d'une

association.
Deux hypothèses doivent néanmoins être distinguées:

- soit vous faites expressément référence au code de conduite dans vos documents contractuels: dans ce cas, le code devient partie intégrante du contrat et vos clients sont en droit de s'en prévaloir;
- soit vous ne faites pas référence au code de conduite dans vos documents contractuels: dans ce cas, il n'est pas certain que le code ait valeur obligatoire et que vos clients puissent l'invoquer en justice.

Toutefois, il est possible que le code de conduite reçoive une valeur juridique dérivée au titre de standard de référence permettant au juge d'apprécier le comportement des prestataires. Le juge est en effet susceptible de contribuer à l'effectivité d'un code de conduite édicté ou élaboré par un organisme corporatif, dans la mesure où il y voit un standard professionnel dont la violation est constitutive d'une faute qui doit être juridiquement sanctionnée.

e) la labellisation ?

La labellisation est une technique consistant à afficher un label - ou étiquette - sur un site web afin de mettre en évidence l'engagement de ce site à respecter certains critères. Elle a pour but d'accroître la confiance des consommateurs en leur offrant davantage de transparence et de garanties quant au respect par les sites web de normes et critères prédéfinis.

Quels en sont les avantages ?

Il importe d'attirer l'attention sur le fait que la labellisation n'a de sens que si elle apporte un élément supplémentaire par rapport au simple respect de la législation. Le rôle du label n'est donc pas seulement d'affirmer le respect de la législation, mais aussi plutôt d'apporter une valeur ajoutée aux exigences réglementaires qui s'imposent à tous. C'est à ce prix qu'il peut constituer un véritable "sceau de qualité".

Comment choisir un label de qualité ?

Vous devez être conscient du fait que la simple présence d'un label sur un site n'est pas automatiquement assimilée par les internautes à un gage de qualité. En effet, nombre de labels existent déjà à l'heure actuelle, et beaucoup d'autres devraient voir le jour dans un avenir proche. Devant une telle prolifération de ces labels, de portée inégale, les internautes chercheront à savoir si certaines garanties minimales sont respectées.
Vous devez donc offrir une visibilité au label afin de donner une des informations suffisantes sur la signification du label aux internautes. A cet effet, vous devez au minimum:

- inciter les internautes à cliquer sur le label afin de vérifier sa signification et son authenticité (c'est-à-dire qu'il n'est pas usurpé par le simple copiage d'une image);
- offrir un hyperlien vers une page qui explique qui est à l'origine du label, quels sont les critères d'octroi de celui-ci, si des contrôles de conformité sont effectués périodiquement, etc. ...
- offrir, dans la mesure du possible, un accès vers le rapport qui explique que vos pratiques sont en conformité avec les critères du label, et les éventuelles modifications que vous aurez dû apporter à ces pratiques afin d'être en conformité avec les critères.

Tous ces éléments doivent permettre aux internautes de se prononcer sur la fiabilité de l'initiative de labellisation, et de décider si votre site est réellement fiable et mérite leur confiance.
Une initiative parallèle de labellisation a aussi été lancée par le réseau des Chambres de

Commerce et d'Industrie de Belgique (http://www.cci.be/).
L'association belge du marketing direct a créé le label BeCommerce qui est proposé tant aux membres de l'association qu'aux tiers qui souhaitent respecter ses prescrits. (http://www.becommerce.be/)

XIV. Comment garantir la sécurité de mon site ?

La sécurité informatique évoque l'ensemble des outils ou méthodes qui tendent à maintenir, voire à rétablir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité d'un système informatique et donc aussi des sites internet. Cet aspect n'est pas pas à prendre à la légère. Les nouvelles relayées presque quotidiennement par les médias suffisent à s'en convaincre: pas un jour ne passe sans qu'il soit fait écho, de virus informatiques, d'intrusions de hackers, de piratage de sites, de vols de bases de données,etc.

a) Quels sont les dangers qui menacent un site web ?

Il ne saurait être question ici d'énumérer tous les dangers qui pourraient menacer votre site: la liste serait trop longue. Le propos est uniquement de recenser l'une ou l'autre des agressions les plus fréquentes ou les plus destructrices, afin de vous sensibiliser au thème souvent négligé de la sécurité. Soyez en effet conscient que certaines entreprises furent acculées à la faillite suite à une défaillance de leur système informatique ou à la perte de l'ensemble des données.
Il est bon de rappeler que la sécurité du système ne sera pas uniquement compromise par la suite de malveillances: un incendie, un dégât des eaux, une panne des composantes informatiques, des erreurs humaines dans la conception des programmes peuvent aussi mettre en péril votre système. Des solutions de bon sens s'imposent pour éviter ce genre de désagrément (back up réguliers, sécurisation des installations, disaster recovery plan, etc.) mais nous ne nous attarderons pas sur ces points.
L'hypothèse de la criminalité informatique mérite de plus amples développements que vous trouverez ici.

b) Quelles sont les techniques d'agression utilisées ?

Sans prétendre à l'exhaustivité, voici quelques-unes des techniques utilisées par les criminels informatiques.
Pour pénétrer dans un réseau en principe inaccessible, les pirates vont rechercher des failles de sécurité, à savoir les bogues ou anomalies de certains logiciels qui permettent de violer le système sur lequel tourne ce programme. Dès l'instant où une faille est découverte sur le site, c'est un jeu d'enfant de s'introduire dans le système. Les pirates n'hésitent d'ailleurs pas à mettre à disposition, sur leurs sites, des programmes permettant précisément d'exploiter ces failles.
Mais il n'est parfois pas nécessaire de recourir à ce genre de subtilités: en possédant un login (un nom d'utilisateur) et un mot de passe, le pirate pourra sans problème accéder au réseau en tant qu'utilisateur. Cette étape franchie, la boîte de Pandore est ouverte et vos ennuis ne font que commencer. Découvrir ce couple "login - mot de passe" ne relève pas de l'exploit pour un pirate: tantôt il en aura connaissance par hasard (trouvé dans le tiroir d'un bureau, dans un agenda, repéré lors de la frappe ou à l'aide d'un logiciel espion, etc.), tantôt il mettra en œuvre une méthode plus systématique (par exemple en volant le fichier des mots de passe chiffrés et au moyen d'un programme spécifique, en découvrant les plus simples). Si le mot est tiré du dictionnaire, il ne résistera pas bien longtemps. On ne saurait donc trop insister sur l'importance de choisir un bon mot de passe. On recommande que celui-ci soit long, avec des caractères variés (minuscules, majuscules, chiffres et lettres et symboles du type (a) ! § ~ ^) et qu'il ne s'agisse pas d'un mot figurant dans le dictionnaire.
L'envoi d'un virus peut aussi gravement endommager le système.

c) Quels sont les différents virus ?

Eu égard aux dégâts potentiels que peut générer le sabotage informatique, il peut être intéressant de détailler quelques-uns des virus susceptibles d'infecter votre système.
De façon générique, on entend par virus un programme installé sur un ordinateur à l'insu de son utilisateur et capable de se reproduire sur l'ordinateur infecté, sur un de ses supports (disquette, CD-Rom), ou encore sur une machine du réseau intranet ou internet auquel il est connecté. Ses manifestations seront multiples: tantôt il effacera l'un ou l'autre fichier, voire tout le disque dur (à noter qu'il suffit parfois de détruire l'un ou l'autre fichier vital du disque dur pour rendre celui-ci totalement inutilisable), tantôt, il fera apparaître des images ou des sons étranges, tantôt encore il diminuera les performances du microprocesseur. Certains virus agissent parfois de façon plus insidieuse: ils n'effacent pas de données mais ouvrent des brèches dans le système de sécurité pour permettre aux pirates d'y pénétrer par la suite en exploitant ces vulnérabilités et certains ne sont installés que dans le but de collecter des données confidentielles telles que des informations liées à vos clients.
Il existe de nombreuses classifications, mais il ne saurait être question de toutes les expliquer ici. Nous nous bornerons à vous présenter le ver informatique, la bombe logique et le cheval de Troie. Il faut néanmoins préciser que ces catégories ne sont pas exclusives l'une de l'autre ; en clair, un virus peut se diffuser comme un ver, se déclencher comme une bombe logique et s'installer comme un cheval de Troie.
Les vers informatiques sont des virus qui se propagent ou se diffusent par morceaux quasiment indétectables. Les bombes logiques sont des lignes de codes insérés dans des programmes et qui se déclenchent lors d'un événement donné (entrée de certains caractères, date précise, etc.). Quant au cheval de Troie, il prend la forme de petits programmes à l'apparence inoffensive mais qui contiennent aussi des mécanismes cachés rendant le système vulnérable à un virus ou à l'attaque d'un pirate.

d) Qu'est-ce que la criminalité informatique ?

Diverses classifications ont été élaborées pour cerner le phénomène de la criminalité informatique. Dans les points suivants, les catégories seront calquées sur les infractions correspondantes prévues dans le Code pénal.
Parmi les infractions les plus fréquentes, citons en vrac:

- les infractions contre la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et systèmes (accès illégal, interception illégale, atteinte à l'intégrité des données et du système, etc.;
- les infractions informatiques (faux en informatique et fraude informatique);
- les infractions se rapportant au contenu (pornographie enfantine, idées racistes ou xénophobes, etc.);
- les infractions liées aux atteintes à la propriété intellectuelle (distribution à grande échelle d'œuvres musicales ou littéraires protégées par le droit d'auteur).

e) En quoi consistent les infractions contre la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et systèmes ?

Ces infractions sont plus connues sous le terme de hacking.
Avant d'aborder l'aspect plus juridique, peut-être n'est-il pas inutile de rappeler ce qu'on entend par confidentialité, intégrité et disponibilité. La confidentialité sera garantie si certaines données ou informations ne sont accessibles que moyennant le respect de certaines conditions et par certaines personnes uniquement. L'intégrité est respectée, quant à elle, si la qualité et l'exactitude des données est maintenue et protégée contre les modifications, les pertes ou les

destructions, qu'elles soient d'origine accidentelle ou malveillante. Enfin, le système est disponible si son fonctionnement n'est pas altéré et si les utilisateurs autorisés peuvent y accéder normalement.
On distingue généralement le hacking interne et le hacking externe. Le premier cas se présente si, par exemple, l'un de vos employés, profitant de sa position au sein de l'entreprise et de son droit d'accès sur le réseau, prend connaissance de données confidentielles dont l'accès lui est en principe refusé. On parlera par contre de hacking externe dès lors qu'un individu, n'ayant aucun droit d'accès à votre système informatique, parvient à déjouer les mécanismes de sécurité pour s'introduire dans le réseau de votre entreprise.
On trouve aussi dans cette catégorie le sabotage informatique qui consiste à attaquer un système avec un virus ou l'une de ses variantes (ver informatique, bombe logique, cheval de Troie, etc.) et dont l'objectif n'est autre que la perturbation du fonctionnement du système, voire parfois sa destruction pure et simple, avec les conséquences économiques et sociales qui peuvent en résulter.
Les motivations des hackers sont variées: les uns le font par jeu et ne mesurent pas toujours les conséquences de leurs actes ; d'autres par contre poursuivent des objectifs mercantiles, politiques ou militaires ou sont animés de desseins plus sombres (terrorisme, espionnage industriel).
Dans tous les cas, ces infractions sont prévues par le Code pénal et leurs auteurs risquent jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et une solide amende. En cas de récidive, les peines sont doublées.
Notez également qu'en se rendant coupable de hacking, le pirate commettra bien souvent d'autres infractions, tels un faux en informatique, ou une fraude en informatique. En s'introduisant dans votre système, le pirate en profitera par exemple pour modifier des informations (par exemple insérer dans l'une des pages de votre site des photos à caractère pornographique), récupérer certaines données confidentielles ou sensibles, voire encore subtiliser des mots de passe.

f) En quoi consiste le faux en informatique ?

On parle de faux en informatique lorsque quelqu'un introduit, modifie ou efface les données d'un système informatique, voire encore en modifie l'utilisation possible, et en modifie la portée juridique. Ce sera le cas si vous mettez en place un site internet à accès payant et qu'un internaute introduit un faux numéro de carte de crédit. Il en ira de même si l'un de vos employés introduit des transactions fictives dans le système ou en cas de falsification d'une signature électronique.
Cette infraction est punie d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et/ou d'une amende. En cas de récidive, les peines sont doublées.

g) En quoi consiste la fraude informatique ?

Il y a fraude informatique dès lors que pour se procurer un avantage patrimonial frauduleux, une personne introduit, modifie ou efface les données d'un système informatique, voire encore en modifie l'utilisation possible. L'hypothèse sera rencontrée en cas d'utilisation d'une carte de crédit volée pour acheter des biens sur votre site ou si le pirate détourne des fichiers ou des programmes à des fins lucratives.
Une peine de prison de 6 mois à 5 ans et/ou une amende frappera l'auteur de l'infraction. En cas de récidive, les peines sont doublées.

h) Quels sont les moyens légaux pour lutter contre la criminalité informatique ?

Suite à l'intervention du législateur, les pirates savent désormais que leurs méfaits seront lourdement sanctionnés (jusqu'à 10 ans de prison en cas de récidive) et que l'impunité n'est plus de mise. Il est vrai néanmoins qu'en raison du caractère essentiellement international des échanges sur le Net et par conséquent des infractions, les auteurs - parfois localisés dans des Etats juridiquement très tolérants - seront difficilement identifiés et appréhendés.

i) Quelles démarches entreprendre si je suis victime de criminalité informatique ?

Vous pouvez bien entendu porter plainte. De nombreuses victimes d'actes de piratage hésitent à s'en plaindre, peut-être par crainte d'être mal considérées. Il faut insister ici sur le fait que tout un chacun, même le plus attentif aux questions liées à la sécurité, peut être un jour victime de malveillance sur le réseau. En diffusant l'information, vous permettez aux autres de profiter de votre expérience et d'éviter ainsi de tomber dans les mêmes pièges.
Vous pouvez déposer une plainte auprès des services de police qui transmettront l'affaire au procureur du Roi. Il vous est aussi loisible de vous constituer partie civile entre les mains du juge d'instruction.
Il faut aussi savoir qu'il existe des services de police spécialisés en matière de criminalité informatique, les Regional Computer Crime Units (RCCU), placés sous l'autorité d'une unité fédérale - Federal Computer Crime Unit (FCCU) - dont l'expertise dans le domaine pourra vous être utile. Vous pouvez également prendre contact avec les autorités en envoyant un e-mail au point de contact judiciaire central (contact(a)gpj.be).
Au plan civil, des dommages et intérêts pourront être réclamés en réparation des préjudices matériels et éventuellement moraux subis.
Notez enfin que la Cyber Emergency Team fédérale (CERT.be) (voir https://www.cert.be/fr), spécialiste neutre en sécurité sur Internet et les réseaux, est susceptible de vous aider si vous êtes victime d'un incident de cybersécurité. Elle peut prendre en charge la coordination lors d'un tel incident, donner des conseils permettant de trouver des solutions ou encore, offrir un soutien permettant de prévenir les incidents de sécurité. A propos de la signalisation d'incidents de cybersécurité, voir https://www.cert.be/fr/signaler-un-incident.

j) Comment identifier l'auteur d'un délit en matière de criminalité informatique ?

Il s'agit de l'un des aspects les plus problématiques en matière de criminalité informatique. Car s'il est vrai qu'il existe des logiciels de localisation très performants, il faut être conscient que de nombreuses techniques permettent d'agir sur internet de façon anonyme.
Pour aider les autorités judiciaires dans leurs recherches, il peut être important de leur transmettre le moment de l'attaque (date et heure, aussi précises que possible) et la liste des adresses IP des ordinateurs connectés à cet instant.
Pour ce qui est du moment de l'attaque, il faut savoir que votre serveur ne gardera en mémoire que l'heure et la date programmée sur l'ordinateur connecté. En d'autres termes, si vous estimez que l'attaque s'est produite le 10 février entre 19 et 23 heures et que vous cherchez les ordinateurs connectés à ce moment, vous pourriez ne pas trouver celui qui est à l'origine de l'attaque. En effet, si cet ordinateur est "programmé" avec 1 jour de retard, il ne sera conservé dans l'historique qu'à la date du 9 février. D'autres moyens de recherche devront alors être mis

en œuvre.
La loi prévoit que les opérateurs de réseaux de communication et les fournisseurs de services de communications électroniques devront conserver pendant 12 mois les données d'appel et les données d'identification des utilisateurs de leurs services. Sont également visés les fournisseurs de services de courrier électronique via Internet. Cette obligation de conservation de données à des fins de lutte contre la criminalité contribuera à l'identification, par les autorités judiciaires, de l'auteur de l'infraction dont vous seriez victime.

k) A quels moyens techniques puis-je recourir pour me protéger ?

Au-delà des moyens légaux, il est bien évident que la meilleure démarche consiste à prévenir ce genre de risques en mettant en place un dispositif de sécurité performant et adapté à vos besoins.
Voici quelques-uns des outils pour garantir la sécurité du site et des échanges: l'utilisation de signatures électroniques, d'un firewall (pare-feu), de fichiers historiques, de procédures de back up, d'anti-virus actualisés, et surtout d'une bonne organisation dans la gestion de ces moyens.

l) Qu'est-ce qu'un firewall ?

Il s'agit du dispositif matériel (routeur, serveur) et logiciel destiné à interdire tout accès non autorisé à un réseau informatique. Le firewall va en principe contrôler le trafic entrant, mais il peut aussi être paramétré pour vérifier le trafic sortant.
Pour remplir correctement son rôle, le firewall doit être situé au seul point de contact entre le réseau interne et le réseau externe.
Il s'agit d'un moyen très efficace pour se protéger contre les attaques mais ce n'est pas la panacée: il sera en effet inutile pour garantir l'intégrité des informations ou la confidentialité des données.

m) A quoi peuvent servir les fichiers historiques ?

De tels fichiers permettent en principe de déterminer qui a accédé au système, à quel moment et pendant combien de temps. Sachez néanmoins que le hacker qui piratera votre système informatique prendra la précaution de modifier certains paramètres de son ordinateur de telle sorte que le recours aux fichiers historiques vous sera souvent de peu d'utilité pour le retrouver.
De même, les fichiers qui ont été consultés ou modifiés pourront plus facilement être identifiés.
En cas de problème, l'analyse de ces fichiers permettra de connaître les causes du problème.

n) Comment réaliser les copies de sauvegarde ?

Il est impératif de réaliser des copies de sauvegarde (back up) régulièrement. En cas de destruction des données suite à une attaque de pirates ou à un problème technique quelconque (incendie, vol des machines), il vous sera possible de continuer ou reprendre votre activité assez rapidement.
Il est préférable d'édicter des règles précises qui déterminent ce qui est sauvegardé, avec quelle fréquence et où sont stockées les copies de sauvegarde. Il va sans dire que ces copies doivent être entreposées dans un lieu différent de celui du système informatique et strictement protégé (il s'agit bien souvent de données confidentielles qui ne doivent pas tomber dans n'importe quelles mains).

o) Comment utiliser les logiciels anti-virus ?

Un bon logiciel anti-virus ne sera pas un luxe, d'autant que des outils très performants sont disponibles gratuitement.
Vous veillerez à ce qu'il soit maintenu à jour (même quotidiennement si nécessaire).
Les courriers électroniques devront être passés au crible car ils constituent une source très importante d'infections par les virus. Dans le même sens, vous déconseillerez à votre personnel d'introduire des disquettes, CD-Rom, DVD, clés USB ou d'autres dispositifs externes de stockage sans une vérification préalable par le gestionnaire du système informatique (qui contrôlera l'absence de virus).

p) Dois-je prévoir des moyens de sécurité particuliers si je mets en place un système de paiement en ligne ?

Il est tout à fait envisageable que votre ambition, en vous établissant sur le Net, ne se limite pas à fournir aux internautes divers renseignements sur votre activité. Vous pouvez vouloir mettre sur pied un site de type transactionnel où les clients-internautes pourront acheter des biens à travers le réseau. Sur ce point, vous prendrez rapidement conscience que pour garantir le succès de votre activité, il vous faudra gagner la confiance des internautes, notamment en leur proposant un moyen de paiement sûr et efficace.

q) Comment organiser la sécurité et quel en est le coût ?

La mise en place des différents systèmes de sécurité n'est que l'étape finale d'un processus d'analyse. Les actifs à protéger (ressources informatiques, données, etc.) devront être identifiés, de même que les menaces et les vulnérabilités (faiblesse du système qui permet à une menace de se matérialiser). Vous devrez aussi quantifier les dommages potentiels pour cerner l'impact d'une intrusion ou d'un virus et évaluer le risque, la probabilité de survenance de ces événements. Sur base de cette analyse, vous serez en mesure de déterminer les moyens de défense nécessaires.
C'est le mauvais côté de ces techniques de sécurité: leur coût et la gêne des utilisateurs. En effet, ces procédures peuvent être source de complexité ou pénaliser la fonctionnalité ou le rendement du système. Il faudra donc veiller à expliquer clairement aux utilisateurs les objectifs de ces procédures. Quant aux coûts, ils devront être proportionnés aux menaces, vulnérabilités et risques, identifiés de façon réaliste. Gardez à l'esprit que si la sécurité a un prix, l'absence de sécurité pourra vous coûter plus cher encore, voire vous conduire - dans un scénario certes pessimiste, mais possible - à la faillite.

Protection des données personnelles

L'évolution technologique pose de nouveaux défis en matière de protection des données à caractère personnel. Le développement des activités en ligne, comme l'envoi d'e-mails, la visite de sites web, le chat, les blogs, les forums de discussion et les réseaux sociaux, facilite l'échange des informations personnelles et permet de les rendre publiques et accessibles à l'échelle mondiale. De même, le recours au cloud computing peut signifier une perte de contrôle du particulier sur les informations potentiellement sensibles le concernant, lorsqu'il stocke ses données à l'aide de programmes hébergés sur l'ordinateur de quelqu'un d'autre.
Parallèlement, les modes de collecte des données à caractère personnel se complexifient et sont moins facilement décelables. Certains éléments transmis automatiquement aux sites web visités et rendus accessibles au serveur web permettent la constitution d'un profil précis, sans que vous en ayez été informé et mis en mesure de vous y opposer. L'utilisation d'outils sophistiqués permet ainsi aux entreprises de mieux connaître le comportement des internautes et de mieux cibler leurs offres. La technique la plus répandue est l'usage de cookies qui enregistrent votre parcours sur internet. Or, ces techniques qui servent à des fins de marketing pourraient également être utilisées à des fins de discrimination ou de modification de l'information transmise.
En Belgique, la protection des données personnelles dans le cadre de la société de l'information est assurée principalement par les textes suivants :

- la Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (« loi vie privée »), vise à protéger le citoyen contre toute utilisation abusive de ses données à caractère personnel ;
- la Loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, fixe les principes applicables au secret des communications, au traitement des données et à la protection de la vie privée des utilisateurs ;
- la Loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information, prévoit des règles en matière de courrier électronique, y compris le courrier électronique non sollicité ;
- l'arrêté royal du 12 juin 2002 rendant obligatoire la convention collective n°81 du 26 avril 2002 relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard du contrôle des données de communications électroniques en réseau.

Traitement des données à caractère personnel

Les données personnelles disponibles sur internet et qui font l'objet d'un traitement sont visées par la Loi du 8 décembre 1992 sur la protection de la vie privée, qui reconnait des droits aux personnes concernées : droit à l'information quant au sort de ces données, droit d'interroger le responsable du traitement, droit d'accès aux données, droit de rectification, droit d'opposition et droit à l'oubli au-delà du délai nécessaire à la finalité annoncée.

Régime spécifique aux communications électroniques

La règlementation consacre un principe général de confidentialité des communications effectuées au moyen d'un réseau public de communications et de services de communications électroniques accessibles au public, ainsi que la confidentialité des données relatives au trafic qui s'y rapportent. Il est en principe interdit à toute personne, autre que les utilisateurs, d'écouter, d'intercepter, de stocker les communications et les données relatives au trafic qui s'y rapportent, ou de les soumettre à tout autre moyen d'interception ou de surveillance, sans le consentement des utilisateurs concernés.

Protection de la vie privée sur le lieu du travail

Le travailleur bénéficie d'une certaine protection contre un contrôle intempestif de la part de

l'employeur de l'usage qu'il fait des moyens de communications mis à sa disposition pour l'exécution de son contrat de travail. Les données de trafic entre l'ordinateur utilisé sur le lieu de travail et un site internet constituent des données personnelles, visées par la loi sur la vie privée.

Liens utiles

- Commission de la protection de la vie privée

Réglementation

- Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (loi vie privée)
- Loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques
- Loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information visés à l'article 77 de la Constitution.(MB. 17.03.2003)
- Loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information. (MB. 17.03.2003)
- Arrêté royal du 12 juin 2002 rendant obligatoire la convention collective n°81 du 26 avril 2002 relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard du contrôle des données de communications électroniques en réseau

Litiges sur internet

L'économie numérique est en plein essor et de plus en plus de PME créent leur site internet pour la vente de leurs produits, en complément d'un magasin ayant pignon sur rue. Toutefois, l'internet est loin d'être utilisé au maximum de ses potentialités, notamment en termes de commerce numérique.

Différentes raisons peuvent en être la cause :

- manque d'aptitudes techniques de l'utilisateur ;
- pas de possession d'un ordinateur/de connexion internet ;
- manque de confiance en l'internet ;
- etc.

L'utilité de l'internet pour son rôle pour le maintien de la croissance économique n'étant plus à prouver, il est dès lors du devoir des autorités d'entreprendre des actions destinées à en augmenter l'utilisation. A cette fin, il est essentiel d'obtenir la confiance des utilisateurs envers l'internet, sans quoi toute autre action serait dénuée de sens.

A cet égard, une grande attention est accordée au règlement en ligne des litiges, ce qui a incité le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie a créé « Belmed » en partenariat avec divers services de médiation. Ce site donne la possibilité de régler en ligne des litiges de façon simplifiée, rapide, économique et sécurisée, étant donné que l'accès à la plate-forme et les échanges d'informations seront réalisés par l'intermédiaire de la carte d'identité électronique pour le consommateur, et par la Banque Carrefour des Entreprises pour les entreprises.

Cette initiative ne peut qu'aider les particuliers et entreprises à avoir davantage confiance en l'utilisation du réseau internet pour des raisons économiques, commerciales ou autres. Elle est également d'une grande aide pour celles et ceux qui sont déjà des utilisateurs convaincus mais qui rencontrent dans leur utilisation plus régulière divers problèmes tels que des pratiques commerciales frauduleuses, l'escroquerie, etc.

Normalisation et interopérabilité

Les procédures de normalisation constituent un instrument important du secteur de l'ICT. L'adoption de normes permet de consacrer un avantage concurrentiel en matière d'interopérabilité, d'accès au marché, d'économies d'échelle, de modèles économiques et de conformité aux exigences légales. Les normes contribuent à transformer un avantage en matière d'innovation en position de leader sur le marché. Les premières entreprises à disposer d'une technologie sont, en effet, en mesure d'adopter les normes qui leur permettront d'imposer leur maitrise du marché.

En renforçant l'interopérabilité, les normes peuvent créer de nouveaux marchés, de nouveaux produits et des infrastructures fonctionnelles. Ces activités de normalisation constituent également une opportunité d'interagir avec les autres acteurs industriels et avec les consommateurs. L'innovation et la normalisation sont donc étroitement liées et il est donc essentiel pour les acteurs du marché d'investir dans ce domaine.

La normalisation au niveau européen

Trois organismes de normalisation sont actifs dans le domaine de l'ICT au niveau européen : le Comité européen de Normalisation (CEN), le Comité européen de Normalisation électrotechnique (CENELEC) et l'Institut Européen des Normes de Télécommunication (ETSI).

Au niveau réglementaire, le Conseil a adopté le nouveau règlement relatif à la normalisation européenne le 4.10.2012, lequel est entré en vigueur le 01.01.2013. Ce règlement vise à moderniser et améliorer le système européen de normalisation. Il contribuera en outre à réduire

la durée moyenne du processus de création des normes et facilitera la représentation et la participation des petites et moyennes entreprises (PME) dans le processus de normalisation. La question de la normalisation est considérée comme un domaine d'action prioritaire par l'Agenda numérique de la Commission européenne.

La normalisation en Belgique

En Belgique, la loi du 3 avril 2003 sur la normalisation, fixe les règles applicables sur la base d'un modèle décentralisé qui attribue un rôle de coordination au Bureau de Normalisation (NBN) et se fonde sur la désignation d'opérateurs sectoriels de normalisation. Ceux-ci sont chargés de gérer des commissions de normalisation dans les domaines relevant de leur compétence. La fédération de l'industrie technologique Agoria ICT est agréée en tant qu'opérateur sectoriel de normalisation dans le domaine de l'ICT.
Avec l'appui du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, le centre collectif de l'industrie technologique belge « Sirris » a mis sur pied un certain nombre « d'antennes-normes » dans le but d'assister et d'informer le secteur technologique sur la législation et les normes techniques belges, européennes et internationales.
Par ailleurs, la Belgique dispose maintenant d'un site internet consacré à l'interopérabilité dans le contexte de l'e-gouvernement et de la société de l'information. Celui-ci est une suite logique du cadre européen d'interopérabilité adopté le 16 décembre 2010 par la Commission européenne.

Pour en savoir plus

Si vous souhaitez en savoir davantage sur les antennes normes ICT, veuillez consulter le guide de réglementation technique et normalisation.

Chapitre IV : L'hébergement

- Définition et enjeux
- Objet des prestations liées au contrat – Durée du contrat
- Les différentes obligations des parties
- Quelques clauses particulières
- Contrat type d'hébergement

Définition et enjeux

Définition et enjeux, double point de vue (mise à disposition d'espace disque par l'hébergeur, mise en ligne d'informations de l'entreprise)

Mis à jour le 13/11/2000

L'hébergement consiste à stocker sur le serveur d'un prestataire extérieur à l'entreprise (comme un ISP) des pages web conçues et réalisées par l'éditeur du site en vue de les rendre disponibles vers le terminal (ordinateur ou mobile par exemple) de tout utilisateur qui en fait la demande par voie électronique.

L'hébergement est donc une prestation essentielle car, excepté dans le cas où l'entreprise dispose de ressources financières et de capacités techniques suffisantes pour devenir son propre hébergeur, elle représente le plus souvent un point de passage obligé. Ce contrat combine un ensemble de prestations qui vont permettre, via un site web, un accès ouvert ou restreint aux données mises en ligne par l'entreprise.

A l'instar du contrat d'accès, le contrat d'hébergement consiste le plus souvent en un contrat d'adhésion (comportant des clauses types), pouvant même le cas échéant, être conclu en ligne.

L'entreprise cliente disposera généralement d'une information insuffisante au regard des obligations souscrites lors de la conclusion du contrat. Profitant de cette relative opacité conventionnelle, le prestataire recherchera, quant à lui, à limiter au maximum sa responsabilité.

Pour l'entreprise cliente, il conviendra donc de dépasser cette possible situation d'infériorité en recherchant un niveau élevé d'implication dans la recherche de solutions contractuelles répondant véritablement à ses besoins dans son activité de commerce électronique.

Pour ces différentes raisons, le contrat d'hébergement de site web constitue donc une opération complexe qui peut être envisagée sous un double point de vue:

- **la mise à disposition à titre onéreux d'un espace mémoire sur un serveur informatique**, sachant que le volume de cet espace peut varier (le serveur d'hébergement devant être capable d'accueillir les données mais également des applications logicielles dans le cadre d'évolutions futures);
- **la connexion du contenu appartenant à l'entreprise cliente vers l'Internet**, ce qui implique donc que le prestataire d'hébergement soit en mesure de proposer une fourniture pérenne d'une bande passante adéquate.

Les deux paramètres techniques de base de l'hébergement doivent donc être entendu comme l'espace mémoire et la largeur de bande passante. L'évaluation combinée de ces deux critères permet de prévoir le nombre d'accès simultanés que le site web sera en mesure d'accueillir.

© AWT (Agence Wallonne des Télécommunications) - Avenue Prince de Liège, 133 - 5100 Jambes (Namur) - Belgium

Objets des prestations liées au contrat

Prestations liées au contrat d'hébergement: préambule, objet (clauses contractuelles) et durée

Mis à jour le 13/11/2000

Lors de l'élaboration du contrat d'hébergement, l'entreprise devra être particulièrement vigilante au regard de certains points. La structure du contrat d'hébergement pourra donc être appréhendée au travers des éléments suivants:

Le préambule

Il pourra être utile dans un préambule au contrat d'hébergement de rappeler le fonctionnement général et les contraintes d'un réseau ouvert tel que l'Internet, et de fournir à cette occasion les principales définitions relatives à la prestation en cause.

L'objet du contrat

Du point de vue conventionnel, des clauses contractuelles spécifiques doivent être envisagées concernant les aspects suivants:

- **l'évaluation de la capacité mémoire** (taille maximale de l'espace disque mis à disposition);
- **la disponibilité de cet espace** (données horaires, calendrier, taux de disponibilité, nature et durée des interruptions de service dans la mesure où celles-ci ne sont pas préjudiciables aux activités des entreprises clientes, etc.), avec clause spéciale de garantie d'évolution en fonction des besoins futurs de l'entreprise;
- **le caractère dédié ou non du serveur**. Il s'agira notamment de déterminer contractuellement les modalités de partage des ressources disponibles chez l'hébergeur vis-à-vis de ses différents clients (choix entre un serveur mutualisé, c'est-à-dire partagé entre plusieurs applications différentes relevant de clients eux aussi différents, et un serveur dédié, c'est-à-dire réservé exclusivement aux applications d'une entreprise);
- **la bande passante disponible**, avec clause spéciale de garantie d'évolution en fonction des besoins futurs de l'entreprise;
- **les conditions de maintenance et la gestion des aspects relevant de la sécurité**. La gestion de la sécurité du site doit être envisagée à la fois sous l'angle de:
  - **la sécurité physique**: conditions d'accès au serveur en tant que matériel informatique (environnement sécurisé concernant l'accès des personnes, mise en place d'un système spécifique de surveillance permettant d'éviter les intrusions physiques dans l'espace où est localisé le serveur, conditions d'intervention en cas de panne, mise à disposition d'un personnel d'astreinte en fonction de délais et de conditions tarifaires définis, etc.);
  - **la sécurité logique**: c'est-à-dire la sécurité des données qui transitent par le site web de l'entreprise cliente et la protection de celles-ci contre toute forme d'intrusion informatique (piratage). Cette exigence impose notamment de la part du prestataire d'hébergement la mise en place de systèmes informatiques de protection (**firewall**) qui devront être conformes à l'état de l'art à un moment donné (en ce compris les mises à jour logicielles en fonction des technologies disponibles). A cet égard, il sera quasiment impossible d'exiger de la part du prestataire d'hébergement le respect de d'une obligation de résultat, néanmoins, on peut envisager l'exigence d'une obligation renforcée de moyens qui aura pour effet, en cas d'intrusion informatique non autorisée, d'obliger le prestataire à rapporter la preuve qu'il n'a manqué en aucune manière aux obligations normales qui lui incombaient;
- **la question du transfert éventuel du site de l'entreprise chez un autre prestataire.** Dans cette hypothèse, il est important de prévoir une clause de réversibilité visant le maintien de l'accès de l'entreprise à son site web. Selon cette clause, le

108 245

prestataire initial devra apporter l'assistance nécessaire afin d'assurer la bonne réalisation de cette opération de transfert;

- **le statut des données hébergées:** les parties prendront soin de rappeler la propriété exclusive de l'entreprise cliente sur celles-ci et de prévoir que les données concernées soient obligatoirement restituées à leur titulaire au terme du contrat.

Durée du contrat

Le contrat d'hébergement est une convention qui s'exécute nécessairement dans le temps.

Si toutes les formules sont envisageables (durée indéterminée, durée déterminée avec tacite reconduction, etc.), il s'agira surtout pour l'entreprise cliente, comme en matière de contrats de fourniture de services de télécommunications, de ne pas s'enfermer dans des termes trop contraignants et pour une trop longue durée.

© AWT (Agence Wallonne des Télécommunications) - Avenue Prince de Liège, 133 - 5100 Jambes (Namur) - Belgium

Les différentes obligations pour les parties

Examen des différentes obligations du prestataire assurant l'hébergement (équipement, contenu, fonctionnalités, etc.) et de l'entreprise cliente (techniques, comportement, paiement, etc.)

Mis à jour le 13/11/2000

Obligations du prestataire assurant l'hébergement

Globalement le contrat d'hébergement est caractérisé du point de vue des obligations incombant aux cocontractants par une asymétrie au profit de l'hébergeur.

En effet, celui-ci, de par la position qu'il occupe et du fait des contraintes légales pesant sur lui, se voit reconnaître des prérogatives étendues en matière de contrôle de la conformité technique et légale des contenus qu'il héberge. Lorsqu'il a connaissance de violations (utilisation non autorisée de logiciels, données contraires à l'ordre public, ...) d'une disposition légale, l'hébergeur sera en droit de suspendre la prestation en cause sans que cela remette en question la rémunération due par l'hébergé en vertu du contrat. De même, l'hébergeur pourra éventuellement réclamer des dommages et intérêts à l'hébergé qui aurait manqué à ses obligations.

Par ailleurs, l'hébergeur verra sa responsabilité exclusivement limitée aux équipements matériels et logiciels installés sur ses serveurs (par exemple le respect des conditions de licences des logiciels utilisés). A ce titre, sa responsabilité ne pourra être engagée en ce qui concerne les éventuels dysfonctionnements liés à la nature même des réseaux ouverts tels que l'Internet (existence de sous-réseaux, afflux d'utilisateurs à certaines heures, existence de goulets d'étranglement, ralentissement des conditions d'accès ayant des causes extérieures à la prestation considérée, etc.).

De la même façon, le prestataire tentera d'atténuer au maximum sa responsabilité concernant les contenus qu'il héberge.

Afin de règler les aléas nés de la jurisprudence, la directive commerce électronique (2000/31/CE) du Parlement européen et du Conseil en date du 8 juin 2000, a prévu en son article 14 une exonération de la responsabilité du prestataire vis-à-vis des contenus hébergés à condition qu'il n'ait pas eu effectivement connaissance de leur caractère illicite.

Dans le cas contraire, l'hébergeur devra dans les meilleurs délais prendre les mesures nécessaires pour assurer le retrait des contenus illicites ou pour empêcher l'accès à ceux-ci. Face à cette évolution, il semble plus réaliste de prévoir dans le contrat que l'hébergé devra garantir l'hébergeur contre tout recours de tiers portant sur le contenu du site mis en ligne.

Un ensemble de prestations complémentaires peuvent, par ailleurs, être fournies par le prestataire d'hébergement, tels que notamment:

- **un accès FTP**(File Transfer Protocol) permettant à l'entreprise cliente de réaliser elle-même les indispensables mises à jour de son site web,
- **une assistance technique renforcée** (hotline personnalisée, fourniture d'instruments statistiques permettant d'évaluer la fréquence de consultation du site, module de paiement sécurisé, etc.).

Obligations de l'entreprise cliente

HO 247

Obligations techniques: elles sont fort diverses et peuvent peuvent par exemple consister:

- en une interdiction d'utiliser certains types de fichiers,
- en prescriptions concernant le raccordement des matériels aux réseaux de télécommunications,
- en la recherche et la destruction préalable de virus ou autres bugs susceptibles d'affecter le bon fonctionnement des équipements du prestataire, etc.

Obligations de comportement: les parties contractantes pourront faire référence à une charte ou un code de bonne conduite figurant en annexe du contrat d'hébergement et renvoyant:

- aux règles et usages en vigueur sur l'Internet (exemple de la **Netiquette**),
- à des règles particulières d'utilisation des ressources, en fonction d'exigences spécifiques aux infrastructures et équipements utilisés ou de la législation en vigueur. De ce point de vue, il peut être prévu une obligation spécifique à la charge de l'entreprise cliente lui imposant de vérifier régulièrement la conformité des contenus mis en ligne avec les exigences techniques et légales décrites ci-dessus.

L'ultime obligation à la charge de l'entreprise cliente réside bien entendu dans le paiement du prix de la prestation fournie par l'hébergeur. Considérant la nature même de la prestation, ce paiement sera échelonné dans le temps (loyer prévisionnel) et pourra donner lieu à indexation et à réévaluation en fonction des besoins futurs de l'entreprise. Il s'agira alors de prévoir soigneusement les éventuels dépassements en matière d'espace disque afin d'être en mesure de préciser les volumes concernés et les coûts afférents.

4. Quelques clauses particulières

19. Comment régler le sort des droits de propriété intellectuelle ?

Vous êtes censé disposer des droits intellectuels sur les éléments intégrés sur le site (texte, image, musique, etc.) et notamment les droits de reproduction, d'adaptation, de communication au public et de traduction (voy. *infra*, n°s 54 et s.). Le prestataire voudra bien souvent qu'une disposition contractuelle rappelle ce principe.

Vous pourrez aussi préciser que le prestataire ne dispose d'aucun droit sur les éléments du site dès l'instant où l'on sort du cadre contractuel. En d'autres termes, le prestataire pourra reproduire le contenu du site s'il effectue une copie de sauvegarde ; il sera aussi autorisé à poser des actes de communication au public ou de distribution (pour rendre le site accessible sur la toile). En revanche, il lui sera interdit de traduire les données ou encore de les utiliser pour son usage personnel.

20. Qui sera responsable en cas d'informations illicites diffusées sur le site ?

Le fournisseur d'hébergement est-il responsable des informations stockées sur le serveur ? La loi prévoit qu'il ne sera pas responsable s'il ignorait que l'activité développée sur le site ou les informations diffusées étaient illicites ou s'il a agi rapidement pour les retirer du site ou en empêcher l'accès (après en avoir averti le procureur du Roi). La loi ajoute que le prestataire d'hébergement n'est pas lié par une obligation générale de surveillance des données stockées ou de recherche des faits ou des circonstances révélant des actes illicites.

Concrètement, s'il apparait que les informations que vous diffusez sur votre site sont illicites, le prestataire sera tenu de fournir aux autorités judiciaires votre identité et vos coordonnées. Il est également probable que les fournisseurs d'hébergement soient cités en justice à des fins d'opposabilité : de cette façon, il pourra leur être ordonné de mettre tout en œuvre pour que les contenus illicites cessent d'être accessibles.

Le prestataire voudra aussi insérer dans le contrat une clause précisant l'étendue de ses obligations et limitant, généralement, sa responsabilité. Cette clause contractuelle indiquera par exemple que vous le déchargez de toute responsabilité quant au contenu, en garantissant que les données hébergées ne portent pas atteinte aux droits des tiers et respectent l'ordre public et les bonnes mœurs. Parfois, il veillera aussi à se réserver la possibilité de suspendre l'exécution du contrat en empêchant l'accès aux informations.

21. Puis-je mettre en cause la responsabilité du prestataire en cas de problème technique ?

Le prestataire sera généralement attentif à insérer une clause l'exonérant de toute responsabilité en cas de problèmes techniques liés à l'Internet (en raison de l'afflux d'internautes à des heures déterminées ou pour des causes imputables au fournisseur d'accès). Ces clauses sont en principe valables dans la mesure où elles n'exonèrent pas le prestataire de toute responsabilité, vidant ainsi le contrat de sa substance.

Par contre, le fournisseur d'hébergement ne pourra pas s'exonérer d'un dysfonctionnement des équipements matériels ou des logiciels s'il a omis d'adopter des mesures raisonnables pour prévenir ce type de problème (par ex. : introduction d'un virus en raison d'une négligence en matière de sécurité, etc.).

OVH

CONDITIONS PARTICULIERES D'HÉBERGEMENT MUTUALISÉ

Version en date du 30 juin 2008

ARTICLE 1 : OBJET

Les présentes conditions particulières ont pour objet de définir les conditions techniques et financières dans lesquelles OVH s'engage à héberger sur sa plate-forme le service Internet du Client.

Les conditions spécifiques détaillent les différentes options d'abonnement en vue de la préparation par OVH de l'espace de la plate-forme réservé pour le Client.

Le Client reconnaît expressément que OVH ne participe aucunement au sens des présentes à la conception, au développement, à la réalisation et à la mise en place du site Internet du Client et de ses outils informatiques de gestion et d'administration.

ARTICLE 2 : MOYENS – CONDITIONS D'EXPLOITATION

La plate-forme de OVH est accessible pour le grand public par le réseau Internet au moyen de stations connectées au réseau Internet.

OVH garantit un accès au site Internet dans les conditions d'une fréquentation raisonnable et un accès aux boîtes de emails dans des conditions d'utilisation raisonnable.

Dans l'hypothèse où, l'accès au Service ne pourra être maintenu en raison d'un trafic excédant les capacités du Service, les parties se concerteront afin d'envisager des modifications techniques et financières des conditions d'hébergement du Client.

ARTICLE 3 : SUPPORT TECHNIQUE

OVH met à la disposition du Client une assistance technique dans les conditions prévues aux conditions générales de Service.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE REALISATION ET DE FACTURATION DES PRESTATIONS

OVH adresse au Client un courrier électronique de confirmation d'ouverture de compte, mettant à la disposition de celui-ci les codes lui permettant d'accéder à l'espace réservé à son site Web sur le Service de OVH.

SAS OVH, 140 Quai du Sartel – 59100 Roubaix – France
Téléphone : 0899 701 761 (1.349 € TTC l'appel, et 0.337 € TTC/mn) – Fax : + 33 (0) 3 20 20 09 58 – Site Internet : www.ovh.com - Hotline : http://ovh.com/fr/contact/support/
SAS au capital de 500 000 € RCS Roubaix – Tourcoing 424 761 419 00011 – Code APE 721Z - N° TVA : FR 22-424-761-419-00011

115 250

La date d'envoi des codes d'hébergement du site du Client détermine la date initiale à laquelle la facturation prend effet.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE OVH

OVH s'engage à apporter tout le soin et la diligence nécessaires à la fourniture d'un service de qualité conformément aux usages de la profession et à l'état de l'art. Il ne répond que d'une obligation de moyens.

OVH s'engage à :

5.1. Assurer l'accès au Service 24 h/24 tous les jours de l'année.

OVH informera, dans la mesure du possible le Client, dans un délai raisonnable, par courrier électronique ou au travers du site http://travaux.ovh.net, d'une éventuelle interruption du service, afin que le Client prenne ses dispositions.

5.2. Intervenir rapidement en cas d'incident.

5.3. Assurer le maintien au meilleur niveau de la qualité de ses outils.

5.4. Mettre à disponibilité du Client la possibilité de restreindre l'accès à son site (ou à une partie).

5.5. Protéger, dans la mesure du possible, sa plate-forme.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE DE OVH

OVH se réserve le droit d'interrompre le Service, notamment si ce Service constitue un danger pour le maintien de la sécurité de la plate-forme d'hébergement de OVH, que ce soit suite à un piratage dudit Service, ou à la suite d'une non-installation de mise à jour d'application ayant pour conséquence la détection d'une faille dans la sécurité du système. OVH s'engage à rétablir la connexion sur demande du Client, dès que les interventions de correction auront été effectuées par le Client.

OVH ne pourra être tenu responsable du contenu des informations, du son, du texte, des images, éléments de forme, données accessibles sur les sites hébergés sur le Service du Client, transmises ou mises en ligne par le Client et ce à quelque titre que ce soit.

OVH ne saurait être tenu pour responsable du non-respect total ou partiel d'une obligation et/ou défaillance des opérateurs des réseaux de transport vers le monde Internet et en particulier de son ou ses fournisseurs d'accès.

OVH ne pourra être tenu responsable envers le Client de l'introduction d'un virus informatique sur le Service du Client.

SAS OVH, 140 Quai du Sartel – 59100 Roubaix – France
Téléphone : 0899 701 761 (1.349 € TTC l'appel, et 0.337 € TTC/mn) – Fax : + 33 (0) 3 20 20 09 58 – Site Internet : www.ovh.com - Hotline : http://ovh.com/fr/contact/support/
SAS au capital de 500 000 € RCS Roubaix – Tourcoing 424 761 419 00011 – Code APE 721Z - N° TVA : FR 22-424-761-419-00011

OVH ne saurait être tenu responsable d'une défaillance ayant pour origine une mauvaise utilisation du Service par le Client.

En conséquence, OVH recommande au Client de mettre en œuvre une mesure de sauvegarde effectuée par ses soins.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE DU CLIENT

7.1.Le Client s 'engage à ne pas héberger de sites de charme ou à caractère pornographique, racistes ou illégaux et ceux ayant des liens hypertextes vers ce type de sites sont interdits sur le Service de OVH.

De même, il s'interdit à tout hébergement de site sur des pages ayant trait à tout prosélytisme relatif à des mouvements sectaires tels que dénoncés sur le rapport parlementaire "Les sectes en France", ou considérés comme représentant un risque sectaire pour les services de l'Etat, ou reconnus comme tels par une décision de Justice ayant autorité de la chose jugée. Il s'engage également à ne pas faire de redirection vers ce type de sites.

Le Client est responsable du respect du volume de trafic et de l'espace de stockage autorisé par la formule d'hébergement et options auxquelles il a souscrit.

Le Client est informé que les publications constituent notamment des œuvres de l'esprit protégées par les droits d'auteurs au sens de l'article L 112-2 1er et 2° du Code de la Propriété Intellectuelle.

Le Client est informé que les fichiers sons, vidéo ou d'autre nature (MP3, DIVX, ISO, ...) sont soumis aux droits d'auteurs et de propriété intellectuelle.

Il assure OVH qu'il est titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle sur l'intégralité des pages et données qu'il fait héberger, c'est-à-dire des droits de reproduction, de représentation et de diffusion relatifs au support Internet, pour une durée préalablement déterminée.

Le Client déclare en conséquence accepter pleinement toutes les obligations légales découlant de la propriété de ses services, OVH ne pouvant être recherchée ni inquiétée à cet égard pour quelque cause que ce soit, notamment en cas de violation de lois ou règlements applicables aux services du Client. Le Client déclare avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires en matière de droits d'auteur, notamment auprès des sociétés de répartition de droits d'auteur qui seraient requises. Le Client s'engage à faire figurer sur les pages Web de son site Internet l'identité et l'adresse du propriétaire ou de l'auteur des pages Web et à effectuer toutes les demandes nécessaires à la création de son site web, conformément à la loi Française en vigueur.

Le non-respect par le Client des points visés ci-dessus - que ce soit pour le site hébergé sur la plate-forme de OVH ou que cela concerne une redirection de son domaine vers ce type de sites – et notamment toute activité spécifiquement interdite à partir du Service de OVH et/ou tout contenu diffusé spécifiquement interdits sur le Service de OVH et/ou susceptible d'engendrer une responsabilité civile et/ou pénale et/ou susceptible de porter atteinte aux droits d'un tiers entraînera le droit pour OVH de décâbler et/ou d'interrompre sans délai et sans mise en demeure préalable les services du Client et de résilier

SAS OVH, 140 Quai du Sartel – 59100 Roubaix – France
Téléphone : 0899 701 761 (1.349 € TTC l'appel, et 0.337 € TTC/mn) – Fax : + 33 (0) 3 20 20 09 58 – Site Internet : www.ovh.com - Hotline : http://ovh.com/fr/contact/support/
SAS au capital de 500 000 € RCS Roubaix – Tourcoing 424 761 419 00011 – Code APE 721Z - N° TVA : FR 22-424-761-419-00011

immédiatement et de plein droit le contrat, sans préjudice du droit à tous dommages et intérêts auxquels OVH pourrait prétendre. Dans ces hypothèses, le Client ne pourra prétendre au remboursement par OVH des sommes déjà versées.
Le Client s'engage à régler directement à l'auteur de la réclamation toute somme que celui-ci exigerait de OVH. En outre, le Client s'engage à intervenir sur demande de OVH à toute instance engagée contre cette dernière ainsi qu'à garantir à OVH de toutes les condamnations qui seraient prononcées contre elle à cette occasion. En conséquence, le Client s'engage à faire son affaire personnelle de toute réclamation et/ou procédure quelle qu'en soit la forme, l'objet ou la nature qui serait formée contre OVH et qui se rattacherait aux obligations mises à la charge du Client au titre du présent contrat.

Le Client, seul responsable du contenu du site, s'engage à assurer à ses frais la défense de OVH dans le cas où cette dernière ferait l'objet d'une action en revendication, relative aux données, informations, messages etc., qu'elle diffuse, et à prendre à sa charge l'indemnité due en réparation du préjudice éventuellement subi, à condition d'avoir toute liberté pour transiger et conduire la procédure.

Le Client s'engage à mettre en place les moyens de sauvegarde nécessaires à la pérennité de son activité.

7.2. Utilisation de SCRIPTS CGI/PHP/MYSQL

OVH fournit des hébergements qui permettent l'utilisation des scripts CGI, PHP, MYSQL et d'autres programmes exécutables. Ces scripts utilisent beaucoup plus de ressources système que de simples pages, les restrictions ci-dessous s'appliquent donc à l'utilisation de ces fonctionnalités.

Le Client a la possibilité de créer et exécuter ses propres CGI, PHP ou/et SQL sur son propre compte. Cette utilisation doit être raisonnable. Toutefois, dans le but de fournir un service de bonne qualité, OVH se réserve le droit d'arrêter l'exécution de certains CGI, PHP, SQL ou/et du site s'ils prennent trop de puissance serveur et mettent en péril, indépendamment des cinq restrictions citées ci-dessous, le bon fonctionnement de la plate-forme d'hébergement mutualisé de OVH.

OVH fera son possible pour aviser les clients qui utilisent des scripts utilisant un trop grand pourcentage de ressources système avant de suspendre ceux-ci.

Par contre, si les scripts causent des problèmes aux autres clients ou que ceux-ci prennent beaucoup trop de ressources ils pourront être stoppés sans préavis.

Le client est averti que l'utilisation non conforme à ce qui est indiqué ci-dessus peut être de nature à rendre incompatible le fonctionnement du site sur la plate-forme d'hébergement mutualisée de OVH, et exposer le site concerné à une suspension sans préavis afin de garantir une qualité de service acceptable à l'ensemble des clients de la plate-forme. Le Client sera alors incité à opter pour un contrat d'hébergement dédié.

Les scripts ne doivent en aucun cas interagir avec la configuration du Service ou du matériel. L'exécution de scripts de ce genre pourra entraîner l'annulation immédiate du compte client. En conséquence, pour apprécier le caractère raisonnable de l'utilisation des scripts au regard d'une plate-forme d'hébergement mutualisé, seront utilisés les critères suivants :

SAS OVH, 140 Quai du Sartel – 59100 Roubaix – France
Téléphone : 0899 701 761 (1,349 € TTC l'appel, et 0,337 € TTC/mn) – Fax : + 33 (0) 3 20 20 09 58 – Site Internet : www.ovh.com - Hotline : http://ovh.com/fr/contact/support/
SAS au capital de 500 000 € RCS Roubaix – Tourcoing 424 761 419 00011 – Code APE 721Z - N° TVA : FR 22-424-761-419-00011

- trafic quotidien
- nombre de requêtes web par jour (html, php, cgi, jpg, gif et autres)
- utilisation du processeur de la machine ("CPU")
- utilisation de la RAM
- accès à un serveur sql limité en nombre de requêtes simultanées (OVH vous recommande d'établir des connexions courtes et les fermer après utilisation)
- pour d'autres raisons non définies par les présentes mais qui, selon l'appréciation d'OVH, risqueraient de mettre en péril le système informatique d'OVH. Le client sera tenu de faire connaître la raison précise pour laquelle il utilise les scripts.

Les alertes sont envoyées automatiquement lorsque l'un des critères est atteint, et le client est alors tenu de valider la bonne réception de cette alerte par un e-mail en retour, et la bonne compréhension de la demande formulée par OVH.

Si le client ne valide pas cet e-mail dans les 12 heures, OVH se réserve le droit de fermer le site sans préavis.

Le téléchargement doit se faire par le serveur FTP anonymous, si disponible.

7.3 L'utilisation du SPAM est totalement interdite

Le client s'engage à ne pas se servir des fonctionnalités du Service pour envoyer des messages en grand nombre (SPAM) ou à des personnes qui ne désirent pas en recevoir ou à des adresses erronées. A ce titre, OVH se réserve le droit de mettre en place sur son Service des outils logiciels empêchant ces pratiques. OVH se réserve le droit de suspendre sans préavis les services de messagerie du Client, lorsque des envois massifs de courriels depuis l'offre du Client portent atteinte à l'intégrité et/ou à la sécurité du réseau de OVH.

Par ailleurs en cas de plainte de quiconque (client ou non client) concernant un e-mail envoyé :

- à partir des installations chez OVH
- ou comportant les URL des sites hébergés chez OVH.

En cas de non-respect de cet engagement, le client reconnaît qu'OVH est en droit de limiter, de restreindre, d'interrompre ou de suspendre définitivement tout ou partie du service mis en cause pendant une durée de cinq jours minimum sans préavis, voire rompre définitivement le contrat en cas de non-respect des avertissements pour spamming envoyés par e-mail au client.

7.4 Le Client s'engage à conserver une copie des données transmises.

ARTICLE 8 : NOM DE DOMAINE

Le Client est informé qu'un nom de domaine peut être lié de manière préférentielle à son Service d'hébergement. Ainsi, selon les situations, il pourra être nécessaire de modifier le nom de domaine précédemment défini.

SAS OVH, 140 Quai du Sartel – 59100 Roubaix – France
Téléphone : 0899 701 761 (1,349 € TTC l'appel, et 0,337 € TTC/mn) – Fax : + 33 (0) 3 20 20 09 58 – Site Internet : www.ovh.com - Hotline : http://ovh.com/fr/contact/support/
SAS au capital de 500 000 € RCS Roubaix – Tourcoing 424 701 419 00011 – Code APE 721Z - N° TVA : FR 22 424 761 419 00011

~~117~~ 254

Le Client est informé qu'il doit être titulaire des noms de domaines concernés ou avoir l'accord du titulaire pour la durée associée au Contrat.

Si, à la lecture de ces conditions particulières hébergement, le Client a des questions à poser, contacter OVH à l'adresse suivante : *(140 Quai du Sartel – 59100 Roubaix)*.

Le simple fait de réserver en ligne vaudra acceptation pleine et entière des présentes Conditions Contractuelles.

SAS OVH, 140 Quai du Sartel – 59100 Roubaix – France
Téléphone : 0899 701 761 (1.349 € TTC l'appel, et 0.337 € TTC/mn) – Fax : + 33 (0) 3 20 20 09 58 – Site Internet : www.ovh.com - Hotline : http://ovh.com/fr/contact/support/
SAS au capital de 500 000 € RCS Roubaix – Tourcoing 424 761 419 00011 – Code APE 721Z - N° TVA : FR 22-424-761-419-00011

~~118~~ 255

Chapitre V : Le Cloud Computing

BIBLIOGRAPHIE

- **Les contrats et les obligations en général de De Page**
- **Le Moniteur Belge avec la loi sur le droit d'auteur, la protection des bases de données, le commerce électronique ;**
- **Service Fédéral, Economie, PME, Classes Moyennes et Energie ;**
- **Guide des Titulaires de Sites internet ;**
- **Droit et Nouvelles Technologies ;**
- **Infoshopping.be ;**
- **Belgium.be ;**
- **Droitbelge.be ;**
- **Articles de l'Echo de la Bourse.;**